

André Raymond  
Grandes villes  
arabes à l'époque  
ottomane



E  
VII  
223

LA BIBLIOTHÈQUE ARABE  
Sindbad



مكتبة - المكتبة  
الاقتصادية و الاقتصادية  
C D E S  
3 شارع مازن، سوق احمد  
3 Rue Kasbi Sid Ahmed  
ORAN - Alg. 22. 23.

E  
VII  
223

LA BIBLIOTHÈQUE ARABE  
Collection  
éditée par Pierre Bernard

مركز الوثائق  
الاسماء و التواريخ  
C. D. E. S.  
3 شارع تقري سيد احمد  
3 Rue Kefir Sid Ahmed  
ORAN 36 JP. 21. 22.

Collection Hermann et associés

Grandes villes arabes & l'Empire  
ottoman

مركز الدراسات

الاسلاميات و الدراسات

C D E S

3 شارع القلبي، سيد احمد

3 Rue Khatib Sid Ahmed

ORAN Tel 24 25 26

André Raymond

# Grandes villes arabes à l'époque ottomane



Le Livre

1 et 3 rue Foch

Paris 16

مركز التوثيق

الاقتصادي و الاجتماعي

C O E S

3 شارع طارق سيد احمد

3 Rue Khaled Sed Ahmed

ORAN - Algérie

Grandes villes arabes & l'époque  
ottomane

A. Jazouli & Fils

مركز البحوث  
الاجتماعية والادبية  
C D E S  
3 شارع عائدي سيد احمد  
3 Box Kach: Sid Ahmed  
08 4 4 161 20 21 22  
Alger-pretout

*Jusqu'à quand dans le temps pour l'Egypte un modèle?... Prenez un autre pays, le modèle en se trouve nulle part. C'est une abstraction qu'il faut reconnaître car la foi d'études littéraires, historiques, archéologiques, mais aussi littéraires et psychologiques, n'a le plus souvent eu prise d'une analyse scientifique.*

Jacques Barzun

« Une Héliopolis de l'Égypte » la L'islam est toujours du monde

*A en juger par le nombre de colloques qui lui ont été récemment consacrés et par l'abondance des publications auxquelles ces réunions scientifiques ont donné lieu, le sujet de la ville arabe, et de la ville islamique, est un de ceux qui ont la plus vivante l'attention des chercheurs (historiens, géographes, sociologues,...) et des praticiens (urbanistes et architectes) depuis une vingtaine d'années, dans le domaine des études arabes.*

Les raisons qui expliquent cet intérêt sont multiples. Il convient d'abord de remarquer que leur importante urbanisation a toujours été un des caractères marquants des civilisations méditerranéennes, et que la ville a, pour cette raison, constitué un sujet très actif de la recherche. En s'inscrivant fortement dans la ville, l'islam a, comme on l'a souvent noté, le prestige de la religion bénéficiant de conditions optimales, l'islam a cherché à placer la ville, et sa civilisation, au premier plan de l'activité des orientalistes. L'explosion urbaine, qui a commencé dès le XIX<sup>e</sup> siècle dans les pays arabes colonisés, mais qui s'est accélérée dans les trente dernières années, ne paraît de première vue un caractère pathologique, n'indéfiniment ramène l'attention sur le phénomène urbain dans les pays arabes, mais

deux aspects d'ailleurs complémentaires. Le développement, parfois seulement momentané, et toujours difficilement maintenu, des villes a pu, depuis plus d'un siècle, la présence de la conservation des centres anciens (maisons), progressivement mise de leur substance, ou partiellement défigurée par la « modernisation », et il a imposé une réflexion sur la ville « traditionnelle », et sur une meilleure compréhension des phénomènes urbains, et à la conservation ou à la rénovation des zones historiques. Le problème, tel au président, de l'orientalisme n'est pas une mesure des villes, avec destruction des zones anciennes, et développement de zones nouvelles extérieures, et, d'autre part, justifié une recherche sur les particularités d'un centre à une tradition arabe, ou islamique, dans le domaine de l'habitat, de l'architecture et de la structure urbaine (voir, ces dernières années, l'activité de la Fondation de l'Agua Khan dans cette voie). Ajoutons que l'intérêt majeur d'aujourd'hui porte à la ville islamique n'est pas toujours celui d'arrière-pensées : les villes en expansion ont un champ d'activité fructueux pour des urbanistes et des architectes occidentaux, ou orientaux formés à l'occidentale, qui trouvent parfois l'impression de ne reconnaître la présence de l'élément culturelle et de la tradition que comme un obstacle pour financer la construction de centres qui, dans le cas des pays les plus riches, peuvent, en effet, être fabuleux : mais les pays dans lesquels la présence de l'expansion urbaine est la plus importante ne sont pas toujours ceux qui disposent des moyens financiers les plus abondants, moyens qui sont habituellement liés au pétrole.

Malgré ces limites et cette nécessité d'études, on ne peut pas dire que notre connaissance du passé de la ville arabe, et islamique, ait gagné les satisfactions. D'une part, nous ne disposons pas véritablement sur les grandes villes arabes des études qui permettraient d'élaborer une réflexion d'ensemble. Rares sont les grandes villes arabes qui ont fait l'objet de recherches globales. Aux travaux déjà anciens qui concernent la Caïre (livre de M. Clerget, en 1924), Alep (J. Sauvaget, en 1941) et Fes (R. Le Tourneau, en 1949) nous avons l'ajouté le livre de R. B. Serjeant et R. Lenzsch sur Sam'al (1983) et (trop

réellement pour qui fait sa l'histoire) l'ouvrage de R. Garbe et E. Wirth (Aleppo, 1984). Mais, par ailleurs, par de longues décennies : le livre de R. Lenzsch sur Alger (1983) n'aborde l'histoire de la ville que d'une manière accidentelle. Tunis, Damas (un début de bref aperçu de J. Sauvaget qui fait regretter le livre qu'il n'a pas eu le temps d'écrire sur cette ville), Mougheir et Bagdad n'ont fait l'objet d'aucune étude systématique. Dans ces conditions, une étude générale sur les villes arabes est évidemment une entreprise difficile : une des rares tentatives qui aient été faites concerne la Maghreb, auquel Le Tourneau a consacré son livre. Les villes musulmanes de l'Afrique du Nord (1937), où il a généralisé la parfaite connaissance qu'il avait d'une métropole marocaine.

A ces lacunes se sont ajoutés les effets de la confusion qu'ont entraînée, dans ce champ de la recherche, quelques conceptions traditionnelles. Elles ont principalement liées aux problèmes de la possibilité de parler d'une ville « islamique » à propos de villes arabes méditerranéennes, ou, plus généralement, arabes, alors que nous ne concevons, d'une manière satisfaisante, ni les caractères de la ville arabe pré-islamique (Yemen et Hadramout), ni ceux des villes islamiques non arabes, qui constituent le plus grand nombre (villes irano-afghanes, villes pakistanaises, villes indonésiennes, éventuellement villes chinoises) : ces villes sont habituellement ignorées par les chercheurs, qui s'efforcent de définir les caractères généraux de la ville « islamique ». Sur ce problème général des recherches postérieures ont été faites très récemment, à partir de recherches entreprises sous des angles divers, mais aboutissant à des conclusions remarquablement convergentes, et impliquant la nécessité d'une réflexion globale. Les recherches menées par le géographe E. Wirth sur les villes « orientales », « islamiques », « arabes », l'ont amené à définir formellement l'existence de ce qu'il a toujours considéré comme la « spécificité » islamique. Étudiant La Caïre médiévale, J.-C. Garreaud s'est demandé s'il est possible de définir des phénomènes urbains et urbains pour une période qui commence avec l'Islam et qui se termine dans les siècles plus tard, au XIX<sup>e</sup>.



utilisé. Or, Gréhan, enfin, a relevé l'absence qu'il y a à employer ce concept comme celui d'un islamisme » pour rendre compte de phénomènes urbains qui concernent des pays de traditions littéraires et culturelles, de caractéristiques climatiques aussi variées que celles qui concernent le monde musulman dans un plus grande extension, du Maroc à l'Indonésie, et des régimes conquis par la Route en Asie centrale à l'Afrique Noire<sup>1</sup>. Il conviendrait d'ajouter que, peut-être parce qu'accessoirement informé dans une optique et essentialiste, les spécialistes de l'Orient et de l'Est musulmans, qui ont, en général, accordé une quasi-monopole sur ces études urbaines, ont sans doute trop négligé le fait qu'il existe une « architecture urbaine », dans la ville islamique, au sens, ne répéterais qu'un aspect : les problèmes de structure, de fonctions urbaines, qui ne posent à propre des villes arabes et islamiques, peuvent être souvent être éclairés par une comparaison avec les problèmes généraux qui posent les villes, avec bien que par une référence au seul impact de la civilisation islamique sur les villes de données arabe.

Il paraît donc raisonnable de s'abstenir les problèmes urbains qui d'une manière limitée. Même en donnant sans référence à un urbanisme « musulman », dans la réalité reste à définir, le données arabe bien que plus homogène, et même balisé par des études de caractères morphologiques, paraît encore trop vaste. Dans l'étude qui va suivre, je ne me suis fait comme cadre chronologique la période moderne (XVI-XVIII<sup>e</sup> siècles), et comme axe géographique la région couverte, à la même époque, par l'Empire ottoman (de l'Algérie à l'Iraq actuel). Cette double limitation, dans le temps et dans l'espace, doit permettre de constater un décalage étonnant des villes. C'est aussi en vue de constater un corpus cohérent que j'ai, pour l'essentiel, limité mes investigations aux seules très grandes villes, dans lesquelles les problèmes de structure et de fonctions se posent d'une manière qui autorise véritablement une confrontation. De ce double point de vue, Alger, Tunis, La Caïra, Damas, Alep, Mersin et Bagdad, capitales de provinces arabes de l'Empire ottoman, pouvaient constituer un merveilleux homologue. Mais je ne

manquerais pas d'insister, finalement, sur villes « moyennes », comme Jérusalem, Hama ou Alep, et de grandes villes non ottomanes comme Fès et Sanaa.

La méthode de cette information sur l'histoire des villes arabes que je signale plus haut est particulièrement marquée pour la période « moderne » qui nous intéresse ici, c'est-à-dire pour les quatre siècles ottomans (XVI-XIX<sup>e</sup> siècles). Les sources de cette connaissance sont nombreuses. Je résumerai tout d'abord la diversité matérielle à une période qui s'est inscrite dans la décadence de l'Empire constant au début du XVI<sup>e</sup> siècle, et dans des milieux qui ont respectivement altéré l'image des villes qui avaient précédé. Une part de responsabilité revient aussi aux Occidentaux qui leur ont posé pour une période européenne comme pré-coloniale à mesure, d'une manière plus ou moins consciente, à voir ce qui a précédé l'établissement d'une domination qui se proposait de « moderniser » les pays conquis : tout le fait cartésien est le traitement que l'historiographie française a infligé à l'histoire de l'Algérie turque, présentée comme une île de totale barbarie (et une barbarie agressive : voir la « piraterie » barbaresque) ; mais l'Egypte d'Ismaïl Muhammad 'Alî (1805-1848) n'a guère été mieux traitée. Enfin, les Arabes eux-mêmes ont montré beaucoup d'indignation à prendre en charge une époque qui leur apparaît marquée par la domination d'une élite étrangère (turque), qui leur a été imposée comme « coloniale », et qui s'est finalement trouvée comme celle de l'histoire nationale dans l'historiographie arabe, cette période a été longtemps considérée comme un « Moyen Âge », et il n'est pas étonnant que, dans l'histoire de la littérature arabe, elle soit qualifiée de période de l'archaïsme (de la « décadence »). À ces différents facteurs s'ajoute une cause tout à fait objective, la connaissance presque nulle que l'on a longtemps eue de cette période : la documentation utilisable a été longtemps limitée à des sources antérieures (documents cartésiens, récits de voyageurs, sources musulmanes), à des chroniqueurs dont les nombres étaient tout à fait insuffisants en nombre, et y a même été, les documents d'archives dans les villes totalement inutilisés

jusqu'en 1960, pour des raisons qui ne tiennent qu'en partie aux difficultés (réelles) qui perturbent l'accessibilité des fonds et la défectuosité des documents eux-mêmes.

La période ottomane offre pourtant, du point de vue de la recherche en domaine urbain, des avantages considérables. Tout d'abord, les villes arabiques qui nous concernent ont un héritage direct d'une période qui a été très longue (trois siècles dans la plupart des régions du monde arabe, quatre même en ce qui concerne la Syrie et la Palestine) et qui a donc nécessairement affecté en profondeur le décor urbain. Malgré les destructions dues à l'expansion urbaine et à la modernisation récente de ces villes, les centres anciens ont conservé un riche capital de monuments et des formes urbaines dont l'étude permet d'illustrer des recherches sur la structure et les fonctions urbaines. Les séjours prolongés de ces villes, Alep, Damas, et, jusqu'à un certain point, La Caïre (dont l'étirement a permis de composer les parties, non moins diverses, qu'elle a eues), constituent des « conservatoires », où les chercheurs peuvent retrouver, de nos jours, l'image d'un passé multiséculaire : il y a peu d'exemples aussi impressionnants, pour un historien, que celle de séjurer, dans les rues de La Caïre historique d'aujourd'hui, en les voyant sur le plan de la Description de l'Égypte (1800), les descriptions qui font l'historien Maspéro de La Caïre du début du XIX<sup>e</sup> siècle.

L'époque ottomane offre, d'autre part, une abondance d'informations qui n'a d'égal dans aucune autre époque avant l'époque contemporaine. Les sources traditionnelles (chroniques arabes) sont complétées par des sources européennes (arabes musulmans et chrétiens de voyage) qui sont si abondantes, et si précises, qu'elles ont longtemps pu servir de base à tout ce qui devenait sur ces régions. Depuis quelques décennies d'années, on a pu s'appuyer à ces sources, celle, indispensable, des archives musulmanes par l'administration ottomane, dont l'existence a été restaurée dans les capitales provinciales et à Istanbul. Sur ce point, la recherche, dans ce qui avait été les provinces de l'Empire, a pris la suite des travaux dont Omar Lutfi Barkan a été l'initiateur en domaine rural. Les archives des Tribunaux (Maklûkât) ont été les premières

redécouvertes : depuis les années 60, leur exploitation, de plus en plus systématique, a permis de restaurer la connaissance que nous avons de ces quatre siècles d'histoire. Mais les archives d'Istanbul, dont la recherche est fondamentale, ont été à peine mises à contribution, et les recherches, à peu près infimes, des waqf (habous) commenceront seulement à être utilisées, l'exploitation de la correspondance entre le centre de l'Empire, Istanbul et les provinces (la *Ordnre mülkumaniye* ou « archive mülkumaniye ») n'a eu qu'à se débiter. Cette certaine des recherches déjà réalisées à partir des dépôts d'archives du monde arabe antérieur à 1918, par conséquent toutes les autres. Mais comment ne pas signaler la ville grecque joint dans ce domaine, dans les années 60, par S. J. Khan (pour l'Égypte) et A. Rûşq (pour la Syrie) ?

Cette abondance et cette variété passent en elles-mêmes un problème. Notre information, dont j'ai remarqué plus haut la défiance, est naturellement en état d'élaboration, et l'on peut attendre de travaux en cours de progrès un renouvellement à peu près total de notre connaissance des villes arabes. Les sources, et est impossible d'établir une liste complète, mais il ne paraît équitable de dire tout ce que nous devons déjà, et ce que nous devons, à des recherches qui sont en plein développement : J.-G. David et J.-P. Thérin, pour Alep ; J.-P. Pascual et M. A. Balché, pour Damas ; Nelly Banton et Hadaya Tayinde-Haydar, pour la Caïre ; et, naturellement, pour les villes syriennes, A. Abdel Nasr, trop vite disparu pour que son œuvre ait pu s'épanouir. Ces progrès font prévoir que, dans quelques années, la connaissance que nous avons des grandes villes arabes sera bouleversée.

On peut donc en tout juger primitif est aussi de présenter une histoire des grandes villes arabes entre le XVI<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais il n'a semblé qu'il n'était pas inutile de faire le point sur ce que nous savons de ces villes dans les limites spatiales et le cadre chronologique du monde ottoman en espérant que la méthode du projet permettra d'obtenir les données qui provoquent les contradictions après-coup et les changements qu'entraîne la longue durée, disparates et changements qui rendent difficile des études plus exhaustives. Il n'a rien paru que ce

estait l'occasion de mettre à l'épreuve, par un dédoublement relatif, la validité d'un certain nombre de conceptions relatives sur la ville arabe dans son ensemble : avec tous les problèmes ultérieurs, compte tenu de certains lacunes de notre documentation, car nous ne saurions pas conclure, avec Karl Fegge, dans le domaine qui est le nôtre : « Notre ignorance est illustrée et déprimante ».

Note. Il n'a pas été possible, dans cette publication, d'insérer une transcription systématique, et scientifique, de nos lectures arabiques constantes, donc que les lettres emphatiques ne sont pas signalées et que n'a la reproduction indifféremment lui (6<sup>e</sup> lettre) et lui (20<sup>e</sup> lettre de l'alphabet arabe). Cette confusion présente quelques inconvénients, qui ne devraient pas troubler le lecteur non spécialiste, et qui satisfaisent notre point de vue.

Et dans certains cas, on ne reportait pas la lettre humaine, par la lettre « ya », par « th » la lettre « th », par « dh » la lettre « dh », par « gh » la lettre « gh », par « qh » la lettre « qh », par « h » la lettre « h ». La lettre « j » est transcrit « j », sauf dans le cas des mots égyptiens, pour lesquels on utilise « g » (g). Confrontation à la prononciation locale. La lettre « dh » est transcrit par « th », pour la distinguer de « th » (transcrit « th »). Les lettres longues sont rendues par « l », et « l » (prononcé « l »). Par exemple d'être le même indifférent possible en ce qui concerne le problème peut par les mots arabes, souvent demandés par leur forme arabe. Il importe de nous rendre compte de garder à l'esprit la fin que, pour les mots d'origine étrangère, mais aussi pour des mots arabes employés dans les divers pays arabes, l'écriture doit souvent avoir plusieurs, et en tout cas très variable : *qasabiyya*, *qasabiyya*, *qasabiyya* (avec un « dh »).

Dans tous les cas, on ne peut pas, et malgré la complexité parfaite des problèmes de ces transcriptions, par les lettres humaines arabes de nos mots arabes (notamment dans le dictionnaire Robert) : ainsi pour « dh » (avec emphatique), « dh » pour « dh », « dh » (avec non arabe) pour « dh ». Cependant, quand on veut rendre en composition, je suis revenu à une transcription plus rigoureuse (dans les limites mentionnées plus haut) : « dh » l'arabe, « dh » l'arabe, « dh » l'arabe. Par exemple, en général, les formes arabes des mots graphiques connus (Mansour, Alip, Alip...). Le lecteur voudra bien s'arrêter pour un instant.

Les mots transcrits, dans ce cas, ne portent pas la

marque du pluriel (ils ont, en général, au pluriel arabe, parfois même sex).

On trouvera en fin de volume une planis de ville (plus ou plus de l'ensemble Médina - faubourgs de Tunis) pour Alger, Tunis, le Caire, Damas, Alep, Moussoul, Bagdad. Le croquis de ces plans se fait en se référant à leur encadrement (aux lettres marquées d'un chiffre).

## Chapitre I Les villes arabes dans l'empire ottoman

### Le empire ottoman et l'organisation de l'Empire

#### Le empire ottoman

A peine plus d'un demi-siècle après l'occupation de Moussoul (1516) et la réoccupation définitive de Tunis (1534)<sup>1</sup> pendant ce court laps de temps, le empire ottoman recouvre la quasi-totalité du monde arabe, au cours d'une expansion dont les phases caractéristiques sont les campagnes de Chelheran (1514) et de l'Afghanistan (1515) — qui permettent au Sultain Soliman de battre les forces de Shâh Ismaïl II, souverain autocrate d'Iran, et de s'ouvrir la route de l'Iraq, où Moussoul tombe l'année suivante — puis la campagne fulgurante menée contre les Mamelouks d'Égypte (1516-1517), qui assure à Soliman la possession de la Syrie et de la Palestine. Après la défaite du sultan Qansûh al-Ghûrî à Marj Dîbîq en Syrie du nord, le 24 août 1516, Alep est occupée en août, Damas en octobre, et toute la Palestine tombe aux mains des Ottomans.



la rébellion de l'Empire : une tentative appelée contre les Ottomans, en 1544, amena Suleïm Pacha, gouverneur d'Égypte, à établir le gouvernement ottoman; cependant, après une série de soulèvements, le gouvernement ottoman, Haydar, fut finalement contraint d'évacuer le Yémen et de l'abandonner à l'émir Ma'ayyad (1639). Le Yémen devait rester sous le contrôle des émirs arabites jusqu'à la reconquête ottomane de 1813. Il n'avait été soumis aux Ottomans que durant trois quarts de siècle.

À partir de 1514, l'Empire ottoman rassembla dans la totalité des territoires arabes, à la seule exception de la Syrie et du Yémen, et son empire se commença qu'en 1536, avec la conquête de l'Algérie, inscrite vaincue par les occupations de la Tunisie (1581), de l'Égypte (1582) et de la Tripolitaine (1541). Mais dans les pays du Croissant fertile la domination ottomane ne devait perdurer qu'en 1918, après avoir duré quatre siècles.

### *L'organisation des provinces arabes*

Les Ottomans installèrent une administration relativement homogène d'une province à l'autre, dont on peut esquisser le décor en partie commune tant que l'on n'entre pas dans la complexité des trinitaires locales. Une telle description est nécessairement schématisée, mais elle permet de percevoir l'unité des principes généraux dont les contemporains qui concourent à l'édification de l'Empire étaient certainement conscients.

L'Empire était divisé en *vilâyet* (provinces), subdivisées en *sandjak*. Cette organisation fut naturellement fluctuante, même après que l'Empire eut atteint son point de plus grande expansion, vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Une description de l'état de l'Empire, effectuée en 1606 par le grand vizir Kuyucu Murad Pacha (pour le sultan Ahmed II), recensait 32 *vilâyet*, divisés en 279 *sandjak*. Mais la répartition de droits de souveraineté fut abaisse au chiffre de 34 *vilâyet*, dont 12 pour les provinces arabes : Raqqa (fin du XVI<sup>e</sup> siècle), Bagdad (1535),

Baïra (1535), Mossoul (fin du XVI<sup>e</sup> siècle), Alep (1533), Shâm (Syrie) (1516-1517), Trébizonde (vers 1570), Yémen (1599), Meri (Égypte) (1547), Trébizonde de l'Océan (1554), Tunis (1574), Alger (1575). Dans le détail, l'administration des provinces était d'une complexité d'action plus grande qu'elle vint certainement pendant la période de la domination ottomane. La Province de Damas, par exemple, était divisée, au XVI<sup>e</sup> siècle, en 9 *sandjak*, les diverses listes de 1609 en mentionnant 10 ou 11; celui de Sayda fut supprimé en province en 1614, puis sans doute abolie et restauré en 1649. Les grandes villes qui nous intéressent étaient les capitales des plus importantes de ces provinces.

Le contrôle de la Sublime Porte sur ces provinces s'exerçait dans le cadre d'un système complexe, pour l'ensemble, de trois éléments, le gouvernement, la milice, le juge, système dont nous ne pouvons qu'une description sommaire, sans tenir compte des situations locales, très variées, et des changements qui résultaient d'une évolution constante sur plusieurs siècles.

Les provinces étaient gouvernées par des gouverneurs (*valîs*) qui étaient nommés par la Porte, relevant une hiérarchie précise. En principe, les *valîs* étaient choisis à des gouvernements du rang le plus élevé, celui de *voï* ou de *beylerbey*, avec le titre de *pacha* à trois queues de cheval (*paşa*). Les *sandjak* étaient placés sous le commandement du *sandjak* (à une seule queue) ou de *beylerbey* (avec deux queues et le titre de *pacha*). Les gouverneurs des provinces les plus importantes avaient de fortes chances d'être élevés à la charge supérieure de grand *voï* : c'était le cas, en particulier, des gouverneurs d'Égypte et, moins fréquemment, de ceux de Syrie. Pour obtenir leur nomination, les futurs gouverneurs devaient faire des cadeaux et des dons en argent, dont l'importance variait avec le rang des provinces dans lesquelles ils étaient nommés et où de surcroît la possibilité de prélever leur traitement, ou qui faisait d'eux, d'une certaine façon, les titulaires de leur charge. Ces gouverneurs étaient normalement élus pour un an et renouvelables, la conservation parti-

fiant des libéralités supplémentaires. À Damas, la stabilité des gouvernements dura de 1811 au xviii<sup>e</sup> siècle : d'après K. Barbir, il y en eut 45 entre 1816 et 1860, 75 durant le xix<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. Cette brièveté croissante de la durée du gouvernement n'était pas sans rapport avec la situation dans les provinces : des parties commandées par le gouvernement central furent souvent occupées (parfois même commandées) par les « Princesseaux » locales ou par la population. Les pouvoirs des gouverneurs, qui s'étendaient à des domaines très vastes (administration, sécurité, finances) n'étaient limités que par la nécessité de tenir compte des groupes locaux de pouvoir, et de ne pas indisposer le gouvernement central par une conduite trop indépendante ou trop tyrannique. Les gouverneurs étaient assistés par un certain nombre de hauts dignitaires, généralement nommés par la Porte, entre qui étaient réparties les tâches administratives. La composition de cet « *Hatt-ı-hajir* » provincial variant suivant les provinces : au Caïre, il comprenait, outre le *defterdar* (trésorier) qui s'occupait des affaires financières, un *amir* qui commandait les expéditions hors d'Égypte, un à l'intérieur du pays, un *amir al-hagg*, qui recouvrait chaque année la consigne du pèlerinage à La Mecque, un *amir al-ibadan*, qui recouvrait le tribut annuel vers l'Irak, enfin, éventuellement, un *q'um* mufti qui assurait l'autorité du gouvernement pendant les périodes de vacance du pouvoir provincial (lorsque le pacha avait été révoqué, ou mort) jusqu'à l'arrivée d'un nouveau gouverneur. Les gouverneurs étaient, en général, un *caïem* (*chahin*) composé des grands dignitaires, des officiers supérieurs des milices, du juge et des principaux personnages religieux : au Caïre, il y avait un grand conseil qui se réunissait quatre fois par semaine, et un petit qui se réunissait tous les jours pour régler les affaires courantes<sup>4</sup>.

La seconde base du gouvernement dans les provinces était constituée par les milices (*askar*), et en particulier par celle des Janissaires, qui étaient répartis en 176 compagnies (*orin*), commandées par un *Agha* à Istanbul, et dont un certain



<sup>3</sup> Les provinces nommées de l'époque antérieure au début du xviii<sup>e</sup> siècle (cf. Barbir, D.E. Hazine. An historical Geography of the Ottoman Empire, London, 1971, table 2A. 'The political divisions of the Ottoman Empire in 1800'). Cette liste inclut les régions des provinces nommées et les provinces nommées.

nombre étaient portés dans les provinces. Traditionnellement recrutés suivant le système du *deklarum* (levée d'enfants mâles dans les provinces chrétiennes de l'Empire), les Janissaires constituaient pendant très longtemps un corps d'une remarquable efficacité, qui assura la suprématie militaire des Ottomans aux <sup>xv<sup>e</sup></sup> et <sup>xvii<sup>e</sup></sup> siècles. Quelques milliers d'hommes suffisent, pendant fort longtemps, pour maintenir l'ordre et la sécurité dans les provinces. Au total, en 1558, on comptait 53 966 Janissaires ou gérilles dans trente-sept grandes villes. Mais les gouvernements dépendaient par ailleurs d'une grande variété de troupes et de forces suppléentaires, recrutées localement, pour assurer les Janissaires, et, dans de nombreux cas, pour contrebalancer leur influence. Tout à fait caractéristique est la situation de la Tunisie au <sup>xviii<sup>e</sup></sup> siècle. Hassan ben 'Ali y développe la recrue à des corps armés aux turcs : dans le budget de 1730-31, les Turcs absorbent 47,25 % des dépenses, les corps armés autochtones 26 %. Dans les grandes batailles contre les Algériens, l'armée était composée, pour l'essentiel, de troupes autochtones : en 1735, il y avait 5 300 Turcs sur 25 000 hommes, en 1807, 1 500 Turcs sur 28 000.

Enfin, l'administration provinciale reposait largement sur l'organisation judiciaire à laquelle les notables ottomans consacraient beaucoup d'attention. Au sommet de la hiérarchie, on trouvait le *shaykh al-Islâm* et les deux *qâdî* 'askar de Roumélie et d'Anatolie. C'étaient les *qâdî* 'askar qui nommaient les *caids* des provinces, celui d'Anatolie pour l'Anc et l'Égypte, celui de Roumélie pour la Maghreb. Au <sup>xviii<sup>e</sup></sup> siècle, les juges des capitales de province étaient nommés pour une durée d'un an, parfois renouvelés. Les candidats à ces fonctions payaient des droits d'investiture d'un montant souvent considérable. Si ces *qâdî* 'askar (ou *qâdî al-qadî*, « juges des juges ») étaient normalement turcophones, les juges des circonscriptions judiciaires inférieures et les substitués (*saf'î*) étaient recrutés parmi les Arabes : au Caire, en 1793, on en comptait par exemple deux (y compris le *qâdî* 'askar), le reste du personnel des

tribunaux, districts judiciaires d'Égypte (et notamment des dix districts de Caire) étant recruté parmi les 'ulama égyptiens<sup>12</sup>. Compte tenu de l'importance et de l'influence des *tribunaux* remplis par les juges (administration, de la justice, mais aussi contrôle de l'administration, questions liées au statut personnel, affaires touchant à la vie sociale, économique, etc.), les *qâdî* étaient un rouage essentiel de l'administration ottomane, et on comprend donc le rôle avec lequel un témoin de la vie quotidienne comme le chroniqueur damascéen Rusteyî signalait, au début de presque chaque année, au *muhtasib* ou *caid*, l'arrivée du nouveau juge venu d'Istanbul, ou faisant éventuellement des suppositions sur son caractère : « Le 8 safir [1166] (6 janvier 1751), dans la nuit, arriva le juge de Syrie, 'Abdullah Rifa'î Sa'id Zâid. C'était un homme plein de sagesse, inspirant le respect »<sup>13</sup>.

### L'évolution des provinces arabes

Il est impossible de décrire une évolution dans les provinces arabes de l'Empire : on rencontre des situations dont la variété tient à la diversité des expériences historiques des provinces, mais aussi à celle de leur position géographique par rapport au centre de l'Empire. C'est naturellement l'impression profonde reçue durant la période hafside (<sup>xiii<sup>e</sup></sup>-<sup>xvii<sup>e</sup></sup> siècles) qui explique le mode d'organisation qui s'impose au Tarnâus au <sup>xviii<sup>e</sup></sup> siècle : la pratique des « camps » (*maheila*) multiples pluridécennaux, moyens d'assurer l'ordre et de braver des impôts, sans interrompre pas avec les Ottomans et fait à l'origine de la puissance des bey. De même, les traditions héritées de l'époque mamelouke (contrôle du pouvoir par une caste féodale d'individus appartenant comme esclaves aux *seigneurs* ou *seigneurs*), expliquent que les mamelouks égyptiens aient réussi à survivre et à s'imposer comme une des composantes du pouvoir après le cataclysme que représentait, pour un empire venu de deux siècles et deux, l'arrivée de Salim au Caire. L'extrême dégradation d'Alger et de Tunis explique sans doute l'irréversible évolution de ces



deux Régences vers une autonomie de plus en plus complète, alors que, très proche de la capitale, et d'ailleurs dépendant, depuis deux siècles et demi, de traditions statiques, Alep, en dépit de sa prospérité matérielle, resta, jusqu'en bout, relativement assommé au gouvernement central.

L'effacement graduel de l'insurrection impériale, à laquelle se substituait l'université des grands vases et des « barons », l'abandon du système du *devshirme* qui avait inscrit à l'Empire des administrateurs et des soldats dévoués, disciplinés et relativement complaisants, ne permirent qu'affaiblir progressivement le contrôle que le gouvernement central exerçait sur les provinces et finalement, par conséquent, l'apparition de tendances centrifuges là où la situation locale le permettait, ou, à tout le moins, le développement d'autonomismes locaux<sup>12</sup>. Une telle évolution ne fut pas considérée comme catastrophique dans le centre de l'Empire, où l'on se refusait souvent à accepter des innovations sans doute méritables, à condition que les organes extérieurs de la communauté ou provinciaux fussent respectés et que les obligations constituelles fussent remplies : devoir de contribuer à la sécurité de l'Empire, par la participation à une campagne, et par le maintien de l'ordre, devoir de verser au Trésor impérial un tribut annuel qui était aussi une manière de reconnaître la souveraineté de la Sublime Porte. Le gouvernement central supporta sans trop de soucis les menaçantes incursions des forces qui se disputaient le pouvoir en Syrie, et ne se dérida à une intervention contre les Mamelouks égyptiens que lorsque leurs ambitions à ne pas envoyer le khédive (tribut) ont dépassé les bornes de la dévotion (1766). Mais, de leur côté, les *advis* ou les groupes qui s'assemblaient, sur place, au pouvoir plus ou moins secret, manquaient rarement de se plier au respect d'une discipline qui exigait d'eux des manifestations d'une humilité d'autant plus humble que leur pouvoir réel était plus grande. Le cas de l'émir égyptien 'Alî Bey, qui refusait d'envoyer le tribut, fit fuir le sultan et être la preuve du renouveau ou son nom (1769) était usé.

Dans la Turquie ottomane, où les beyliks gouvernaient depuis 150 ans et se considéraient comme une simple héritière à l'honneur de la famille régnante, le Bey Mahammed annonça au Sultan son avènement au *mehtar* : « Les salutations au Prince des Croyants et la soumission de Dera sont envoyées par l'intermédiaire de son *haci*, l'écuyer qui a grandi à son service, Mahammed... Vous enverrez à grands vases l'écuyer de votre Empire... Nous fondons notre espoir sur la faveur de Votre Majesté... » (4 juillet 1855)<sup>13</sup>. A Damas, où la famille des 'Azm monopolisa les fonctions de pachas entre 1725 et 1783, le plus grand des 'Azm, *As'ad*, se maintint comme gouverneur de 1743 à 1757, et exerça une autorité apparemment sans partage; il n'empêcha que le décret de renouvellement était chaque année attendu par la population, avec quelque inquiétude d'il tardait : en février 1764, nota le chroniqueur *Budayri*, arriva le nouveau de la confirmation de Mustafa *al-'Azm* comme pacha de Sayda : « Par contre rien n'arriva à propos de la confirmation de son frère *As'ad* Pacha dans ses posts à Damas. L'attente dura longtemps ». Et lorsque, au fin de compte, le gouvernement attenna *Adil*, en 1757, d'enlever le pacha de Damas à *As'ad* *al-'Azm*, et de l'envoyer à Alep, le tout-puissant pacha se souleva et, dans les trois jours, quitta Damas, où il avait régné près de quinze ans. Les liens existant entre la Porte Ottomane et les provinces, même lorsque elles étaient officiellement vassales, devaient donc être l'objet d'une interprétation prudente; la reconnaissance du Sultan, même lointain, était officiellement reconnue comme une réalité dans les provinces les plus distantes et les plus indépendantes ou apparemment.

#### Les autonomies locales

Les provinces arabes possédèrent, au XVIII<sup>e</sup> siècle, une grande variété de situations, depuis une subordination presque totale à l'autorité du gouvernement ottoman jusqu'à une autonomie proche de l'indépendance.

À Alep, l'autorité de la Porte s'était maintenue pour des raisons que je viens d'évoquer, proximité de cette province par rapport au centre du pouvoir, position stratégique d'Alep qui commandait les communications de l'Empire avec l'Iraq, la Syrie, la Palestine, l'Arabie et l'Égypte. La Porte ne pouvait donc se permettre de laisser une autorité indépendante s'installer à Alep. D'un autre côté, la grande ville de la Syrie du Nord avait été, durant deux siècles et demi de domination mamlouke, la province d'un empire dont le centre était au Caire : la capitale avait changé, mais la subordination provinciale demeurait. Alep restait donc, pendant ses trois siècles, des pachas qui formaient, en général, preuve d'une grande loyauté vis-à-vis des sultans. Cela ne signifie naturellement pas que le calife régnait, pendant tout ce temps, dans la grande ville de Syrie du nord. Dans les moments de difficulté (au cas de décès, notamment), la population s'agitait et parfois selevait. En 1655, Ahmad Pacha, gouverneur délogé, vit précéder d'une réputation et à soutenir que les *Alépiens* refusaient de le recevoir ; il dut songer la ville durant deux mois, et il est finalement nommé sultan. En 1791, les habitants de la ville, mécontents du *Khalî Mustafa Pacha*, l'inculpèrent dans son palais durant quatre jours et le font sortir de la ville. En octobre 1819, enfin, les *Alépiens* se soulevèrent contre *Khalîd Pacha* - surpris par les forces de trois pachas et bombardés, la ville, qui gouverne un caucase de notables, fut tout en proie, et sa capitale qu'un pacha 1820. Une autre cause de difficulté devait être, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les conflits entre Chababs et Janissaires, deux corps militaires se parvenant rapidement, fortement impliqués dans la population indigène, ce qui transformait les épisodes de leur rivalité pour la maîtrise du pouvoir en autant de guerres civiles, les pachas essayant de tirer parti de ces conflits pour améliorer leur propre autorité<sup>19</sup>.

À Damas et Mousoul s'installèrent, au XVIII<sup>e</sup> siècle, des dynasties locales qui prétendaient un certain nombre de pouvoirs reconnus. Leur origine exacte s'est pas certifiée : les 'Azm

de Syrie étaient peut-être une famille locale de notables ruraux liés à Ma'arra, bientôt venus d'Alep. Les *Jalîl* descendent, semble-t-il, d'un marchand qui commença entre Dyle Bakr et Mousoul. Entrées dans l'entassement ottoman, les deux familles parvinrent au pouvoir provincial à des dates voisines : Isma'il Pacha al-'Azm devint gouverneur de Damas en 1725, Isma'il Pacha al-Jalîl gouverneur de Mousoul en 1726. Les deux familles allèrent se maintenir, les 'Azm de 1725 à 1783, et les *Jalîl* de 1726 à 1834, par des moyens assez comparables : une longue association avec le pouvoir qui leur assura une reconnaissance légitime et un appui populaire, une forte politique familiale, l'absorption de l'autorité ottomane et la reconnaissance d'une certaine indépendance. De son côté, tout un empire parvint à établir un contrôle plus direct à Damas, en 1757, avec le transfert de *As'ad* à Alep ; à Mousoul, notamment entre 1756 et 1760, le gouvernement de la Porte telle une quasi-dynastie, dans la mesure où elle lui permettait de contrôler les objectifs essentiels de sa politique. K. Becker suggère même que les 'Azm furent accusés à Damas, et précisaient par là qu'ils possédaient les qualités d'un *As'ad* ottoman avec leurs dans sa mesure pour réorganiser la province. A tout le moins, de nombreux le fonctionnement du pacha, sans trop d'impact, en particulier à l'époque de *As'ad Pacha* (1763-1757). À Mousoul, les *Jalîl* devaient défendre le territoire, et Hagg Hanayn Pacha, huit fois gouverneur entre 1730 et 1754, s'illustra, en 1744, dans la victoire victorieuse de Mousoul contre Nûrî Shâh. Les deux dynasties eurent des règnes longs et brillants (sans préjudice de *As'ad Pacha* et de Hanayn Pacha), et elles pratiquèrent activement une politique de patronage qui devait améliorer le statut qu'elles avaient en ce mélange dans la population locale. Le respect de cet équilibre implique entre les notables des 'Azm et des *Jalîl* et les prérogatives sultaniques explique la durée de ces systèmes dynastiques, jusqu'à ce que la Porte réussisse finalement le développement de l'autorité d'Ahmad Pacha al-Jawîd en Syrie (la

du XVIII<sup>e</sup> siècle), et de reprendre le contrôle de Manassé (début du XIX<sup>e</sup> siècle)<sup>16</sup>.

Le système qui prévalut à Bagdad, au XVIII<sup>e</sup> siècle, avec l'établissement d'une pseudo-dynastie de mamelouks, esclaves importés et élevés pour remplir les fonctions politiques, s'est peu ou pas répété nulle part en dehors de l'Égypte depuis 1517. C'est à Hussein Pacha, gouverneur de Bagdad entre 1704 et 1724, lui-même d'origine géorgienne, et à son fils, Ahmad Pacha, deux fois gouverneur de Bagdad (1724-1734 et 1734-1747), que l'on doit le véritablement massif de mamelouks ottomans, qui constitueront ensuite une sorte de dynastie, qui allant durer jusqu'en 1831. À la différence de l'Égypte, où les mamelouks devaient s'accommoder de la présence d'un pacha envoyé par la Porte, les mamelouks irakiens étaient eux-mêmes les pachas ottomans, nommés et renouvelés chaque année par la Porte. Mais à aucun moment les mamelouks de Bagdad n'auraient pu répondre leur allégeance au sultan, même lorsque Sulayman Pacha « le Grand », un mamelouk géorgien, gouverna Bagdad pendant une période de vingt ans (1776-1802), qui fut l'âge d'or du gouvernement mamelouk. En contrepartie de son acceptation d'une situation locale qu'il lui avait sans doute été difficile de changer, le pouvoir central conservait un certain contrôle sur le gouvernement de l'Iraq, dont la réécriture constante, à laquelle voulaient les dynasties locales des Jaks et des Mamelouks, garantissait celle de l'Empire tout entier, dans cette zone frontalière<sup>17</sup>.

Au Caucase, les Ottomans avaient installé un pacha, représentant la Porte et gouvernant avec l'aide du milieu, dont la plus puissante étant celle des Janissaires. Mais ils avaient laissé subsister l'autocratie locale des Mamelouks, solidement retranchés dans le gouvernement, et l'exploitation des campagnes. Dans le jeu triangulaire qui se développait pour le contrôle du pouvoir, et des profits qu'il permettait, entre le pacha, nommé par la Porte, les Janissaires qui contrôlaient le sultan, et les bey qui gouvernaient les provinces, les pachas célébrés les premiers. Dès 1586, les troupes suspendirent le

gouverneur et le mirent aux arrêts, en 1604, Ibrahim Pacha fut assassiné par les rebelles. La première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle fut marquée par la prépondérance des bey : de 1633 à sa mort, en 1654, Halaba Bey, un descendant d'origine circassienne, donna la vie politique de l'Égypte. Après une période de prédominance des Janissaires, les grandes « milices » (bayt) mameloukes imposèrent leur autorité au XVIII<sup>e</sup> siècle et le finirent pour le pouvoir opposé désormais des groupes rivaux de bey, le pacha ne jouant plus, au mieux, que le rôle d'arbitre entre les factions. Vers 1770, un des deux dominants, 'Ali Bey, s'assura une position si fermement dominante qu'il parut capable de secouer totalement la domination ottomane et d'établir en Égypte (et dans la Syrie qu'il conquit au moment) une monarchie indépendante. Cette tentative échoua, mais, dans le quart de siècle qui suivit, l'Égypte fut dominée par un petit nombre d'hommes, Muhammad Bey Abi Dhakab (1772-1775), Isma'il Bey, Ibrahim et Mustaf Bey. La Porte tenta, en 1786, de rétablir son autorité en Égypte, mais l'expédition qu'elle y envoya n'eut que des effets temporaires. De 1791 à 1798 (date de l'expédition de Bonaparte), l'Égypte fut au pouvoir d'une série de dirigeants (Ibrahim et Mustaf Bey), qui reconnaissaient la suzeraineté de la Porte (maîtrisée par la présence d'un pacha au Caire), mais sans lui en considérer les profits : les tributs, dont le non-paiement avait été un des motifs de l'expédition de 1798, par un pays ne fut envoyé à Istanbul de 1792 à 1794<sup>18</sup>. Néanmoins, l'échec de 'Ali Bey avait écarté toute tentative ouvertement séparatiste : la politique de Muhammad Bey Abi Dhakab diffère peu de celle de celle de 'Ali Bey, et il est probable qu'il envisageait d'établir un état autonome, mais sans viser à l'indépendance de l'Empire. Il aurait pu y parvenir en combinant l'autorité de shaykh al-Islam (chef des forces mameloukes) avec celle de gouverneur qui lui fut, semble-t-il, octroyée par le sultan, s'il n'était pas mort soudainement, le 10 juin, 1793<sup>19</sup>.

Dans le Maghreb, enfin, s'établirent des régimes assez différents en apparence, mais néanmoins très proches, passagers,

à Alger comme à Tunis, le quasi-monarchie reposant sur place (*dey et bey*) restant, après coup, l'inventaire impérial dans la forme d'un titre de pacha qui avait valeur à la fois de distinction honorifique et de reconnaissance de la souveraineté du Sultan.

En Algérie, après une période où les *beylerbey* désignés par les Sultans nominaux gouvernaient la Régence, l'autorité principale avait été monopolisée par la corporation des *caissiers* (*akafu* du *café*) et par le *milieu* (*adjud*) des Janissaires. À partir de 1665, l'*adjud* s'empara de la réalité du pouvoir, et, en 1671, l'autorité lui échappa à son tour : en 1710, le *dey* 'Alî Shamsîd envoya le dernier pacha et débarrassa le cultes *caissiers* en titre aux *deys* qui désignèrent l'*adjud*. Après une période de grande instabilité, qui vit huit *deys* se succéder entre 1683 et 1700, la décadence à l'extrême de l'*adjud* se terminant souvent avec violence, la puissance des *deys* se consolida : il y eut dix *deys* entre 1700 et 1750, et quinze seulement entre 1750 et 1800. Des tendances à une autonomie héréditaire apparaissent, et un gouvernement se constitue progressivement, avec un *chérif* (*tribune*) qui était souvent le successeur désigné, un *agha* des Arabes (commandant de l'armée), un *khay* *al-khay* (gouverneur des impôts en nature), un *adjud al-khay* (responsable de la justice et des affaires étrangères). Une série d'évolutions conduisit l'instabilité de l'*adjud*, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, comme 'Alî Khay à se retirer dans la Citadelle (Qasba) et à accentuer le caractère monarchique du pouvoir<sup>2</sup>. Le nécessité de recourir, à intervalles réguliers, au recrutement de Janissaires en Anatolie conduisit une droite à inciter les gouvernants d'Alger à maintenir des relations définitives avec la Porte, qui devait cependant se contenter de signes purement honorifiques de reconnaissance. Une tentative faite en 1729 pour imposer à Alger un pacha envoyé par Istanbul échoua néanmoins, le *dey* 'Abd et le Divan relançant aux savants du cultes l'autorisation de l'échec, elle ne fut apparemment jamais renouvelée<sup>3</sup>.

En Tunisie, l'évolution vers une organisation autonome fut

plus rapide et plus complète encore, phénomène que l'on doit lier avec l'ancienneté des traditions étatiques dans cette région, et avec la permanence d'institutions héritées de la période hafside. C'est avec nettement la certitude de l'organisation de « camps » (*masalla*), organisée périodiquement pour manifester dans les provinces l'autorité monarchique, et pour y lever l'impôt, que prirent aux *deys* qui les succédèrent, au début du XVII<sup>e</sup> siècle, de l'empire progressivement aux pachas, qui représentaient le Sultan Porte, et aux *deys* qui, depuis 1590-1595, commandaient la 101<sup>e</sup> unité des Janissaires stationnés en Tunisie, et dont les plus remarquables furent, au début du XVII<sup>e</sup> siècle, 'Uthman Dey (1594-1614) et Yâhid Dey (1614-1637). L'autorité de l'économie agricole (cultivateurs sédentaires et éleveurs nomades) s'explique aussi que le *dey*, qui contrôlait l'intérieur du pays, ait pu rapidement se elle dresser face aux « Pains » qui contrôlaient la capitale. C'est dans ces conditions qu'une première dynastie, des merinides, du nom de son fondateur Marid Dey (1613-1633), se consolida en Tunisie. Marid Dey, pour donner une sanction légale à son autorité, collecta, et réajusta, de la Porte, le titre de pacha, déclarant que ce n'était pas possible d'arriver ses successeurs, jusqu'à ce que la dynastie prenne fin, en 1702. En 1705, un soldat de fortune, Husayn bin 'Alî, fils d'un *caissier* grec venu en Tunisie comme un *otage*, réussit à établir une seconde dynastie qui allait se montrer une interruption jusqu'après l'indépendance de la Tunisie (1957). Comme les Marides, les Husaynides devaient reconnaître leur autorité par la Porte qui leur envoyait le titre de pacha. Les plus grandes difficultés que rencontrèrent les Marides et les Husaynides leur venaient de leurs voisins de l'*adjud* d'Alger, dont la politique agressive d'intervention, dans les affaires intérieures de la Régence au point de vue du début du XIX<sup>e</sup> siècle. La Régence tunisienne, au XVII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle, ne fut à peu près indépendante, ce débute de quelques signes de souveraineté qu'y conservait la Porte. Celle-ci tenta bien de se reprendre en main à la Tunisie : par exemple, en 1676, lorsque le *caissier*

ab Hâfîd, après par la Porte d'un élan d'irréversibilité, revient soumettre à Tunis, sans autres succès, les droits de son neveu Mohammed qui avait été lavé par le Deyan; en somme, en 1708, lorsque, est la manifestation d'un prétendant au trône, son Fatma, la fille impériale, commandée par le pachaïda Pacha (amir) Ahmed Khéda, vient rejoindre à Bône son "Ali d'absolument le pouvoir et et l'œuvre à un refus d'empire du bey, appuyé par le Deyan et les "ahand". Cette situation quelque peu anodine, l'état de fait (total) autonome de la Régence) étant en contradiction avec l'état du droit (souveraineté) affirmé sur le Tamas, explique les prévisions diplomatiques dont le Tamas devait être le centre au XIX<sup>e</sup> siècle, sans d'ailleurs que le gouvernement ottoman puisse jamais parvenir à redonner constance à une souveraineté vaine, depuis plus de deux siècles, de tout contenu<sup>22</sup>.

Au total, et quelle que soit la diversité des situations locales, la Porte se résigne le plus souvent à laisser le relatif de l'autorité, dans les provinces arabes, à des groupes ou à des individus, la juxtaposition de ces pouvoirs locaux composant, au XVII<sup>e</sup> siècle, un tableau très varié, où l'on trouvait toutes les nuances de la subordination à la Sublime Porte, de l'administration directe (Alap) à la quasi-indépendance (Toud) : de ce point de vue, il aurait plus juste d'évoquer l'Empire ottoman comme un "Communwealth" à pluriel que comme une construction politique fortement centralisée. De toute manière, on ne peut appeler les rapports entre la Sublime Porte et les pouvoirs locaux qu'un tenant compte du jeu subtil qui consistait, de la part du gouvernement central, à se résigner aux autonomes provinciales, dans la mesure où l'essentiel (la souveraineté ottomane) était préservé et dans la mesure où les objectifs majeurs de la politique ottomane (sécurité extérieure, par exemple) étaient atteints, et, de la part des gouvernements locaux, à respecter des limites extérieures et certaines réalités, afin de s'assurer la possibilité effective des buts politiques et matériels de l'autonomie.

### Les principales données de l'évolution des grandes villes

D'une manière générale, la période de la domination ottomane dans les pays arabes a fait l'objet d'appréciations fort diverses; elle a même été, parfois, complètement passée sous silence<sup>23</sup>. Le dilemme, toujours d'actualité, avait été particulièrement accentué dans les villes, où l'aggravation du déclinisme de la vie urbaine, avec le système de milits (organisation des communautés religieuses structurées en groupements plus ou moins autonomes), avait en outre entraîné une véritable délocalisation de la structure urbaine et une marche qui entraînent entraîné une décadence irrémédiable de la cité. Des citations prises dans deux des meilleurs études sur des villes arabes suffiront à caractériser ce point de vue : d'après Marcel Garet la ville du Caire, sous les Ottomans, « s'étend lentement, imperceptiblement; elle se rapetisse sur elle-même, laissant croquer peu à peu les débris de son passé glorieux... Le Caire revient... au premier degré qu'affectionnait les premiers Arabes... Le dilemme arabe du plan, la difficulté des communications reflètent ces deux tendances politiques et démographiques ». Et Jean Sauvaget observe, à propos d'Alap : « Les éléments de désintégration... se font en ce qui s'oppose à nouveau, avec une tendance à l'aggravation qui accélère la dégradation du centre urbain en compartiments bancales... L'Alap des Ottomans n'est qu'un amorce d'Alap, une façade impuissante derrière laquelle il n'y a que ruines<sup>24</sup> ».

On pourrait élargir longuement sur les raisons d'une tendance aussi défavorable. L'historiographie coloniale française a eu naturellement tendance à noyer le tableau de la situation extérieure dans des pays où le nouveau occupant prétendant, parlant courtoisement, rétablir un peu et une prospérité à nouveau; et cela est particulièrement notable en Algérie, quelle que soit la qualité réelle des travaux qui ont été menés à l'Algérie turque au XIX<sup>e</sup> siècle. Le dilemme et

L'anarchie pré-coloniale fournissait une justification à la domination européenne qui n'aurait pu s'exercer à une autre époque d'ère. Ces peillages ont été largement partagés pour des raisons différentes par les historiens arabes eux-mêmes, qui ont souvent perçu cette partie de leur histoire comme une période coloniale, d'autant plus naturellement que la période ottomane s'en termine achevée tragiquement, comme ce fut le cas en Syrie et au Levant, avec la répression du nationalisme arabe, au début du *xx*<sup>e</sup> siècle. Les historiens des pays arabes devaient indépendamment une fois quelques temps à revendiquer comme une partie de leur histoire nationale ces quatre siècles ottomans. Enfin, ce n'est que depuis une vingtaine d'années que la recherche a abordé l'étude des documents qui seuls permettent une étude précise de cette période historique (archives des tribunaux et archives ottomanes). La réévaluation qui s'annonce aujourd'hui doit prendre en compte des éléments multiples.

#### *Décès des grandes villes arabes avant les Ottomans*

La première de ces données est naturellement que le décès des grandes villes arabes a précédé la conquête ottomane. Les grandes villes byzantines ne se sont jamais totalement rétablies après la catastrophe qu'elles représentaient pour elles la conquête mongole. *« Bagdad n'en est revenue ; il n'y a eu ni capitale, ni palais, ni marché. Ses canaux ont pour la plupart été vus et il est difficile de l'appeler « ville » »,* note l'historien égyptien Maguad, au *xv*<sup>e</sup> siècle<sup>10</sup>. Il suffit, pour prendre la mesure de ce décès, de remarquer que Bagdad ou Mossoul sont restés, durant des siècles, au large de l'antérieur d'entrées devinées trop vastes qui devaient et le rester jusqu'au *xix*<sup>e</sup> siècle. En Égypte et en Syrie, le dernier siècle de l'empire mamelouk a été lui aussi une période de recul urbain. Le Caire se remit lentement, et sans doute incomplètement, des ravages de la peste noire de 1346 et des difficultés du début du *xv*<sup>e</sup> siècle, dont Maguad (1384-1442) relevait les traces maléfiques et

celles de sa monstrueuse destruction de la ville. Rappelant son sauvetage par Tamerlan, en 1400, et la crise économique que traversait l'empire mamelouk, Sauvaget évoque le Damas « plus qu'à deux frondes » qu'occupa Salim en 1514<sup>11</sup>. En Afrique du Nord, la décomposition des États du Maghreb central et oriental favorisa les entreprises coloniales espagnoles et portugaises, contre lesquelles Alger résista préférentiellement la protection des Turcs, dont le premier siècle fut de mettre un terme à la menace que la fortune du Felou, occupé par les Espagnols, fit peser sur la ville jusqu'en 1529. Le dernier siècle turc fut lui aussi une longue tragédie pour Tunis, disputée entre les Turcs et les Espagnols, et dont la population, atrocement traitée en 1535, au moment de l'occupation espagnole (d'après le chroniqueur Ibn Abi Dinar, un tiers de la population fut massacré et un tiers réduit en esclavage), subit ensuite l'occupation espagnole pendant quarante ans<sup>12</sup>. Que, à des dates à bout de souffle, se substituât un empire arabe et puisant sa puissance qu'il lui fallait pour des villes qui périssaient, depuis un siècle, des effets de ce décès politique. C'est un effet et qui, logiquement, se produisit.

#### *Le rétablissement de la sécurité*

L'effacement de l'Empire est pour elle l'incertitude de mettre la plupart des pays arabes à l'abri des dangers extérieurs qui avaient lourdement pesé sur certains d'entre eux : à la croisade européenne contre le Maghreb, qui avait commencé à la fin du *xv*<sup>e</sup> siècle, succéda une période d'expansion de l'Islam qui donna les Turcs presque tout le nord de l'Afrique, en 1600. Les demeures saines de l'Empire constituaient une protection efficace dans la plupart des cas. Les grandes villes se développèrent en bourgs non protégés (Tana, Le Caire, Damas et Alep), et les villages qui bordaient les centres urbains anciens furent souvent laudés à l'abandon, mais par impérialisme que par ce que ces fortifications étaient devenues inutilisées. J. Sauvaget signale ce phénomène pour

Alger, à laquelle l'extension de l'Empire avait conféré une importance de ville-frontière : on ne s'écarta plus guère la muraille, les maisons particulières s'ouvraient le parapet, les fustes, caillots ou soubres par les commandeurs, servaient de voie de circulation<sup>18</sup>.

Furent exception à cette règle les villes situées à proximité de frontières encore assez actives pour justifier des travaux de défense. Ce fut le cas à surveillance des villes d'Oran, nommée, jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à la province des Peres. Une des richesses importantes dans l'histoire architecturale de l'Algérie à l'époque ottomane est celle qui concerne les travaux de restauration et de consolidation de l'enceinte jusqu'en début du XIX<sup>e</sup> siècle : voir les inscriptions de restauration des portes de Bab el-Sham (J 8), de Bab el-Rayet (W 9), de Bab Lakach, (1801 et 1802) (T 17), et de Bab Sayâ (N 3), de Bab el-Jadid (N 15), de la tour de Bab Takrya (1821), au nord de la ville<sup>19</sup>. À Alger, toujours menacée par les pîrles venues de la mer, le renforcement de l'enceinte et de ses bastions fut éveloppement des préoccupations prioritaires des gouvernements durant trois siècles : mais, apparemment compensable pour que venait de la mer, la ville fut prise, en 1830, par une attaque menée de l'intérieur des terres. Néanmoins, au moment, en Alger s'élevait dans de ces faubourgs à hors les murs à qui caractérisaient les villes musulmanes précédemment. Tous présents un cas assez exceptionnel : un faubourg nord et sud furent livrés sans protection jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et, lorsque le Bey Hamouda décida de construire une enceinte pour assurer leur défense, on lui pour répondre à la menace qui pesait sur la Tunisie du fait des prétentions des gouvernants d'Alger à une sorte de protectorat sur la Régence voisine, prétentions auxquelles la médiation de la Porte fut finalement un terme, quelques années plus tard (mars 1821)<sup>20</sup>.

La sécurité dans laquelle les pays arabes, du moins à l'égard de monde extérieur, constituaient un facteur positif qui contribuait au développement des activités économiques intérieures.

### Le développement économique

La conquête ottomane avait intégré les pays arabes à l'ensemble d'un ensemble médiéval très vaste, qui s'étendait des frontières du Maroc à celles de l'Irak et des steppes de la Russie du sud au Yémen, un empire qui, par ses dimensions (environ 2 500 000 km<sup>2</sup> en 1666), et sa présence sur les trois quarts du pourtour de la Méditerranée, était la plus vaste construction politique qu'ait connue l'Occident depuis la fin de l'Empire romain. Jusqu'à ce que son reflux économique, en 1611, mais surtout à partir du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, a tout ou du Grand Séigneur (par) dissimulé derrière du Danube à l'Orient indien et de la Perse au Maghreb sans cesse d'être soumis aux mêmes lois et à la même organisation administrative, de parler la même langue, d'avoir de la même monnaie, circuler librement favorable à un grand mouvement intérieur d'échange<sup>21</sup>. Cette facilité de déplacement des hommes et des biens devint, en effet, favorable passablement le développement de commerces intérieurs dont un ensemble d'une grande diversité, où pouvaient s'échanger des productions très variées et où transitaient des produits qui faisaient l'objet d'un réel commerce international : notamment, par exemple, le café, les épices et les draps d'Orient, qui arrivaient par Le Caire et Alger, les produits venus du centre de l'Afrique, les tissus qui étaient fabriqués en Syrie et en Égypte, les objets de cuir et de laine, l'huile que produisaient le Maghreb, le bois qu'exportait l'Arabie, le tabac qui arrivait de Salonique, etc. Malgré la déroute, par les Européens, de la route directe vers les Indes, Le Caire resta le centre d'un commerce de redistribution des produits musulmans dans lequel le café prit, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, la place des épices, en leur déclin : sur les 500 000 quintaux qu'exportait le Yémen, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, 100 000 passaient par Le Caire et étaient revendus dans le reste de l'Empire, ou réexportés vers l'Europe. Alger bénéficia largement du report vers l'est de la circulation de l'Inde auquel elle appartenait : devint le centre d'une vaste

région où passaient les grandes routes du commerce international, elle fut le point de transit obligatoire des marchandises de toute venue du Golfe et de l'Inde. A la fin du *xviii*<sup>e</sup> siècle, le volume de son commerce avec Marseille dépassait celui du Caire.

Dans cette activité commerciale intense, les contacts extérieurs, activés par l'essor du marché de production et de consommation qui constituait l'Empire, consistaient de son côté les plus importants, jusqu'au *xix*<sup>e</sup> siècle. On prend le cas de l'Égypte, on constate que, dans les dernières décennies du *xviii*<sup>e</sup> siècle, le commerce oriental représentait 36 % des échanges, le commerce méditerranéen avec les diverses provinces de l'Empire 55 %, et le commerce avec l'Europe 14 % seulement. Le commerce vraiment extérieur n'avait donc qu'un caractère marginal. C'est à nos conclusions semblable qu'une étude récente sur la navigation française à Alexandrie rendait B. Ponsot : sur 884 contrats d'affrètement conclus par des capitaines français à Alexandrie, entre 1754 et 1763, 385 (43,1 %) le sont pour l'Asie, 109 pour l'Inde (12,3 %), 112 pour le Maghreb (12,5 %), 82 pour le Golfe (9,2 %) et seulement 23 pour l'Europe (2,5 %). Les relations commerciales entre l'Égypte et l'Europe apparaissent comme mineures et on les compare aux relations avec le reste du monde ottoman. Il n'en allait pas autrement pour les autres grandes villes arabes : 70 à 80 bateaux français annuellement des liaisons maritimes entre Tende et Le Havre, pour le compte des Turinois<sup>26</sup>. Il s'agit là d'une réalité matérielle, que l'interprétation de la recherche, et le caractère partiel des archives utilisées (pour l'essentiel des documents consulaires) ont longtemps masquée, ce qui explique l'erreur de perspective d'un Jean Sauvaget qui lie la prospérité au la déclin d'Allep aux fluctuations du commerce européen, qui resta secondaire ou au le compare aux échanges considérables, mais difficiles à évaluer faute de statistiques, qui se déroulaient à l'intérieur de l'Empire<sup>27</sup>. Ce n'est que vers le milieu du *xviii*<sup>e</sup> siècle que les Européens purent à imposer un échange d'inven-

tion qui devait avoir, à terme, des effets dévastateurs sur l'économie de la région<sup>28</sup>. Jusqu'à ce tournant, l'essor du marché extérieur dépendait par le réseau de l'Empire moins l'activité et la prospérité des grands centres commerciaux, et en particulier des métropoles arabes, dont beaucoup étaient situées sur des points stratégiques des routes commerciales, à la limite de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique (Mossoul, Alep, Le Caire), ou au point de contact entre la Méditerranée et l'Afrique intérieure (Tunis). Cette activité des courants commerciaux, et la prospérité qu'apporta l'Empire, eurent pour résultat un développement de l'appareil économique dans les grandes villes, que l'on peut évaluer, et classer, ce qui permet de suppléer, dans une certaine mesure, à l'absence presque totale de statistiques sur le commerce intérieur.

La multiplication des centres commerciaux (notamment dans les villes où se déroulaient l'essentiel du grand commerce international) et l'expansion des secteurs économiques centraux peuvent être mis en évidence dans les villes où nous avons pu de la sources antérieures à la conquête ottomane est relativement précises, et où des comparaisons peuvent donc être faites, à Tende, par exemple, nous connaissons l'extension de la zone des marchés centraux à l'époque hafside, et nous avons des informations assez exactes sur la relation de marchés nouveaux aux époques mamlouke et husseinite. Au début du *xviii*<sup>e</sup> siècle à la fin du *xviii*<sup>e</sup>, la surface de cette région, étendue autour de la Grande Mosquée de la Zaytouna [I 6-7], passait d'environ 3,75 hectares à environ 5 hectares, soit une progression de plus de 60 %. Une information encore plus précise pour Alep nous permet de comparer l'extension de la Madina (le Cité) [F 12], où se concentraient l'essentiel du grand commerce de la ville dans des marchés (souqs) et des caravansérails (khans) groupés non seulement de la Grande Mosquée : les cartes que l'on peut dresser, d'après les travaux de Sauvaget, permettent d'évaluer à 5 hectares la surface de la Madina à la fin de la période mamlouke; au début du *xix*<sup>e</sup> siècle, cette Madina s'étendait sur une surface de 10,6 hectares, soit un



peuple de plus de 100 %. Au Caire, enfin, la culture exceptionnelle de « cette information sur la période mamlouke, qui nous devons, pour l'instant, une description minutieuse de Maqatîl, et sur les derniers ans du XVIII<sup>e</sup> siècle, grâce à la Description de l'Égypte, nous permet de savoir de plus près encore la réalité de cette expansion. Maqatîl mentionne, pour la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, 87 marchés et 57 caravansérails (*khân, funduq, qaysariyya, wakîla*). Pour l'époque ottomane, j'ai identifié 145 marchés et 165 caravansérails (*khân et wakîla*). Les progrès ont particulièrement spectaculaires en ce qui concerne les caravansérails, et qui constituent deux indices le plus significatif de l'activité économique d'une ville. La plupart de ces caravansérails étaient groupés dans une région de grande activité, comparable à la « Cité » d'Alep, dont on peut préciser l'extension sur deux époques de référence : à l'époque de Maqatîl, une zone d'environ 32 hectares, répartie de part et d'autre de la rue principale de la Qasaba (H 4), où l'on trouvait 44 caravansérails et 50 souqs ; à l'époque ottomane, une zone s'étendant sur 58 hectares et comprenant 58 souqs et 329 caravansérails<sup>10</sup>. Ici, la croissance de la zone centrale d'activité économique peut être estimée à près de 100 %.

### Le rôle du pèlerinage

La création d'un tels vaste empire reposant sur une même nature des communautés musulmanes très semblables et assurant une relative facilité de circulation ont également pour conséquences le développement du pèlerinage (*hajj*), dont les effets furent surtout bénéfiques pour les deux pays qui étaient la source de départ des principales caravanes terrestres, l'Égypte et la Syrie. Ces circonstances favorables furent activement exploitées par les souverains mamlouks, pour des raisons religieuses, mais aussi politiques. Le pèlerinage était chaque année l'occasion pour l'état ottoman d'affirmer

son autorité temporelle et son rôle comme principale puissance musulmane. Malheur du Hedjaz, et qui justifiait l'exil d'un « Secrétaire des deux Lieux Saints » (*shâhid al-haramayn al-sharîfayn*), les sultans ottomans manifestèrent un souci constant d'assurer un bon fonctionnement du pèlerinage<sup>11</sup>.

Leur activité se manifesta de diverses façons. Les sultans ottomans firent un effort constant pour améliorer le système de postes qui protégeaient les caravanes sur les routes qui partaient de Caire et de Damas, pour protéger les points d'eau nécessaires. La sécurité des caravanes fut améliorée grâce à une organisation qui constituait une des principales responsabilités des provinces du Caire et de Damas. Les caravanes d'Égypte, qui rassemblaient chaque année 30 ou 40 000 pèlerins, venus du Maghreb et de l'Afrique intérieure, étaient placés sous le commandement de l'Émir du pèlerinage (*amîr al-hajj*), qui était un des principaux dignitaires du pays, et le financement de la caravane constituait un des articles essentiels du budget de la province<sup>12</sup> : vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, on dépensait au total 12 500 000 paras en frais de transport et de subsistance pour 250 mille de soldats, en dépenses de vivres et de subsistance pour les Bédouins qui assuraient le transport et le financement des chameaux, mais dont il fallait aussi s'occuper les besoins privés. À Damas, la responsabilité de conduire la caravane syrienne (de 20 à 40 000 pèlerins, suivant les années) fut confiée à une personne que, à partir de 1780, le gouverneur de Damas lui-même ou son successeur chargea, le métroque qui accomplissait du pèlerinage s'occupant par moments trois mois, dont trente-neuf jours de voyage à l'aller et autant au retour. Ces efforts démontrèrent des résultats variables : ne débarrasser des difficultés qui présentaient irrémédiablement le déplacement de telles masses humaines à travers des régions peu hospitalières, les caravanes, malgré les précautions prises, furent souvent à souffrir des déprédations des tribus bédouines. Un des incidents les plus notables fut le pillage de la caravane syrienne en 1787. L'incident fut si vif à Damas, lorsqu'on apprit à que les Bédouins avaient pillé le pèlerinage, et... avaient volé l'argent

et les lieux des femmes et des hommes », que la population de la ville, indignée de l'insolence du représentant du pachà (matasolm), l'attaqua dans la palme et la lapida<sup>3</sup>.

Ces caravanes, qui mettaient en mouvement des dizaines de milliers de personnes, servaient de véhicules à un commerce dont il est difficile de mesurer l'importance exacte, mais qui permettait l'échange de marchandises venues de toutes les régions du monde musulman : les produits du Maghreb, de l'Afrique centrale, des Balkans, de l'Anatolie, du Proche-Orient, convergeaient vers l'Égypte et la Syrie, ou spécialement là où continuaient leur route vers les Indes lointaines; au retour, les caravanes étaient chargées de produits d'Orient (soies, épices, café), qui se diffusaient dans toutes les régions de l'Empire. Par ailleurs, les pèlerins devaient s'équiper pour un voyage qui allait durer trois mois, et si leur faillait dont acheter le matériel de voyage, les provisions dont ils avaient besoin. Leur passage entretenait dans les villes où ils se rassemblaient une activité économique intense. Si Le Caire et Alep tirèrent naturellement un grand profit du pèlerinage, aucune ville n'en bénéficia plus que Damas, dont la structure urbaine même en fut profondément affectée. Le commerce en rapport avec le pèlerinage se concentrait sur la route de La Mekke : dans la région d'al-Sindjariya (D 5-6), située à la limite ouest de la ville, s'établirent des marchés où les voyageurs trouvaient tout ce dont ils avaient besoin. Plus loin, sur la route qui menait vers la Hedjaz, mais aussi vers les régions agricoles du Hama, se développa, à l'époque ottomane, un immense faubourg qui prit le nom de Média. Cette expansion de Damas vers le sud, sur une longueur de plus de deux kilomètres, constitue un des traits caractéristiques de l'histoire de la ville à l'époque ottomane<sup>4</sup>.

Le pèlerinage, qui contribuait tant à l'unité morale et matérielle de l'Empire, constituait donc un élément fondamental dans le développement des grandes villes qui se trouvaient sur sa route.



3 Distance de Damas du 33° au 32° parallèle en gris (figure 1. Source: Dictionnaire géogr. et hist. d.).

### La variété des populations

Parmi les éléments qui contribuèrent à l'essor des villes pendant la période ottomane, on doit mentionner l'afflux de populations que les enrichissements de leur variété et de leur activité, ou plutôt que leur installation dans les villes nouvelles mais qui se renforça considérablement à l'époque ottomane.

L'unité et la diversité de l'Empire, la relative facilité de la circulation d'un point à l'autre, favorisèrent le déplacement, en grand nombre, d'individus sous par des motivations aussi variées que la recherche du profit au moyen de spéculations commerciales, la quête du savoir et de la culture, la dette d'accomplir une obligation religieuse comme le pèlerinage, qui pouvaient toutes les mener à s'installer, pour une période plus ou moins longue, et parfois définitivement, dans une autre province. C'est ainsi que s'établirent au Caire d'importantes colonies de Maghrébines, de Syriens ou de Turcs, qui devaient représenter environ 25 000 individus sur un peu plus de 250 000 habitants, soit un dixième de la population. Ces étrangers jouèrent au Caire un rôle important dans les activités économiques, et surtout commerciales; on les trouvait largement représentés dans le grand bazar du *vallé* et des environs, par exemple, puisque 44 % des principaux commerçants (*saggs*) résidaient vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle appartenant à six communautés étrangères orientales musulmanes<sup>12</sup>.

La sécurité qui régnait dans les villes, les possibilités qu'offrait leur activité économique, y attirèrent aussi des populations d'origines rurales à la recherche de métiers, souvent modernes. Cette immigration intérieure pouvait avoir été forte, par exemple à Alger ou à Tunis, où les communautés de gens de l'extérieur (*haratinyen*) plus faciles à mettre en travail parce que religieusement ou linguistiquement minoritaires (*Musulmans* ou *Djebelien khazidjens*, *Kabyles haratinyennes*) ont été le moyen *fructueux*.

La relative tolérance pratiquée par les Ottomans à l'égard

des communautés minoritaires, et la large autonomie qu'ils leur laissent pour leur administration intérieure, expliquent l'essor des groupes juifs dans presque toutes les grandes villes arabes, et celles des chrétiens dans les villes du Proche-Orient. Il est très significatif que les communautés juives très anciennement installées dans les pays arabes aient été revalorisées, à l'époque ottomane, par des groupes venus d'Europe rechercher un refuge contre les persécutions qu'ils subissaient (par exemple en Espagne), ou la possibilité d'activités économiques lucratives (comme ce fut le cas des Juifs à Tlemcen) ou qui enrichirent les communautés indigènes d'Alger et de Tunis, aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Des groupes de chrétiens grecs et arméniens vinrent s'installer dans la plupart des grandes villes arabes du Proche-Orient, et ils y jouèrent un rôle important dans nombre d'activités économiques, au point d'en constituer certaines : voir les *fourneurs*, *tauerneurs* de *zins* (*hariri*) grecs ou les *haragres arméniens*.

Enfin, la prépondérance politique de l'ethnie turque et le recrutement massif de militaires et d'administrateurs turcs amenèrent l'établissement, hors de l'Anatolie, de colonies turques parfois nombreuses, et, de toute manière, puissantes, en toutes des lieux qu'elles avaient avec la guerre. En se faisant d'une manière définitive dans le pays, et en s'y installant à par des mariages avec les indigènes, elles finirent par constituer des communautés qui se situèrent, dans la société locale, à mi-chemin entre la caste dominante et la population esclave.

De cette variété de peuplement, Alger et Tunis offrirent un exemple extrême dû sans doute à leur situation tout à fait exceptionnelle pour de grandes villes arabes. Situées sur les rives mêmes (Alger) ou à peu de distance (Tunis) de la Méditerranée, au bord des états chrétiens qui occupaient toute la côte septentrionale, les deux Régences furent avec eux des relations étroites, fondées sur l'échange (commerce) ou la guerre (tentatives de colonisation espagnole, et guerre de Tunisie). C'est l'activité des corsaires qui fut responsable de la

ottomans paraissent indiquer un certain déclin démographique à Damas et à Alep vers la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle. Le Caire connaît périodiquement des épidémies dévastatrices de peste, dont une des plus graves fut celle de la fin du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle : en mars 1791, il y eut en effet jusqu'à 1 500 ou 2 000 décès par jour, la charité et la faim n'y apportaient en 1792 : « Dans les rues, écrit le chanoine, on ne pouvait faire un pas sans mettre le pied sur des cadavres humains avoués de mœurs et de faim. On se disputait la char des malades, des fous et des chiens. Il y eut même des gens qui mangèrent du pain enfants ». Il est donc vraisemblable que Le Caire, tel que le découvrirent les savants français en 1798, était une ville moins peuplée qu'en 1700-1750. Inversement, l'augmentation de la population de Tunis, sensible au milieu du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, est peut-être liée à une recrudescence contre l'épidémie de peste de 1704 et celle de 1704-1705, la « grande peste » qui aurait fait de 500 à 1 000 morts par jour<sup>28</sup>.

Il est, d'autre part, certain que le processus de croissance connaît des rythmes différents dans les diverses villes, la situation historique de chaque région pouvant expliquer ces variations. Si la croissance fut forte au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle à Alep et au Caire, Tunis traversa, au contraire, des crises si graves pendant ce siècle que son développement fut sans doute retardé jusqu'à ce que les Mourides, puis les Hanafites aient pu restaurer une certaine prospérité dans la Régence, au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle. Mais il nous faut être une fois de plus plus précis des phénomènes démographiques, et de la manière dont ils se sont traduits dans l'espace urbain, pour que nous puissions être plus que suggérer un progrès global sur une longue période.

#### Les modalités de la croissance

Le processus urbain se réalise, au sein des villes, et souvent dans la même ville, de l'intérieur, par « densification » et emboîtement des vides qui subsistent dans le tissu urbain

(sans non constructes, directs), et de l'extérieur par extension de l'agglomération, en général sous forme de faubourg.

Nous savons qu'à Tunis l'expansion des <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècles se fit en parties dans des zones occupées par des cimetières : le Dâr al-Bay (J 5), la mosquée (J 5) et les zones adjointes par Yûsuf Day (1510-1537), entre le régime de la Grande Mosquée (J 6-7) et celle de la Qasba (J 4), se sont alors développées dans des régions où, sous les Hafides, s'étendaient de grands cimetières (al-Sabilla et Sidi 'All bin Ziyâd). De même, au siècle suivant, la ville s'étendit, au sud de la Médina, dans des zones de jardins et de cimetières<sup>29</sup>. Les grandes opérations d'urbanisme menées à Alep au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, dans la zone située au sud de la « Cité » (Medina), sur lesquelles nous reviendrons, se déroulaient également dans une région faiblement occupée à l'époque des Mamelouks, où se trouvaient, en particulier, un hippodrome (*mayyâda*) pour l'entraînement au lancer des javalis.

La « densification » a pu prendre la forme que décrit A. Abdel Nour pour Alep d'après une étude des transactions immobilières : « La dégradation et la parcellement des constructions d'Alep au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle par rapport au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> sont des faits tangibles que l'on rencontre à chaque page des registres... Les appartements sont plus exigus, les transactions plus fréquentes, les prix plus élevés. Nous constatons une demande de logements, à laquelle se peut répondre la construction de nouvelles habitations. La conséquence de cette poussée démographique est le fonctionnement des logements existant »<sup>30</sup>. J. Savary et A. Abdel Nour mentionnent, à titre d'exemple, le cas du quartier populaire de Babûlî (J 11-12), entouré par l'enceinte de la ville, où le nombre de « feux » passa de 250, en 1576, à 477, en 1603, vraisemblablement par morcellement de la propriété<sup>31</sup>.

Cet accroissement de la densité intérieure est, en général, destiné à mettre au évidence, sans lorsqu'il se réalise une « crise urbaine » qui peut prendre la forme d'un déplacement

des tanneries, quand le développement de la population rendait insupportable leur maintien dans un emplacement trop central. Nous avons trois exemples d'un tel déplacement à Alep, au Caire, et à Tunis. À Alep, les tanneries qui se trouvaient dans la ville interne marée, pas très loin de la mosquée de la Cité a [L 12-13], furent transférées à l'ouest de la ville [PQ 4], vers 1570, vraisemblablement pour faire de la place à la population qui se développait à l'intérieur de la ville, et qui ne pouvait plus supporter le voisinage de cette industrie nauséabonde. Les norms d'un quartier et d'une mosquée a de la vieille tanneries a (al-Dabbāgha al-atiqa) [L 12] ont conservé jusqu'à nos jours le souvenir de la localisation ancienne, tandis que les tanneries a nouvelles a se développaient le long du Qasayy. Au Caire, le peuplement plus dense de la région située immédiatement au sud de Bāb Zuwayla [M 6] imposa de même, vers 1600, le transfert des tanneries, qui s'élevaient quatre hectares dans une zone alors en voie de rapide urbanisation [NQ 9-10], vers l'intérieur de la ville, hors de la porte de Bāb al-Liḡ [M 15]. C'est après ce transfert que la région toute proche de Barika al-Fil (le Étang de l'Éléphant a) [Q 9] put devenir une zone de résidence a chue a pour les riches. À Tunis, enfin, où la population s'était fortement accrue au xviii<sup>e</sup> siècle, et où les locaux disponibles au ville d'anciens caravansérails, le gouverneur 'Alī Bey décida, vers 1770, de faire transférer à l'intérieur de la ville le marché des tanneries (Sūq al-Dabbāghīn), a ce lieu, dans l'actuelle zone Hamaḥda bin 'Abd al-Azīz, que leur souq (marché) qui se trouvait à l'extérieur de la ville devait être disponible pour la conversion de maisons d'habitation<sup>20</sup>.

Par contre, l'extension de la ville, le plus souvent sous la forme de faubourgs extérieurs, peut être plus facilement constatée et mesurée. J. Sauvaget a aussi cartographié le développement des faubourgs et est à Alep entre le début du xv<sup>e</sup> et le milieu du xviii<sup>e</sup> siècle. Il a de même montré comment l'extension du grand faubourg sud de Damas, le Midlān, le long de la route de Hama et du Heliqan, a absorbé

le village de banhours de Qubaybiḥ (sur a Petites Campées a), sans que l'ancien hippodrome (maydān) a des milices a qui lui a donné son nom (fig. 3 et 3). L'évolution du Caire s'est faite suivant un processus similaire, un développement graduel de la région sud de la ville, puis de la région ouest, au-delà du a canal a (khāḍiḡ) qui avait marqué la limite de la ville médiévale. Le déplacement des quartiers de résidence des riches qui, pour fuir les zones les plus denses de Qihān, s'établirent d'abord au sud, dans la région de Barika al-Fil (xviii<sup>e</sup> siècle) [Q 9], puis dans la région ouest de la ville, au sud de la Barika al-Ashshaynā [M 12], a constitué comme un commencement de ce mouvement de la ville : tout comme l'histoire de la construction des fontaines publiques, dans les places sont évidemment reliées au sur celles du peuplement<sup>21</sup>.

On peut suivre, dans le cas d'Alep, le processus d'une telle extension, grâce aux études faites sur le faubourg nord, par J. Sauvaget et J.-C. David : au cours du xiii<sup>e</sup> siècle, le long des grands axes de circulation, avec une disposition en éventail à partir de Bāb al-Faḡ [L 14-17], des l'époque mamelouke; urbanisation des espaces intermédiaires à l'intérieur des îlots et à la périphérie du faubourg, sous les Ottomans. L'étude des traces de rues et de parcelles permet de retrouver, aux plus modernes, la trace d'alignements véritablement organisés, dont la configuration générale (des axes principaux se reliant en axes secondaires régulièrement parallèles et séparés par des intervalles réguliers) s'est maintenue au travers des siècles (fig. 13)<sup>22</sup>.

À Caire, le plan de la Description de l'Égypte, garde la trace de parcelles tout aussi régulières dans la partie ouest de la ville, au-delà du Khāḍiḡ, zone qui, sous l'ancien vi, fut urbanisée au xviii<sup>e</sup> et au xviii<sup>e</sup> siècle, en reliant les vestiges survivants de terrasses qu'y délimitaient les grands souf'centraux, tels par Maqrīḥ au xv<sup>e</sup> siècle<sup>23</sup>. À Damas, tout un réseau de faubourgs du Midlān (région du Sūq al-Midlān) est aussi organisé sur la base d'un véritable lotissement (fig. 12)<sup>24</sup>. Une étude minutieuse des traces sur plans réguliers qui séparent les places

des faubourgs nord et sud de Tunis permettrait sans doute d'arriver à des conclusions similaires, ou au qu'environne le développement de cette ville à l'époque ottomane, dans les régions subsahariennes.

#### Les villes arabes vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle

Deuxième ville de l'Empire, mais largement distancée par Istanbul, dont la population atteignait sans doute 500 000 habitants, Le Caire occupait une place tout à fait exceptionnelle parmi les métropoles arabes. Sa surface (130 hectares en total et 660 hectares bâties) et sa population (243 000 habitants, d'après la *Description de l'Égypte*) la plaçaient bien devant un groupe de villes héritières du prestige des métropoles, dont la surface atteignait 300 hectares et la population 100 000 habitants. Alep, avec 381 hectares de surface totale (soit 347 de surface bâtie) et environ 120 000 habitants, venait au tête de ce groupe. Damas (213 hectares et environ 90 000 habitants) et Bagdad (340 hectares et environ 90 000 habitants) étaient des centres exactement équivalents, un peu plus importants probablement que Tunis (surface totale 346 hectares, surface construite 234 hectares, population estimée à environ 80 000 habitants, vers 1840). Située au dehors de l'Empire, Fes appartenait sans doute à ce groupe encore qu'avec une surface de 153 hectares, au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Il paraissait difficile d'arranger pour elle une population de 100 000 habitants. Mousoul avait des dimensions globales comparables (224 hectares), mais sa surface construite n'était que de 124 hectares, et sa population ne devait guère dépasser 50 000 habitants. Beaucoup plus modeste était une ville comme Alger, dont la superficie était de 46 hectares seulement et dont la population, estimée à 30 000 habitants en 1826, est généralement considérée comme très inférieure au chiffre du XIX<sup>e</sup> siècle. Suras (24 000 h. en 1849) et Jérunalem (guère plus de 15 000 habitants) étaient de petites villes<sup>21</sup>.

Ces chiffres peuvent paraître faibles quand on les compare avec les estimations plus glorieuses qu'il est habituel de faire, sur la base de renseignements optimistes, mais sans doute peu fiables. Le calcul des densités urbaines nous fournit un moyen de contrôler la vraisemblance de ces évaluations. Dans ce domaine, Le Caire apparaît à nouveau comme une ville exceptionnelle. Le chiffre moyen (près de 600 habitants à l'hectare) paraît proche de la limite acceptable pour une ville arabe à l'époque classique; il s'explique sans doute, d'une part, par la remarquable activité de la ville, par une architecture urbaine qui permettait une densité exceptionnelle, et par le grand nombre des immeubles à habitat collectif (coursives, couloirs, immeubles à usage locatif) dans le centre densément peuplé de la ville (Qal'ia), où la densité atteignait peut-être près de 600 habitants à l'hectare; dans le reste de la ville, les densités n'atteignent pas dépassant les chiffres plus raisonnables de 375 habitants/hectare (zone sud) et 300 h./ha (zone ouest<sup>22</sup>). Ces pointements des densités de cet ordre (environ 300 h/ha) que l'on trouve dans les autres grandes villes arabes si l'on part des évaluations données plus haut pour la population : Alep, 327 h/ha; Damas, 280; Mousoul, 263; Bagdad, 245; Tunis (346 h./ha)<sup>23</sup>. C'est surtout pour Alger que le doute est permis. Le chiffre de densité est remarquablement élevé, 644 habitants à l'hectare pour 50 000 h. en 1826, plus donc que dans la région de Qal'ia au Caire, ce qui peut s'expliquer par la compression de la ville à l'intérieur de ses murs, par la densité des constructions et par le caractère vertical de leur architecture, mais par l'étendue de l'agglomération de centres où s'entremêlent des milliers de lanternes et de espèce d'étoiles. Mais il est évident que les chiffres donnés pour des périodes plus anciennes (100 000, deux ou trois millions, pour le XIX<sup>e</sup> siècle) justifient le supposer le plus total des densités de 2 000 habitants à l'hectare n'ont été relevés qu'à l'époque contemporaine, dans des villes comme Alger ou Le Caire, pour des zones liées à la colonisation et à l'explosion démographique du XIX<sup>e</sup> siècle.



Algiers  
46 hectares  
30 000 hab.



Le Cam  
680 hectares  
263.000 hab.



Tiers  
200 hectares  
80.000 habitants



Mossoul  
194 hectares  
56 000 hab.

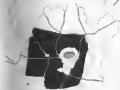


Damas  
3 10 hectares  
90 000 hab.



Soukhatta  
340 hectares  
90 000 hab.

Kana  
267 hectares  
170.000 hab.



Légende

- Vastins
- Faubourgs
- Châtelain
- Grande mosquée

4. Dimension comparée des grandes villes arabes vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.  
(Surface bâtie et population)

est de toutes les époques dans le monde arabe. Dans une certaine mesure, elle s'était transférée à l'époque ottomane, du fait de l'appartenance des membres de la caste dirigeante à un groupe (principalement turc), qui centralisait le pouvoir dans la capitale de l'Empire, et qui exerçait donc, de l'extérieur, un contrôle sur la vie des gouvernements. Mais la situation qui avait été créée par la conquête ottomane ne pouvait être réduite à de simples rapports de colonisateurs à colonisés. L'appartenance commune à l'Islam créait une solidarité profonde qui rapprochait avec rigueur chaque fois qu'un danger menaçait de l'extérieur. C'est cette solidarité qui précépa les Algériens dans la résistance ottomane contre le péril espagnol, qui conduisit les Égyptiens à s'appuyer par les armes sur les Français en 1798, et qui amena les Tunisiens de Sfax à solliciter la protection des Ottomans en 1804. D'un autre côté, des liens si étroitement tissés entre les membres de la caste dominante et les populations indigènes que celles-ci avaient cessé de considérer leurs occupants et même de véritables étrangers — les étrangers semi-étrangers contribuaient à créer des solidarités à travers les provinces et à interrompre la fonction qui séparait traditionnellement les gouvernements et les gouvernés.

#### La caste dominante

Quelles qu'aient été les différences locales, trait d'une évolution dont nous avons constaté la diversité, l'essentiel de l'autorité était exercé, dans les provinces arabes, par les membres d'une caste dont le recrutement était largement étranger et qui fournissait la plus grande partie du personnel politique et militaire.

#### Les milices

La mission d'assurer la sécurité des provinces et d'y maintenir l'ordre était confiée à un certain nombre de milices, qui étaient indépendamment représentées dans les différentes villes. Il y avait au Caire des représentants de sept ordres. Les Janissaires et les *'Arab* étaient des corps de fantassins qui avaient été établis dès la conquête du pays, ainsi que les *Qasidhyya* (pour le mot turc *Qasidhaya* : « volontaires ») et les *Tafakihyya* (fantiers), qui étaient des cavaliers. Le corps des *Qasidhina*, une aussi des cavaliers, avait été formé avec des mamlouks employés au service du gouverneur. Le corps des *Chirakihyya* était chargé de porter les ordres et les décrets. Les *Mutafarrigha* avaient été constitués plus tard (en 1534), mais ils étaient les premiers en dignité et étaient attachés au sultan qui les attachait pour contrôler les autres ordres.

La milice la plus importante, et la plus largement répandue dans les provinces de l'Empire, était celle des Janissaires, qui constituaient partout la force principale dont disposaient les pachas pour gouverner. Le corps était divisé en régiments, dont un nombre à peu près fixe était installé dans chaque capitale : à Tunis, Sinân Pacha avait installé la 101<sup>e</sup> unité avant son départ à Istanbul, en 1534, et c'est environ 4 000 Janissaires qui gardaient le pays au XVII<sup>e</sup> siècle. Au Caire, le nombre des Janissaires, aussi appelés « gardiens » (*Mustafidhîn*), et établis aux environs de 4 000 hommes, et ils représentaient le tiers environ de l'effectif total des milices. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, il y avait trois unités (ou *feras*) de Janissaires à Mansour, la « 10<sup>e</sup> », la « 52<sup>e</sup> » et la « 58<sup>e</sup> », chacune rattachée dans une région de la ville, dans le centre du siècle, elles furent renforcées par des unités exilées par les pachas de Bagdad et installées à Mansour, la « 31<sup>e</sup> » (en 1739), puis la « 27<sup>e</sup> » (en 1755), ce total monta de mille hommes. Il n'y avait pas plus d'un millier de Janissaires à Damas. S'il y avait trois cents soldats réguliers à Jérusalem, dont une centaine de Janissaires, plus sans doute que la moitié de la ville ou le



Si d'ailleurs on rapproche ces estimations sur la population des grandes villes du monde arabe à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle des chiffres correspondants pour les principales villes de France à la même époque, on constate un décalage nettement sensible (avec un avantage marqué pour Paris, en comparaison avec La Caude), bien que la population totale de la France d'alors, à cette époque, soit nettement plus importante que celle de l'ensemble des pays arabes (28 millions d'habitants en 1789, contre probablement 15 millions pour le Maghreb et le Mésopotamie) : Paris 600 000, Lyon 150 000, Bordeaux 110 000, Marseille 110 000, Nantes 80 000, Rouen 72 000, Lille 65 000 et Toulouse 53 000. Soit, pour les huit villes les plus importantes de France, 1 340 000 habitants, et pour les huit principales villes du monde arabe (y compris Fes, 160 000) - 640 000 habitants. Le pourcentage de la population de ces huit villes par rapport à la population totale serait de 4,4 %, dans le cas de la France, de 4,4 %, et dans le cas des pays arabes de 5,4 %.

L'importance de l'urbanisation reste un phénomène caractéristique du monde arabe à l'époque ottomane, même si l'on ramène à une plus juste valeur les chiffres de population des grandes villes arabes.

## Chapitre 2 La population des villes

La population des villes arabes à l'époque ottomane était caractérisée par deux traits qui étaient déjà apparus dans les sociétés urbaines antérieures. Cette population était d'une grande variété, caractéristique qui s'était accrue avec la création de l'Empire : les villes réunissaient donc des éléments ethniques et religieux qui s'étaient que faiblement représentés dans la société non urbaine. Pour cette raison, la population urbaine avait une apparence spécifique qui amenait les étrangers à la considérer comme fondamentalement distincte de la société rurale et à supposer même que les habitants de la ville, les *haddi* (dérivation de *halal* : « saint ») soient une origine ethnique différente de celle des paysans (*fellahs*) et des *bedouins*. Enfin, la société urbaine était divisée entre les membres de la caste dominante (et gouvernementale) qui étaient en principe des étrangers, et les *sejids* (qui, à l'époque ottomane, on appelle les *sejids* « étrangers ») qui étaient autochtones.

Cette dernière division avait un caractère traditionnel : la distinction entre « gens d'épée » (*ahd al-sayf*) étrangers qui monopolisaient les activités politiques et militaires, et « gens de

aléatoire, c'était en conséquence de son rôle religieux et historique.

Le cas de la ville d'Alger, où le contingent de Juifs n'est nouveau, puisqu'en 1837 seule, son caractère traditionnel, nous permet de comprendre comment ce contingent était recruté et organisé sur place<sup>1</sup>. Depuis l'abandon du système du *denkma*, les militaires du *radjap* d'Alger étaient recrutés principalement en Tunisie, dans les classes les plus pauvres de la population : les autorités d'Alger envoyaient des *caouans* pour lever les recrues, ou solliciter leurs champs d'affaires (*faïdi*) dans les provinces d'une manière, et en particulier à Smyrne. Il y avait en effet 8 533 recrues nouvelles levées entre 1890 et 1929. Ce recrutement, qui était vital pour la Régence d'Alger, ne pouvait se faire qu'avec l'accord du gouvernement ottoman, situation qui contribuait au maintien de liens politiques entre Alger et la Porte. Par ailleurs, ce lien régulier de militaires venus du centre de l'Empire contribuait fortement à garder son caractère si turc à l'État d'Alger. À son arrivée à Alger, le *maras* (*yaldak*) était inscrit sur les registres des Juifs, avec indication du nom du pîr, de la ville d'origine, de l'ancien maître, parfois de particularité physique que lui avaient valu ses travaux (*haouana* : son cousin ; *ispa* : *haouana*). Le militaire était affecté à l'un des 404 détachements (*radjap*) d'Alger qui comptaient un nombre varié de militaires, de 16 (*radjap* n° 347) à 234 (*haouana* n° 325), en moyenne 28 hommes en 1748, époque à laquelle une dizaine de milliers d'hommes étaient portés sur les registres. Il était conduit à son service et logé dans une chambre (ou turc) *adé*. Il y recevait son équipement, et il allait y vivre, en principe, durant toute sa carrière militaire. Alger comptait huit casernes, établies dans la partie inférieure de la ville : caserne de Bab 'Anassa, dite des « hommes de petit lait » (*halabgyrya*) [II 1], Kaïn (ou l'ancienne) et en Yem (ou la nouvelle) [II 7], Sâlih Facha et 'Al Facha [D 8], Yah (à du bord de mer) et, aussi dite al-Darîq ou des *maïchra* [II 1], Uta Mâch (ou de « Bab al-Jadid ») [II 9], Maqipytya (des

« Lecteurs », dont les Français font « Maïchra ») [II 8]. C'étaient de vastes constructions à cour centrale et à arcades sur lesquelles donnaient les chambres où logeaient une quarantaine d'hommes (il y en avait 291 au total), et qui étaient identifiées par un nom qui était souvent celui d'un chef de chambre (*faïd baï*) ayant acquis une certaine autorité : à la caserne des 'Attârin à Tunes [II 7], aujourd'hui Bibliothèque Nationale, les portes des anciennes chambres conservent le nom de l'officier qui les commandait. Les militaires progressaient ensuite en grade et en soldes (avec en complément des allocations en nature), du *faïd baï* à *baïd baï*, puis finalement à *agha*, pour aboutir à l'ancienneté. Bien que, en principe, les Juifs n'étaient pas recrutés ailleurs, nous en avons vu se marier dans le pays et s'y établir, comme commerçants et artisans, pour améliorer leur situation. L'absence réduisant le montant, et qui étaient souvent payés irrégulièrement, « J'ai contemplé l'armée, c'est un marché, un bazar... Tes soldats sont devenus marchands de margarine... marchands de la caillasse... Tes soldats mangent des épices... Sâlih-ba, mon *Faïd baï*, a, dit-il, une chambre militaire sur *radjap* d'Alger ».

Alger, avec son recrutement à peu près exclusivement tunisien, paraît appartenir au cas extrême, explicable, peut-être, par la volonté de l'État turc de garder la main mise sur le pouvoir. Principalement allié, le recours à un tel recrutement local, amorcé dès les débuts de la conquête ottomane, allait modifier profondément le caractère du *radjap*. Avec l'abandon du recrutement exclusif à partir de levées de non-musulmans, le relâchement des règles sur le célibat, sur l'interdiction d'accepter un *radjap* ou de résider hors des casernes, la porte fut en effet ouverte à l'entrée massive, dans le rang des Juifs, d'individus désireux de profiter des avantages en tous genres qu'ouvrait l'appartenance à *radjap* : soldes, distributions en nature et exemptions de juridictions, participation au pouvoir politique. Ce phénomène eut pour effet d'approfondir les liens qui existaient entre les militaires

et la population indigène. Aussi bien les Égyptiens considéraient-ils les gens des milices comme très proches d'eux, et la chroniqueur Gabarîl leur donna d'ailleurs la note contextuelle de *masalliyin* (« Égyptiens »). Lorsque, à plusieurs reprises, les notables envahirent les campements, on s'aperçut que ces « Turcs » étaient marais dans le pays, y avaient des enfants, y emportaient des vêtements. En, en 1697, Gabarîl remarqua encore que ces soldats avaient de l'affection pour les gens du pays, parce qu'ils s'étaient mêlés à eux, habitaient leurs maisons et leurs quartiers, et avaient épousé des femmes de leur pays ». Cet enracinement des Janissaires dans le pays où ils étaient établis est apparent dans la plupart des grandes villes que nous étudions. À Tanez, vers 1605-1611, la milice comptait 5 000 hommes, dont près de la moitié étaient des « Turcs » du pays. À Aïef, les Janissaires étaient, pour la plus grande partie, originaires des classes les plus populaires; ils emportaient des vêtements, probablement parmi les plus humbles, ou qui remplaçaient ceux des gens de l'arag avec les bouchers. Ils habitaient dans les faubourgs orientaux de la ville, tels Bâsqîrâ (J 23), Bâb al-Nayrah (U 21), Qârîq (G 29), Bâb al-Malah (V 27) et Bâb al-Naqûm (W 16) : leur principal lieu de rendez-vous, le Qâira al-Agha (le Café de l'Agha «), se trouvait dans le quartier de Bâsqîrâ. A Mennâf, enfin, les différences sociale qui y étaient existantes étaient liées à la population des quartiers de la ville, suivant la répartition des arts : les Janissaires étaient la ville en armes, et de étaient étroitement mêlés aux querelles internes qui opposaient les divers quartiers et les grandes familles qui les dominaient.

Dans plusieurs villes de l'Empire, la présence constante de Janissaires impériaux (appelés *Kapalâh* : « soldats de la Porte »), envoyés par le gouvernement central et occupant la Citadelle, et de Janissaires recrutés localement (*Yerliyyin*, *Yerliyyâ*) conduisant à des conflits violents. A Jérusalem, les actes de violence commis par les Janissaires concernaient les *Yerliyyâ* à prendre parti pour la population locale, avec laquelle ils s'identifiaient totalement : en 1731, les *Yerliyyin*,

assistés par une partie de la population locale, s'introduisirent dans la Citadelle et en chassèrent les Janissaires impériaux qui s'étaient d'abord renfermés que de s'adresser à la Porte pour en obtenir un firmân les autorisant. A Bagdad, vers 1646, les républicains locaux refusèrent de reconnaître le mouvement dirigé par la Porte à Ibrahim Pacha, et s'opposèrent aux Janissaires impériaux qui menaçaient Mîrâ Pacha : la crise se prolongea pendant trois mois, jusqu'à ce que la Porte décidât l'occupation d'Ibrahim Pacha.

Mais ces conflits ne furent nulle part aussi violents et durables qu'à Damas, où, à partir de 1629, lorsque la Porte envoya plusieurs tentatives de médiation, afin de séduire à l'obéissance les Janissaires locaux, il y eut deux corps armés, les *Kapalâh* et les *Yerliyyin*, chacun commandé par un agha envoyé d'Istanbul. Les Janissaires impériaux, installés dans la Citadelle de Damas, étaient, en général, appuyés par les quartiers hors murs de l'Amîr (F 2). Les Janissaires locaux étaient plus nombreux, et surtout ils avaient un large soutien dans la population, leurs points forts se situant dans les quartiers extérieurs de Sâq Sârlîjâ (E 1) et de Mîdîn (D 8). Pour comprendre ces conflits, il faudrait que nous puissions analyser leur signification politique, sociale et ethnique, ce qui n'est pas le cas. On doit donc se contenter d'un exposé des péripéties, auxquelles la population arabe de la ville fut étroitement mêlée. En 1746, le gouvernement décréta l'expulsion des turcs de la Citadelle : « La situation des gens d'extérieur », note le chroniqueur Badayrî avec satisfaction. En 1746, Arâd Pacha s'en prend aux Janissaires locaux, bombarde leurs quartiers; les rebelles s'insurrent et cinq cents matras sont pillés dans le Mîdîn. Arâd obtient l'aide d'une milice (forte) de *Kapalâh*. Damas devient une ville « paisible, accessible à un serf de son maître », écrit d'ailleurs le chroniqueur, sans que quelques inexactitudes, évidentes. En 1748, un ordre militaire permit le départ des *Kapalâh*, mais n'eut pas d'impact. Mais c'est surtout en 1751, après la destruction de Arâd Pacha, que le conflit s'empare. Les incidents commencent

ont le 14 mai et se prolongent jusqu'en octobre. Les gens du *Dawra* demandent, et obtiennent, qu'en deux parties les « étrangers » : le nouveau pacha envoyé par le Porte pour établir la situation, après le pillage de la caravane du Pilgrimage, ordonne aux « civils » de quitter les *Jamoussas*. Ceux-ci veulent résister, mais le pacha s'empare de Midân et le livre au pillage (décembre 1757). « La population de *Dawra* fut attaquée... par une calamité telle qu'elle n'en avait pas vue depuis l'époque de Tamerlan », conclut Rodière<sup>12</sup>. On peut considérer, à ce titre, que les *Yarûqas* défendaient les intérêts des *Dawwas* contre des groupes étrangers : considérés par les *Ottomans* comme des « rebelles », et responsables, en effet, de beaucoup d'exécutions, ils étaient cependant mieux acceptés par la population locale, avec laquelle ils étaient liés, que les troupes de mercenaires. Le succès de 'Abdallah Fakîh aux *Yarûqas*, en 1757, réduisit la population de *Dawra* à l'obscurité<sup>13</sup>. On voit dans ce cas combien la ville était directement impliquée dans un conflit mettant aux prises les « militaires ».

#### Les mamelouks et les « castes »

Le recrutement du groupe dirigeant par l'achat d'esclaves blancs qui étaient en outre équipés pour remplir les emplois militaires et politiques était, dans beaucoup de pays arabes, une pratique traditionnelle : c'est de cette manière qu'aurait fonctionné le système mamelouk pendant les deux siècles et demi où il avait dominé l'Égypte, la Palestine, la Syrie et une partie de l'Arabie. Le système, auquel les *Ottomans* avaient recours pour assurer le recrutement de la milice des *Jamoussas*, était, par certains points, assez comparable à ce système.

L'existence de mamelouks d'une manière systématique à l'époque ottomane est surtout caractéristique de l'Égypte, mais doute pareil que le système y était le plus profondément enraciné dans les rangs que le sultan Solîm (1512-1520) et

son successeur Salaymân (1516-1566) trouvèrent commodité de le perpétuer, instaurant ainsi une contrepartie à l'achat des esclaves blancs le *Pacha* et les *Jamoussas* dans cette province. De ce fait, les mamelouks continuèrent à jouer un rôle important dans l'organisation de l'Égypte, et de faire, en particulier, charge d'assurer le gouvernement des provinces, avec le titre de *kay*. Après une période où ils ne jouèrent aucun rôle politique, renaissant habilement les pachas dans leurs débâcles avec les milices, les *kays* devinrent progressivement, après 1648, le groupe dominant, en particulier à l'époque de Râhidî *Kay* (1631-1656). Les *kays* tenaient leur puissance du contrôle des provinces et de l'exploitation des *fermagans rauxas* (*akims*), ainsi que de l'exécution des principales fonctions gouvernementales. La lutte entre les deux « parties », égyptie et qawmîs, affaiblit ensuite les *kays*. Mais au XVIII<sup>e</sup> siècle, pour des raisons qui restent à élucider, le système de recrutement des mamelouks s'applique à l'ensemble de la caste dirigeante, y compris aux *kays* qui tentèrent sans le contrôle des principales maisons beyhales. Désormais, une carrière peut se dérouler indifféremment dans le cadre du beylik ou d'un *akaj*, suivant le vouloir du chef de la milice. À partir de 1755, ce sont des *kays* qui dominèrent le gouvernement de l'Égypte, avec l'aide d'un personnel composé de mamelouks, généralement recrutés dans le Caucase, élevés et équipés dans les palais des *kays*, puis réaffectés « comme dans les empires turcs et militaires ».

Un tel système existait dans d'autres provinces de l'Empire, mais habituellement tempéré par l'introduction de milices d'origine turque. Les mamelouks étaient achetés pour pourvoir aux emplois gouvernementaux et à des emplois militaires, en concurrence avec les *Jamoussas*, soit à Bagdad, où les milices concurrençaient, à partir de Hassan Fakîh (1704-1724), s'élevèrent progressivement aux le pouvoir. Sous le règne de Salaymân Fakîh *Abû Laylâ* (1749-1762), lui-même d'origine géorgienne, l'importation de Géorgiens de Tiflis se développa; il y avait en permanence deux cents jeunes gens

que l'on préparait aux carrières militaires et administratives. Plus tard, la garde du corps sultannique devint une force militaire qui aurait finalement compté trois régiments de mille hommes chacun. C'est ainsi que fut formée la caste dirigeante mamelouke, qui gouverna Bagdad jusqu'en 1831<sup>11</sup>.

Au Maghreb, les « *rendgats* » postèrent, aux *xv<sup>e</sup>* et *xvii<sup>e</sup>* siècles, un rôle analogue à celui des mamelouks ailleurs. A part la diffusion d'origine (les turcomans chrétiens de la Méditerranée occidentale, au lieu de la région du Caucase), et le fait que les conquêtes s'y effectuaient généralement en pays musulmans à un âge plus avancé, le rapprochement s'impose. Pour Alger, vers la fin du *xv<sup>e</sup>* siècle, Diego de Haro estime le nombre des « *Turcs de profession* » à 4 000 individus : la plupart des capitaines seraient même des chrétiens capturés par les Algériens et convertis. C'était souvent le cas des « *rendgats* » de Tunisie, dont le pîm Dûn pensait qu'il y avait 8 ou 4 000 au *xvii<sup>e</sup>* siècle<sup>12</sup>. Si dans la Régence d'Alger les convertis semblent avoir cessé de jouer un rôle notable à partir de la fin du *xvii<sup>e</sup>* siècle, sans doute en raison de la prédominance des Turcs de l'Oudja, qui étaient sans cesse renouvelés par de nouveaux apports, en revanche, à Tunis, les mamelouks d'origine chrétienne, surtout italiens, continuèrent à être utilisés pour le service administratif et pour le service du palais : jusqu'au *xvii<sup>e</sup>* siècle, le service intérieur était assuré par des pages (appelés *marchads*), qui étaient de jeunes garçons enrôlés par les corsaires sur les côtes italiennes. Au *xviii<sup>e</sup>* et au *xix<sup>e</sup>* siècle, le lâchage de ce recrutement amena les Bey à faire de plus en plus appel à des mamelouks venus du Levant, surtout de Grèce et de Corinthe. Mais, bien qu'ils fussent investis de missions de commandement (haute commandement militaire, importantes charges politiques, garde personnelle du souverain), ils étaient assez peu nombreux, guère plus de 200, y compris les quatre chambellans de El *gârdi* du palais qui commandaient le *hâdî* *Muslîh*<sup>13</sup>.

### Conclusion

Cette caste dominante ne représentait pas une population considérable. L'élément le plus important était constitué par les militaires des milices d'origine turque : le personnel politique et les « *ulama* » venus de Turquie n'étaient guère nombreux, et d'ailleurs bien répartis dans les provinces dans un rôle souvent temporaire. Évoquant le « *bon temps* » de l'Égypte mamelouke d'avant l'expédition française, Ibrahim Bey disait, en 1816 : « *Nous étions en Égypte un nombre de dix mille, soit comme généraux, soit comme émir, soit comme *hâdî* (gouverneurs de provinces), soit comme mamelouks, soit comme simples soldats, agents ou serviteurs etc.* Même si on prend en considération le fait que cette population était concentrée dans la capitale, il s'agissait d'un groupe relativement réduit. Mais il est vrai qu'il rassemblait tous ceux qui exerçaient l'autorité politique, avaient entre leurs mains l'administration du pays, et veillaient au maintien de l'ordre et de la sécurité. En milieu, ce groupe constituait aussi une population riche et grande consommatrice de produits de luxe.

Bien que cette caste fût d'origine largement étrangère, elle n'était pas sans contacts avec la population locale, ainsi que nous avons vu l'occasion de le constater, en ce qui concerne les militaires de l'Oudja. De cette « *nationalisation* » postelle, nous avons des signes il est frappant, par exemple, de constater que l'épigraphie constamment les nombreuses constructions dont ces émir et ces militaires furent responsables est arabe bien plus que turque ; de même, il est significatif que les registres de recensement des membres de cette caste dirigeante soient rédigés en arabe, langue du pays, et non en turc, langue des conquérants. Sans ce point, Alger représenterait une exception : le milieu, constamment renouvelé par des apports venus d'Anatolie, garda jusqu'au bout son caractère turc, et c'est tout-à-fait pour des motifs de pure progressionnel, voyez dans ce temps que se verra progressivement algerianisé, que les Turcs

s'affaiblissent de maintenir les *Kulaghé* (le fils d'esclave, descendant de Turcs et de femmes indigènes) dans une situation influente. Les chiffres montrent que le problème existait : dès 1621, il y avait eu, à Alger, 2 000 *Kulaghé*, pour 10 000 Turcs, en 1835, il y en avait eu 15 000 dans toute l'Algérie. Évident (sans non tendre-vent) des plus hautes charges, exiles de l'exil, les *Kulaghé* jouissaient d'avantages matériels qui faisaient d'eux une « bourgeoisie urbaine », sans qu'ils puissent se constituer en force susceptible de concurrencer l'édifice turc, comme les *Yerlégys* avaient pu le faire dans le Machrek. De ce point de vue, l'organisation de l'Algérie gardait un fort caractère colonial. Il en allait tout autrement en Tunisie, où les *Kulaghé* étaient admis dans la milice : Husayn ben 'Alî, lui-même un *Kulaghé*, avait pu accéder au pouvoir suprême en 1795 ; en il substituait des *Kulaghé* aux Janissaires du Levant dans la recrutement de la Milice<sup>15</sup>.

### Les 'aléens et les Chrétiens

Traditionnellement, c'était de la population appelée que sortaient les 'aléens qui assumaient l'essentiel des fonctions religieuses et culturelles. Dans une certaine mesure, de étaient donc représentants de la population arabe, mais leurs activités et le patronage de la caste gouvernante les plaçaient dans une situation intermédiaire entre les dirigeants et les sujets d'autre part, les conditions socio-économiques déterminaient, à l'instar de la population indigène, ceux qui se font des classes, du moins des strates sociales, plaçant les 'aléens dans des situations très diverses en ce qui concerne leur rôle dans la société et leurs relations avec la caste dirigeante.

### Caractéristiques des 'aléens

Nous pensons qu'il faut prendre le mot 'aléens non dans son sens technique de « gens de religion » ou de « gens de loi », mais dans l'acception très large d'un groupe dans lequel figurent naturellement les membres des castes de justice, des institutions religieuses et des établissements d'enseignement (mosquées-universités, madrasas, écoles d'enseignement supérieur) qui en constituent le « noyau » dur, mais aussi les étudiants des grandes mosquées-universités et des madrasas, la personnel des établissements de culte et d'enseignement, les responsables des confréries mystiques (*andré sifé*) et des corporations de Chrétiens (descendants du Prophète : *sharif*, *pl ashraf*). Ce défini ainsi un ensemble humain très large, et inévitablement un peu flou, qui trouve son relief dans ses activités, liées à la maintenance de la religion et du savoir, à l'administration de la justice, à la diffusion de la culture ; dans la plupart des cas ses ressources dépendaient des revenus que destinèrent les fondations à ses religieux et charitables (*waqf* et *haham*), et tant aussi largement du patronage de l'État, de ses représentants et des grands, qui s'occupaient souvent, lui aussi, dans le cadre du *waqf*<sup>16</sup>. Quelques exemples permettront d'apprécier l'importance de ce groupe : à Damas, le *waqf* constitué en 1595-1596 par Suleïm Pacha, gouverneur de la province de 1587 à 1588, ne prévoit pas moins de 505 personnes à qui seront versés des salaires ou des jetons, dont 99 lettrés de Coran pour la mosquée Süleymaniyya, et 25 élèves orphelins, les allocations journalières allant de 50 paras, pour la responsable du *waqf* (*muawwal*) à un denier (*para* les *filles*)<sup>17</sup>. A peu près à la même époque, la Grande Mosquée de Damas ne comptait pas moins de 396 personnes qui y avaient un emploi ou qui dépendaient du *waqf*<sup>18</sup>. C'est également par l'intermédiaire du *waqf* que s'exerçait le patronage des Jallid à Mousoul : les *waqf* de la mosquée al-Aghrawiz (1703) [pl 20], de la mosquée de Nabl Shit (1815), de la madrasa Husayniyya (1834), prévoyant des salaires pour

13 personnages religieux (imam, prédicateur), pour des étudiants et pour 13 personnes de service<sup>61</sup>. Le patronage de l'État s'exerçait pas des « *bréviés* » inscrits dans les budgets des provinces, par exemple en Égypte : pensions pour les « *alémi* » (547 040 paras en 1200/1786), distribution de grans pour les pauvres dans différents institutions (notamment al-Achar)<sup>62</sup>. Tous ces significatifs ont la généralité bien venue de Muhammad Bey Abû Dihab envers les « *alémi* » : elle apparaît dans les dispositions de son *ouqûf* en faveur en particulier de 14 chérifs professeurs, d'autant de lecteurs et de 164 étudiants, mais aussi dans des libéralités dont la plus spectaculaire fut sans doute l'achat, en 1141/1729, pour le somme de 100 000 dirhams, de son fameux dictionnaire *Taj al-Arûs*, dont l'auteur fit don à la bibliothèque de son *marabout*<sup>63</sup>.

Les « *alémi* » constituaient donc un groupe très étendu. Mais on devanait deux exemples. Étantant le personnel employé, avant 1830, dans les mosquées d'Alger, depuis les années jusqu'aux gros de service, Balas Jannasen avait un total de 370 personnes, chiffré qu'il considérait comme inférieur à la réalité, mais qui n'en représentait pas moins, pour une population d'environ 10 000 individus, environ 4 %, de la population mâle adulte, proportion évidemment considérable<sup>64</sup>. Au Caire, au XVIII<sup>e</sup> siècle, le personnel judiciaire, les professeurs et les étudiants de la mosquée-université d'al-Achar, le personnel des grands établissements religieux devaient représenter un total d'environ 4 000 personnes, dont il est facile d'imaginer l'influence dans la vie urbaine.

Ce groupe était à peu près totalement d'origine arabe, en dehors des cadis qui étaient envoyés par le gouvernement impérial pour confier l'ensemble du système judiciaire des provinces. Encore le bey de Tunis, Husayn ben 'Alî, avait-il obtenu, dès les premières années de son règne, que la place al-Achar (le juge suprême) fût choisie par la Porte, parmi les « *alémi* » descendant des militaires (« *ashâr* ») établis à Tunis, un Turc donc, mais « *ta'addid* ». Sur les 180 « *alémi* » commandés par

l'émir de Tunis Husayn Khayr (mort avant 1740), pour une époque, plus de 150 étaient nés à Tunis<sup>65</sup>. Mais, bien qu'une de la population indigène, les « *alémi* » ne constituaient pas un groupe social cohérent : on ne peut les décrire comme une classe, mais comme un « *corps* », dans lequel toutes les variétés de niveaux socio-économiques étaient représentées. On trouvait parmi eux un « *prolétariat* » qui dépendait, pour sa subsistance, des allocations, des distributions qu'organisait les *ouqûf* ou les patrons : c'était naturellement le cas des étudiants, mais aussi de beaucoup de chérifs, dont certains devaient chercher dans des activités variées des moyens d'existence. En haut de l'échelle sociale, un certain nombre de « *alémi* » avaient eu contraires des revenus substantiels de la gestion des *ouqûf* les plus importants, ou du patronage des autorités et des grands. En Égypte, dans les dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle, des chérifs réussirent même à constituer des fortunes considérables et à participer à l'exploitation des fermages ruraux et urbains<sup>66</sup>. Dans une certaine mesure, le groupe des « *alémi* » fonctionnant comme un système ouvert, permettant une forte mobilité sociale : il offrait à la population indigène de larges possibilités d'ascension et de rapprochement avec la bourgeoisie locale et même avec la caste dirigeante.

#### Rôle des « *alémi* »

Dans la théorie de la structure générale de la société, les gens de religion et de science étaient les intermédiaires naturels entre les sujets à qui ils étaient liés par leur origine, et les autorités dont ils étaient les auxiliaires indispensables dans le domaine de la justice et du gouvernement car, contents et interprètes de la loi religieuse (*shari'a*), ils obéissaient donc les conseils des gouvernants, dont ils étaient les conseillers et, éventuellement, les exécutifs. Il leur arriva, en effet, de représenter auprès des Grands les aspirations et les plaintes des sujets, parfois d'une manière vigoureuse. Le chérif entré al-Dardîlî, après plusieurs, mais, en 1780, des présentations des habitants

du fanatisme de Huseynidys contre les violents d'un seul mamalouk, s'écriait : *« Je suis avec vous... Nous situons les gens des fanatisme, des guerriers... Fiers avec vous, vous préférez leurs maisons comme ils préfèrent les autres, et vous meurrez en martyrs, en leur Dieu vous donnez la victoire »*<sup>24</sup>.

Mais les plus influents des 'alams dépendaient trop, pour leur propre prospérité matérielle, de l'appui des gouvernements, qui leur accordaient la voie vers les bénéfices les plus fructueux et les fonctions les plus importantes, pour ne pas combiner leurs deux intérêts. L'acceptation par les 'alams de l'ordre établi, et leur attachement au pouvoir qui les faisait bénéficier de ses faveurs, et qui, éventuellement, les manipulait, est donc un phénomène constant dont on peut proposer quelques exemples concernant la Tunisie du XVIII<sup>e</sup> siècle. En 1706, au moment où l'offenseur de l'edjap d'Alger a principal au Tunisie une vacance de pouvoir, Huseyn ben 'Alî, tout récemment investi de l'autorité, envoie une délégation d'hommes de religion de Tunisie (deux maîtres hanafites, un oûlî mûshâh, un mûshâh effendi), pour tenter d'obtenir le retrait des « Algériens » ; les délégués commencent par rappeler la thèse canonique sur la guerre, et concluent en caractérisant directement comme de l'action entreprise par le dîr d'Alger. La même argumentation sera utilisée par les 'alams pour encourager à la révolte contre les envahisseurs. Lorsque, en 1738, 'Alî Pachâ, sultan de la révolte contre les Huseynides, s'installe dans son palais de Barde, une sorte de conseil formé des membres du tribunal religieux de Tunis et se réunissant la condamnation du rebelle et de ses complices, pour « rébellion » et « apostasie », dénonce complaisamment que provoque chez les hautes (partisans de 'Alî Pachâ) des réflexions déstabilisantes pour les 'alams tunisiens : « Si un peuple perd pour garder un calife, meurre-t-on, rebelle le calife sera pour chaque charge ». Mais quand 'Alî Pachâ l'emporte, en 1738, les mêmes grands 'alams se rallient à lui, en acceptant ses positions, honneurs et privilèges et continuant à le soutenir l'abandonner à Dieu et au destin du monde.

Jeune parmi les hommes », Mohammed Sa'îda, sultan d'un petit-état de Huseyn, se fait le conseiller du nouvel dîr et reçoit en récompense le titre de *maîr*<sup>25</sup>.

Quand la légitimité paraît plus incertaine (ou qu'un vainqueur se ne donne pas entièrement), les 'alams peuvent intervenir. Lors de la révolution au sultanat au Caire en 1741, les dîrs du parti qui soutient le nouveau dîr (fard) les autorisant à se défendre ; leurs adversaires jamaïsses obtiennent de même une consultation favorable à leur cause, mais après leur défaite, les 'alams complaisants sont exilés<sup>26</sup>. On comprend que les 'alams soient généralement jugés plus satisfaisants de rester du côté du pouvoir et qu'ils aient répugné à se lancer dans des entreprises qui impliquaient qu'ils se substituent aux autorités en place. En 1744, Artâd Pachâ, au point de quitter Damas pour prendre la direction du pîrissage vers les Lieux Saints, réunit en assemblée les 'alams et les *awâlib* (arjâs) de Syrie et leur dit : *« Prenez en charge le pays en mon absence, et que la justice règne »*. Ils répondent : *« Maisseurs, nous n'y a pas des 'alams, des awâlib, des awâlib dans la profession est l'état et la lecture des livres »*. Il leur répond : *« C'est votre réponse alors que vous êtes les awâlib ? »* Ils répondent : *« Excepté Dieu, les seuls arjâs de la Syrie sont les Kapadîh »* (Jamaïsses impériaux). Artâd Pachâ envoie alors le pays aux Kapadîh<sup>27</sup>. C'est à peu près la réponse qu'obtint, en 1784, Hassan Pachâ, que la Porte avait envoyé en Egypte pour mettre à la raison les dîrs mamelouks. Revenant à Huseyn une délégation de cheikhs du Calre, il leur demande : *« Comment supprimez-vous d'un gouverneur par deux mamelouks impies, comment vous meurrez-vous à leur tyrannie ? »* Pourquoi ne vous liguiez pas contre eux pour les chasser ? ». Et les cheikhs de répondre, patiemment : « Le peuple égyptien est pauvre et faible ». Les dîrs forment un parti fort et puissant ». En 1798, les cheikhs du Calre protestent la même année quand Bonaparte leur propose de gouverner l'Egypte à la place des Mamelouks. Les Cheikhs les répondent que « le bon peuple égyptien ne craignait que les Turcs



qui seuls pouvaient le gouverner ». Et en 1835, dit que les 'aléand ont obtenu, grâce à l'action éblouissante du petit peuple du Caire, l'établissement d'un nouveau pouvoir légitime, susceptible de mettre fin à l'anarchie, ils demandent à Mahomet al-'Alî, nommé pacha par la Porte, de prendre la situation en main, et exhortent les différents populations à désigner : à une réunion, à laquelle assistent un grand nombre de 'aléand, les cheikhs, « après avoir reconnu l'insuffisance de leur intervention dans des disputes auxquelles ils avaient été remis étrangers, décidant de s'adresser directement de leurs politiques, de prêcher la paix, d'invoquer les habitants à se calmer, à renouer leurs boutiques et leurs magasins, et ils conviennent de reprendre eux-mêmes leurs cours à El-Azhar ». Si Mahomet al-'Alî répondit avec empressement à l'invitation qui lui était adressée, le peuple du Caire ne mit pas les armes qu'avait saisies, et fut la certitude que les cheikhs l'avaient tenu : « La population commença à injurier les cheikhs qui les avaient attirés ainsi la honte et la misère »<sup>10</sup>.

Cette prudence dans les retentissements politiques, et cette réticence habituelle à l'égard des détenteurs du pouvoir ont sans doute quelques-uns des facteurs qui expliquent la stabilité des grandes familles de 'aléand. Il est en effet frappant de constater que l'appartenance à un groupe ou princepale, et constitué par la même individualité, a, en fait, assuré une dynastie de 'aléand la capacité de durer, deux siècles, à l'évidence, dépassant les grandes familles de commerçants. Il n'est pas impossible que l'administration des *naqifs*, qui était un des éléments de la puissance matérielle des grands cheikhs, et un élément hiérarchique, ait joué un rôle dans cette consécration permanente. Qu'on songe, pour l'Égypte, aux *Rissaf* (famille de savants connue dès les *Abbasides*), aux *Bayram* (connus dès 1374, mais *naqifs* hiérarchisés de 1757 à 1841) ou aux *Ben al-Khays* (arrivés peu après les *Bayram*)<sup>11</sup>. Or, pour Messiri, ces familles 'Umarî, *Abi Yûsuf*, dont un seul l'honneur pendant trois siècles<sup>12</sup>. Il suffit encore de comparer la disparition de dynastie de richesses égyptiennes du Caire, comme

les *Sharhiyî* ou les *Maharbiyî*, avec la longue durée de familles de *aléand* comme les *Gabari* ou les *Sharqîyî*. Une telle longévité, particulièrement remarquable dans une société où le pouvoir politique était souvent fragile, et la puissance économique éphémère, était, sans doute aussi une des raisons du prestige et de l'influence des 'aléand dans la population et dans l'entourage des grands. Mais l'importance prise par la hiérarchie religieuse au XVIII<sup>e</sup> siècle, comme représentant et interprète de l'opinion publique face au pouvoir, prouvait aussi sans doute de l'attachement de l'extérieur central et de ses représentants, et de la sécurité dans laquelle les pouvoirs persévèrent se trouvent de s'assurer du maintien d'appui locaux<sup>13</sup>.

### Les Chérifs

Le rôle qui jouèrent, dans certaines villes, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les Chérifs (descendants du Prophète) tient sans doute également à des causes conjoncturelles et locales. Dans toutes les villes, les Chérifs étaient organisés en corps, placés sous l'autorité d'un *naqif al-makrif* (= *syndic*), hiérarchiquement désigné par le *naqif al-'aléand*. Leur grand nombre, et aussi leur hiérarchie dispersée dans toutes les couches de la société, en faussent des groupes tout à la fois puissants et peu structurés. Les Chérifs se contentaient normalement de jouir de privilèges que les Ottomans avaient consacrés par rétroaction pour la famille du Prophète et sans doute aussi pour utiliser leur propre position comme champions de consensus : inviolabilité personnelle, pouvoirs de juridiction réservés au *naqif*, privilèges locaux, d'alliance souvent impériale. La tâche principale des *naqif* était naturellement de tenir rigueur des Chérifs et d'éviter l'usurpation d'un titre sans le respect et avantages matériels. Ils le remplissaient souvent avec peu de soin, en fermant les yeux sur les abus qui se produisaient, ou qui expliquent, dans certaines villes,

féroce multiplication des Chérifs et l'importance de rôle qu'ils furent amenés à jouer.

Ce fut le cas, tout à fait exceptionnel, d'Alep<sup>26</sup>. Les Chérifs y étaient extraordinairement nombreux au XVIII<sup>e</sup> siècle : certaines estimations parlent de 10 à 12 000 individus, évaluation fort peu vraisemblable, compte tenu de l'importance de la population de la ville (120 000 habitants en total). À Souvaget valent le chiffre de 3 à 4 000 familles, ce qui paraît plus « raisonnable ». Les Chérifs étaient représentés dans toutes les classes sociales de la population ; on trouvait parmi eux des portiers de marchés aussi bien que des « aïmés », et il arriva fréquemment qu'en conflit devant surgir, en vice-versa. Il ne semble pas que les Chérifs aient habité des quartiers particuliers de la ville, comme les Jamissaires, mais ils paraissent cependant avoir plutôt résidé dans la ville « verte », avec une certaine concentration dans le faubourg au-delà de Bab al-Nass (J 34).

Si on dans tout ce qui précède ne permet d'expliquer que les Chérifs d'Alep aient joué un rôle politique majeur pendant les deux siècles d'existence du XVIII<sup>e</sup> siècle et les premières du XIX<sup>e</sup> siècle, en cours de conflits violents avec les Jamissaires de cette ville. Une explication pourrait être trouvée dans la remarque que fait A. Rafeq, à propos des Chérifs de Damas, qui ne paraissent avoir jamais, comme élément politique, que lorsque les Jamissaires locaux (Tarkhyas) étaient affaiblis, les Chérifs jouant alors le rôle de contre-poids aux Kaplans, coreligionnaires d'Istanbul. On pourrait supposer qu'à Alep, où n'existait pas le danger des Jamissaires locaux et impétueux, le corps des Chérifs formait une institution qui permettait à la population indigène d'exprimer ses objections face aux indiens. Comme les Chérifs étaient répartis dans toute la population, et que les Jamissaires eux-mêmes encourageaient des reformes et venaient des liens avec la population locale, on ne peut parler exclusivement, dans ce conflit, ni de combat de classes déshéritées pour plus de justice, ni d'indignation contre population indigène et oppresseurs étrangers, mais plus

exactement de lutte entre des « ayants-droits d'indigènes » rivaux, représentant l'un comme l'autre des secteurs de la population locale, pour le contrôle du pouvoir et des avantages qu'il procure : « Chérifs et Jamissaires venaient moins à contrôler le sort de population qu'à abaisser son niveau d'autorité que leur permit de développer au maximum, un détournement de leurs compétences non privilégiés, les avantages que leur assuraient leur propre statut », note J. Souvaget<sup>27</sup>. Pour aller plus loin dans l'analyse de tels phénomènes, il faudrait avoir de la structure de la société alépine une connaissance précise, ce qui n'est pas le cas.

Il ne saurait être question de retracer ici dans le détail les séquences de cette série de « longues épreuves » (J. Souvaget) qui commencent en 1745-1750, et se poursuivent au cours des incidents de 1796, 1802 et 1805, et dernière époque marquant le début des Chérifs et se conclut une période d'indépendance des Jamissaires. Le conflit prendra fin avec, en 1813, l'intervention par le pacha de différents principaux agiles des Jamissaires, et, en 1814, la révolte d'Alep, peut-être lancée par les Chérifs, qui voit une vengeance vengeresse que les Chérifs particulièrement. Les deux partis en sont pas morts, mais ils sont désormais hors d'état de fonder des révoltes. Pour donner une idée de la convergence de ces affrontements, il suffit de rappeler que les incidents de 1798 s'inscrivent sur le massacre des Chérifs réfugiés dans le masquée al-Ardah, après que la révolte leur ait été garantie, et qu'ils durèrent de sévères à eux, les Chérifs tenus la ville « verte », et les Jamissaires la Casbah et les quartiers de Bab al-Nass (J 23) et de Bab al-Nayyah (J 24).

Le cas d'Alep était exceptionnel : à son les autres grandes villes de l'Empire, le corps des Chérifs ne fut que l'une des structures collectives qui permettaient à des éléments de la population sujette de s'organiser (corporations de métiers, groupements géographiques des quartiers), sans lesquelles leur caractère non hiérarchisé et l'absence d'organisation, ou

niveau de la ville, devraient interdire de jouer un rôle dans la politique urbaine, le rôle prééminent qui revient jouer les *Chérifs d'Alay*, pour des raisons locales.

#### Les *raïya* : les commerçants et les artisans

Les *raïya* (*ra'ya*, dans la terminologie ottomane) constituent la masse de la population urbaine. Dans la division traditionnelle de la société entre le *gens d'épée* (*ahl al-sayf*), chargé du gouvernement, le *gens de plume* (*ahl al-qalam*), responsables de la religion et de la science, et *raïya*, ou derniers venant le charge des activités économiques, s'agit-il de la production et du commerce. Ils jouent donc un rôle essentiel dans la société. Ils n'en sont pas moins très mal connus : peu d'études ont été consacrées à la société indigène ou tout que groupe socio-économique ; la seule qui vise à une description globale concerne Le Caire<sup>1</sup>, une ville exceptionnelle par ses dimensions qu'il est toujours intéressant de se demander si la situation qu'on y trouve est totalement transposable dans les autres grandes villes arabes. C'est cependant ce que je vais être amené à faire souvent, en attendant que des études parallèles soient menées sur les autres grandes villes, à l'aide d'archives dont l'exploitation commence à peine.

Cette société indigène socialement productive présente deux caractéristiques essentielles. La première est bien connue : c'est la prépondérance des activités commerciales sur les activités productives (artisanales). Pour des raisons qui tiennent liées à son attitude sociale traditionnelle, et à l'évolution de l'économie et des techniques dans le monde arabe, le commerçant occupant une place plus élevée que l'artisan, mais bien dans la considération sociale que dans la réalité économique. Les indications que j'ai tirées du dépouillement de documents au Caire, pour les vingt dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle et du

XIX<sup>e</sup> siècle permettent de chiffrer avec précision cette supériorité : la moyenne annuelle d'un commerçant s'élevait à 188 545 paras, contre 48 845 pour un artisan, pendant les années 1679 à 1700 (coefficient 3,9), elle était de 133 752 paras, contre 58 629 entre 1776 et 1796 (coefficient 4,4)<sup>2</sup>.

La seconde caractéristique concerne les vices traditionnelles sur le caractère relativement égalitaire de la société arabico-islamique : il s'agit de l'extrême inégalité des fortunes qui sévit l'étude des mouvements des artisans et commerçants du Caire au XVIII<sup>e</sup> siècle. Entre la situation la plus faible relevée, celle d'un ouvrier de légumes (*bladar*), 145 paras annuels, et la plus importante, celle du grand négociant ou call *Qasim al-Sharqih*, 8 849 668 paras, l'écart est dans la proportion de 1 à 60 000. Cette disparité de situations socio-économiques apparaît d'une manière tout aussi frappante si, au lieu de prendre des extrêmes absolus, on étudie la répartition moyenne de la fortune à l'intérieur d'un large échelonnage : entre 1776 et 1796, pour un total de 567 personnes étudiées, on constate que les 57 personnes les plus importantes (10 % de nombre total) se partagent 32,8 millions de paras (soit 71,4 % du montant total des interventions), cependant que 283 individus (49,91 % du nombre total) se partagent 4,3 % du montant total<sup>3</sup>. Même si on peut supposer qu'un tel phénomène était particulièrement accentué au Caire du fait de l'exceptionnelle activité de cette place commerciale, rien ne permet de supposer que cette inégalité en se retrouvait pas dans les autres grandes villes arabes.

#### La grande bourgeoisie des négociants

Quelle que soit l'échelle des phénomènes, il ne paraît pas douteux que, dans la plupart des grandes villes arabes, une place à part doit être faite aux grands négociants (*sayr*, pl. *sayyir*), spécialisés dans le grand commerce international. Au Caire, il s'agit du commerce des produits d'Orient (soies et épices) et du commerce des tissus qui, dans la

richerdes que j'en ai vu, occupant, entre 1776 et 1790, 142 négociants (25 % des 567 mahradas établis), dont les revenus représentaient 74,5 % du montant total des revenus. Parmi ces négociants, les grands commerçants en café jouaient le rôle le plus considérable, ce qui correspondait à l'importance prédominante de ce commerce dans l'économie de l'Égypte: de 1760 environ 500 au moment de l'apogée du commerce du café (début du XVIII<sup>e</sup> siècle), on peu moins sans doute vers 1790, sans leur puissance économique, leur poids social et leur influence politique seraient très grande. Le plus important de tous ces seigneurs, Qāsim al-Sharīḥī, dont le chef d'une maison puissante: lorsqu'il mourut, en 1794, laissant une fortune gigantesque dont le total atteignant sans doute 50 millions de piastres, son enterrement fut entouré d'une pompe impressionnante: tous les dignes les plus puissants étaient présents, et l'événement prouvait l'importance de son rang jusqu'à marquer à pied, derrière le corps, de la maison mortuaire jusqu'au cimetière<sup>20</sup>.

Une grande bourgeoisie de négociants, comparable à celle de Caïre, existait, toutes propriétés gardées, dans les autres grandes villes commerciales. Qu'en songe à la famille Andūl d'Alep, dont le représentant le plus notable, Mūsā Agha (v. 1663-1764), fils d'un père qui était déjà de « richesses », fit une carrière commerciale brillante qui l'amena à voyager jusqu'en Inde, et enfin, en faveur de la mosquée qu'il construisit en 1763, qui ne comprenait pas moins de quatre arcades, sept porcs (beaux) (beaux à usage artisanal), trois boutiques, deux bains publics, 12 boutiques, cette maison (dite), remarquable dont les plus importants étaient groupés dans le quartier de Sawayya 'Al [N 14-15], et dans le faubourg nord d'Alep, se voyaient d'ajoutant de nombreux bains fumeurs<sup>21</sup>.

Parmi les grandes familles de Mossoul qui jouaient un rôle actif dans l'histoire de la ville, et dont le patronage contribuait à l'essor de bâtiments religieux, un certain nombre étaient liés au grand commerce. Al-Hājj 'Al al-Nawwa, un marchand

qui vivait dans le quartier Khawr [N 10], et qui construisit un dôme en-dessus de la tombe de Nāḥī Shīr, en 1647, fut le premier d'une famille qui fut plus tard à son actif de multiples constructions et restaurations de mosquées, notamment le mausolée Khawr, en 1708, le mausolée al-Nawwa, en 1711, le mausolée Farḥī, en 1712, le mausolée al-Gharībī, en 1719, et finalement le mausolée de Nāḥī Shīr, en 1791, construite par son fils et petit-fils de 'Al. Tout aussi remarquable est l'activité de la famille 'Abdī, qui conjuguait les activités religieuses et commerciales: le fondateur de cette dynastie, le Hājj 'Abdī, constructeur de la grande mosquée 'Abdīyya (1669) [N 19], qui se trouve dans les ruines, avec une madrasa et une fontaine, est mentionné comme sultan (sultan) et l'édifice (sultan); il construisit en 1669 diverses constructions à usage économique (caravansérail, boutiques), en 1707, son fils Muḥammad construisit le mausolée al-Zaynī; en 1718, Sa'īd 'Abdī construisit le mausolée al-Yazīn, sans succéder encore, pas d'autres constructions et des mausolées, Gharīb et Yahyā ben 'Abdī. Le chef de l'implantation de ces constructions, le quartier de Bāḥ al-Sūdī [N 18], au cœur des marches, et l'importance des édifices économiques mentionnés dans les mausolées caractéristiques de l'activité d'une famille de riches marchands. Mentionnons enfin la construction de la mosquée Jawayyīl dans le quartier de Bāḥ al-Ḥīq [X 14], où s'élevait installée al-Hājj 'Abdullāh b. Ḥabīb al-Jawayyīl, négociant versé de Ḥijāz (1645-1656), et celle de deux bains publics, par son frère 'Umar, lui aussi alger, et construite en 1669 au profit de la mosquée<sup>22</sup>.

Une des caractéristiques de cette classe de grands commerçants, et un des éléments essentiels de leur puissance au XVIII<sup>e</sup> siècle, fut sans doute leur association au pouvoir dans la gestion des fermages. La participation des seigneurs arabes à l'exploitation des alouas (affermage de villages dont le fermier percevait comme les hôpitaux) ou attente dès les débuts du XVIII<sup>e</sup> siècle, et elle se renforce au siècle suivant. Il nous suffira de mentionner le cas des Sharīḥī, qui tirèrent,

d'une existence que les documents d'archives permettent de quantifier. Dans cette chronique qui couvre un peu plus de vingt ans de la vie de Damas (1741-1762), l'auteur se montre naturellement intéressé par les événements quotidiens qui bouleversent aujourd'hui la rubrique des faits divers des journaux : crimes et violences de toutes sortes (y compris des crimes passionnels), épidémies, arreste de personnages importants, catastrophes naturelles (tremblements de terre, crues de rivières), épidémies, peste, telle l'épidémie de peste égyptienne d'une de ses colonies, qui, à l'issue d'une querelle particulièrement violente avec un femme, dont il craignait le divorce, est tellement détruit qu'il arrive au Tribunal avec un pied nu et une poutelle à l'autre<sup>6</sup>.

Ses attention est surtout retenue par trois types d'événements, dont l'étude permettait de dresser la psychologie des individus qui nous intéressent. D'abord, les événements religieux : ce qui concerne les *ahlel* et les établissements religieux (débat du jeûne de ramadan, pèlerinage dans le désert, le sergent et les péripéties justifiées de long développement). Membres de la confrérie (*tarika*) des *Sa'diyya*, Badayri jette sur le monde un regard fortement empreint de religiosité et les événements naturels ou politiques qu'il mentionne s'inscrivent inévitablement dans cette lecture pleine de l'univers où il vit. L'étalage de la prostitution lui paraît des turpitudes que dénotent l'oppression et l'injustice : il le réprovoque, mais la mentionne avec un indifférent mélange de répulsion et de fascination. En 1748, une peste fait le vu de faire une école de lecture coranique et son amant de cœur, un jeune Turc, *gafiri* : il se convertit. « Alors, elle réclame les protections de la ville et elle s'élève, à travers les marchés de Damas, portant des bagues, des boucles et de l'encens, chantant, applaudissant, frappant des tambours. Les gens s'arrêtent et regardaient avec curiosité ces femmes aux vêtements détrempés et aux cheveux défilés. Les gens vertueux fléchirent la tête et dirent : « Allah est grand »<sup>7</sup>.

Secours contre d'incertitude, le problème de l'insécurité à Damas,

en particulier au sujet des agissements anarchiques des *ahlel* toutes troupes qui se disputaient la pousse, *Kapikah*, *Yachya* et diverses forces supérieures. L'appellation que *Badayri* porte sur les tribulations du pouvoir et d'abord fonction de leur aptitude à maintenir l'ordre dans la ville et à y réprimer et sanctionner la violence. Sur ce point, il manifeste et général un pessimisme qui est le fruit d'une longue expérience. C'est sans doute surtout avec cet angle qu'il s'applique avec soin à l'étude du retard que connaît le renouvellement annuel de *darul Facha*. Il s'exprime par d'infinies et d'impitoyables particularités quand on apprend, en 1757, le déplacement de *darul* à Alep, mais la guerre civile qui se déchaine ensuite et aboutit au massacre et au pillage de Média lui arrache des plaintes vigoureuses<sup>8</sup>.

Dernière préoccupation, concernant un aspect essentiel de la vie quotidienne des Damascains, le prix des denrées alimentaires qui ne sont jamais permanentes d'insécurité, lorsque des éléments naturels sont responsables de la rareté et de la cherté, et d'indignation lorsque des manœuvres d'accumulation ou de spéculation expliquent les difficultés que connaît la population. En 1747, pour conjurer une invasion de ses terres, le *castron* (*Sa'diyya*) fait des prisonniers, organise une danse (un tour de laquelle le cherté passe à cheval sur les membres de la confrérie allongés dans un sac). *Prose* perdus : « Comment cela pouvait-il servir, quand la plupart des femmes se hâtaient aller (au piché) et que les filles de jeun... allaient les rues et les marchés, nait et jeun, sans que personne y trouve à vendre ? ». L'été de 1748, un tour de laquelle le peuple donne l'insult au Tribunal et pille les fermes, les plus efficaces le *Facha* avaient les marchands et les boulangers et le prix qui manquent dépasser<sup>9</sup>. La répression qui commandait les taxes n'empêchant pas plus l'expression de l'indignation devant l'insécurité que la répression au pouvoir établi (pillage, gouverneur) s'inscrivent la critique des agissements égoïstes des autorités.

en 1725, un revenu d'un million de paras des villages qu'ils détenaient en fief, et dont les héritiers descendants, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, sont décriés par Gubari comme des sortes de gentilshommes-façons vivant du revenu de leurs propriétés rurales et d'une exploitation raisonnable des cultures. C'est un phénomène comparable que l'on connaît en Tunisie, où le développement des activités commerciales et l'inventaire plus grande de la Régence au commerce maritime (qui se substitue à la guerre de mer) a amené la multiplication des fermages (*huas*) des grands profits d'exportation. Ainsi se constituèrent des dynasties de négociants-fermiers (*huas*) qui leurs intérêts matériels basés d'une manière inébranlable au pouvoir toujours movent d'origine provinciale, ils furent amenés à s'installer à Tunis, près du centre du pouvoir, et constituèrent une grande bourgeoisie qui fut un des piliers du régime beylical. Citons les Ben 'Ayyid, les Jaïli, les Makki, les Nefzi<sup>14</sup>. Mais dans le cas de la Tunisie, cette sorte d'encroûtement était, si on peut dire, presque fonctionnalisée.

Revenons à nouveau que cette strata sociale était presque exclusivement constituée de grands commerçants, le grand aspect international étant la seule activité économique qui permettait les profits et l'accumulation des capitaux nécessaires pour créer une grande bourgeoisie. Ne faisaient exception que quelques activités presque industrielles. C'était, au Caire, le cas des fabricants-marchands de soie (*shihari*), les seuls artisans dont la fortune pût, parfois, égaler celle des négociants<sup>15</sup>. De même, à Toulon, les grandes familles de *shahinshah* (fabricants de chéchias), les Lakhani, Lomax, Sedz dominaient toute l'organisation corporative tunisienne<sup>16</sup>. Mais il s'agissait de cas exceptionnels ! au Caire, entre 1778 et 1798, sur 157 notables supérieurs à 50 000 paras, on ne trouvait que 22 artisans, contre 129 commerçants, et le premier artisan (un tisserand) n'apparaît qu'en 25<sup>e</sup> position, dans un classement de notables par ordre d'importance décroissante.

### *Les artisans et les commerçants des corporations de métiers*

La masse des artisans et des commerçants qui peuplaient les corporations de métiers constituait ce qu'on peut appeler une « classe moyenne ». L'existence d'une telle classe avait pour conséquence une fragmentation impressionnante de l'organisation socio-professionnelle : à cela qu'ajout le caractère en tant que le gland a, dit un proverbe, et on connaît la réputation des Mille et une nuits, où le tisserand Abû Qa d'Harqas dans un pays qui n'est imaginaire qu'en apparence où les tisserands ne vivent tirés qu'à bras<sup>17</sup>. Mais le nombre des corporations de métier était aussi, dans une certaine mesure, un reflet de l'activité commerciale et artisanale des différentes villes : on s'est donc pas surpris que Le Caire, avec vraisemblablement près de 250 corporations, dépasse de loin toutes les villes arabes. Alger n'en comptait que 13, nombre qui correspond à l'importance réduite de la ville, et à l'absence de son activité artisanale.

Nous ne disposons de descriptions précises de cette strata sociale que pour Le Caire. Ce sont les gens de métiers (*shihari*), les bœufiers (*shih al-arak*), les distillateurs (*shahinshah*) qui mentionnent les chrysomèles et qui figurent dans les registres de succession avec un montant de fortune trop vaste (des successions comprises entre 1-2 000 et 30 000 - 40 000 paras) pour que leur situation matérielle et sociale ne soit pas très variée. Ils représentaient au Caire une quarantaine de milliers d'individus sur une population active d'un peu moins de 100 000 h. Ils disposaient d'une boutique ou d'un atelier, où ils exerçaient leur métier, seuls ou avec le concours d'un ou de plusieurs compagnons. Certains d'entre eux habitaient des résidences collectives (*rab*) où ils occupaient un appartement, d'autres habitaient avec leur atelier, les plus riches étaient propriétaires des maisons qu'ils habitaient<sup>18</sup>.

Grâce à un texte comme le « Jeu royal » du barbare d'Amman Badayri nous pouvons approcher de près les aspects véni-

### *Le petit peuple citadin*

Ceux que les historiens appellent *al-djama* (le « populaire ») constituaient un véritable prolétariat qui était situé au marge de la société et même de l'histoire, dans la mesure où l'on ne le voit apparaître dans les chroniques qu'en dénotant de mouvements de protestation contre l'injustice ou la violence, à l'occasion de révoltes contre la trop grande dureté des temps (disette, cherté), parfois aussi en liaison avec des agitations religieuses plus ou moins orthodoxes, dans la mesure aussi où les archives ne recueillent que peu de documents concernant une population dénuée de tout patrimoine justifiant une intervention administrative ou policière. « Le petit peuple citadin » est bien cet « inconnu », qu'évoque, pour Tunis, *Mahmoud Chéïb*<sup>22</sup>; mais on peut dire aussi « inconnu », parce que souvent victime des appréciations méprisantes des chroniqueurs qui appartenaient à la bourgeoisie urbaine.

Il s'agit d'une population habituellement dépourvue d'utile économique (statistes ou boutiques) : gens des métiers ambulants (bœufs, porteurs, porteurs d'eau, colporteurs), portiers, domestiques, carriers à la journée, carriers des corporations professionnelles. La Description de l'Égypte évalue à environ 45 000 l'effectif de ce prolétariat au Caire, une trentaine de mille individus pour les domestiques, porteurs d'eau, bœufs d'embarquement de transport, et quinze mille pour les différents catégories de journaliers et de salariés. Quelques indications glanées dans les documents des Trésoriers de Caire permettent de se faire une idée de la modeste de la « fortune » de ces commerçants forains : pour un marchand de légumes du quartier de Taldin (V 4), en 1686, une succession de 1 021 paras pour un marchand de tabac au détail, en 1718, une succession de 1 015 paras, consistant matériellement en un modeste stock de tabac (60 paras), deux ânes qu'il destinait pour son commerce (480 paras) et quelques effets. Les valeurs quotidiennes (ugra) étaient tout aussi modestes : 5 à 12 paras pour un porteur, 30 à 15 pour un mouvreur, 30 pour un

moyen. La Description fait également un tableau déprimant des conditions de vie de ces malheureux : costumes sommaires, logement souvent réduit à une petite misérable, alimentation leur permettant tout juste de survivre<sup>23</sup>.

Ce dénuement était sans doute, à peu de choses près, la lot habituelle des classes pauvres avec une caractéristique qui l'en trouvait dans plusieurs autres villes : les métiers les moins rémunérateurs et les plus pénibles étaient souvent confiés à des populations venues de l'extérieur, qui acceptaient les conditions pénales qui leur étaient faites. C'était par exemple le cas à Alger des communautés de berabes (le gens de l'extérieur), qui venaient s'installer temporairement en ville, leur famille restant dans leurs casis ou villages d'origine. Les *Bekale*, « très pauvres gens chargés de trouver les plus dégoûtants et les plus pénibles », étaient souvent recrutés aux *Bouyouds* ou aux *Amvergnats* par les voyageurs français, ils étaient porteurs d'eau, ramasseurs, voleurs, curieux de pots, porcelaines, gardiens de vases, porteurs. Le *mar*, le couchaqui<sup>24</sup> dans le *cas*, devant les portes des boutiques, des marchands ou des maisons dans ils avaient la garde. Les *Kahyles*, dont beaucoup étaient des fourneaux, ou de modestes artisans, logés dans les greniers situés hors de Bab' Amén, ou dans les caves de fens à charbon et de verres à l'intérieur de Bab el-Wad<sup>25</sup>. De la même manière, beaucoup de « petits maîtres » étaient recrutés, à Tunis, par des gens de l'extérieur, qui venaient sur le pas d'une porte ou sous un verrou.

À l'aide d'un document sur les prisons de Tunis en 1782, A. Heron jette une utile lumière sur la relation qui existait entre la criminalité et l'existence de ces populations mal caractérisées encore dans la ville et souvent réduites à rien que le vagabondage. Les vagabonds interceptés la nuit, en cas de bruits des cloches de la Medine et des fanfouilles de Tunis, étaient le plus souvent « des étrangers (*harajiyin*) ». *Edrissi*, *Gafel*, *Karai*, etc. « Dépourvus de domicile fixe, ils arrivaient tous dans les rues, et leur passage dans les lieux des tapageurs, des diables et des maîtres ». Ces gapes-petits, ou ces





On peut suivre, dans les registres des Trésoriers du Caire sur les successions, la progrès de ce mouvement au *xviii<sup>e</sup> siècle*<sup>23</sup>. Il arrive à son terme vers 1700. A cette date, la plupart des artisans et commerçants dont les successions ont pu être étudiées appartenaient à un *adaj*, et surtout à celui des *Janissaires* qui constituait, en particulier, les plus puissants des commerçants, les *saggy* en arabe. Des tentatives eurent lieu, ici et là, pour faire sortir ces forces militaires des *adaj*. Au Caire, en 1709, le cadî convoqua les maîtres de métiers pour leur communiquer un ordre militaire qui leur interdisait d'être affiliés à un *adaj*, et qui leur appelait leur condition de *ayak* (*raya*). Les *interfouds* dépendaient fermement au cadî qu'ils sont tous *'ashar* (militaires) et fils de *'ashar* et de nombreux leur interdisent de ne pas aller à l'armée qui leur a été donné avec une telle énergie que le *raya* pense plus productif de ne pas l'accepter<sup>24</sup>. A Damas, en 1717, 'Abdallah Farouk enjoignit aux gens des métiers de quitter les *Janissaires* : apparemment avec beaucoup de succès<sup>25</sup>.

Ce double mouvement relatif, entre la caste dirigeante et la population sujette, des relations qui en permettent pas de s'en tenir au schéma théorique d'une division de la société en ordres séparés par des barrières infranchissables. Les *Muhtasabs* du Caire, les *Yarkays* de Damas, les *muftis* de Jérusalem de Mossoul, implantés dans les quartiers, étaient liés à la population indigène qu'ils protégeaient et exploitèrent à la fois. En ce point de vue, la situation qui se perpétua à Alqas resta assez exceptionnelle : le maintien d'un recensement strictement levainiste de la milieu et la mise à l'écart des *Kulaglis* y préservèrent une structure de type relativement national, qui n'existant nulle part ailleurs avec cette netteté.

Ce n'est que tardivement, après 1750, que la grande émigration, en Égypte, du recensement de la caste dirigeante survient un système fondé sur l'impôt et la completion de monarques changea les caractères du régime politique égyptien, qui évoluait vers un système de type monarchique, dans lequel la caste dirigeante s'isolait de la population indigène.

### Les minorités

Les villes comptaient, et c'était une de leurs caractéristiques essentielles, un très grand nombre de communautés qui n'appartenaient pas au groupe musulman orthodoxe : *nigunim* ou groupements (en arabe : *alifa*, pl. *mod'ifa*), elles étaient placées sous l'autorité de chefs à caractère *n* (*sherkha*) et dotées d'une certaine autonomie. Leur situation était très variable suivant les auteurs. D'une manière générale, la différence de religion constituait un facteur de ségrégation national; la différence de langue était fortement ressentie également, mais à un degré moindre, enfin, la différence d'origine géographique n'était que faiblement discriminante s'il n'y avait pas une originalité linguistique ou religieuse. Au Caire, au *xviii<sup>e</sup> siècle*, par exemple, les communautés minoritaires vivaient par rapport à la communauté égyptienne musulmane, dans l'ordre suivant d'importance : les Maghrébins et les Syriens, arméniens et aréophones, étaient que très peu distingués de la communauté nationale; les Turcs étaient plus nettement individualisés, pour des raisons linguistiques; les Chrétiens syriens, bien qu'étant, n'étaient pas considérés comme beaucoup plus distincts que les Chrétiens coptes, bien que ceux-ci fussent pleinement égyptiens, enfin, les Juifs constituaient la communauté la plus marginale de toutes. Ce type d'organisation s'appliquait également aux populations vivant des régions de l'intérieur du pays qui constituaient, elles aussi, des communautés quasi autonomes, surtout lorsque elles avaient une originalité religieuse (Mandéens et Dyrhama, en Afrique du Nord), ou linguistique (Kurdos, en Moyen-Orient).

### Les communautés musulmanes minoritaires

Le nombre et l'importance des communautés musulmanes *n* (*sherkha*), dans les différentes grandes villes arabes,

placèrent les immigrés venus de Constantinople et de l'intérieur du Sud algérien<sup>67</sup>.

Le cas des Andalous d'Afrique du Nord était tout différent, d'abord parce que leur migration, liée à des problèmes politiques, avait eu le caractère d'un mouvement d'élite avec ses élites, et qui avait pris fin en 1609 : les Andalous constituaient une population d'une grande variété, où l'on trouvait des élites aïnés (intellectuels, commerçants, artisans) et des éléments pauvres. L'assimilation des Andalous fut à Tunis un processus sélectif, les plus riches s'intégrant dans la classe supérieure de la population tunisienne, et ils gardèrent leurs caractères distinctifs, et les plus pauvres se fondant dans les couches populaires. Les Andalous conservèrent très longtemps l'organisation administrative particulière — justifiée par leur origine andalouse — qu'ils avaient reçue dès l'époque hafside : *markaz* et *al-Andalus* ont attesté à Tunis jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

Les communautés communautaires appartenant à différentes langues ou dialectes possèdent des problèmes d'assimilation plus complexes. Installés postérieurement à l'époque de Saladin ou les portes du Qal'ya, au-dessus de Djamna, et certainement confondus ensuite par des éléments nouveaux, les Kurbes ont conservé un esprit de corps et une cohésion qui devaient beaucoup à l'existence d'un quartier fortement isolé (*al-Ahrâ* : « Les Kurbes »). Tout à fait typiques de ces résidents communautaires sont deux *al-fayâ* d'origine par Hadayri. En août 1750, un kurde est tué par un indigène originaire du Reghaïd, les Kurbes s'armèrent et descendirent en ville, où leur arrivée provoqua le *fayâ* de milliers de gens. Des affrontements sanglants entre Kurbes et Irakiens se déroulèrent durant plusieurs jours. En mars 1752, une femme de Djamna, aidée par quelques *al-vanous* et, une son mari, un certain kurde, à qui elle reproche de la trahison en faveur de son *marabout*. Accusés, les Kurbes se mobilisèrent, arrêtant les gens présents chez la femme, en tuant deux, coupant en morceaux un artisan au service du pachà, eniant la femme.

« Ils ne demandèrent rien au gouverneur, et le gouverneur ne fit pas attention à leurs agissements »<sup>68</sup>. Les Turcs du Caire, communautaires musulmans (estimés à 10 000 personnes) et fortement concentrés aux environs du Khân al-Khalil (où la moitié d'entre eux travaillaient), avaient le même esprit de corps et témoignaient de la même combativité, qu'un incident, survenu en 1769, eût à caractériser : un adjuvant (*trac*) du khân tue le parent d'un cheikh d'al-Adhar et est recherché ; les gens de son quartier et de son milieu *al-fayâ* refusent de le livrer et se multiplient pour le défendre. La ténacité du particularisme linguistique des Turcs du Caire est significative : passant par le Khân al-Khalil, en 1804, pour ramener les marchands, *Muhammed 'Ali* se fait précéder par un *corps* qui proclame un *bay* *al-pa* et sécurité »<sup>69</sup>. Les Kabyles d'Alger devaient sans doute à leur différence une le plus de la langue, et aux craintes qu'ils inspiraient aux notables, quelques privilèges (droit de port d'armes, particularisme matrimonial) qu'ils partageaient avec les Turcs levantins. Ils étaient concentrés dans un quartier d'Alger où ils trouvaient un *bay* et une *markaz*, *al-Qal'ia* (des Kabyles)<sup>70</sup>.

Les communautés appartenant à une minorité religieuse (*chrétiens*, *kharijites*) possèdent des problèmes d'intégration qui résultaient autant de leur appartenance à une secte non orthodoxe que d'un particularisme professionnel, qui était lui-même souvent lié à leur marginalité religieuse. Les *Hash* et *Djehes* dirigeaient vers Alger et Tunis un flux de migrations temporaires, les communautés se renouvelant par un système de rotation qui s'est maintenu jusqu'à nos jours. À Alger, les *Hashites* détenaient les moulins à farine, les boulangeries, les boucheries et les bains publics. Ils jouaient, d'autre part, un rôle actif dans le trafic de contraband avec les régions du Sud. Ils étaient placés sous l'autorité exclusive d'un *caïd*, ce qui leur assurait une situation très privilégiée par rapport aux « *marabouts* » (non que l'on donnât aux indigènes algériens)<sup>71</sup>. Le communisme des *Djehites* de Tunis n'était pas moins actif et prospère. Yildiz Dey (1612-1627) construisit pour eux

dépendant d'un certain nombre de facteurs, il est le principal état d'union ou le commerce international qui amène des groupes plus ou moins nombreux à s'y établir d'une manière temporaire, ou définitive, assemblément pour y faire des échanges entre le pays d'origine et le pays de résidence. Également certains furent les facteurs religieux et sociaux; l'existence d'une mosquée-université renommée fut, souvent, à l'origine de l'installation dans une ville des étudiants et des professeurs qu'elle y avait attirés. Le Caire héritière de la réputation d'al-Ashar, qui donna vers le dixième siècle à toutes les régions de l'islam musulmane, le mosquée des Omayyades de Damas pour sa sœur aînée, mais à un degré bien moindre, pour les savants et étudiants originaires de Palestine, la Syrie du Nord fut un rayonnement surtout maghrébin, tout comme la Qusayriyya de Fih. Enfin, leur position sur les routes du pèlerinage, qui y faisaient passer et séjourner des milliers de voyageurs, renforça considérablement l'attraction exercée par Le Caire et Damas.

L'existence d'une importante communauté maghrébine au Caire était un phénomène fort ancien, qui s'employait par deux raisons principales : d'une part, le pèlerinage amenait chaque année au Caire des milliers de Maghrébins qui y faisaient un séjour de plusieurs semaines, à l'aller et au retour; certains pèlerins le prolongeaient de manière à servir les cours de shérifs célèbres, et à obtenir d'eux le licence d'enseigner (*ijazah*), et parfois ils s'installaient plus ou moins définitivement au Caire, renforçant le groupe (*riwaq*) maghrébin d'al-Ashar, l'un des plus importants des vingt-cinq *riwaq* de l'université D'autre part, les relations commerciales très actives entre le Maghreb et l'Égypte amenaient beaucoup de commerçants maghrébins à s'établir au Caire pour y faire le négoce de l'étoffe, des épices, des objets de luxe, des objets de vase qui l'un y importait d'Andalous du Nord, et pour exporter les produits coptes (épices et café) et les tissus égyptiens. Il est vraisemblable qu'une dizaine de milliers de Maghrébins vivaient au Caire. Facilement assimilables, ils

n'étaient pas concentrés dans un quartier particulier, à part celui d'Ben Tallah, où leur présence était liée au fait que le mosquée avait toujours servi de point de rassemblement (et souvent de logement) pour les pèlerins. Les Maghrébins étaient surtout des commerçants, et ils jouaient un rôle actif dans le grand commerce des tissus et du café (125 ans les 132 Maghrébins dont nous connaissons le métier). Ils étaient, en général, assez riches et fort influents; plusieurs sages d'origine maghrébine furent, au XVIII<sup>e</sup> siècle, premiers des négociants en café, tels Qasim al-Sharifi et Ahmad ben 'Abd al-Salim. Ils constituaient une élite, dirigée par un shérif, qui était souvent aussi celui du *riwaq* des Maghrébins d'al-Ashar, avec lequel les Maghrébins conservant des liens étroits, même après une longue installation au Caire<sup>67</sup>. Le Caire comptait également une communauté syrienne d'environ cinq mille individus.

La puissance de ces communautés était une conséquence du rôle que jouait Le Caire comme centre économique et culturel. Les autres grandes villes arabes étaient bien rassemblées des groupes homogènes, mais considérables. Les Égyptiens eux-mêmes étaient fort peu nombreux hors de leur pays. Les Maghrébins, souvent mentionnés à Damas au XVIII<sup>e</sup> siècle, apparaissent pour l'essentiel aux sources employées par les gouverneurs; principalement confinés dans le Khida al-Maghribia, ils furent souvent impliqués dans des incidents avec les Kapakhs, les gouverneurs et les gens de Damas<sup>68</sup>. Tunis comptait une forte communauté algérienne qui était composée, d'une part de Kabyles Zouhri (ou Zouhri al), appelés par les bays à servir dans les armées, et dont beaucoup furent nommés au Tunisie (ils seraient été environ 10 ou 20 000 au total), d'autre part, de Wargha, dont deux mille individus résidaient à Tunis<sup>69</sup>. Placés sous l'autorité de l'agente (*naib*) du bey d'Alger, et sous le contrôle direct d'un chef qu'ils nommaient eux-mêmes, ces derniers fournissaient des portefaix, des gardiens, des employés des bays. Ce sont des emplois également modestes (dans des petites villes) qui leur

le marché des Byzantins (*Sûq al-Jarîha*) [16] dans un emplacement très central, qui témoignait de l'importance économique de leur commerce (vêtements et couvertures de laine)<sup>10</sup>. Tout à fait différents était la situation des Aléviens à Antioche : dans une ville dont le centre était occupé par les Turcs, ils étaient politiquement dominés, les Aléviens, population hétéroclète, étaient rejetés vers l'extrême, situation qui correspondait au double mépris dans lequel ils étaient tenus, au point de voir même comme paysans, en plus de voir plusieurs comme esclaves militaires. La population alévite d'Antioche était considérée comme un simple réservoir à de main-d'œuvre, servie, sans service, pour les gros seigneurs et les autres influents à Los Alcazar, enfermés dans leurs quartiers pour du saloon de sécurité, constituaient le parti le plus méprisable et le plus opprimé d'une ville dont ils étaient comme exilés<sup>11</sup>. Leur place dans la topographie urbaine exprimait d'une manière saisissante leur position extrême dans cet échantillon de communautés musulmanes minoritaires.

### Les Chrétiens

Les Chrétiens et les Juifs constituaient des communautés auxquelles leur statut religieux de « gens du Livre » (*sahî al-Kitâb*) accordait une hospitalité-protection qui avait pour contre-partie leur respect de la domination de l'Islam<sup>12</sup>. Ce statut accordait aux dhimîs (le protégés) à comporter un certain nombre de garanties (relative tolérance religieuse, autonomie partielle), assorties de restrictions civiles et de mesures vexatoires. Au total, les Ottomans furent plus libéraux que beaucoup d'États qui les avaient précédés (Mamelouks en Égypte, Alakchides en Maghreb) : certes, les restrictions de leur tolérance concédées et parfois tracassées devaient leur apparaître par comparaison avec le fanatisme dont le Christisme faisait preuve au même moment (expulsion des Mamelouks d'Espagne, persécution à l'égard des Juifs, dont beaucoup devenaient seuls en terre musulmane). Les commu-

nautés chrétiennes et juives subsistèrent, et souvent même se développèrent dans, sans subir de persécution grave, mais dans une atmosphère d'hostilité latente. Un chrétien a déploré et a même écrit comme Calixte devenant les moines étiennes, au Caire, à plusieurs reprises, contre les Chrétiens, sans commentaires, et surtout, à l'encontre, sa dépopulation contre le rôle, excessif selon lui, qu'ils jouent : une d'un million populaire. Baskayl (grand totalement l'importance communautaire chrétienne de Damas et, à propos d'un Calixt qui du Kaprîka mollement, écrit, éternellement pour le plaisir : de l'attachement et la charge de chaînes à moins s'il était un Juif ou quelques-uns de 'Ad ou Thamiid' (populations persécutées)<sup>13</sup>.

Des communautés chrétiennes antiques existaient dans toutes les villes arabes du Maghreb. D'une manière générale, elles paraissent avoir tiré un grand parti des possibilités économiques nouvelles offertes par la création de l'Empire, et également par le développement du commerce avec l'Europe : les Chrétiens seraient tout naturellement d'intrinsèques entre les Français et les commerçants locaux, et c'est en particulier de cette manière que les Chrétiens syriens qui allaient s'installer en Égypte, après 1124, étaient à devenir une des communautés les plus puissantes du Caire. Les Chrétiens jouèrent aussi un rôle important comme auxiliaires des gouvernements, auxquels ils apportèrent leurs compétences administratives et servaient souvent de linguistes : dans les pays du Croissant Fertile, les Arabes hétéroclètes de l'influence de leurs banquiers sur les gouvernements provinciaux et de leur contrôle des routes commerciales vers la Perse, l'Asie et l'Inde. En Égypte, les Coptes furent les interprètes intermédiaires des Arabes, et, après 1776, les Chrétiens syriens représentaient les hommes pour le compte des Turcs. En progrès, les contacts qui se créèrent avec l'Occident (souvent à travers les missions religieuses qui s'installaient dans les grands centres) aidèrent au développement de l'architecture chez les Chrétiens du Syne et à un essor intellec-

such, dont l'aspect le plus remarquable est peut-être l'installation d'imprimeries dans plusieurs centres du Levant, Alep et Beyrouth notamment<sup>70</sup>.

À Haleb et à Mossoul, la variété des églises orientales fut renforcée, après l'arrivée de Capucins (vers 1635) et de Dominicains (en 1750, à Mossoul) par le rattachement à Rome d'une partie des communautés locales. Les Chrétiens de Mossoul bénéficièrent de l'arrivée au pouvoir des Jalil, et aussi de leur contribution à la défense de la ville, lors de son siège par Nâdir Shâh, en 1743. Vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, il y avait à Mossoul un peu moins de dix mille Chrétiens, dispersés en quatre régions, ce qui confère la large tolérance dont ils bénéficiaient; ils disposaient de onze églises, six pour les communautés syriennes orientales (la *Nortama* et le *Chaldéen* a) et cinq pour les communautés syriennes occidentales (le *Jacobite* et le *Syrien catholique* a). Les Chrétiens de Mossoul passaient avec *été* bien intégrés dans la cité et avec une grande partie de la période du gouvernement local. Ils servaient les dirigeants comme une fonctionnaire et beaucoup, ce qui assurait leur prospérité matérielle, sans toutefois leur donner une influence politique quelconque<sup>71</sup>.

C'est sans doute à Alep que les projets de la communauté chrétienne faisaient les plus marqués, pour des raisons qui tenaient d'abord au développement économique de la ville, et également à l'essor du commerce européen, pour lequel Alep fut un des principaux marchés du Levant : les Vénitiens en 1548, les Français en 1562, les Anglais en 1583, les Hollandais en 1613, arrivèrent à Alep des consules et des comptoirs permanents. Cette intensification des rapports avec l'Europe profita aux non-Musulmans, et d'abord aux Chrétiens qui mirent d'intermédiation avec les agents français, mais qui commerçaient également pour leur propre compte. Les commerçants et artisans chrétiens affluèrent en force dans le quartier de Jaldjida (F 15), au nord-ouest de la ville, dont le caractère chrétien s'affirma très vite. L'essor rapide du quartier et son bon emploi qu'y avait des localités une partie de

*ouïf* de Bakrîm Païsa, en 1583 (on leur publia et une *payourrye*), et l'assemblée de *ouïf* d'Ipshîm Païsa, en 1653 (un *âle*, trois *payourrye* à destination artisanale, une *taïnerre*, une *houstane*, des boutiques et un *ouïf* complet). Ce vigorous peuplement chrétien déborda des quartiers de Jaldjida en les quartiers musulmans situés plus à l'est. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au XIX<sup>e</sup> siècle, la communauté chrétienne d'Alep était estimée à environ 15 %, de la population totale : elle comptait des éléments arméniens, maronites, grecs melchites et grecs catholiques. Le nombre des églises, la belle organisation des quartiers, la qualité de la voûte, la lise des maisons attestaient la prospérité des Chrétiens d'Alep<sup>72</sup>.

La communauté copte du Caire est loin d'avoir connu une aussi remarquable. Elle était estimée, par la Description de l'Égypte, à 10 000 individus, un vingt-cinquième de la population totale du Caire, ce qui paraît faible : mais les sept quartiers chrétiens mentionnés sur la carte de la Description s'étendaient qu'une surface de 16,7 hectares, ce qui, à raison d'une densité moyenne de 400 habitants à l'hectare s'explique par une évaluation plus importante. Les Coptes ne jouaient aucun rôle dans le grand commerce, et ils passaient avec *été* limités à des activités artisanales plutôt modestes : d'après les *monnaies* que j'ai pu relever dans les registres du *Makhdum* les Coptes avaient une fortune moyenne égale au tiers seulement de la fortune moyenne de l'assemblée des artisans, entre 1776 et 1798 (10 300 pous contre 30 029). L'importance de la communauté était liée au rôle que jouaient les notables et *intermédiaires* coptes dans l'administration et dans les grandes *affaires d'ouïf* : « Ils ont en possession de tout les emplois de la *monnaie* chez les Beye, les officiers généraux des *ouïf* a, remarquant le conseil Deyon, en 1776. Cette activité au service de la cause domaniale et cette relative obscurité expliquent peut-être le silence dans laquelle les Coptes passaient avec *été* durant toute la période ottomane. En dehors des *travaux* et des *affaires* habituelles, le seul travail grave paraît avoir été celui que provoqua le projet de pèlerinage

captifs à Jérusalem, pour la Pâque de 1349 : le départ d'une véritable armée d'un millier de personnes, patriarche, évêques et laïques en tête, fut reconnu comme une défection du *kay musulman*, et il provoqua une véritable émeute; le massacre fut pilé et les Captifs furent ramenés à une émeute<sup>11</sup>.

Tout différent fut le destin de la communauté syrienne chrétienne qui se concentra en Caïre après le massacre survenu dans la communauté melkite de Syrie, en 1334, et la vague d'émigration vers l'Égypte qu'elle entraîna<sup>12</sup>. Les Chrétiens syriens, surtout originaires d'Alep, s'installèrent d'abord à Damiette et Rosette, puis au Caïre, leur centre matériel étant largement lié à leur relations d'affaires avec les commerçants italiens. Leur enrichissement leur permit de s'introduire, vers 1350, dans le domaine des douanes, jusqu'alors réservé aux Juifs, qu'ils supplantaient définitivement, en 1369, sous 'Alî Bey. Les sources d'un changement qui constituait une véritable révolution ne sont multiples : 'Alî Bey, qui était un vassal d'Élimar, les Annasides, comme facteur politique, devait véritablement songer à doter leurs auxiliaires Juifs; il était, d'autre part, naturel que l'Unité désirée s'associer la puissance financière des Syriens, à un moment où ses ambitions extérieures requièrent des ressources importantes; enfin, 'Alî Bey avait des vues sur la Syrie et réduisant l'influence de conseillers syriens. La seconde moitié du *xiv<sup>e</sup>* siècle fut pour les Chrétiens syriens une époque de grande prospérité et de grande influence. Ils étaient environ cinq mille en 1390, ils avaient entre leurs mains une partie non négligeable du commerce des épices, et en particulier de celui des soies importés d'Europe, et ils commençaient même à jouer un rôle dans le commerce des produits d'Orient. Leur culture avait suivi une route parallèle fulgurante, qui leur fit dépasser leurs compétences musulmans vers la fin du *xiv<sup>e</sup>*, le Khân al-Hamwîrî (K 4-7), centre professionnel du commerce syrien, étant alors totalement passé entre leurs mains, et les quinze Syriens chrétiens dont l'on trouve les signatures dans les documents du Trésor

religieux laissent des fortunes d'un montant moyen de 225 240 paras (entre 162 335 paras min Syriens musulmans) *Après avoir étudié, avec l'aide des religieux de rite latin et des conseillers de France, à l'émancipation de l'Église orthodoxe, seule reconnue par les Ottomans, de s'organiser de sa faire reconnaître comme une communauté religieuse autonome. Puis une séparation des communautés que les Ottomans, rhéologiquement conservateurs dans un domaine, étaient peu disposés de voir changer, l'apparition d'un nouveau milieu constituant un phénomène très remarquable, qui témoignait tout à la fois du dynamisme des Chrétiens syriens et des larges possibilités de développement que le système ottoman laissait aux musulmans.*

### Les Juifs

À la différence des Chrétiens dont les communautés autochtones ne s'étaient maintenues que dans les pays du Proche-Orient, les Juifs étaient présents dans tous les pays arabes, où ils s'étaient installés très anciennement, parfois avant même la *Dawlat*, et où ils avaient joué un rôle commercial important dès l'époque califale<sup>13</sup>. L'effacement de l'Empire ottoman est, d'une manière générale, un effet positif sur la situation des Juifs. Un nombre important de Juifs espagnols d'Espagne ou fuyant le pays (entre 1492 et 1496, puis au *xv<sup>e</sup>* siècle), afflèrent en refuge dans les pays musulmans. Samuel Haqai, un ancien marchand (*qayit*-*paï*), débrouilla ainsi le Turque pour ses coreligionnaires : à lui, les portes de la liberté ne furent largement ouvertes pour eux, afin que tout puisse s'accomplir pour notre judaïsme<sup>14</sup>. Cette émigration fut forte vers le Maghreb, et, après 1517, vers l'Égypte, le Syrie et la Palestine. Plus tard, les commerçants parus du Maghreb furent remplacés par des Juifs venus surtout d'Italie, de Livourne, d'où le nom de *Grâna* (gherbi de Gourni, Livourne) donné en Tunisie à ces Juifs européens, qui devinrent de ceindre avec leurs frères indigènes et s'organiser, au

contraires, de se faire traiter comme des Européens dont ils portaient le costume.

Les activités commerciales se concentraient les Juifs dont les grandes villes où leurs communautés étaient concentrées étaient assez variées. Le travail des métaux précieux et le change des monnaies constituaient leurs occupations traditionnelles : en Cair, le quartier juif (*Hâra el-Yahûd*) (II 7-8) était situé en plein cœur de la ville, à proximité (au sud-est du *Sagha* (I 4) (marché des esclaves). Ils étaient également souvent employés dans les Hâra de des Mouslims (*Dâr el-Sûk*) où l'on frappait les espèces. Ils jouaient un rôle actif dans le grand commerce (exportation des produits indigènes, importation des produits européens), grâce aux liens qu'ils avaient avec les communautés juives européennes, et grâce à celles qu'ils avaient avec le commerce franc sur place. Les capitans qu'ils avaient en place leur permettaient, d'une part, d'avoir des activités lucratives dans des pays où elles étaient peu développées. Ils portaient de l'argent aux Turcs, outre les paiements de la solde, suivant un système qui ne différait avec précision par l'horizon turcisme al-Sagha les Yâhûd, qui était lui-même un Kulağlı solde : les soldats de l'Empire n'avaient aucune, lorsqu'ils avaient le pouvoir de l'argent, d'aller acheter un emprunt auprès des Juifs. C'est dans la solde en argent à cet point par un emprunt au lieu de tout-dit juives : le Juif lui en donnait tout et se substituait à lui pour le paiement de la solde jusqu'à complète libération... De cette façon, le Juif avait un profit de son prêt, et le soldat, qui touchait un soldat contre par avance... pouvait en disposer le moment pour un loyer ou ceux de sa famille etc. C'est de cette manière que, dans beaucoup de villes, on trouvait des liens d'étroite coopération entre les Juifs et les Musulmans. À un niveau plus élevé, les Juifs mettaient leurs capitaux à la disposition des membres de la caste dirigeante pour l'exploitation des fermages : en Cair, les Juifs géraient, en fait, les principaux sites dont les administrateurs officiels, membres de la caste dominante, leur confiaient l'administration, et ils constituaient, en par-

ties, la plus importante de tous les fermages, celui des fermes. D'une manière générale, les Juifs étaient un commerce, pour les activités, avec les Chrétiens locaux dans les pays du Proche-Orient, et les progrès des Chrétiens mentionnés plus haut furent souvent accompagnés par un déclin concomitant des Juifs. Ce fut le cas, en Cair, où la communauté juive ne se remit jamais du choc que lui avait porté 'Alî Bey vers 1770, ou les subitement la communauté chrétienne syrienne. L'essor des Chrétiens d'Alap ont sans doute pour conséquence une certaine stagnation de la communauté juive de cette ville. C'est probablement l'absence de commerce de ce côté, en Afrique du Nord, qui explique l'absence des Juifs d'Alger et de Tunis, aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.

Presque partout une ségrégation stricte maintenait les communautés juives à l'intérieur de quartiers clos (appelés *Hâra* en Afrique du Nord), dont la proximité plus ou moins grande par rapport au centre économique de la ville n'est pas dénuée de signification en ce qui concerne l'importance et l'histoire de la communauté. Il y avait, en général, des synagogues, et ils étaient administrés par leurs chefs religieux. L'importance numérique des communautés juives était assez variable. L'estimation la plus élevée pour Alger (environ 5 000 vers 1830, soit un dixième de la population) paraît exagérer leur relative dispersion dans plusieurs quartiers non fermés de la partie basse de la ville, de chaque côté du Grand Souq, témoignant à la fois de leur influence et de leur activité. Toutefois leur situation se détériora considérablement après le pogrom de 1855 : plusieurs chefs des Juifs furent assassinés, Bousnah en 1855, Cohen-Barré en 1851, David Brûlé le même année. Au contraire, les Juifs de Tunis étaient fortement concentrés dans leur Hâra, situé dans la partie nord de la Médina (E 6), et dont le développement, aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, correspond à l'augmentation de la communauté. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les Juifs d'origine européenne se séparaient des Juifs indigènes (*Tunisia*) et se donnaient une organisation particulière. Vers 1800, le nombre des Juifs tunisiens était sans doute un peu

inférieurs à 10 000. Les Juifs tunisiens furent, en général, traités correctement, ce qui n'aurait cependant pas quelques incidents violents, comme le pillage du quartier juif, en 1732, et celui de 1754 (au moment du sac de la ville par les Algériens).

Les Juifs du Caïre étaient relativement peu nombreux, si on les compare aux Juifs d'Alger et de Tunis : d'après Dugues et Jomard, ils n'étaient que deux ou trois mille, évaluation qui paraît raisonnable si on considère que le quartier juif où ils vivaient avait une surface de six hectares et ne pouvait donc pas abriter beaucoup plus de 3 000 habitants (H 7-8). Les Juifs avaient cependant joué un rôle assez important, en raison de leurs relations avec les Mamelouks, dont ils étaient les esclaves. Vers 1760, Nishahr constate que, malgré les traitements venant de leur être les victimes, les Juifs étaient assez bien en Égypte, où ils n'avaient à rendre aucun service depuis plusieurs années. On a vu que leur position s'affaiblit en 1770, et ils ne possédèrent désormais qu'un rôle très secondaire au Caïre. Ni à Damas, ni à Alep, ni à Mossoul, les communautés juives ne paraissent avoir eu une très grande importance. Elles étaient d'ailleurs concentrées dans des quartiers assez pauvres (Hâra al-Yahid à Damas (I 5), Babshâ à Alep (I 11-12)), situés à une certaine distance des centres de commerce, n'étant, en particulier, le cas à Mossoul, où le quartier juif était placé sur le bord septentrional de la ville (K 7). Ils étaient peu nombreux par rapport aux Chrétiens qui habitaient dans ces deux villes (4 000 Juifs, 22 000 Chrétiens à Damas, en 1840; un millier de Juifs à Mossoul, 6 000 Chrétiens), et qui étaient très actifs, surtout à Alep. La communauté juive de Bagdad était plus nombreuse : le quartier juif (Q 24) avait une superficie de 17 hectares, ce qui paraît confirmer les chiffres d'environ 10 000 Juifs donnés par divers voyageurs. Elle était aussi beaucoup plus pauvre, si on la compare aux communautés chrétiennes, les banquiers (sarraf) juifs étaient associés aux Mamelouks et aux Pachas, et ils pouvaient, à ce titre, exercer quelques influences sur les gouvernants, tel le sarraf Khayr 'Abdullah des Yéouf, qui

devint le principal conseiller de Sulaymân Pacha al-Kabîr (1770-1803). Mais, même si le traitement des non-Musulmans était relativement libéral à Bagdad (et à Mossoul), ils ne pouvaient jouer aucun rôle politique, et ils étaient soumis aux mêmes mesures discriminatoires qu'ailleurs.

### Les Européens

Les Européens ne constituaient naturellement pas une communauté, encore moins une minorité, mais il est utile d'en dire quelques mots, qui complèteront les allusions que nous avons faites plus haut à leurs activités et à leurs liens avec la population locale, et en particulier avec les minorités chrétiennes et juives.

Jusqu'en vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les Français n'étaient pas très nombreux dans les grandes villes du Levant. Quelques dizaines de maisons de commerce suffisaient pour assurer la présence du négociant européen dans les Echelles les plus importantes : à Alep, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, il n'y avait qu'une douzaine de maisons marillaises, cinq ou six maisons anglaises, et quelques maisons allemandes et hollandaises. À la même époque, il y avait huit maisons de commerce françaises au Caïre, cinq maisons vénitiennes, quelques maisons anglaises. Le nombre total des résidents européens était tout au plus réduit : 12 en 1774 au Caïre (dont 44 Français). Les commerçants français étaient placés sous le contrôle et la protection de consuls dont le statut avait été précisé et amélioré avec les Ottomans. Ils logeaient, en général, dans des caravansérails attelés à proximité immédiate des souqs (comme à Alep), ou à quelques distances : à Tunis, les Marseillais avaient établi une sorte de quartier franc, près du Bab al-Bahr, où un *fondak* fut mis à la disposition de la nation française, en 1660 (F 10); au Caïre, les Français logeaient dans un quartier situé hors du Qâhira, près du Khayr (H 9). Ils étaient traités, en général, d'une manière correcte, ce qui n'excluait pas quelques excès que, parfois, s'adressaient pas les consuls eux-mêmes.



C'est dans la Régence d'Alger, où l'autorité de la Porte ne s'exerçait que difficilement, que ces « barbares » firent le plus nuisible : en 1666, le consul de Hollande et le consul de Danemark furent tous deux pris en otage dans le verrou de la citadelle et par leurs pays; en 1683, le consul d'Angleterre, emprisonné d'abord dans Kabylie, apparut avec à ses côtés ses enfants, fut enragé, et le consul dut embarquer ses enfants et femme et sa fille sur un navire anglais<sup>1</sup>. Mais l'époque où un consul pouvait être mis à la merci d'un corsaire, comme le Pacha Le Vanhan, en 1683, au moment de l'expédition arabe française, était révolue. Les résidents étrangers devaient seulement supporter les aléas de criminalité et les insurrections qui résultaient d'insécurité parfois grave (insurrections politiques locales et épidémies diverses qui amenaient les commerçants à s'enfermer dans leurs caravansérails, en attendant que le bien s'apaise).

Les Européens jouaient un rôle dominant dans le commerce entre les pays arabes et l'Europe, et ils s'efforçaient de maintenir la position de monopole de leur navigation; ils entretenaient sans interruption dans le commerce extérieur de l'Empire, par la navigation de « commerce », dans laquelle les navires français étaient particulièrement actifs<sup>2</sup>. Les Européens avaient des rapports étroits avec les communautés chrétiennes et juives, qui leur fournissaient les intermédiaires indispensables pour leurs relations avec les autorités et avec le commerce local. En contre-partie, ils leur assuraient leur protection, notamment au lieu saint chrétien des pèlerins (héra) du gouvernement impérial, pratique qui devait faire naître de sérieux problèmes au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque des Grandes Puissances se firent aussi sentir une clientèle musulmane qui échappait à la juridiction locale. Les consuls, et en particulier les consuls de France, s'occupaient par ailleurs au droit de protection sur les communautés chrétiennes indigènes, et ils favorisaient l'action de missions qui travaillaient à rapprocher ces communautés de Rome, et éventuellement à obtenir leur retour dans le sein de l'Eglise catholique,

comme il arrive à Alep (avec une partie de la communauté grecque orthodoxe, qui devint, en 1734, la communauté melkite catholique), ou à Mossoul (où des éléments des communautés arméniennes et juives constituaient les communautés amites des Chaldéens et des Syriens orthodoxes). Cette politique accentuait la fragmentation des sociétés arabes, et elle préparait, à long terme, la dissolution de l'Empire.

### Conclusions

La population des grandes villes arabes donna donc l'impression d'une très grande diversité, la variété des éléments ethniques, confessionnels, linguistiques qui la composaient faisant un très vil contraste avec la population arabe, qui était évidemment plus homogène. Au Caire, on comptait ainsi 10 000 Copites et 3 000 Juifs, environ 10 000 Turcs, entre 15 et 20 000 Maghrébines et Syriens, 5 000 Syriens chaldéens, 5 000 Grecs, 2 000 Arméniens, auxquels s'ajoutaient les 10 000 individus appartenant à la classe dirigeante (Turcs et Mameluks), soit un total environ 60 000 personnes, presque le quart de la population de la ville<sup>3</sup>. A Alger, vers 1830, pour une population qu'il évaluait à 30 ou 35 000 habitants, F. Boyer estime qu'il y avait environ 4 000 Turcs, 2 ou 3 000 Arabes, 5 000 Juifs (Mashutes, Barkas...), 2 000 algériens libérés et esclaves, 5 000 Juifs, quelques centaines de Chrétiens, soit certainement plus que la moitié de la population de la ville, les « Maures » (indigènes) ne comptant que 12 à 15 000 individus<sup>4</sup>. Dans des cas extrêmes, comme ceux d'Antioche et de Mirsalam, la ville était même constituée par la prépondérance de chrétiens, « Turcs convertis, Syriens libérés et Syriens chrétiens, dans le premier cas, Mameluks, Juifs et Chrétiens de diverses communautés (grecque, latine et arménienne) dans le second. Cette diversité trouvait son expression urbaine dans une division géographique de la ville en secteurs séparés.

### Chapitre 3 Les fonctions urbaines

On considère généralement comme une des caractéristiques essentielles des villes arabes le fait qu'elles furent peu administratives : on n'y trouvait ni administration urbaine spécifique, ni institutions populaires à caractère communal. Elles se différenciaient, sous ce double aspect, à la fois des villes antiques qu'on a souvent considérées comme incarnant l'idéal de l'organisation urbaine, et des villes médiévales, dont les institutions ont permis l'évolution vers le type de la « commune ». Incapables, et pour cause, de découvrir, dans un système ayant sa spécificité propre, les caractéristiques de ce qui, pour les Occidentaux, constitue la « cité », cloisonnée, peu urbaine, par des phénomènes en apparence aberrants (irrégularité dans les détails de la structure urbaine), les chercheurs ont parfois donné l'impression qu'ils considéraient qu'ils étaient, dans ce cas, en présence de « non-villes » et d'un « anti-urbanisme ».

À ce point de vue radical, l'observateur le plus perspicace, Jean Sauvaget a pu apporter la justification théorique nécessaire. Il n'y avait pas de « cité » islamique parce que l'Islam n'est capable de concevoir la spécificité de l'orga-

nisation urbaine : « Le statut des villes ne fut l'objet d'aucune disposition particulière de la part de la Loi islamique. Il n'est plus d'institutions municipales. L'agglomération urbaine n'est point, comme elle le sera en Europe à la même époque, instituée légalement en droit en corps privilégié... La ville n'est plus considérée... comme une unité, comme en été en son ensemble et avant ; elle n'est plus qu'une réunion d'individus aux intérêts contradictoires... L'évolution de la ville n'est plus que le résultat d'une somme d'initiatives privées »<sup>1</sup>. Il n'est donc pas étonnant, dans ces conditions, que, non loin de Samsat, l'époque musulmane soit marquée par un déclin de la ville (ou Alep) : l'Islam ne tolérera rien à la forme que l'antiquité lui a donnée; l'époque musulmane n'a d'accompagner... d'aucun apport positif ». Elle précipite et aggrave la « dégradation de la ville ». En dehors de la « réduction des cadres de la vie urbaine à des formes plus rudimentaires... on ne voit à son intérieur que la dissolution des centres urbains, sa fragmentation en parties cellules individualisées ». L'œuvre de l'Islam n'est certainement négative : la ville devient « un assemblage confusément et anarchique de quartiers », où la Loi fait place à l'anarchie : elle est « comme la négative de l'ordre urbain »<sup>2</sup>.

C'est, en effet, l'anarchie totale qu'avant d'être entraînée vers sa ruine, elle fondamentale; et c'est elle qu'évoque et qu'explique des auteurs des études classiques en plusieurs des grandes villes du monde arabe, tout spécialement à l'époque ottomane, lorsque le « désordre urbain » atteignait son paroxysme. Sous les Ottomans, écrit Gerget, La Carré « s'était ébranlée... l'ancien ordre peu à peu les débris de son passé glorieux... La Carré vivait... en gauchisme dispersé qu'affaiblissaient les premiers Arabes... L'art s'était avec toutes les autres manifestations d'une activité urbaine et intelligente ». À Alep, non loin de Samsat, les « éléments de désintégration... ne font que s'ajouter à eux-mêmes, avec une tendance à l'augmentation qui accroît la dissolution de centre urbain... L'Alep des Ottomans n'est qu'un troupeau d'ânes : une façade complaisante derrière laquelle il n'y a que des ruines »<sup>3</sup>.

Où, qu'il en soit, il est naturellement difficile d'accepter l'idée d'un *délire* qui n'aurait pour ainsi dire disparu pendant quatre siècles, les affirmations que l'on vient de citer sont en contradiction avec ce que nous montrent l'archéologie islamique et l'histoire des villes, nous que nous avons essayé de l'expliquer plus haut. Elles ne tiennent d'ailleurs d'aucun par le vif que nous donnons ces auteurs de l'évolution de leurs villes, qui n'a nullement revêtu le caractère catastrophique. Cela est particulièrement frappant dans la description que Sauvaget fait d'Alep, où, en dépit des conclusions pessimistes de l'auteur, la grandeur de la ville ottomane apparaît avec évidence : « On ne saurait dater d'immigration les appartements catholiques des voyageurs européens », écrit Sauvaget, qui cite d'Aréens (Alep est « la ville la plus grande, la plus belle, la plus riche de tout l'Empire... après Constantinople et Le Caire »), et Volney (« La ville... est peut-être la plus propre et la mieux bâtie de tout l'Empire »), et conclut que « la capitale... [de] la croissance de l'agglomération, l'évidence des transformations qu'elle a subies, la splendeur des reconstructions nouvelles qu'on y voit s'élever ».

Il est intéressant de remarquer, d'ailleurs, que des recherches récentes (en particulier celles de Robert Johnson) ont montré combien, sur certains points, les thèses de Sauvaget étaient exagérées : le droit et les pratiques musulmanes n'ont pas ignoré l'existence de la ville, son caractère épiscopal, ni les caractères généraux de sa structure, et une doctrine implacable peut être débattue de leurs traverses dans ce domaine. On ne saurait, d'autre part, se contenter de constater l'absence de tout système de régulation qui ait existé à d'autres périodes (organisation et législation urbaines de l'Antiquité), dans d'autres civilisations (institutions municipales du Moyen Âge), pour en conclure, par conséquent, que les villes arabes n'ont pas existé ou tant que villes. Le problème doit être posé de la manière inverse : pourquoi une grande ville n'est, en réalité, par été atteinte par la paralysie qui a été pronostiquée à plusieurs reprises, tout au contraire, elle se veut dévelop-

per, l'hygiène doit être de mieux en mieux (éventuellement épiscopales) qui ont permis à ces villes de « fleurir » et de s'accroître, et de voir comment les limites matérielles de leurs habitations ont pu être, pour l'essentiel, respectées.

### L'administration des villes

Une remarque préalable s'impose. Dans ce domaine, plus encore que dans tous les autres, l'information que nous possédons est d'une grande insuffisance. Les archives des Trésoriers (*Mahkama*), qui permettraient de prendre une connaissance précise de la manière dont la ville était gérée, n'ont été l'objet d'aucun dépouillement systématique pour aucune ville arabe. De même, la correspondance entre les Provinces et le gouvernement central, et plus particulièrement les autres instances (*maïor al-mahkama*), n'a pas encore été étudiée, ce qui interdit de savoir quelle était la politique du gouvernement impérial et de ses représentants provinciaux dans ce domaine, et quel rôle elle a joué dans la gestion des villes. Nous devons donc nous contenter de remarques générales, à partir d'études qui restent fragmentaires, et, très souvent, nous devons nous résigner à des hypothèses, pour l'instant irrévisibles.

#### Préposés arabes

Ce qui paraît caractériser les grandes villes arabes, dans l'ensemble, c'est la petite nombre des préposés aux affaires locales. Cette carence a été un des éléments qui ont amené J. Sauvaget à développer ses thèses sur l'absence de statut épiscopal pour les villes musulmanes : « Face intégrale et indivise de la grande communauté musulmane, il n'est plus possible que soit habilité à gérer ses affaires ou places commu-

marché de grains, et d'un *marabout* arabe, et, une situation qui contrastait naturellement avec l'existence, dans l'Antiquité, d'autorité municipale et de principes fermes d'urbanisme. En réalité, cette existence n'est ni aussi absolue, ni aussi universelle qu'on l'a cru, et la médiocrité de notre information est ici sans doute largement responsable de la vision que les historiens des villes arabes ont adoptée.

En principe, il y avait traditionnellement dans les villes deux personnes spécialisées : le *muhtasib* (le prévôt des marchés) et le *wa'ili* (le gouverneur) — personnage qui ne doit pas être confondu avec le *patra*, lui aussi qualifié, en arabe, du titre de *wa'ili*. Leur existence est attestée dans la plupart des villes-palais méroïtiques, et de ce sont maintenant à l'époque ottomane. Le *muhtasib* était, à l'époque méroïtique, un dignitaire considérable, à qui une compétence théorique telle vante (une sorte de science générale des mesures) avait donné, en particulier, de très larges pouvoirs judiciaires : surveillance des organisations de métiers et des marchés, contrôle des poids et mesures et des prix, intervention dans l'urbanisme. À l'époque ottomane, les attributions de ce personnage débilaient notablement, peut-être parce que les *cadis* (en théorie, la justice était, comme la jurisprudence, une charge religieuse) avaient pris une importance considérable. Dans la plupart des provinces, le *muhtasib* ne jouait plus qu'un rôle étroit, contrôlant au nombre limité de métiers, surtout ceux qui concernaient l'alimentation (bouchers, boulangers, bouchers...) et les marchés correspondants, surveillant en particulier la qualité des produits et les prix. Intervenant dans ces domaines à l'occasion de troubles, dont le caractère patrimonial et parfois la violence ont souvent provoqué l'éloignement des voyageurs et empêché leur venue. Peine de porter de balles, accompagné de boulangers, il rendait une justice expéditive qui consistait, le plus souvent, en une lecture, parfois stricte, mais qui pouvait aussi prendre un tour moins brutal : les marchands sur les bouchers à qui on enlevait un morceau de viande correspondant à la quantité de viande dont ils avaient traditionnellement prévu les

quantités pour de longues périodes, ou voir les pittoresques incidents qu'on avait besoin à d'annoncer aux lieux placés, bristants, souvent partie du folklore des marchés. Mais les marchands ne s'occupaient plus guère des questions d'urbanisme, même pas en arrivant accidentellement de la perspective des rues et des marchés.

Les *wa'ilis* (que l'on appelait aussi *alibali* et *m'fin*) avaient, comme leurs prédécesseurs méroïtiques, des fonctions de police, et en particulier de police nocturne, ce qui les amenait à jouer un rôle important dans la lutte contre les incendies. Pour des raisons qui ne sont pas très claires, mais qui sont peut-être liées à leurs attributions de police, les *wa'ilis* occupaient un contrôle sur les corporations d'artisans, et, en particulier, une les possessions, activité peu honorable, mais assez puissante pour que peu de voyageurs aient négligé de la mentionner en détail. Le *wa'ili* tenait un registre des titres publics, et il levait sur elles des taxes substantielles. En Algérie et en Tunisie, ces attributions étaient remplies par le *muhtasib*, terme hébreu qui s'applique à une fonction attestée sous les Almoravides et les Hafsiens : dans ce cas également, ce sont les fonctions d'inspecteur des troupes de marins qui nous ont permis de retrouver l'attention des Européens. Dans une longue note sur le *Mérouit* à ce *Grand Baïly*, et *L'ancien Général de Police d'Alger*, Langue de Tany évoque les attributions de police, les possessions spectrales et l'inspection sur les possessions, dont il cite un tableau, pour lequel il paie 2 000 piastres au Dey. Le *Mérouit* a l'empire de tous les fronts de jour et les jours inférieurs dans un monde, et elle sont deux grades par classe. Elle qu'il décrive quelques formes en fille qui commencent à donner dans l'antiquité... il a le droit de s'en occuper... Il les leur aux Turcs et aux Maures qui viennent lui en demander. Il ne pouvait les garder avant de temps qu'il les avaient, au sein la conclusion du marché fin entre le *Mérouit* et eux... Celles qui veulent partir et chercher fortune en abandonnant la permission en payant chaque jour une petite somme au *Mérouit*, pour droit de servir à cette charge à méprisable et, dans le même temps

turbides. Ben Dyrif suggère qu'elle avait été celle à l'époque turque, fut abolie en Tunisie, en 1834<sup>11</sup>.

Il est évidemment surprenant qu'aucun autre pôle urbain important n'apparaisse dans les villes du Maghreb<sup>12</sup>, d'autant plus que la situation des capitales du Maghreb paraît avoir été assez différente sur ce point. Il y avait, à Alger, un *shaykh al-balad* qu'il est peut-être exagéré de qualifier d'*al-fahs* (c'est-à-dire des maîtres), mais qui était chargé du rôle de police, de la surveillance des corporations industrielles, et apparemment de ce qui concernait « les réparations des maisons et autres » (propreté et entretien des édifices urbains), importantes attributions auxquelles on confère la localisation de ses « bureaux » au plein centre de la ville (F 6). Un *q'ad al-Fahs* paraît avoir joué un rôle de police équivalent dans la banlieue d'Alger<sup>13</sup>. Une organisation semblable existait à Tunis : la ville elle-même était placée sous le contrôle d'un *shaykh al-madina* qui paraît avoir eu surtout des attributions de police urbaine, en particulier, notamment pour cette raison, les voyageurs du XVIII<sup>e</sup> siècle l'appelaient « *amir* »<sup>14</sup>, on se réfère au pôle par l'un ou l'autre dans le Maghreb; les deux finisheurs de Bâb al-Baroudja et de Bâb al-Jadid avaient également un *cheikh*, l'un et l'autre. Les *cheikhs* de quartiers (*hamas*) dépendaient de ces trois *cheikhs*.

#### *Autorité politique*

À défaut de pôles épiscopaux, les autorités politiques « centrales » intervenaient activement dans toutes les questions concernant le fonctionnement de la ville. Cette intervention est légitime : responsables du maintien de l'ordre, les gouvernements devaient s'occuper de tout problème qui, dans la capitale où de surcroît leur autorité était incontestable de par ses difficultés, et, à la limite, de craintes des turbulences. Pour cette raison, l'action des autorités concernant surtout la police, et elle avait en particulier principalement égard. Dans les questions concernant l'administration de la ville,

ou sur tout autre problème intervenant les deux principales autorités de la capitale, le *pacha* et le chef des *Jamâ'as*. En dehors des actions qu'ils menaient pour assurer l'ordre, les pachas du Caire menaient un contrôle soigné pour les affaires urbaines, ainsi que le montrent de multiples décrets de craintes « *délégation* » : Muhammad Pacha (1682-1683) fut autorisé une fois de terre dans les rues de Caire où s'étaient accumulées personnes et animaux; Mustafâ Pacha (1682-1683) fut révoqué les deux canaux (*shadîf*) menant d'ensemblement; Muhammad Pacha (1682-1684) croyait aux préparatifs des mosquées du Caire de les faire réparer et blanchir, et qui lui rendait la version de « *Alî b. Nûrî* » (le fils de la lumière); Muhammad Pacha, enfin (1689-1704), ordonne de démolir les constructions des rues et des boutiques pour élargir les rues et les marchés, et d'acheter toutes les terres de la ville, afin d'augmenter la population<sup>15</sup>. Des interventions semblables, de la part des autorités supérieures, pouvaient être menées dans les autres capitales : 'Alî Bey de Tunis (1739-1742), pour remédier aux problèmes que pose l'augmentation de la population dans la ville entre autres, et les logements devenant difficiles à trouver, décide d'autoriser les habitants de Tunis à construire des maisons à côté de la lagune, à l'est de Bâb' Al-Hamra et de Bâb al-Bahr (H 11). Il ordonne de transférer à l'extérieur de la ville la mosquée des Tamaris, afin de dégager de l'espace, en ville, pour la construction de maisons<sup>16</sup>. A Damas, en 1757, Mûsh Kikhiya, représentant de Râjâ Pacha, ordonne à la population des différents quartiers de restaurer toutes les maisons qui datent de plus de vingt ou trente ans<sup>17</sup>.

Tout aussi important fut, dans la plupart des provinces de l'Empire, le rôle des *Jamâ'as*, que leurs liens avec la population locale devaient amener à s'occuper particulièrement aux problèmes urbains. Les *Jamâ'as* et leur agès eurent presque partout la responsabilité du maintien de l'ordre, les actions s'occupant plus particulièrement dans le domaine de la police d'ordre (sans avoir vu que s'était un *waîf* qu'était appelé la police nocturne). C'était le cas, par exemple, à Alger,

où le *kâhya* (*hereteman*) de l'agha des Janissaires jouait le rôle de chef de police; au Caïre et à Alep, où l'agha lui-même était chargé de la police de la zone publique. Et c'est probablement ces attributions de police qui amènent les aghas à intervenir dans les affaires proprement urbaines : tel, au Caïre, l'AG Agha qui, en 1783, ordonne d'enlever la terre qui s'était accumulée dans les rues, sur une épaisseur de deux ou trois coudées, et fait démolir les boutiques construites devant les boutiques, afin de faciliter la circulation; ou qui, en 1713, ordonne de nettoyer les rues et de blanchir les monuments publics (minarets des mosquées, fontaines, etc.)<sup>14</sup>.

#### Le rôle des cadis

Mais il est probable que, dans ce domaine, un rôle essentiel fut joué par les cadis, devant les tribunaux desquels étaient fréquents toutes les affaires concernant les juges, dans tous les domaines : affaires criminelles, justice civile, affaires relevant du statut personnel (mariage, divorce), questions économiques (problèmes concernant les corporations de métiers, les transactions commerciales), et donc, naturellement, tout ce qui concernait l'administration urbaine. De ce point de vue, les cadis de l'époque ottomane virent s'accroître notablement l'étendue de la compétence, déjà très vaste, de leurs prédécesseurs médiévaux. Le développement de l'étude des registres des tribunaux mettra certainement en lumière les principes, les méthodes et les résultats de cette activité. Nous n'en avons aujourd'hui qu'une idée très sommaire, par exemple à travers les cas mentionnés par Galal El-Nakhi, qui fournissent quelques échantillons de ses interventions. En cas de construction nouvelle, le cadi fait vérifier qu'il n'y a pas entrave à la libre circulation : « Un soldat musul, ou un chrétien chargé peuvent passer sans difficulté dans la rue où l'église est situé; l'église ne porte pas atteinte aux droits des musulmans à la liberté et à la vie n. Il fait enquêter pour s'assurer qu'une

porte nouvellement ouverte ne gêne pas l'entrée des femmes à la demande de voisins. Il s'assure qu'une construction en mauvais état ne constitue pas un danger pour les maisons adjacentes. Il inspecte, après enquête, la place d'un habitant qui se plaint de la place que sa maisonnette lui brise pourvu qu'il n'y ait de nuisance d'ordre d'hygiène ou d'ordre d'habitat, etc.<sup>15</sup>.

Un examen attentif de l'activité des cadis devrait permettre d'en dégager une doctrine urbaine plus ou moins explicite, dont beaucoup d'éléments ne feraient sans doute que confirmer les principes que R. Franzenberg a si remarquablement mis en évidence dans le cadre de son étude sur les *şayh* (juristes) malikites du Maghreb, et qui concernent en particulier les problèmes de la voirie (rues et impasse), des murs, des mesures à prendre pour la réfection des immeubles menaçant ruine, des arcs...<sup>16</sup>. Les travaux de Raïss Jouhann monteraient bien que les juristes de l'école hanafite (dont qui était celle des Turcs, ce qui lui conférait un rôle presque officiel dans les territoires ottomans) avaient une conception assez claire de ce qu'était la ville et de certains des problèmes qui posent l'existence des citadins. Une par exemple la destruction que une justice faisaient, entre les arcs ou quelque sorte à peine voir de la ville et les arcs à publiques — destructions dont nous verrons plus loin la caractère fondamental dans la structure de la ville. Une encore la question des arcs même juristes hanafites ont donné une définition théorique de l'espace urbain, pas opposé à la campagne, une distinction qui paraît aller de soi, mais dont beaucoup d'architectes modernes doutent que la droit musulman fût capable<sup>17</sup>. Dans une étude concernant principalement Médine, S. A. Al-Hafidh indique comment, dans le détail des discussions consacrées prises par les juristes et les juges de l'époque ottomane, se cristallisent une doctrine très complexe, mais parfaitement claire et cohérente, sur les principaux problèmes urbains et turbaniques : voirie publique que l'on doit protéger contre les empiétements des riverains; largeur optimale des rues et

railler) espaces occupés qui prolonge les constructions (*šif*) ; protection de l'innocent de la vie laudable, dépenses pour l'ordre à la maison et à l'air<sup>60</sup>.

### Le gouvernement central

Si le rôle, évidemment considérable, des chefs de tribus les affaires urbaines continues à apparaître plus clairement, l'importance de l'intervention du gouvernement central reste à préciser. Un dépassement superficiel des ordres tribaux de l'Alep, par exemple, donne l'impression que les autorités d'Istanbul intervenaient activement dans les détails de la vie urbaine dans les provinces qui leur étaient soumises d'une manière directe. En dehors des prescriptions qui venaient de son royaume l'ordre et la sécurité, le Sultan est appelé à régler des questions très diverses. Relevant, par exemple, des décisions intéressant l'édification ou non d'entraves des conductes d'eau d'écoulement la ville ou un quartier (celles de la ville [R] 4, en 1742) ; remise en état d'une fontaine publique (hors de Bab al-Nam : [I] 14-15), en 1763). On trouve des affaires concernant les corporations de métiers et la vie économique : autorisation de chasser, par exemple celles des bouchers, en 1724 ou celles des marchands de légumes, en 1732, organisation de l'abatage, en 1725, construction d'un abattoir, en 1725, abattage du bétail dans les 544 boutiques couvertes d'Alep, en 1762 ; vente du sucre dans la corporation spécialisée, en 1751 ; réglementation concernant le tissage des étoffes fabriquées à Alep, en 1762. Des problèmes concernant la police et les bâtiments : travaux d'élargissement du passage devant un marché où l'affluence est excessive, en 1739 ; réparation du mur et de quartiers, en 1739 ; réparation et entretien de monuments (reconstruction d'un édifice nouveau, en 1735, restauration d'un hammam, en 1737, d'un édifice, en 1749). Enfin des prescriptions touchant la défense de la moralité publique : sortie des habitants d'Alep dans les jardins au printemps, ce qui entraîne un mélange réprouvable des sexes, en 1742 ; affluence excessive

dans un souk où se mêlent hommes et femmes, en 1739 ; fermeture du quartier de Bab al-Nam, en 1736.

La variété de ces interventions est, en la voit, très grande et ces quelques exemples nous permettent de rappeler que, dans l'administration des villes arabes, le pouvoir central joue un rôle considérable, une action se faisant sentir à Alep dans des problèmes allant de la défense à prendre pour la sécurité d'un quartier dans un bidon jusqu'à une décision de grand urbanisme : on imagine mal que le transfert des fonctions d'Alep, vers 1570, ait pu être réalisé sans consultation d'Istanbul. Sans doute, ces interventions ne produisaient-elles souvent en réponse à des sollicitations locales (voir demandé par les autorités, ou demande de redressement par les habitants), l'action des autorités se faisant sentir d'une manière plus corrective que normative, en vue de résoudre des situations jugées critiques ou même insupportables, plus que dans le cadre d'un développement réfléchi. Mais il n'est pas possible de continuer à considérer que les gouvernements ne se consacraient pas des problèmes urbains qui posaient les grandes villes. Sur ce point, s'est évidemment attiré l'attention qu'il faut insister plus qu'un éventuel manque d'intérêt des autorités concernées pour l'administration des villes<sup>61</sup>.

### Les institutions populaires

On se serait naturellement porté, à propos des villes arabes de cette époque, d'associations « corporatives », puisque les villes n'étaient ni autonomes, ni les institutions qui leur étaient rattachées impliquées. Mais ces villes comportaient des « groupements » (*šuruf*) qui jouaient un rôle actif dans la vie urbaine, et dont, à ce titre, on se peut se dispenser d'évoquer les fonctions. Ces groupements étaient de nature très variée : professionnelle (corporations de métiers), nationale et religieuse (groupements de communautés), géographique (orga-

moutons de quartiers). Il s'agissait ici encore de formes très anciennes d'organisation urbaine, mais dont la diversité s'était accrue sous les Ottomans, ainsi que nous l'avons vu plus haut (pas de contrebutiers, et, sans doute conscients de la difficulté d'imposer aux pays occupés une organisation unitaire, et de tenter de les gouverner de l'extérieur, les Ottomans préféraient administrer au travers, et au moyen, de groupements « naturels », qui formaient eux-mêmes une assez large autonomie dans le cadre de leurs communautés, et qui, dans une certaine mesure, tenaient lieu de l'administration locale qu'il eût été sans doute difficile d'organiser. Ces communautés jouaient essentiellement un rôle de relais entre les sujets et l'autorité. Mais, comme le remarque A. H. Hourani, il est aussi probable que, avec la chute graduelle de l'ordre ottoman, à la fin des formes d'organisation supérieures des éléments politiques plus spécifiques et que leur activité prit de plus en plus de consistance dans la vie urbaine<sup>22</sup>.

#### Les corporations de métiers

Les corporations de métiers rassemblaient toute la population active, c'est-à-dire toute la population indigène, exception faite des « *aliens* ». Le nombre de ces corporations a varié considérablement selon les villes : Alger n'en comptait semble-t-il que 33, Tunis 63, Le Caire près de 150, et, d'après A. Raby, Damas et Alep en totalisaient 143 à elles deux. Ces différences sont évidemment à l'image de l'importance diverse des villes et de l'activité économique dans elles étaient le centre. Les corporations étaient placées sous le contrôle des cheikhs (maïres ou *Tunais*), qui étaient, en général, choisis par les membres de la corporation, puis nommés par les autorités (soit le gouvernement qui intervenait exceptionnellement quand il y avait contestation ou conflit - nous avons vu que, dans certains cas, le problème de la nomination d'un cheikh de corporation à Alep pouvait être évoqué à Istanbul. Le cheikh était assisté par quelques préposés (*nayif*, *scrivains*) et par

l'assemblée de la corporation ou un groupe d'anciens *cheikhs*. La prépondérance des artisans et des commerçants du rang d'apprenti à celui de compagnon, puis de maître (soit en *marshall*) s'effectuait sous le contrôle des cheikhs et de la corporation, avec parfois des cérémonies de passage qui étaient solennelles, en Egypte et en Syrie, ou en rituel (*ijmâ'at*) dans lequel les éléments religieux tenaient une place considérable<sup>23</sup>.

Les corporations avaient naturellement pour lui premier de surveiller l'activité professionnelle de leurs membres; elles surveillaient le processus de fabrication, la qualité des produits et jouaient un rôle dans la fixation des prix; elles réglaient les disputes entre leurs membres (en prévenant, par exemple, toute concurrence déloyale) et s'occupaient des contestations qui survenaient avec les *aliens*. Du fait de la concentration géographique des métiers, chaque corporation occupait, avec son marché, un secteur précis de la ville, les corporations étaient amenées à coexister, dans la rue où elles étaient localisées, une action de caractère administratif, dont le maintien de l'ordre était un aspect important : en octobre 1798, peu de temps après la première révolte du Caire contre les Français, le cheikh et les représentants du grand marché aux textiles du Ghaliyya au Caire (K. 4) prirent, en présence de Bonaparte, l'engagement suivant : à *Beyrouth*, nous présentons toutes les rues de notre arrondissement de tout trouble et. Ils prennent de même les gens du quartier qui voudraient se soumettre de *diverger* et et se déclareront personnellement responsables et des troubles qui pourraient se produire dans leur arrondissement<sup>24</sup>.

De fait, une des fonctions essentielles des corporations était de servir de lien entre l'autorité et la population urbaine et de lui permettre de contrôler cette population, sans qu'il fût besoin d'une administration particulière. Les cheikhs tenaient des listes des membres de la corporation, qui permettaient éventuellement aux autorités d'avoir recours à eux : un document d'Alep, de 1794, donne, par exemple, une liste de 151 arts



sans des mesures du bon et du fer susceptibles de construire les murres des faucons du sudan avant levezon<sup>24</sup>. Les chefs des corporations transmettaient les ordres du gouvernement, s'assuraient qu'ils étaient obéis, levèrent les taxes qui étaient perçues sur les corporations, en répartissant entre les membres de la corporation la somme dont le montant global avait été fixé, et dont la corporation était, en général, collectivement responsable.

La corporation de métier était donc une unité à paradiplomatie fondamentale qui permettait aux autorités d'encadrer les sujets, par l'intermédiaire des cheikhs de métiers qu'ils consultaient éventuellement, en cas de crise : au moment des grandes difficultés alimentaires (disettes, hautes du prix des denrées), l'agha des Janissaires, ou le sultan du Caire, conséquence les cheikhs, élaboraient un tarif avec leur aide (en prenant compte d'une les informations fournies par l'état des approvisionnements en grains, ou le coût de la fabrication du pain, etc. lorsqu'il s'agissait des boulangers) et le faisaient proclamer dans les marchés. L'existence de toutes ces corporations, avec les corporations de métier, et leur système merveilleux, interrelaissant aux métiers de la construction, au service d'une ville, ou à contre-pouvoir à contre-pouvoir le pouvoir politique. Les ordres émanant de cette organisation de l'organisation corporative concernaient Damas et Tana. A Damas existait un cheikh al-mashaykh (le cheikh des cheikhs), qui est attesté dès le xiv<sup>e</sup> siècle, mais qui n'avait peut-être que des attributions honorifiques (présidence de certaines assemblées corporatives), ou qui expliquait pourquoi il est sans rapport avec nous dans les textes et les sources<sup>25</sup>. A Tana, les Andalous avaient, sous l'égide ou, devant un conseil vigoureux à l'artisanat de la cheikha, deux les descendant totalement le corporation, si bien que sa direction (amin) se confondait pratiquement avec le cheikha de la communauté des Andalous; ils s'adressaient à imposer leur supériorité à l'ensemble de l'organisation corporative tanaise, ou pour qu'on leur en a parfois attribué la

origine. L'un des fabricants de chéchins (shachshish) était, au même temps, le chef des commerçants à l'unité al-*aggar* et le président du tribunal de commerce à l'unité al-*maghar* : à ce titre, il réglait les corporations et transmettait les contestations intérieurement le commerce et l'artisanat. Ce tribunal, qu'on appelait aussi le conseil des Dix, n'était composé que de shachshish d'origine andalouse (exception faite d'un Maghar et d'un Dyrkhar). L'un des fabricants de chéchins était donc un personnage important, à qui Baybars, historien tanaise de la fin du xiv<sup>e</sup> siècle, attribue la deuxième rang dans son énumération des charges politiques et militaires à Tana. Mais, même dans ce cas, on ne voit les dirigeants du mouvement corporatif sortir du cadre professionnel que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles<sup>26</sup>.

#### Communautés ethniques et religieuses

Toutes les communautés ethniques et religieuses dont nous avons constaté la grande variété étaient organisées autour des unités que : administratives, elles nous plaçaient sous la direction de cheikhs, qui, dans le cas des communautés musulmanes, pouvaient être leurs chefs religieux eux-mêmes. Il s'agissait donc d'une organisation parallèle à celle des corporations de métier, et qui, dans certains cas, le dépassait, puisque certaines étaient un mouvement de descente spécialisée dans une activité déterminée : le corporatisme de métier était alors l'aspect professionnel d'une structure qui avait aussi un aspect ethnique ou religieux. Au Caire, il y avait parfois une confusion entre le cheikha d'une communauté et la direction du souk qui relevait, à la mosquée-synagogue d'al-Azhar, les membres (étudiants et professeurs) appartenant à cette communauté : c'était le cas en particulier des Magharites.

Ce type d'organisation était si universel et si constant, d'une ville à l'autre, qu'on peut se contenter de mentionner (et le cas d'Alger à titre d'exemple. La ville comptait, avant

1830, six corporations de *hachouys* (à gros de debout), qui venaient de l'extérieur du pays pour y travailler temporairement : gens du Moud, du Bakra, du Dydjelli, du Laghouat, de la tribu des Melas et Nègres libres. Chacun de ces groupes avait un chef (*fameli*) qui était reconnu par le gouvernement et qui servait d'intermédiaire entre le commandant et les autorisés. Les chefs étaient chargés de la police dans leur communauté, qui était responsable collectivement du tout dût comme par un de ses membres. Dans leur action répressive, les chefs s'appuyaient de la coutume et des traditions, et ils consultaient sans doute les notables de la communauté. Le gouvernement n'intervenait que rarement dans ces affaires<sup>91</sup>.

Les communautés chrétiennes et juives avaient une organisation tout à fait différente, sur laquelle nous sommes généralement bien informés, en raison de l'intérêt que portaient les voyageurs et les consuls à des groupes qui étaient leurs principaux (et souvent les seuls) moyens de contact avec la population locale. Les Juifs de Tunis habitaient un quartier (*hina*) qui s'étendait depuis l'époque ottomane parallèlement au progrès de la communauté. Ils étaient gouvernés, comme à l'époque médiévale, par un conseil de notables, qui gèrent les fonds de la communauté, veillaient à l'entretien des synagogues, répartissaient les subsides entre les pauvres et les malades, assuraient l'entretien d'un chef de qui s'occupait de maintenir de l'ordre et de la levée des impôts, et qui assurait la liaison entre la communauté et l'État. Les Juifs étaient soumis à un traitement discriminatoire, notamment sur le plan du costume (pour qu'on ne pût les confondre avec les marchands) ils devaient porter une robe noire (*caï*) ; ils étaient la cible d'exagérées fiscalités multiples (capitation, contributions forcées), ils étaient parfois victimes de mauvais traitements, mais au total la communauté connaît un développement décent, et par conséquent d'une manière à peu près autonome, dans une atmosphère de relatif libéralisme, qui stimule les voyageurs exceptionnels. Un effort de la marine russe, faisant escale à Tunis, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, déclenche : « On peut dire que les

musulmans mahométans ne manifestent pas autant d'animosité que ceux d'Europe à l'égard de ceux qui professent une autre religion : la preuve en est que les chrétiens et arabes qui vivent ici peuvent s'adonner librement selon leur propre loi »<sup>92</sup>.

### Les quartiers

Le devenir des villes en quartiers plus ou moins fermés est une forme d'organisation très ancienne<sup>93</sup> sur les origines de laquelle la discussion continue. Dans les cas extrêmes du cas, les quartiers ont pu être créés pour héberger les groupes ethniques distincts qui ont participé à la création de la ville ; c'est sans doute le cas du Caire, avec les quartiers occupés par les tribus maghrébines qui accompagnèrent les fondateurs fatimides au VII<sup>e</sup> ; c'est peut-être aussi le cas de Fes. L'organisation en quartiers répondait aussi au souci de chaque communauté de se regrouper pour constituer une cellule sociale homogène, elle permettait une administration plus étroite de la population. Elle a pu s'accroître et se généraliser pour des raisons de sécurité : J. Sauvaget montre sur l'importance de ce facteur pour Damas et Alep, dès une haute époque<sup>94</sup>. Il est possible, cependant, que, durant la période ottomane, cette fragmentation de la ville en unités séparées s'est renforcée, sous l'effet de la multiplication des communautés et du fantasmagorie qui leur était généralement accordée.

Les quartiers portaient des noms variés, relevant les régions de l'Empire, comme à Alger et à Tunis, liés au Caire, à Damas et à Samarra, comme à Alep, à Mersin et à Bagdad, mais leur structure est très constante d'un bout à l'autre du monde arabe : réseau de rues hiérarchisées, de la rue principale qui y donne accès de l'extérieur, et qui peut être fermée par une porte, jusqu'aux impasse, la frontière de quartier passant le long des murs mitoyens des maisons de deux quartiers voisins.

Le nombre des quartiers était très variable, suivant l'importance de la ville : Alger en comptait sept au XVIII<sup>e</sup> siècle, Tunis 41. Le Caire avait dans son centre, au XVIII<sup>e</sup> siècle,

Alep 72 à la fin du XVIII<sup>e</sup>, Mossoul 35 et Bagdad 61. Leur surface était, elle aussi, très variable : pour les 71 *ahel* du Caire, que nous avons pu identifier et localiser, elle va de moins d'un hectare (Queswa : 0,23 hectare) [D 9] à plus de six (Hattiba : 7,8 ha) [R 3], avec une moyenne de 2,2 ha pour l'ensemble. Pour les 35 quartiers de Mossoul dans al-Gamali nous donne la configuration exacte, elle se situe entre 1,71 hectare (quartier de 'Amal-Baqqa) [N 13-14] et 10,19 (Khasra) [R 10] avec une moyenne de 3,23 hectare par quartier. On doit donc conclure que la population moyenne d'un quartier se situait aux alentours de 1 000 à 2 000 individus, soit 200 à 400 familles, une communauté assez restreinte pour que ses membres puissent avoir des relations personnelles entre eux et pour qu'ils puissent faire l'objet d'un contrôle individuel<sup>10</sup>.

En fait, les quartiers jouaient le rôle de circonscriptions élémentaires de la ville<sup>11</sup>, point de vue qui, seul, retiendra notre attention pour l'instant. Ils étaient dotés d'une structure quasi administrative, qui était exactement conforme à celle des communautés que nous avons mentionnées plus haut. Il arrive d'ailleurs que les textes anciens confondent ces différents types de groupements : en 1802, à l'occasion de travaux entrepris au Caire par le pacha, trévisan auxquels on avait associé les corporations du métier à participer « volontairement », on vit arriver les *al-'ifa* du quartier de Rumayla [T 3] et de 'Arak al-Yala [V 3], menés en tête, au pacha, par l'*al-'ifan* de leur présence, le *malik*, qui avait organisé toute l'opération, répondit simplement : « Ils sont une de nos corporations ». Et bientôt, on vit arriver, sur le même chariot, les « corporations » des Coptes et des Chrétiens syriens et grecs<sup>12</sup>. Les quartiers étaient placés sous l'autorité du cheikh (que l'on appelait *malik* à Tunis), qui étaient probablement assistés d'*adjufts* (magis au Caire, *katib* à Alep) et de quelques subordonnés (*lâsh*, « scribes »). Tout permet de supposer que ces cheikhs *al-'ahel* étaient habituellement choisis parmi des familles notables du quartier, par les hauts fonctionnaires, avec intervention directe de l'autorité.



3. Un quartier du Caire (après J. Sauvaget, *Égypte* p. 452, fig. 4)

Les cheikhs de quartiers avaient des fonctions administratives qui s'apparentaient à celles que les cheikhs de corporations exerçaient dans le secteur central de la ville. D'une manière générale, ils étaient les intermédiaires des ordres du pouvoir supérieurs de la population qu'ils contrôlaient : lorsque Mustafâ Bey décrit, en 1836, de recevoir les jeunes gens d'âge militaire, les cheikhs de la Médine et des faubourgs de Tunis « réunissent les cheikhs des quartiers et chacun se met à inter-

gater les jeunes gens dans ses quartiers. Leurs principales attributions concernaient le recensement des impôts et contributions qui étaient levés sur les quartiers. Plusieurs *mushayyish* d'Alqy ont relaté à des titres levés sur la population, quartiers par quartiers : c'est ainsi qu'en 1742 on élève aux habitants de la ville une somme globale de 15 431 alqy, qui est répartie entre 88 *mahele*, chaque quartier étant imposé pour un certain nombre d'années fixées (*shihin*). Mais les quartiers pouvaient aussi être amenés à payer des contributions moins régulières : Badayef signale qu'en 1758, au moment où le pacha va partir pour la tournée qui précède le pèlerinage, ses hommes obligent les quartiers (*shah*) et les *ouqy* de Damas à payer une contribution en argent <sup>26</sup>.

Tout aussi important était le maintien de l'ordre et de la sécurité dans lequel le quartier jouait un rôle essentiel. La structure du quartier par sa porte ne pouvait naturellement pas le protéger contre une véritable attaque armée. Mais une telle éventualité était assez improbable. Par contre, la garnison et le portier (*hawalidj*) qui le gardait, parfois avec l'aide d'un poste de Janissaires (au Caire), constituaient une bonne garnison en cas de troubles en ville : dans ce cas, les quartiers se fermaient, et des corps de milices, formés d'habitants (qu'on appelait *assa* à Tunis) maintenaient la garde devant la porte. Ils étaient entourés une protection efficace contre la criminalité ordinaire : le cas, la porte était close, et le gardien ne laissait plus pénétrer dans le quartier que les individus qui y habitaient ou y étaient connus. La structure du quartier permettait, en cas de désordre à l'intérieur, au *de jure* ou de personnes étrangères suspectes, d'en assurer l'isolement et d'y poursuivre éventuellement une véritable enquête de police, comme cela se produisit au Caire, en 1729, dans le quartier de *Darb al-Mahriq* (M 4), où des individus soupçonnés inquiétants avaient été repérés : le quartier fut fermé toute la journée, pour une perquisition générale dans les maisons, au grand dam des habitants qui ne pouvaient plus sortir pour vaquer à leurs affaires, et entrer chez eux

lorsqu'ils étaient à l'intérieur. A Damas, en 1746, As'ad Pacha envoie une note aux cheikhs des quartiers et aux *ouqas*, leur enjoignant « d'arrêter les malfaiteurs qui s'y trouvent, sous peine de leur faire payer une très forte amende s'ils s'en abstiennent... » Au Caire, dans la période particulièrement trouble de la fin de l'occupation française en 1801, les autorités (*shahs*, *agha*, *shaykh*, *malik*) convoquent les cheikhs des quartiers (*mashayikh al-shah*) et leur recommandent de bien tenir en main leurs administrés et de tout mettre en œuvre pour assurer la tranquillité de la ville : « ils seraient tenus pour responsables de tout désordre qui pourrait avoir lieu ». La responsabilité collective du quartier en cas de désordre (responsabilité aux habitants d'être vigilants à l'égard de tous les éléments dangereux et d'éviter les incidents qui les amènent exposés à des sanctions de la part des autorités et surtout à des amendes).

Il est enfin vraisemblable que c'est au niveau du quartier et de ses habitants que se réglaient beaucoup de problèmes de « petit voisinage », dans lesquels l'intervention des tribunaux après des autorités judiciaires des tribunaux était déterminante. C'est al-Nahai mentionne quelques cas significatifs pour le Caire : dans une affaire relative aux maisons qui risquaient de provoquer l'installation d'un *shérif*, une enquête est faite sur l'ordre du *caidi*, les gens du *shérif* apprennent le projet qui leur paraît utile pour le quartier et le juge prend une décision conforme; les habitants d'un quartier se plaignent de ce que leur *mosquée* est négligée, le juge leur donne raison, et des mesures sont prises pour que le *ouqf* intervienne afin de réparer la *mosquée* <sup>27</sup>.

Les quartiers constituaient donc un cadre essentiel entre les autorités et la population, exactement comme les corporations de métiers, dans un autre secteur de la ville. Ils complétaient le système qui permettait aux autorités d'assurer un contrôle direct de la population urbaine, mais qu'il soit nécessaire de recourir aux services d'un véritable *cadastre* administratif.

## L'ordre arabe

## Fonctionnement de police

Le moment de l'ordre était évidemment une préoccupation majeure des autorités ottomanes, à Istanbul et dans chacune des capitales provinciales. De tels nombreux prisons, institutions et communautés avaient pour objectif principal, en premier, la sécurité des villes. Il serait fastidieux (et d'ailleurs difficile, dans l'état de notre connaissance des diverses villes) de donner une description détaillée, ville par ville, de systèmes qui étaient d'autant plus complexes que les autorités ne se contentaient guère de les rendre existents, avant le XIX<sup>e</sup> siècle, et qu'elles eurent plutôt tendance à additionner des institutions successives, sans tester d'harmoniser leurs compétences et leur fonctionnement. Mais il est utile de décrire quelques situations locales, étant entendu qu'elles se ressemblent que des exemples, et que chaque ville avait un système plus ou moins original.

Dans un article rétrospectif, Miriam Hoxton décrit avec précision l'organisation de la police (*sharia*) à Alger, à l'époque turque. Ici, comme dans le reste du monde musulman, le souverain lui-même assumait éventuellement des tâches de police, ses interventions devant lui à des occasions particulières, telle celle du dey Béch Béchik qui, se promenant, en 1716, sur le port, découvre par hasard un vol de poisson sur une tartane saharienne de Persepolis, et se voit ainsi le champ les complices. D'une manière plus habituelle, les fonctions de police concernant la population indigène étaient assumées à Alger par le moudir dans les attributions d'occupation du jour et de nuit, avec le secours d'une garde spéciale, une patrouille nocturne se chargeant, en particulier, du contrôle de l'activité des filles publiques. Un officier turc, l'agha el-Kef (ou *Kefes kaski*) commandant une troupe qui épousa la suite : composée de 15 janissaires, elle appartenait aux Turcs, mais avait les

meurs que ne portaient pas de l'autisme (les Juifs d'ailleurs pas droit au port d'une barbe et devaient tenir une bagne en une lanière à l'index à la main). Des gardes, originaires de Biskra (au nombre de 150), patrouillaient dans les quartiers commerciaux, à proximité de leurs portes, dont la clef leur était confiée, veillaient également à la sécurité nocturne : ils étaient placés sous les ordres de l'agha des Biskria. Quelques incertitudes subsistent sur la coordination entre ces diverses institutions, et sur leur hiérarchisation. Un certain rôle de police était également assumé par les shaykh el-Jalid, et par le lieutenant (*shikaya*) de l'agha des Janissaires (et son successeur d'après un tour des deux mois de service de l'agha). Il va de soi que beaucoup d'autres étaient, d'autre part, régies par les moudir, et que les chefs des communautés vambes qui occupait Alger (professionnelles, ethniques et religieuses, géographiques) occupaient des activités de police dans le cadre de leur commandement. Les autorités chargées de la police dépendaient d'une riche palette de rétributions. Un bon nombre n'étaient pas canoniques et varient virement les crimes, mais aussi selon l'importance de la communauté à laquelle appartenait le condamné : peine de mort (qui était prononcée par le seul dey), emprisonnement, bastonnade (éventuellement sur la plante des pieds), amende, promenade ignominieuse dans les rues d'Alger. Les Turcs étaient habituellement en désaccord, avec une certaine exception : les Maures étaient perdus, ou décapités, à Bisk 'Amdia; les Juifs étaient brûlés vifs devant Bab el-Wed. On expulsait les non-Turcs qui avaient tué un Turc. Les femmes adultères étaient mises dans un sac et jetées. Beaucoup d'aspects de cette variété particulière nous sont connus par les voyageurs qui nous témoignent d'un rejetant.

À Cas, où le pacha intervenait éventuellement dans des circonstances exceptionnelles (en cas de désordre grave), l'ordre était assuré par le wali el-djaza sous le contrôle et avec la collaboration de l'agha des Janissaires. Le poste principal de police de Cas se trouvait au centre de la ville, juste au sud de Bab Zawayla, à l'ouest sur la Description locale la

« *moins des gens de l'Oaaly* » (238 N 4) : c'est là que se tenaient les hommes de sa garde, dans une petite rue qui débouchait dans la Grande Pédouia. C'est sans doute la raison pour laquelle Sidi Zarwayla continuait d'être le lieu des exécutions capitales, le lieu où l'on exposait les têtes des supplicés. Le sidi faisait des tournées en ville avec une troupe de Janissaires; un certain nombre d'entre eux étaient cantonnés dans de petites postes (*qal'as*) répartis dans toute la ville, commandés par des sous-officiers (*halkibakşı*), et les Janissaires venaient avec deux, surveillant au tour de ville (un arabe *na'ib*), d'où le nom de *na'ib* qui leur était donné. Ces *qal'as* étaient, en particulier, chargés d'assurer la sécurité des quartiers <sup>24</sup>. Le sidi paraît avoir voulu plus spécialement à la police de nuit, l'agha des Janissaires intervenant dans la police du jour : quelques titulaires jouèrent, dans des périodes de crise, un rôle particulièrement actif, tel 'Alî Agha qui, en 1768, puis 1771, se fit accorder les pleins pouvoirs, parcourant la ville, assuré du sidi et du mamluk, et fit à plusieurs les malheurs, les catastrophes et toutes sortes de peines sur les *defters*... [après] les troubles et [fit] régner la paix », comme l'écrivit le poète Hassan al-Higlat<sup>25</sup>. La même des 'Aash auant les Janissaires dans le maintien de l'ordre, à un autre échelon. Enfin, les divers commandants particuliers naturellement aux activités de police, dans les limites de leur compétence et de leur juridiction géographique.

### Violence

Le tableau qui nous offrait les villes arabes, en ce qui concerne le problème de la sécurité est assez contradictoire. Prenons-en d'après Alep, telle que la décrit Sauvaget : on a, d'une part, le sentiment d'une violence presque permanente, entretenue par l'impéritie, la corruption, la perfidie et la brutalité des pachas, l'insolence turcienne et des Janissaires, « toujours les premiers à leur étendard de la rébellion »; de l'autre, l'impression d'une perpétuelle révolte, à laquelle condui-

sait l'état archaïque, et d'un ordre assez remarquable pour que Sauvaget note que « l'aspect de la ville fut marqué d'une impression durable par les règlements de police et de voirie qu'il faut mettre à l'honneur de l'administration ottomane ». Les contradictions n'ont peut-être cependant qu'apparentes<sup>26</sup>.

Il est vrai que les villes furent le théâtre de conflits répétés et parfois sanglants entre les diverses composantes de la société algérienne, qui battaient pour le contrôle du pouvoir. Qu'en songe aux « révolutions » qui se déroulaient à Alger... sur les trois d'yeux que se succédèrent de 1671 à 1711, lorsque Le Tourneur, quatorze furent imposés par l'armée, après l'assassinat de leur prédécesseur », l'histoire historique de la Régence, conclut cet auteur, « ne fut que complète, émanant et manœuvrant ». De ces « révolutions », Gauthier accorde le caractère habituel : quand le dey succombait à la violence, « les *anassars* se précipitaient à la Justice, dont ils occupaient les échecs, et proclamaient celui d'entre eux qu'ils avaient choisi : souvent un conflit terrible s'engageait sur l'étendue inépuisable du trône, et durant jusqu'à un moment où les vainqueurs passaient à leur tour le casque de signal et arboraient la bannière noire sur le palais, dans lequel ils venaient d'installer leur résidence... qui revenait immédiatement la haute-main de tous ceux qui l'entretenaient, pendant que les esclaves trahissaient dans la cour le cadavre ensanglanté de son prédécesseur égaré »<sup>27</sup>. Qu'en un âge une crise qui touchait le Caïd au *gouverneur* : révolutions de 1711, guerre civile opposant Cherif Bey à Zayn al-Fiqir Bey (entre 1724 et 1730), massacre de 1736, au cours duquel deux frères furent assassinés en quelques instants; conflits qui opposèrent 'Abd al-Rahman Keth'edd, les deux 'Alî Bey et Sidi Bey (entre 1752 et 1767); rivalité pour le pouvoir entre Ibrahim Bey, Murad Bey et Isma'il Bey (entre 1775 et 1791). Qu'en songe aux conflits entre Yerbey et Janissaires à Damas où Ismaily mourut qu'en 1745, 1 900 mamluks furent pillés, et en 1757, 34 000 (1)<sup>28</sup>; aux batailles entre Chérif et Janissaires à Alep, et enfin aux conflits qui opposèrent à Mamlouk, en 1754, 1756, 1758, 1760-1761, 1762-1771, les Jafar entre eux, les Jafar aux

peuples envoyés par la Porte, les Janissaires entre eux, certains Janissaires contre les Jaks, etc.

Il n'est cependant pas sûr que les populations locales aient pu être autant qu'on pourrait le penser de conflits qui ne les concernaient pas directement, et dont elles pouvaient souvent esquisser les conséquences par une formation rapide des marchés et des boutiques, la temps que la calame revienne, et que, suivant la tradition, les autorités fassent venir dans les rues à la charité ou la charité à (salama ou lamaj) ou la découverte des boutiques. Tout à fait typiques, de ce point de vue, sont les événements qui affectèrent le Caire, en 1711. Un hiver très long (15 avril-22 juin, soit 46 jours), très sanglant (durant le seul combat du 1<sup>er</sup> juin, près de 1 000 antagonistes trépassèrent contre une le terrain), mais les deux groupes d'insurgés allèrent, d'un commun accord, signer leur démission hors de Caire : chaque jour, d'après Delaporte, ils sortaient de la ville pour se battre dans une plaine voisine ; le soir, chacun rentrait chez soi pas ou pas différents ; ce défi ne troublait pas la tranquillité générale ; les marchés étaient ouverts et chacun vaquait à ses affaires<sup>24</sup>. Si ce comportement est sans doute complètement opacifié, car la population du Caire fut affectée par cette crise, il nous paraît rendre compte d'un aspect de la réalité qui est en général ignoré par les historiens lorsque ils appréhendent les effets de ces conflits politiques sur les populations<sup>25</sup>.

Au total, il est vraisemblable que les populations souffrirent lors des événements des exactions à ordonnées à des degrés et des violences dont il serait évidemment trop long de donner des exemples. Néanmoins seulement la réponse qu'aurait faite un day d'Alger en 1724, à des révolutions qu'on lui adressait : « Je suis le chef d'une bande de voleurs, et, par conséquent, mon métier est de prendre et non de rendre, » à Was a quel fait écho, au Caire, après une année plus tard, en 1716, l'insolente réplique lancée par Husayn Bey Shaif — dont les violences et les exactions avaient provoqué une sorte de révolutions au Caire — à Fânuh demandant, Ibrahim Bey, qui s'efforçait d'arranger les

choses avec les rivaux : « Nous sommes tous des voleurs ; toi aussi ; Murad Bey toi ; et moi, je suis comme vous ». Plus graves sans doute sont les souffrances qu'éprouvèrent les sujets en cours de nombreuses crises provoquées par la disette et la charité, souvent accompagnées d'épidémies, crises si dévastatrices par les que le peuple des villes s'habitua pas à s'agiter, et à manifester lorsque le malheur qui l'accablait devenait insupportable. Les émeutes de la faim furent, au Caire, au xix<sup>e</sup> siècle, un phénomène qui accompagnait les grandes crises d'insécurité des années agricoles, souvent au seuil d'une presque révolte. Le frois se révolta, monta à la Citadelle pour exprimer ses doléances, puis se bécota au passage les entrepôts et les boutiques des marchands de grains de Ramayla, ce qui entraîna l'interdiction, souvent brutale et sanglante, des troupes. Une apparence trop brutale produisit souvent les mêmes effets ; parmi les émeutes qui coururent le Caire, vers la fin du xix<sup>e</sup> siècle, celle de 1790 est tout à fait caractéristique. A la suite du vol des et d'avances répétées, commença par des émeutes dans le quartier de Ramayla, les gens du quartier se coalisèrent ; on ferma les marchés et les boutiques, et on vint à al-Azhar ; on monta aux minarets, et l'on poussa des cris et on fit le tambour ; les cours sont interrompues ; on vint, des incidents sanglants ont lieu entre les hommes des émeutes et la population ; il y a des morts ; les boys se joignent et le calme revient<sup>26</sup>. Les gens d'Alep réagirent souvent avec la même vigueur et les mêmes circonstances : en période de disette, ils se livraient à des manifestations violentes qui parfois tournaient à la révolte ; à leur arrive même de refus de recevoir des pasha qui avaient la réputation d'être tyranniques, et de continuer contre eux des sièges indéfinissables, en 1655 et 1791<sup>27</sup>.

Tous ces conflits, tous ces mouvements jalonnent l'histoire des villes que nous étudions et sont agités comme un lugubre miroir par les chroniqueurs et par les historiens. Même si on fait la part de la tendance à l'exagération des premiers, et de l'insécurité à peine déguisée des seconds pour ce qui est évident,

on jugera donc paradoxal de parler de « sécurité » lorsque nous évoquons les villes de cette période.

### Sécurité et déviance

En dehors des fréquentes hostilités de violence qu'on connaît aux villes, l'ordre quotidien paraît cependant y avoir été assuré d'un manière assez remarquable. Alger, qui est décrite dans nos sources comme extraordinairement turbulente, est pourtant jugée par les voyageurs comme une ville où le sécurité règne. « Quelque soit ville ne soit habitée aujourd'hui que par des pygmées et des brigands, écrit Fan, en 1739, on y eût été cependant une bonne et prompt justice et une exacte police ». Et, un siècle plus tard, dans une période généralement décrite comme fort trouble, le consul autrichien Shaler, un des meilleurs observateurs de la Régence, remarque de même : « Il n'y a probablement aucune cité dans le monde où il y ait une police plus régulière, où moins de crimes punissables de la loi soient commis, où encore où règne une meilleure sécurité pour les passants et pour les propriétés »<sup>15</sup>. Au Caire, la confiance qui règne, d'après certains témoins, frappe les voyageurs : « Jamais on ne peut plaindre pour des vols d'argent, ou en cas de mort on leur rend, écrit Chabot de dans la Description de l'Égypte, et l'on peut d'ailleurs plus s'en assurer par les musulmans et les magistres qui continuent les marchandes les plus précieuses en tout forme, pour la plupart, qu'avec de nombreuses armeries de leur. Les habitants de l'Égypte se distinguant par une très grande probité, qui est due en partie à la sévérité des châtiments infligés aux voleurs ». Un siècle et demi plus tôt, le chroniqueur copte Ibn Alî I-Sa'idi, après avoir raconté le cambriolage de quarante-huit boutiques dans le quartier d'Ibn Tûlûn (vers 98), avertit son lecteur qu'indique que ce genre de faits devient était exceptionnel, soulève que le Caire avait pour caractéristique « la grande sécurité qui y règne et la paix »<sup>16</sup>.

Cette sécurité était le résultat de la vigilance des autorités et de la sévérité avec laquelle étaient en général réprimés les

délits et crimes, mais aussi des systèmes d'auto-défense et de contrôle que développèrent les institutions de coexistence à leur sein groupements, ou se superposant, assurément les habitants du Caire dans un réseau complexe et étroit de solidarité et de surveillance qui ne laissant à l'écart aucun aspect et aucun moment de leur vie professionnelle ou sociale. Appartenant à une corporation de métier dans une souq, le jour, surtout, la nuit, dans un quartier où il était connu de tous, membres éventuellement d'une communauté religieuse ou ethnique, le Caire était soumis à un contrôle social permanent, qui complétait l'action de l'appareil répressif.

De ce point de vue, il est utile de revenir sur le système de police nocturne, dont l'efficacité paraît avoir été particulièrement remarquable. Dès le coucher de la nuit, les portes des quartiers étaient closes. Les passeurs qui circulaient dans les rues devaient être munis de lanternes ou de flambeaux. Une telle organisation, combinée avec les patrouilles nocturnes effectuées par les forces de police qui, séparément, étaient tenues, tout vagabondage suspect<sup>17</sup>, assurait aux villes arabes une tranquillité que leur envieraient beaucoup de nos grandes villes modernes. Fen de choses, par contre, pouvaient être faites pour protéger les habitants contre les effets de la violence « pointue » ou contre les ennuis plus ou moins individuels commises par les membres de la caste dominante, en dehors de recourir à une défense « passive » : par exemple la fermeture des marchés, dont les effets sur l'activité générale étaient tels que les Passants, confrontés à l'insécurité des souqs, furent souvent amenés à se grouper pour assurer la valeur, ou encore la recherche des « protecteurs » auprès des passants eux-mêmes. C'est ce que feront souvent les sujets, dans la mesure du possible, en moyen de systèmes que j'ai décrits dans le chapitre précédent.



## Les « services publics »

Il n'y avait naturellement rien qui pût être véritablement appelé « services publics » dans les villes que nous étudions. Mais leur étendue (près de 800 hectares dans le cas du Cairé), et l'importance de leur population passaient, pour la satisfaction de leurs besoins matériels quotidiens, au certain nombre de problèmes qui ne pouvaient être laissés à la seule initiative individuelle. Des formes d'organisation durent donc être trouvées, par exemple pour fournir à ces villes l'eau dont elles avaient besoin, pour pourvoir à leur nettoyage, et éventuellement à l'éloignement de leurs ordures et à la lutte contre les insectes. Ces systèmes, souvent ingénuement, ont été fort peu étudiés, et, dans ce cas comme dans beaucoup d'autres, la désorganisation que nous allons faire sera indubitablement limitée aux villes dont l'organisation est, dans sa dépendance, connue, toute généralisation étant évidemment difficile dans ces conditions<sup>21</sup>.

## Le nettoyage de la ville

L'entretien des rues posait des problèmes qui étaient d'ailleurs très différents suivant qu'il s'agissait des rues relativement larges et bien tracées des quartiers centraux, où se trouvaient les marchés et les grands monuments publics, et où la circulation était donc active, et des rues étroites et tortueuses des quartiers de résidence, qui n'étaient guère utilisées que par les riverains. D'où parfois des contradictions apparentes dans les réflexions des voyageurs sur ce point. A peu près simultanément, en 1798, deux membres de l'Expédition française nous livrent des impressions opposées. « *Alger dit-on* », le « *roi des Cordons-rouges* » (nous devons le Quasimodo) [N 6] « *comme à large, propre, bien alignée et bien conservée* », tandis que Dupon (voir) : « *Cette ville est détestable*. Les rues y respirent la peste par leurs ornières<sup>22</sup> ».

Dans toutes les villes existait un système de nettoyage des

مجلس  
C D E S

C D E S

3140

3 Rue Kadi 101 Alger

ORAN 18 10 12

Quand elles sont

rues, dont les bords étaient, au général, supportés par les riverains : c'était, en particulier, le cas du Cairé, où le balayage et l'arrosage (pour éviter la poussière plus que pour nettoyer) étaient confiés à des balayeurs professionnels (*saïbâs*) rétribués par les occupants des maisons, et où la terre, les débris, les ordures étaient enlevés par les membres d'une corporation spécialisée, celle des *terribles* que les transportant sur des bœufs hors de la ville : les voitures étaient menées au Cairé, et les promesses bravaient y devaient introduire par les *Forçats*, vers 1798 (à des pannes charrettes à deux bœufs que les carriers remplaçaient de terre ou de gravats et qu'ils passaient ensuite au-dessus) (voir Gabart)<sup>23</sup>. Ce nettoyage était, semble-t-il, organisé d'une manière assez perfectionnée à Alger : il y avait là un *q'el* spécial, qui était spécialement chargé de veiller à la propreté de la ville : les habitants devaient déposer les ordures dans des trous postiques dans l'épaisseur des murs, et, tous les matins, des gens passaient avec des bœufs chargés de pousiers, viduaient les trous et transportaient les ordures hors de la ville. Les habitants négligents étaient punis d'une amende ou de quelques coups de bâton. A Alep, où la corporation des *saïbâs* (ou balayeurs), rétribués par les boutiques, se chargeait du nettoyage des rues, il y avait aussi une corporation de *saïbâs* qui étaient chargés d'arroses les rues, pour y maintenir la fraîcheur, et les saïbâs, pour que la poussière ne gêne pas les marchands : les *saïbâs* recevaient de chaque boutique une somme fixe<sup>24</sup>.

Toute cette terre et ces ordures, trouvées des villes pendant des siècles, avaient été parvenues de véritables collines, qui constituaient une des caractéristiques du paysage urbain. A Alger, le Fort Neuf, situé au nord de la ville, était appelé *har al saïbâs*, « *Fort des ordures* ». De côté de Bab el Azim, on jetait, du haut des remparts, les ordures des bœufs et des bœufs. A Tunis, les ordures d'ordures accumulées au bord du Lac, à l'est de la ville, étaient si importantes que Yémès, révolté contre son père, y établit un retranchement, en 1752, et que, plus tard, le bey Hummada, craignant que les

Algériens ne les utilisaient pour la combattre, ordonna de les enlever aux frais des propriétaires de Tunis (1801). Au Caire, les maréchaux, en défrayant la terre et les ordures à l'extérieur de l'enceinte, au nord-est de la ville, y constituaient des collines (si tall) qui y avaient encore de nos jours; il arrivait que des fœtus autocrates s'y développaient et donnaient plusieurs semaines; ces collines répandaient des odeurs insupportables, et étaient une des sources de la peste qui, parfois, envahissait le ciel du Caire; elle fut si épaisse, en 1694, à la suite d'un ouragan, que les gens du Caire, qui faisaient alors leur prière, crurent arrivée la fin du monde<sup>11</sup>.

Le nettoyage régulier des rues n'était pas seulement plusieurs fois assurer leur propreté; il était responsable pour éviter que les villes ne s'envoient progressivement sous la poussière et les ordures qui s'accumuleraient. Au Caire, il fallut, à plusieurs reprises, lancer des opérations de débouillage intensif, parfois sur une hauteur d'une semaine (une quarantaine de semaines), pour nettoyer les rues. Nos sources nous ont conservé la chronique d'opérations de cette sorte, ordonnées par les plus hautes autorités (pacha ou agha des Janissaires), par exemple en 1609, vers 1700, en 1760, en 1711. A en juger par l'état d'un certain nombre d'édifices anciens qui sont encore sous le niveau actuel de la rue, parfois jusqu'à la hauteur des fenêtres du rez-de-chaussée, il est évident que ce travail ne fut pas accompli avec toute la continuité nécessaire. Ce phénomène se retrouvait dans la plupart des villes arabes; Kadal signale, à Alger, dans la rue de la Marine, un sous-sol auquel on descend souvent avec un service de premiers étages, ce raison de l'envasement du sol du quartier<sup>12</sup>.

Il ne semble pas que les villes arabes aient eu de véritables réseaux d'égoûts. On y trouvait tout au plus des conduites pour l'évacuation des eaux usées, comme à Alep ou à Damas, où des corporations veillaient à l'entretien du système. Comme avec à Alger, où les lits des maisons ramassées descendant de la montagne avaient été reconvertis en dalles plates, ce qui, grâce à la forte pente du site, permettait une évacua-

tion rapide vers la mer; un « entil Echamra » était chargé de leur entretien. À Tunis, une série de khadids (fossés) collectaient les eaux usées et les amenaient à la lagune; le service des égoûts était assuré par une corporation d'ouvriers originaires du Djénin, qui dirigeaient trois arde, le service des égoûts étant payé par les propriétaires des maisons. Le Caire n'avait pas d'égoûts, mais le canal (khadig) qui traversait la ville servait aussi d'égoût collecteur (et était payé au moment de la crue du Nil). Son entretien était placé sous la responsabilité du sultan qui devait en contrôler le service, et qui recevait pour cela des fonds publics; les riverains étaient aussi mis à contribution; à Pour l'entretien des bords du canal au Caire, c'est une dépense que chaque maison qui tirait de ce côté la paille en particulier et par quartier, remaquait le canal de Fennet, en 1746. Comme le travail était fait avec quelque négligence, le khadig avait tendance à s'envaser; vers 1643, Mustafâ Pachâ ordonna d'enlever la terre qui l'envasait; mais en 1808, le colmatage du canal était tel que le courant y était très faible au temps de crue.

La réflexion du cheikh émirite Hama al-Higlat, d'après qui les rues arabes n'ont jamais été choses modernes, l'arabe, les musulmans, la bous, la poussière, l'empoussiement, le bruit et les habitants eux-mêmes de ces rues qui ressemblaient aux ruelles qui laissent les habitants à, est sans doute plus qu'une banalité. Mais les villes arabes, si négligées qu'elles fussent, ne étaient sans doute guère plus que les villes occidentales à la même époque<sup>13</sup>.

#### L'éclairage des rues

Nous ne disposons pas de beaucoup d'informations sur la manière dont était assuré l'éclairage nocturne des villes. De toute manière, la fermeture des portes du marché la nuit (pas en période de fête, par exemple au Ramadan), et les restrictions qui étaient apportées à la circulation dans les rues après le coucher de la nuit, faisaient qu'il ne s'agissait pas d'un

problème crucial : l'obligation faite aux gens, qui néanmoins circulaient, de s'éclairer avec des lanternes ou des flambeaux permettait de le résoudre, mais que les autorités consent à intervenir.

L'éclairage des rues du Caire était, semble-t-il, une tradition très ancienne : Ibn Abd el-Nazir, qui vivait au milieu du *xviii*<sup>e</sup> siècle, raconte que l'usage d'éclairer, la nuit, les souqs et les rues par des lanternes (*qandil*), placées des deux côtés de la rue, remontait à 835/1431-2, et il ajoutait (sans autre raison, sans doute) que cette habitude constituait une des particularités du Caire. C'étaient les usagers qui devaient faire les frais de l'éclairage urbain : les comptes de la Nation française mentionnent l'entretien d'un ou deux allumés devant la maison consulaire, et même l'usage du pays « (en 1731, cette dépense figure pour un montant de 2 piastres 24). De même, de nombreux souqs prenaient l'éclairage des monuments situés dans la fondation : pour le grand ahlî (*fontaine*) de 'Abd el-Rahman Kathkhudâ, construit en 1744 [G 6], la fondation prévoyait une dépense annuelle de 120 piastres pour le prix de l'huile et de la lampe de veille (*qandil makhîr*) qui devait être allumée chaque nuit, au-dessus de la porte, et une dépense de 45 piastres pour les trois lampes prévues en période de ramadan. Il y avait, au Caire, une corporation d'allumeurs de réverbères (*qandilçiyân*), qui, d'après le voyageur turc du *xviii*<sup>e</sup> siècle Evliya Çelebi, comptait 200 individus. L'éclairage était sans doute assez moderne : au moment de l'occupation française, les autorités demandèrent qu'on allume une lanterne par maison et une lanterne pour trois boutiques, recommandant que les réverbères, en 1817, à l'époque de Muḥammad 'Alî, et qui furent en ce doute traditionnelles. En temps de crise, les autorités rappelaient cette obligation, afin de rassurer la population et d'empêcher les agissements délictueux et elles mettaient effectivement à l'œuvre les habitants qui ne s'y conformaient pas<sup>10</sup>.

### Le feu contre les incendies

À la différence d'Istanbul, ville dont les maisons privées faisaient un bloc, et qui fut donc souvent ravagée par des incendies<sup>11</sup>, les grandes villes arabes ne paraissent pas avoir trop souffert de tels désastres, probablement parce que, dans la plupart des cas, les maisons étaient construites en pierre, en plâtré, ou en torchis, matériaux nettement moins inflammables. Nos sources ne mentionnent que des incendies localisés, par exemple à Damour (incendies dans des souks en 1640-41, 1675-76, 1711-12, 1733-35), ou à Alep (incendies en 1586-8 et 1685)<sup>12</sup>. C'est sans doute pour cette raison que nous avons peu d'informations sur l'organisation de la lutte contre les incendies.

Al Caire, le bois de construction était rare et cher (il était presque entièrement importé) : on utilisait surtout le baïsque et le papyrus pour les constructions; le bois ne servait que pour les planchers, encore utilisait-on, dans ce cas, des poutres de palmier dont le bois n'est pas comestible. Dans les incendies y étaient-ils alors tannés et restaurés-ils, ou plutôt, avec localité. La plupart de ceux qui sont sont signalés affectèrent le quartier des souqs où se trouvaient les matériaux inflammables (ou explosifs) : en 1671, marché de la poudre (*trâq al-idrîk*), ainsi que de Bâḥ Zuhayrî [M 6] (avec de nombreuses victimes, dans la ville de Yûsuf Bey, qu'on soupçonne), et à nouveau en 1703; en 1721, poudrière de l'Adabîyya (détruction du quartier de Qal'a al-Khilâ) [K 10], en 1756, quartier des marchands de cailloux (*qandilçiyân*) [K 6] où le feu partit dans un entrepôt rempli de bois et de petites poutres; en 1787, enfin, dans le *qandilçiyân* [K 6] (à la suite d'un exploit en chax ou marchand de poudre). Mais, même dans le cas de ces derniers sinistres, qui impressionnaient vivement Galland (le *Cal mandant un tel terrible, d'est un de ceux qui ébranleront le plus. Celui qui lui a'en pas connu celui qui a pu n, note 4-11*), le feu fut rapidement circonscrit et le pillage, plus ou moins organisé, qui suivit l'accident, fit, semble-t-il, plus de dégâts que l'incendie<sup>13</sup>.

L'organisation de la lutte contre les incendies était très ancienne au Caire. Le chroniqueur Maqrîdî écrivait, vers 1440, à propos du souq du Grand Gamallîn [N 4], que « le chef des sergents du guet, que la population appelle de son jour l'officier de ronde » (*sa'îd al-manâfî*) répartit en four de l'autre chaque nuit, à partir de la prière du soir. On plaçait devant lui une torche qui illuminait les témoins toute la nuit : il était entouré d'agents du police, ainsi que de nombreux porteurs d'eau, de charpentiers, de forgerons et de démolisseurs, désignés de service à tour de rôle, pour parer au danger d'incendie naissant et étouffer la flamme. Les choses avaient peu changé à l'époque ottomane. La lutte contre les incendies était placée sous la responsabilité du *sa'îd* qui, conversant, en cas de besoin, les membres des diverses corporations de métiers susceptibles de l'aider dans sa tâche : notamment les porteurs d'eau (*sappîdîn*) et les forgerons (*qawîdîn*), pour jeter le feu et pour faire les démolisseurs nécessaires afin d'arrêter sa progression. Il y avait, apparemment à proximité du Bâb Zuwaylâ [M 4], un plein traité du Caire, et tout près du port oriental des hommes du *sa'îd*, des *partîmîn* (*basasîq*) qui étaient chargés de veiller et de réguler les incendies d'éventuels<sup>10</sup>.

### Les transports en ville

Les dimensions exceptionnelles du Caire (près de cinq kilomètres du nord au sud, deux kilomètres et demi de l'est à l'ouest) impliquent que le transport des personnes et des biens y ait été quelque peu rigoureux. Il y avait au Caire des milliers d'ânes (30 000, selon Chabrol, dans la *Description* I), organisés en quatre corporations, trois pour le transport d'hommes et de femmes et, une pour le transport des marchandises (numéros 62, 272, 273 et 70 dans la liste donnée par les Français, en 1801). Il y avait, par ailleurs, une corporation de chameliers pour le transport des marchandises et des bagages (numéro 195). On trouvait, de même, des corpe-

ments de transport des personnes et des marchandises à Bâliq et au Vieux Caire.

Les animaux de charge étaient tous prêts, à la disposition des clients, dans de véritables « stations » (*manâfîf*) situées à proximité des entrées de la ville et dans les rues principales et les souqs : « On peut les trouver au sein de la plupart des rues, où on peut monter dessus sans rien dire à personne et aller où on veut, suivi par un des gars qui sont engagés dans ce but », raconte le voyageur Parrot, en 1808. La *Description* de l'Égypte mentionne quelques-uns de ces manâfîf, près du Bâb al-Fustât [E 3], Bâb al-Futûh [E 4], Bâb al-Sharqiyya [E 4], Bâb al-Lâq [M 15], Qasr al-Sâhîr [U 12], Bâniyâ [S 3] et Dar al-Ahmar [N 6]. Les prix demandés par les ânes pour la location de leurs ânes variaient suivant la longueur de la route, en vertu d'une sorte de tarif qui n'est pas transcrite Chabrol : 6 à 10 paras pour aller d'un bout du Caire à l'autre, 30 à 40 paras lorsque le client gardait en mesure ses journées entières. Les qualités de robustesse et de rapidité de ces ânes ont été souvent célébrées par les voyageurs, et on portait même par les militaires de l'Expédition de Bonaparte : « Nous avions, devant de nous, sur ces montures, couru la poste dans les rues de la ville où la soleil ne jette point, comme Diquereux, ses animaux sont excellents en Égypte, ils ont été toujours au galop sans une ardeur insupportable... On trouve de ces montures dans toutes les rues, l'âne court derrière et on fait beaucoup de choses en peu de temps ». Ces ânes dévoués, qui étaient en partie de plus en plus pour des militaires, nous donne un peu d'idée, cependant, au cheikh Hanân al-Ahîdî un vers malicieux, qui cite Galkahlî : « Les Français perdirent leur argent dans notre Égypte entre l'âne et le chameau » (*bayna lamâ'ir wa al-hamâmî*)<sup>11</sup>.

### L'adduction d'eau

Le problème de l'eau était un problème difficile à résoudre pour les villes arabes situées dans une zone climatique où

l'eau d'origine atmosphérique est généralement peu abondante, et si les rivières sont souvent maigres et irrégulières. Les ressources des villes étaient cependant très variables : Alger recevait une quantité relativement importante de pluie et la région qui l'entourait était assez riche en sources; le Cairé, Mansoul et Bagdad bénéficiaient du voisinage de fleuves potables, mais le Cairé se trouvait à quelque distance du Nil, alors que les deux villes susnommées étaient établies sur les bords mêmes du Tigre; Alep et Damas disposaient de rivières plus modestes, dont l'abondance et la régularité étaient cependant très différentes; Tams n'avait aucune ressource proche vraiment utilisable. Dans la plupart des cas, l'eau fournie par les puits était difficile à utiliser parce qu'ensalée.

Il n'est pas très aisé de proposer une estimation pour la quantité d'eau qui était nécessaire aux villes. Tout permet de supposer qu'elle ne devait pas être très différente de celle qui était consommée par les villes européennes avant le XIX<sup>e</sup> siècle, soit environ 20 ou 30 litres d'eau par habitant et par jour en moyenne. Mais Clerget estime les besoins du Cairé, vers 1848, à 100 litres par jour et par personne, soit un total de 30 000 m<sup>3</sup> par 24 heures<sup>24</sup>.

Les solutions qui furent adoptées variaient très fortement d'une ville à l'autre. Il est peu douteux que, lorsque les conditions géographiques le permettaient, les autorités recouraient à l'électif d'une organisation qui pouvait fonctionner sans leur intervention directe. Ce fut le cas du Cairé, de Mansoul et de Bagdad. Mais, même dans ce cas, elles manifestèrent, d'une manière indirecte, leur intérêt pour un service sans égal. Dans les autres villes, leur intervention fut plus active qu'en ce qui généralement s'appelle.

Au Cairé, à Bagdad et à Mansoul, l'alimentation en eau était assurée par le seul partage à partir de fleuves abondants en toute saison. Dans une étude sur Bagdad, Maragnon localise quatre points d'eau et des suppléments (partir d'eau) venant s'approvisionner dans le Tigre, de part et d'autre du pont, d'est-à-ouest dans un point central, ce qui facilitait

assure la distribution dans toute la ville. On ne trouvait apparemment pas de canaux dans les maisons, en raison de la sécheresse du climat. A Mansoul, les habitants ne laissent que l'eau du Tigre, qui était apportée dans les maisons par des mules ou des ânes : « au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'eau était encore portée dans le fleuve, un peu en aval de la cité, non loin de la tourterie. L'eau qui était fournie par les puits que l'on trouvait dans les maisons était impropre à l'alimentation<sup>25</sup> ».

Le climat du Cairé excluant toute alimentation par l'eau de pluie (30 millimètres d'eau seulement par an, en moyenne) les sources souterraines ne fournissent qu'une eau saumâtre que les habitants ne pouvaient utiliser qu'en cas de crise. Après la guerre civile de 1711, le cheikh Hasan al-Hafid rappela l'épave retrouvée par les Cairéens : « les saumâtres, devrais-je, nous ont enseveli en nous interdisant par le fœtus l'accès de notre Nil. Nous avons dû boire du sel qui ne faisait qu'accroître le feu de nos entrailles. » La seule source d'approvisionnement disponible était donc le Nil, dont l'eau était tirée à la fois abondamment en toutes saisons et parfois de véritables colères par les chroniqueurs et les voyageurs. Suriano, dans son *Traité sur le Terre Sainte*, assure que le Nil sortait du Paradis terrestre et que si on était le plus calébre et le plus pieux parvenant parce qu'elle passait, à travers l'Éthiopie, au-dessus d'un lac d'un : « Le fait de la boire quand on a l'estomac vide le remplit comme si on avait mangé; si on en boit en abondance après les repas, elle purge le corps... »<sup>26</sup> Évidemment, cette prise et cette hâte à l'alimentation, le long déplacement du Nil vers l'est et l'avant progressivement éloigné de la ville, et, du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, il coulait à environ 1 300 mètres de la limite occidentale du Cairé, mais à la hauteur de Bâb al-Lâh, qu'on était éloigné que de 800 mètres. Il ne semble pas qu'on ait jamais songé à combler à cette distance en construisant des aqueducs, peut-être parce que les très fortes différences de niveau du Nil entre la saison sèche et la saison de la crue (de juillet à octobre) posaient des problèmes techniques difficiles : l'aqueduc construit très soigneusement, et reconstruit

en 1500, ne dépassait que la Citadelle; encore était-il entouré avec quelques édifices.

Le fournisseur de l'eau au Caire ne faisait entrer son système que en interdisant toute intervention directe des autorités, et qui tombaient le partage de l'eau par des *souq'h'a* séparées en corporations et contrôlées par les consommateurs, et le stockage de l'eau dans des fontaines publiques (*sabîl*). Ainsi, pour l'instant, par des *souq'h'a*. Le nombre des porteurs d'eau qui faisaient la va-et-vient entre les agencés du bord du Nil et la ville n'est pas connu, ils étaient encore près de 4 000 en 1871, et on peut donc supposer qu'il y en avait une dizaine de milliers au siècle précédent (le voyageur turc Evliya Çelebi estime leur nombre à 11 000, vers 1650). Ils étaient séparés en cinq corporations, une utilisant des chemises et localisée à Bab al-Lâq [B 18], quatre utilisant des sacs et localisées à Bab al-Bahr [E 11], Bab al-Lâq, Bab al-Souq'h'a [Q 13] et Qanâtir al-Sabîl [U 12]. Tous ces points étaient situés aux limites occidentales de la ville et leurs régulièrement espacés du nord au sud, ce qui permet de supposer que chaque corporation d'occupait d'un secteur déterminé de la ville, une disposition si logique qu'on incline à penser qu'elle était le résultat de quelques efforts d'organisation. La charge appointie était limitée, par Ventura de Panola, à quatre pails (entre de pain de bon) par *sabîl*, et à deux *shayn* (entre de pain de huile au de bon) par chemise (soit environ 400 litres).

La distribution de l'eau était confiée à trois corporations, une des vendeurs d'eau dans la rue au détail, une des porteurs d'eau des ruelles, une des porteurs d'eau au détail. Les porteurs d'eau au détail disposaient parfois d'un âne, mais très souvent ils portaient leur outre sur leur dos. L'eau était soit vendue au passage, soit portée à domicile, chaque *souq'h'a* ayant vraisemblablement un certain nombre de clients attirés avec lesquels il tenait une comptabilité menant des modalités ingénuement : parfois les porteurs se contentaient d'insérer sur la paroi de l'a *shamsa* à des traits correspondant

au nombre des autres appointies; parfois ils utilisaient des cahiers de pages blanches dont ils retiraient une page pour chaque outre; quand les pages étaient épuisées, les porteurs se faisaient régler en a *servies*. Les porteurs d'eau dans les rues ont été souvent décrits par les voyageurs au par des attempes qui leur les montrent « états de case, avec un portepain au poing, des hauts-de-chausses et longues fers légères », offrant de l'eau aux passants dans des coupes de métal défilé, parfois calligraphes : un voyageur européen dans avec un des porteurs d'eau « du luxe » proposant à une coupe de l'eau telle si chère, damasquinée, et enrichie au fond de quelques perles fines pour faire paraître l'eau plus belle, plus plaisante à boyer ». On nous a également transmis les cris par lesquels ils invectivaient les *mezzîn* (*mezzîn*) à contribuer à la charité qui leur était offerte au nom de Dieu : *sabîl allah, yâ mezzîn*.

Des l'organisation de l'approvisionnement du Caire on peut dire, on elle particulièrement important était joué par les fontaines publiques (*sabîl*) qui permettaient de stocker l'eau en vue de sa distribution ultérieure. Ces édifices ont été construits en très grand nombre à l'époque ottomane, et ils ont le monument le plus caractéristique de ce temps; j'en ai vu un à Heliopol et un localisé 308, nombre qui ne doit pas être bon de la réalité, car Jomard, dans sa Description du Caire et de la Description de l'Égypte dit en avoir vu 245 et évalue leur nombre total à 300. Ces monuments, en général modestes, mais parfois remarquables, sont répartis dans l'ensemble de l'agglomération, leur construction ayant évidemment suivi le mouvement de la population (dont elle est un indice) : 12 à Heliopol, 101 dans Qalâa, 131 dans le centre sud, 64 dans le centre nord. Bien que de types architecturaux et de dimensions très variés, les *sabîl* étaient organisés d'une manière assez constante : un *shamsa*, un réservoir dans lequel on versait l'eau par des canaux souterrains ou la rue, et dont le contenu pouvait atteindre 200 mètres cubes, au dessus de la rue, une salle élevée par des grilles, à travers lesquelles on faisait la distribution de l'eau. Des sautoirs disposés à l'extérieur per-

mettaient aux passants de venir se débarrasser. Beaucoup de fontaines comportaient un étage, où était installée une chaise (*maidi*) dans laquelle un domestique appuyé à l'en et à l'envers aux angles du quartier.

La construction de fontaines et la distribution d'eau constituaient des œuvres peu par exception. On comprend donc que beaucoup de Grands aient attaché leur nom à de telles fondations : des parhas, des loys, des officiers des milices, dont le patronage manifestait l'attaché des gouvernements pour le bien-être de la population. Les constructeurs affectaient des revenus importants à l'entretien des fontaines, normalement dans le cadre des *waqf*. Un grand officier des Janissaires, Bekhîm Agha, de sa main le *maidi* qu'il avait construit, en 1628, dans le quartier de Tahhîm (F 5), d'une somme annuelle de 3 750 pîasres, dont 1 200 pîasres pour l'achat d'eau douce, 400 pour la circulation de distributions d'eau, 40 pour la volage et le nettoyage de la source, 264 pour l'achat de saum, de poches, de cordes (pour le lavage de l'eau) et de cruches, 25 pour l'achat d'huile et de tannins pour éclairer la place centrale pendant les nuits de Ramadan. Le budget annuel du *maidi* de 'Abd al-Rahmân Kuthûbî, le plus important de la ville (1744), s'élevait à 12 646 pîasres par an, dont 7 500 pour l'achat d'eau.

Cette combinaison de l'entreprise privée (corporation de métiers) et du patronage (dans le cadre des *waqf*) assura l'alimentation en eau d'une population de près de 300 000 habitants, d'une manière globalement satisfaisante, lorsque les conditions furent normales, c'est-à-dire quand aucune crise ne vint perturber un système qui l'alignement du Nil rendait indubitablement valable : guerre civile ou cours de laquelle un des antagonistes pouvait empêcher l'approvisionnement en eau du Caire (s'est en qui arriva en 1712), préparation d'une expédition qui amenait le pouvoir à réquisitionner les chameaux et les ânes, et les *waqf* à tenter de racheter leurs bêtes pour s'y construire (comme celle se produisant en 1629, pour la préparation d'une expédition vers le Yémen, ou en

1799, lorsque les Français préparaient leur campagne de Syrie). Mais si on met à part ces circonstances exceptionnelles, le fonctionnement, en somme satisfaisant, d'un « service public » sans complexe, en dehors de toute intervention officielle, ne laisse pas d'être assez surprenant.

Damas dépendait, pour son alimentation en eau, du Barâdî, une rivière au débit modeste (sa moyenne annuelle de 10 mètres-cubes/seconde), mais qui parvenait à la ville et à une cinquième de distance, en l'absence d'une pluviosité suffisante (environ 200 millimètres d'eau). Le Barâdî traversait la partie nord de la ville, et des dérivations pratiquées en amont (Bânan et Qanawî) apportaient de l'eau aux différents quartiers de Damas, par l'intermédiaire d'un système parfaitement réparti (sâbî'). Cette organisation était extrêmement ancienne, et les Ottomans s'en furent qu'en assurer l'entretien. Elle était placée sous l'autorité du cadî, qui disposait de *waqf* considérables, destinés dans ce but, des préposés (*sâbî*) étant chargés du contrôle des canalisations et des répartiteurs. Ce système paraît avoir fonctionné sans problèmes, sauf accidents, comme le chute de rochers dans la Qanawî, qui interrompait l'alimentation en eau pendant trois jours, en 1752, et sans pour en 1759 (à la suite d'un tremblement de terre). Il arriva aux autorités d'intervenir pour remédier aux difficultés rencontrées par les habitants : en 1752, l'eau du quartier de Shaqîm (F 4) fut coupée : on demanda aux propriétaires une forte somme, ils se plaignirent à Arad Pachâ, qui ordonna de sa rien poursuivre, et qui fit verser 1 500 pîasres par an en somme personnelle pour faire effectuer le remède au fonctionnement des conducteurs<sup>29</sup>.

Enfin, trois grandes villes arabes étaient alimentées en eau par des systèmes d'aqueducs, dont certains avaient été mis en place avant l'époque ottomane, mais dont un au moins, celui d'Algha, est à mettre à l'actif des gouvernements turcs de cette période. Algha devait aux Mamelouks de grands travaux d'adduction d'eau, qui étaient probés pour assurer la satisfaction des besoins de la ville pour une longue période. Sous

les Ottomans, la responsabilité principale, dans ce domaine, incombait au caidi, qui recevait l'indemnité des sommes disponibles dans le cadre des *ouaf*, imputant la gestion des constructions et devant subvenir les contestations entre quartiers qui pouvaient se présenter de l'eau. Le gouvernement ottoman intervint à plusieurs reprises pour faire effectuer des réparations, et les pachas eux-mêmes manifestèrent leur intérêt pour l'entretien des canaux et des fontaines publiques. Le personnel d'entretien (les *qawassit*) était rétribué sous forme de contributions payées par les mayors. Une grande partie des difficultés qui se produisirent furent dues non à l'impéritie des autorités, mais aux problèmes que posèrent la croissance rapide de la ville et l'augmentation de la consommation d'eau qui en résulta : d'ici dans les régions où l'extension de l'agglomération avait été la plus sensible, dans les faubourgs de Fes, que la situation fut la plus grave, d'où les contestations et les plaintes des habitants des quartiers de Qidil 'Ashar (K28-29) et de Hassan Bey (1540) (J 22), de Mahammad Bey (V 23-24), Mallaïk (W 25-26), Sakikhkhan (W 23-24), Zaïqay Kridan (1703) (X 25), Sakikhkhan (1758) (K 27) qui se trouvaient devant la caïd. Ces difficultés furent aggravées par la coupe du canal du Sâjir, à la suite du tremblement de terre de 1544. Les pachas firent entreprendre des travaux pour améliorer les anciens canalisations : en 1732, tous les mayors et caïd d'Alap furent requis pendant trois mois pour les travaux du Sâjir. Le grand nombre de fontaines publiques construites pendant la période ottomane témoigne aussi d'un intérêt double pour l'alimentation en eau des Algériens, il y en eut 260 au début du xix<sup>e</sup> siècle<sup>74</sup>.

À Tunis, comme à Alger, les gouvernants bénéficièrent des travaux effectués avant eux, en particulier à l'époque hafside, avant la construction, en 1265, par le calife al-Montasir, d'un aqueduc de dix kilomètres de long branché sur l'aqueduc antique de Zaghouan - Carthage (qui fut lui-même restauré) - cette dérivation aboutissant à la Qasba de Tunis et à la Grande Mosquée. Après la longue période de difficultés que traversa

la ville au xiv<sup>e</sup> siècle, les choses commencent à s'améliorer avec les Muradides : Yusef Bey (1416-1437) entreprit des travaux de réfection de l'aqueduc et fut suivi de près au peu plus tard par Hammuda Pacha (1451-1466). Mais ce sont surtout les Husaynides qui montrèrent leur intérêt pour les travaux hydrauliques dont dépendait le bien-être des habitants de la capitale. Husayn Bey (1705-1733) restaura le système basé sur l'aqueduc d'al-Montasir et construisit des écluses et des fontaines (placées aux Montons, place aux Chèvres, place al-Kandil). Ali Pacha (1734-1754) construisit trois bassins (*qasayyn*) à la périphérie de la ville. Ali Bey (1754-1782), enfin, fut une autorité particulièrement remarquable : d'après Saghar ben Yusef, il « fit restaurer toutes les fontaines anciennes et nouvelles, qui existaient dans la ville de Tunis, et reconstruire celles qui tombaient en ruine, de sorte que nous devinâmes de l'eau, un grand contentement des habitants; il laissa des revenus pour leur entretien ultérieur ». D'après le témoignage, plus tardif, de Ahmad ben Drid, les murs qu'il éleva avec deux divers quartiers de Tunis dépendaient les besoins de la capitale<sup>75</sup>.

Alger était apparemment dépourvue de tout système organisé d'alimentation d'eau avant l'installation des Ottomans : « *Près de la ville, du côté Est (lire : Ouest), passe un ruisseau sur lequel il y a des moulins, et cette rivière sert aux besoins de la ville en cas de besoin et pour les autres usages et, vers l'époque d'Ali l'Africain, en 1285<sup>76</sup>. En un peu moins d'un siècle, les Tunus devinrent la ville d'un réseau d'aqueducs allant capter les sources du Sahel d'Alger et constituer la satisfaction des besoins des habitants. Le plus ancien était l'aqueduc de Tefenouj, peut-être construit vers 1550 par Hasan Pacha. long de 3 000 mètres, il partait des sources situées peu de ce qu'on appela plus tard *Mis tagha* Supérieure (près de Falaïn d'Ést) : le conduit entrant à Alger par la Porte Neuve (Bâb Jadid) (J 1) et donnant un débit moyen de 4 à 5 litres par seconde (soit 545 000 litres par jour), distribué à 29 fontaines, à la source « Média » (Jadid ou Tahkayyyn, construite avant*



1574) [B 7], à la Jachna. L'aqueduc de Bureima aurait été construit par 'Aash Ahmad Pacha, en 1573 : partant du « Fenn Vallen » et long de 1 700 mètres, il descendait la partie nord de la ville, avec un débit moyen de 144 litres/seconde (126-164 litres/jour); mais, mal entretenu et vite défilé, il ne rendait pas tous les services qu'on en attendait. L'aqueduc de Hammam, terminé en 1623, fut construit, semble-t-il, par un architecte andalou (Usta Mâdd), à l'époque de Kham Hamed Pacha (qui gouverna Alger trois fois, en 1605-1607, 1630-1643 et 1643-1647) : il allait capter les sources de Hammam, et, après un parcours de 4 300 mètres, il entrait en ville par la porte de Bab' Anfal [B 8]; il donnait un débit de 9 litres/seconde à peu près invariable, soit 777 600 litres/jour, qui alimentait 29 fontaines, plusieurs canaux et la Jachna. Le plus récent (peut-être construit vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle) et le plus long de ses travaux d'eau est l'aqueduc de l'Ayn Zehoudja, qui collectait les eaux de sources artificielles, sur le plateau de Ben Aknoun, dont le débit avait été augmenté par des travaux ingéniere (dessèchement superficiel, disposant pour recueillir les filtres aquifères, galeries filtrantes). Le conduit qui se développait sur plus de 3 kilomètres (et qui rejoignait des canalisations secondaires d'une longueur totale de 3 kilomètres) avait occasionné de gros travaux (franchissement de vallées, passages en tunnel) : elle alimentait à la Quaba et alimentait 14 fontaines, son débit était de 4 à 5 litres/seconde en moyenne (254 400 litres/jour), mais, en période sèche, seulement 35-400 litres/jour. Au total, d'après Gallou, les trois aqueducs les plus anciens fournissaient, au XVII<sup>e</sup> et au début du XVIII<sup>e</sup> siècles, environ 1 500 000 litres/jour, soit, pour 30 000 habitants, une moyenne, très élevée pour l'époque, de 50 litres/jour par habitant. Bien que moins optimiste en ce qui concerne les débits, Guyot-Ducloux estime que la fourniture totale d'eau (750 000 litres/jour) dépassait largement les besoins de la ville qu'il estime à 10 litres/jour par habitant (300 000 litres/jour pour 30 000 habitants)<sup>16</sup>. Les Turcs ajoutèrent à ces ressources la canalisation des eaux moulées qui descendaient du massif

de la Boumaria et de la Quaba vers la mer, et en particulier les sources captées à l'intérieur de la ville. Pour assurer l'approvisionnement de la ville en cas de troublement de terres, qui pouvaient rompre les canalisations, comme cela arriva en 1784 et 1785), les impérialistes aménagèrent



8. Les canaux d'Alger (d'après M. Guyot-Ducloux). La production de l'autoconsommation en eau potable d'Alger, p. 7 (fig. 1).

Fournissement des citernes de maisons. On estimait, vers 1846, que pour 2 000 maisons, il y avait, à Alger, 1 200 citernes d'une contenance moyenne de 30 mètres cubes, dont le remplissage pouvait être assuré grâce à une pluviosité relativement importante (750 millimètres d'eau par an). Shaler estime que, dans les maisons où existaient des citernes locales

en vases, en obtenez « avec d'eau pour l'usage normal d'une famille grâce aux noras, durant la saison des pluies »<sup>10</sup>. Ces divers éléments justifient la conclusion que la ville d'Alger disposait, en 1800, de ressources très satisfaisantes en eau, la fourniture totale dépassant largement les besoins de la population. L'Alger coloniale devant d'ailleurs vivre, jusqu'en 1800, de l'approvisionnement qui avait été organisé par les gouvernants du Tâpouq ottomans, malgré l'augmentation sensible de la population et de ses besoins ! D'ailleurs on note que, en 1804, pour 60 000 habitants, le débit moyen des eaux d'Alger était de 2 502 000 litres par jour<sup>11</sup>.

D'après Deroulet, « l'aménagement et la répartition des eaux, la construction des aqueducs et des fontaines et leur entretien constituaient dans les attributions de l'état »<sup>12</sup>. Les particuliers pouvaient s'intéresser à la fourniture de l'eau, en consacrant des habous (ou fondations pieuses) dont le revenu était consacré à l'entretien des fontaines et des conduites d'eau : un des moyens d'obtenir une attribution d'eau était de donner un houn au habous censé, à titre d'échange. Il y avait une sorte d'administration des eaux dirigée par un *qâdî* ou *shaykh* *al-m'yan* (le secrétaire aux fontaines) qui s'occupait de ce qui concernait l'admission d'eau et gâtait les habous consentis à cet effet<sup>13</sup>.

La distribution de l'eau se faisait au moyen de fontaines publiques, qui étaient reliées aux canalisations principales par un réseau complexe de conduites de poterie souterraines ou à ciel ouvert, dont la fragilité imposait des réparations fréquentes. Le nombre de ces fontaines était assez élevé, une centaine au moins. Un grand nombre furent construites sous X<sup>VI</sup><sup>e</sup> et X<sup>VII</sup><sup>e</sup> siècles, par les pachas et les deys, dont l'activité dans ce domaine doit bien signifier qu'ils portaient un certain intérêt au bien-être de la population locale, point de vue qui paraît avoir été totalement négligé par les historiens qui se sont, en général, montrés d'une extrême sévérité pour les seuls gouvernements algériens. Tout à fait typiques nous paraît la cas du dey Bâkh<sup>14</sup> Ali Nèkâh (1754-1766). De Gouvernement nous le

dépeint comme une brute sanguinaire : « Bâkh Ali... fut le plus impitoyable de tous les Deys. C'était un ancien *âgha*, ignorant, brutal, fanatique, expert à semer dans des sacs de fèves farciees un d'ambébidat », d'après à l'enlèvement ou un mouton qu'il consacrait sur les affaires de l'État : « Je suis un dey, tu es plus d'esprit que moi », dit-il ». Mais c'est avec le personnage qui, après que la terrible tremblement de terre de 1785 eut en partie rasé la ville d'Alger, et interrompu la fourniture des aqueducs et des canalisations, s'occupa de faire rétablir les fontaines. Nous connaissons trois de ces fontaines qui furent construites entre 1789 et 1795, et dont l'une porte cette inscription, classique pour ce genre d'ouvrages, mais significative dans la cas du personnage mal-aimé des historiens : « *Ali Pacha a vu venir à gagner son salut par l'emploi de ses richesses, tout en professant une œuvre charitable* »<sup>15</sup>.

Dans la cas d'Alger, comme dans la cas de toutes les villes que nous avons étudiées, l'intervention des pouvoirs politiques, central (gouvernement ottoman) ou local (pacha et sous-députés), plus forte qu'en la France médiévale, permit, l'entrée de corporations de métiers spécialisées réalisées par les ougiers, la participation des *ougl* (ou *habous*) se combinèrent pour permettre la fonctionnement des grandes villes, ou l'échec d'une véritable administration urbaine et de véritables services publics. Dans chaque des exemples cités, le mélange de l'impulsion des autorités, de l'entreprise individuelle et du mécénat religieux contribua à constituer un système dépourvu de toute homogénéité et de toute continuité juridique, mais relativement efficace.

## Chapitre 4 L'organisation spatiale

L'époque ottomane n'a été, pour les grandes villes arabes, qu'un chapitre d'une très longue évolution, qui, pour certaines d'entre elles (Damus et Alep), a commencé très médiévale avant le début de notre ère, et qui, pour les plus récentes (Bagdad et Le Caire), remonte aux premiers siècles de l'histoire arabe. Beaucoup de traits qui caractérisaient ces villes aux XVI-XVII<sup>e</sup> siècles doivent donc être considérés comme « traditionnels ». On ne peut manquer de les mentionner, mais, sans en rappeler les données permanentes de l'organisation spatiale, qui conservent leur valeur pour les villes ottomanes, on mettra surtout l'accent ici sur les aspects qui paraissent plus particulièrement liés à la période de trois siècles que nous envisageons.

### Les principes de l'organisation spatiale

#### *Prédominance des fonctions économiques*

L'élément qui paraît fondamental en ce qui concerne l'origine et l'organisation des villes arabes est la très déterminante des fonctions économiques, et en particulier commer-

ciales. Louis Massignon a bien montré que la ville « marchande » est bien essentiellement une l'objet de marché « Les *suqs* », *souks*, ou *dehans*, la principale raison d'être de l'agglomération », écrit également J. Sauvaget, à propos de Damas. « C'est la partie centrale de la ville, le *Caï* » (*al-Midî*) par rapport aux quartiers d'habitation (*al-halâ*) ». Tout récemment, Eugène Wirth a bien l'accent sur l'idée que l'organisation de la ville islamique résulterait essentiellement de ses structures commerciales : « Depuis le Moyen Âge islamique, les villes de Moyen-Orient se distinguent en particulier par leur site, quartier central des affaires... Le site est même le caractéristique et le signe distinctif le plus frappant des villes de culture islamique »<sup>1</sup>. Cette prédominance des fonctions économiques paraît s'être maintenue à l'époque ottomane, la création de l'empire ayant été à l'origine d'un essor quantitatif, mais profond, au sein même du mouvement commercial interne sans bien qu'extérieurement, avec tout le développement des échanges économiques dans les grandes villes arabes durant le siècle.

Les Grandes Mosquées, autour desquelles les villes ont été créées ou se sont développées, constituaient habituellement un élément central, correspondant tel ou marché, et, en particulier, à la partie fondamentale de ce marché pour ce qui concerne le grand commerce, le souq des esclaves (*al-jalî*), où s'effectuaient le change des monnaies. Cela est également un caractère qui a été particulièrement mis en valeur par L. Massignon dans ses premières recherches sur les villes iraqiennes. Mais la centralité de la mosquée ne permet pas de caractériser vraiment la ville arabe : dans un certain nombre de grandes villes arabes, la mosquée-cathédrale n'est qu'un avatar d'un monument plus ancien, temple païen ou égyptien (voir les cas de Damas et d'Alep) ; par ailleurs les villes occidentales médiévales ont connu un phénomène identique avec leurs cathédrales. La fonction centrale de la mosquée est un trait qui est évident dans les organes de la ville, et que la relative faiblesse des structures urbaines médiévales ottomanes a maintenu, sans que la mosquée

passé cependant dans la structuration et le développement de la ville à notre époque au rôle déterminant.

- Le centre politique (palais du sultan ou du gouverneur) n'a pas été sans influence sur la structure de la ville, mais sa mobilité même montre bien que cette influence est restée relativement secondaire. La migration du centre politique est un phénomène traditionnel dans les villes arabes : à l'époque ayyoubide, le sultan de Calais installa sa résidence dans la Citadelle, au sud-est de la ville (souvent) à Damas, à la même époque, la Citadelle fut de même établie sur la périphérie de la ville (autre marque). Dans les deux cas, une partie des activités économiques d'usage a versé la Citadelle a (*hukm al-Qal'a*), mais cependant que la structure globale de la ville s'a véritablement bouleversée. Cette tendance à l'abandon du centre de la ville par le détenteur du pouvoir se retrouve à l'époque ottomane, pour des raisons qui ne sont guère différentes de celles qui ont amené la migration des gouvernements méditerranéens : volonté d'assurer la sécurité du centre politique en l'éloignant d'une ville a indigne a dont l'agitation pouvait être redoutable, ou, chez des membres de la caste dirigeante (souvent étrangers) de se soustraire au contrôle de la population sujette; considérations liées de commodité et, en particulier, volonté d'installer le cœur et l'armée dans une zone où de vastes espaces étaient disponibles pour le cantonnement et les manœuvres.

- Les pachas installèrent dans généralement leur palais (*hurdy* : a *shrafi* a) dans une portion périphérique, à l'écart du centre urbain. Au Calais (T 3), ils se contentèrent de prendre la succession des Ayyoubides et des Mamelouks dans la Citadelle qui continuait à être le centre du gouvernement (résidence du pacha, siège du Divan) et le cantonnement de l'armée (souvent des Janissaires et des 'Asak). A Damas, la Citadelle (D 2) resta un lieu de garnison pour les Janissaires impériaux; mais le gouverneur s'installa à l'ouest de la ville où son siège devint un centre d'attraction pour l'aristocratie turque. Dans les villes turques, les gouvernements disposèrent leur résidence à

la limite de la ville, le long du fleuve : à Mossoul, le premier siège turc construisait, en 1608, le long du Tigre, une nouvelle Citadelle (le *Qal'a*, a citadelle intérieure a) (L 38) qui était isolée de la ville par un fossé et où l'armée fut cantonnée; à Bagdad, la Citadelle fut établie le long du mur nord de la ville, près de la porte de Bih al-Ma'mun, le long aussi du Tigre, avec une garnison qui commandait un *agh* (N 117).

A Tunis, le pouvoir politique d'origine progressivement du centre urbain : le palais du Dey (Dey al-Bey) (J 5), fondé peut-être par Yusuf Dey (1610-1637) et agrandi par Hammed Pacha le Muradide (1644-1663), était situé à la limite ouest de la ville, à proximité de la Citadelle (Qal'a), mais son éloignement ne fut pas jugé suffisant par les Hanyouliens qui, dès l'époque de Hanyou Bey, allèrent s'installer au Darid, à deux kilomètres de leur capitale. Alger, où la résidence des Dey fut longtemps établie dans le centre même de la ville, à proximité immédiate des souqs et des principaux lieux de culte, au milieu des centres de l'administration (palais de la Justice, en F 7), vint de constituer un cas particulier lorsque, en 1817, le dey 'Ali Khayr décida de transférer le siège du pouvoir politique dans la Qal'a, à la limite ouest de la ville qu'elle dominait et permettait de contrôler : dans ce cas, le Dey désirait probablement échapper au contrôle de la marine et à son agitation, mais il voulait, plus encore sans doute, abandonner une position trop exposée aux dangers extérieurs, mais qui venait de le montrer le bombardement dévastateur effectué, en août 1816, par l'escadre de lord Exmouth et de Van Capellen.

La seule exception à cette règle fut construite par Alep, où la Citadelle avait un caractère a puissamment défensif qu'elle versa la fortissime impériale et résistait aux garnisons et aux commandants qui ne relevaient que du sultan. Les gouvernements établirent un siège à proximité immédiate de la Qal'a (F 16), mais, très souvent, pour se mettre à l'abri des sièges papalins, ils choisirent d'être découverts hors de la ville, dans le

couvert de débris et élevé sur la tombe du cheikh Abû Bakr, qui fut enterré pour cette utilisation, avec une grande salle d'audience et des locaux d'habitation.

À l'époque ottomane, c'est dans bien la centre économique qui existait, dans les villes arabes, l'élément dominant, ou ce qui constitue l'organisation spatiale de la ville : la Grande Mosquée ne joue qu'un rôle secondaire et la ségrégation politique fut, en général, étrangère à l'extension de la ville.

#### *Division de la ville en deux secteurs fortement différenciés*

1. La seconde caractéristique de la ville était la très forte différenciation qui existait entre les régions centrales, où se concentraient l'activité économique, et les zones résidentielles à la périphérie. Cette division était, en partie, la conséquence de la prédominance des fonctions économiques et de leur centralité.
2. Elle était aussi un phénomène socio-culturel lié à la relative ségrégation de la vie familiale dans les sociétés méditerranéennes, régulation qu'avait connue l'Islam.

Cette organisation de l'espace urbain en deux secteurs distincts est facile sur les plans de ville où elle apparaît sous la forme d'une opposition entre deux types de vie. Dans la zone centrale de la ville, vouée aux activités économiques, aux échanges, se développe un réseau de rues relativement larges, en tracé assez régulier, sinueux, prolongés jusqu'aux limites de la zone bâtie par de grandes artères qui permettent de gagner la campagne, et le long desquelles s'effectue la mouvement des individus et des produits. Ce réseau est un héritage antique dans les cas où la ville arabe a succédé à une ville hellénistique ou romaine (par exemple à Alep ou à Damas, où le tracé du decumanus se retrouve dans la ligne principale des boulevards). Mais il est également apparu dans la cas de créations arabes : la grande avenue médinale qui partageait la fondation fatimide du Caire en deux parties (avenue localement

appelée Qasaba), et sur laquelle sont branchées les rues secondaires conduisant vers les principales portes, est un exemple typique de cette disposition. Dans les zones résidentielles à la périphérie, qui se développent à la périphérie de cette zone centrale, on trouve au contraire toutes les variétés d'un type irrégulier de vieilles que l'on considère habituellement comme caractéristiques de la ville arabe, mais qui ne se développent, en réalité, que sur une partie de l'espace urbain. Le tracé capricieux des rues, leur direction, l'abandon des lignes sont les traits bien connus de ces zones.

Cette division de l'espace urbain était parfaitement perçue par les juristes et par les juges. D'après, par exemple, du problèmes posés par la répartition des pour les crimes dont l'auteur reste incertain (*qadma*), les juristes hanafites d'Abû Bakr al-Jahiz ont analysé les travaux faisant la distinction entre les zones « publiques » (marquées par la présence d'une large avenue, d'un grand marché ou d'une mosquée importante), où les responsabilités appartiennent aux autorités politiques, et les zones « privées » (quartiers de résidents à réseau hiérarchisé de rues se terminant en impasses), où les individus habitant d'une maison venant devant répondre des actes d'un crime qui s'y commettent. Muhammad Ibn 'Abidin, grand jurisconsulte de l'école hanafite (1704-1842), évoquant la question de la question dans son rapport avec la responsabilité politique et privée, concluant : « Ce qui doit être pris en considération est d'abord la propriété privée, puis la possession et la courtoisie privée, puis la possession, puis la possession et la courtoisie publique ». À partir de textes de jurisprudence médievales, datant principalement des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, Salim Abû al-Hathoul arrive à des conclusions comparables : « En ce qui concerne l'application de la loi, deux niveaux peuvent être distingués. D'une part, il y a des actes de communications et des espaces publics, et, d'autre part, il y a des actes et des espaces privés. En ce qui concerne le premier cas, il y avait une obligation [d'intervention] de l'état par des habilement obligés ou *muhtash*. Dans le second cas, les actes et impasses, les juges

et les habitants s'interviennent jamais sans qu'il y ait un plaisir <sup>17</sup>.

La double structure du réseau de rues exprimant donc, telle exactement, la double structure de la ville, qui n'était « anarchique » que dans le détail, mais qui, sur un plan à grande échelle, apparaît au contraire comme particulièrement logique et cohérente. Il restait naturellement à déterminer les origines, ou les antécédents, d'un tel système d'organisation de la ville, à discerner ce qu'il renvoyait d'attardements à des influences antiques, ou à l'influence de l'Islam. Sur un tel problème, l'état actuel des recherches sur les villes méditerranéennes antiques, et sur les villes arabes antiques (Yémen et Koweït, en particulier) ne permet pas de proposer des réponses claires. Faut-il d'une connaissance détaillée des villes arabes avant le début du xvi<sup>e</sup> siècle, faire usage d'études topographiques précises sur les villes ottomanes non arabes (Anatolie, Balkans), il n'est pas non plus très facile de dire quel fut l'impact de l'influence ottomane dans ce domaine. La vigueur de l'organisation en communautés plus ou moins autonomes devrait avoir eu pour effet de renforcer le cloisonnement de la ville, retardant l'évolution dont Sauvaget dégage, avec une vigueur d'ailleurs excessive, les effets négatifs pour Alep : à l'époque ottomane, écrit-il, les éléments de désintégration ne font que s'exercer à nouveau « avec une tendance à l'implantation qui accélère la dissociation de zones urbaines en compartiments distincts »<sup>18</sup>.

#### Ségrégation des communautés

La vigueur de la ségrégation des communautés et de leur organisation en quartiers topographiquement distincts paraît constituer le troisième caractéristique de la ville arabe. D'une manière générale, cette structure sociale tend à y trouver une expression géographique et à s'inscrire sur le plan de la ville dans un quartier *spécial* : c'est naturellement pour les communautés les plus fortement individualisées par rapport à la



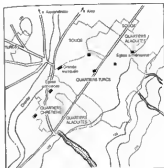
Fig. 1. Les quatre zones de Jérusalem (d'après A. Cohen et E. Lewis, *Population and Power*, p. 180).

majorité arabo-musulmane (groupes ethniques et identités religieuses) que le cloisonnement est le plus marqué.

En Afrique du Nord, il s'agit, pour l'essentiel, des quartiers juifs dont l'implantation est soigneusement prévue à Tunis pour que les frontières de la « *Hara* » puissent être distinctes,

avec leurs modifications du xvi<sup>e</sup> au xix<sup>e</sup> siècle. Dans le Moyen-Orient, où la variété des communautés est particulièrement riche, la ségrégation peut aller, dans les cas extrêmes, à un véritable partage de la ville entre les communautés dans certains « quartiers » ou « banlieues ». La ville de Jérusalem était divisée en quatre grands secteurs, eux-mêmes subdivisés en unités plus réduites. Le quartier musulman se développait dans le nord-est de la ville, le long de l'Esplanade (Haram al-sharif) dont il constituait les arcs nord et ouest. Le quartier chrétien occupait le quart nord-ouest de la ville et contenait les Lieux Saints. Le quartier arménien se trouvait au sud-ouest de la ville. Le quartier juif, situé au sud-est, était séparé du Mur des Lamentations par le quartier maghrébin. De chacune de ces « zones », on pouvait accéder aisément à la région centrale de la ville, où, à la jonction des grandes rues nord-sud et ouest-est, se regroupaient les principaux axes de la ville. Ces secteurs communautaires constituaient à la fois un pôle d'attraction et une zone tampon qui isolait les principales communautés les uns des autres<sup>1</sup>.

Tout aussi rigoureux était le cloisonnement ethnique et religieux à Antioche, ville qui appartenait à J. Wüsteren, lorsqu'il l'étudiait, vers 1900, comme un agglomérat de cloies, chacune des trois grandes communautés qui composaient la ville (Turs, Chrétiens, Arméniens) vivant à part dans une atmosphère de cruauté et d'immunité mutuelle<sup>2</sup>. La zone habitée par les Turcs (qui se subdivisaient en 27 quartiers sur les 45 que comptait la ville) occupait une région centrale, position qui correspondait à la suprématie politique et sociale de cette communauté. Elle séparait deux quartiers chrétiens, grec et arméniens (ce dernier disparut après les massacres de 1909). Il y avait également deux quartiers arméniens, dont le sept au sud-est était traditionnellement et septentrional de la ville traduisant d'une manière significative la position très subordonnée, au point de vue social et au point de vue économique, de cette communauté minoritaire. La principale zone des marchés était étendue le long du quartier turc, dans une position qui nord-



8 Les communautés à Antioche (d'après J. Wüsteren, *Antioche*, p. 28, fig. 3)

ouest de la ville, le long de l'Oronte) qui permettait un accès aux différentes communautés d'Antioche. Et s'agissait là de cas exceptionnels : dans toutes les grandes villes du Proche-Orient arabe comptant à tout le moins un quartier juif, un quartier chrétien (au Caire, la Description en mentionne sept), et, assez fréquemment, des quartiers où se rassemblaient les minorités ethniques (tel le quartier karaï de Damas).

Cette situation était liée à des traditions. Les quartiers de musulmans vivaient, en général, une existence très autonome,

et leur permanence ont souvent été frappants : le quartier juif de Tana [E 6] occupait vraisemblablement, avec les Halâsah, la région qui devint la « Harra » à l'époque ottomane; le faubourg chrétien d'Alep se développe, dès l'époque des Mamelouks, dans le quartier juif de Jandayia (le nouveau «) [F 12], qui s'étendait entre le *xv<sup>e</sup>* et le *xix<sup>e</sup>* siècles. Mais il est vraisemblable que cette tendance à la concentration des groupes communautaires (et en particulier des allemands) s'est affirmée à l'époque ottomane, le développement de ces communautés dans les villes, et l'extension administrative avec large qui leur était accordée, autant que le souci d'assurer leur défense, contribuant à les pousser à se rassembler dans des quartiers bien définis. A. Abdel Nour pense que ce cloisonnement s'accroît progressivement à Alep et dans l'exemple du quartier juif de Bahâtî [J 14], dont le caractère s'affirma, avec un double mouvement d'expansion des Mamelouks qui y habitaient au *xviii<sup>e</sup>* siècle, et d'immolation des Juifs qui résidaient précédemment dans le quartier voisin de Bandara [J 14] : au *xix<sup>e</sup>* siècle, 70 % des habitants de Bahâtî étaient Juifs. Il observe le même « cristallisation communautaire » dans les autres grandes villes syriennes de Tripoli, Hama, Hama et Sayda. A Damas, au *xix<sup>e</sup>* siècle, le cloisonnement communautaire était à peu près total : en 1860, les 22 000 Chrétiens occupaient un seul secteur de la ville, et les Juifs étaient parcellairement concentrés dans leur quartier, ces deux zones étant entourés à peu de la ville. Des exemples concernant des communautés nouvelles montrent la vigueur de ce mouvement durant la période ottomane. A Tana, au *xviii<sup>e</sup>* siècle, les Arabes s'installèrent dans le faubourg Nord de Bâh Sawayya, près de la place Halâfawyya, et y construisirent la Mosquée al-Azhar, avec une mosquée (général Sabîha al-Bâh), construite entre 1807 et 1824, et une *madrasa* al-Azharawyya (1824). Les Syriens catholiques, arrivés en Égypte à partir de 1738, s'installèrent au Caire dans la région située au-delà du Canal, à la limite entre un des quartiers égyptes (Bâh al-Mandî) *Discription*, 42 G 8) et le quartier français (Bâh al-Afrang,

24 J 9), un double voisinage tout à fait significatif. Les Syriens étaient des chrétiens indigènes comme les Coptes, mais ils étaient liés en affaires avec les Européens, dont ils recherchaient la protection. Des (et peut-être d'autres) des trois Syriens catholiques établis entre 1780 et 1798 résideront à Bâh-Gadîsah (voir 35 H 9). Quartier Gadîsah (346 G 8) et Sâbîh (35 H 9). Un quartier de commerçants s'était dans continuité au cours du *xviii<sup>e</sup>* siècle<sup>10</sup>. Étudiant à Damas le quartier de Bâh Mandî, dont la population était principalement grecs catholiques, R. Thomson constate que ce quartier peut-être constitué indépendamment (son église fut construite en 1814), se forma à une date récente, par absorption de trois rues venant de quartiers voisins, le nombre des entrées était et sous résist à trois, toutes closes par des portes<sup>11</sup>.

### La structure urbaine

D'un façon générale, les villes s'organisaient d'une manière radio-concentrique, suivant une hiérarchie assez rigoureuse : au centre, les activités les plus importantes (généralement internationales, activités religieuses ou culturelles), puis, à une distance de plus en plus grande, les quartiers de résidences, les activités secondaires (artisanales), jusqu'aux limites de l'agglomération où existaient les quartiers les plus pauvres, les activités les moins développées, et finalement jusqu'aux faubourgs où activités urbaines et activités rurales se fondaient<sup>12</sup>.

### Centralité urbaine

Le trait essentiel qui ressort avec évidence de l'étude de toutes les grandes villes arabes est la vigueur de la centralité urbaine. Cette zone centrale, où se rassemblaient les activités économiques principales, était caractéristique et se distinguait



du reste de la ville qu'elle pouvait porter un nom particulier, telle la « Médina » (Medina, « Cité ») d'Allep. Les hautes de cette région sont généralement faciles à traverser : elles coïncident avec celles de la zone de plus forte concentration de marchés agricoles, mais surtout de marchandises venues au grand commerce international et au commerce des produits les plus précieux (épices, soies). Des activités artisanales pouvaient cependant y trouver place, tels, au Caire, le travail du cuivre (mabkhala), localisé au centre de la Qasaba (14), ou le tissage du linceul (sharada), à proximité d'al-Ashar (K 4). Les traces d'une localisation aussi exceptionnelle étant sans doute à rechercher dans des facteurs historiques.

Les dimensions de cette zone centrale dépendent évidemment de l'importance de la ville comme centre économique, et principalement comme centre de commerce international. Pour les très grandes villes qui nous occupent, l'éventail est largement ouvert, d'Alger au Caire. À Alger, la zone centrale, malheureusement totalement détruite, peu après l'occupation française (F 7), représentait, sur 1,1 hectare, les principaux marchés de la ville — à proximité du marché des bijoutiers (Sigha), de la Qasourya (marché franc) et du Babestan (G 7) —; les plus importantes mosquées — Sayyida (F 7), al-Jadid (F 8), Grande Mosquée (G 8) —; et la plupart des centres de l'administration — palais de la Justice, et les deux résidences jusqu'en 1817 (F 7). Hôtel de la Monnaie (Dâr al-Sikka) (F 7), et étant frappée la monnaie par un personnel composé de Juifs, administration des finances (Bayt al-Mal) (F 7), palais du Divan, local des Balah-balah (officiers de la milice) —<sup>15</sup>. La zone centrale de Tunis (6 hectares) était dispersée autour de la Grande Mosquée de la Zaytuna, centre religieux, mais aussi institution d'enseignement dans le rayonnement s'étendant à tout le Maghreb. Malgré le donat, sans cesse renforcé à l'époque ottomane, des activités économiques, le centre de Tunis avait une zone privilégiée pour des constructions religieuses prestigieuses — mosquées (Tââf Bey, en 1611 (J 5); Hassanide Pacha, en 1625 (J 6)), nombreuses

(Mashâyya, en 1673 (J 6), Shakhyya, en 1742 (J 7)). On y débauchait aussi des constructions destinées au gouvernement et au contrôle du pays : Dâr al-Bay (avant-avant-sénat (J 5)), casernes de Hammûda Bey (dans les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle).

Au Caire, la région centrale était avant tout un vaste complexe de marchés et de caravansérails, dont les limites, au XVIII<sup>e</sup> siècle, débordaient très largement, à l'ouest et à l'est de la Qasaba qui était l'épine dorsale de la ville depuis la fondation fatimide (surface totale 38 hectares environ). Bien que situés à la limite de cette zone, le mosqueur-gouvernement d'al-Ashar (K 4-5) y jouait un rôle important par le personnel qu'elle occupait et faisait vivre, et par les étudiants et professeurs qui y travaillaient, et dont beaucoup habitaient dans ses environs immédiats. Quelques centres administratifs si importants existaient dans cette région principalement vouée aux activités économiques : Bayt al-Qadi (H 5), centre de la justice; Bayt al-Hiba (peut-être près de 374 à 7), où résidaient le sultan et dont le contrôle s'exerçait sur des corporations et des marchés essentiels pour la vie quotidienne des Cairens; palais du sultan (responsable de la police), près au sud de Bab Sawâra (H 6)<sup>16</sup>.

Le centre des activités économiques de Damas (8,7 hectares) s'étendait de la rue « Droite » (selon documents récents) au sud, à la Grande Mosquée, au nord-est, et à la Casbah, au nord-ouest, deux centres d'importance vitale. La Mosquée des Omayyades était un foyer de vie religieuse et d'enseignement, dont l'influence s'étendait à toute la région du Bilad al-Shâm (Grande Syrie); la Casbah était le lieu de concentration des Janissaires qui contrôlaient la ville, et sur lesquels s'appuyait le Pacha.

La Médina d'Allep, qui se déployait largement de part et d'autre de la ligne des grands axes reliant Bab Antakya (O 4) à la Casbah (O 18), était avant tout un foyer d'activité économique : ainsi que le note J. Sauvaget, « la place tenue par le trafic international dans l'existence quotidienne d'Allep



À défaut d'un monument public (palais communal, palais public) ou d'une place principale marquant avec précision le centre urbain, comme c'était le cas dans les villes occidentales médiévales et modernes, le réseau des ruelles opéréculées détermine le centre des villes arabes. Enregistrés dans les marchés (Tunis, Alep) ou adossés à son (Alger, Le Caire, Damas), les Grandes Mosquées offraient leurs cours couvertes ou leurs salles de prière, comme lieux de rassemblement pour la population de la ville. C'est en effet là que se produisaient et prenaient naissance tous les mouvements collectifs.

De ces centres partaient les grandes rues larges et régulières le long desquelles s'installait le mouvement des personnes ou des biens vers l'extérieur de la ville, à travers les quartiers de résidences.

#### Les quartiers de résidences

Autour de la rigide occupée par les activités économiques de développement, surgent le schéma urbain plus haut, des zones presque aussi exclusivement vouées à la résidence. Habitations plutôt bourgeoises à proximité de la cellule économique centrale, et au-delà de la Grande Mosquée dans les résidences des cheikhs restant assez proches que possible. Quartiers plus populaires lorsqu'on s'éloigne du centre et qu'on s'approche des limites de la ville, suivant une disposition tout aussi hiérarchisée que l'échelonnement des activités économiques à partir du centre. On reviendra sur ce point, dans le chapitre 6.

Ces zones s'organisent en quartiers plus ou moins fermés où se développaient ces réseaux triangulaires de rues qui ont tellement impressionné les voyageurs et les auteurs modernes. Découvrant Bagdad en 1792, Olivier remarque que, en dehors des banes, « le reste de la ville est sale, souvent baigné en l'eau, plein de poussière en été : les rues sont étroites, fort sales, avec beaucoup de fréquentation que les banes ». Thévenet écrit, en 1818<sup>1</sup> à propos de la ville de Damas : « On n'y a pas une belle rue au Caire, mais quand

de passer que font terre et débris, ce qui fait bien connaître que toutes les maisons furent bâties sans aucun dessin, chacun prenant tout le lieu qui lui plaisait pour construire, sans considérer s'il bouchait une rue ou non ». Et enfin Le Tournaux, à propos des villes du Maghreb : « C'est à un débâcle, à un labyrinthe qui fait passer la photographie aérienne d'une ville musulmane quelconque. Au lieu de s'aligner dans un ensemble conçu à l'avance, les immeubles ont formé les voies de communication à leur naissance, à se faufiler sans lien que tout un réseau d'air. Il en résulte une correspondance multipliée de rues sans axes et des tranchées de rues très rarement rectilignes »<sup>2</sup>.

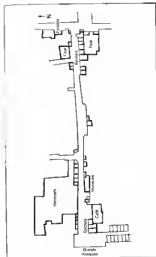
Des explications très variées ont été proposées pour expliquer un tel système de voirie. Explications climatologiques<sup>3</sup> : le tracé tortueux des rues mélange des zones d'ombre, évase les vents qui assèchent la poussière. Soins de sécurité<sup>4</sup> : Thévenet, dans son analyse du réseau de rues du quartier de Bab Mesellâ, à Damas, justifie ainsi certains « des irrégularités constantes. L'adaptation sans remarquable de ce type de voirie à une des préoccupations majeures de la société musulmane, la protection de l'intimité de la vie familiale, suggère aussi des raisons sociales. Dans bien des cas, c'est sans doute l'histoire même de l'urbanisme<sup>5</sup> qu'il faudrait évoquer pour rendre compte de traits qui, en dépit de leur complexité, appartiennent à des familles identifiables : tracés arborescents, schématisés préfigure d'un développement spontané, tracés plus réguliers (à n'importe quel point de vue) qui peuvent résulter d'un prévu maîtrisé d'urbanisme.

De ce point de vue, l'impact à laquelle aboutit souvent le réseau de rues qui se ramifie à partir de la rue principale ne doit pas être considéré comme le triomphe de l'anarchie, mais comme l'aboutissement normal de la tendance à la ségrégation de la cellule familiale. On en peut, à ce propos, que citer les remarques plénières de A. Lévy, à propos des villes musulmanes : « Pour essayer de comprendre l'aspect actuel des "médinas", il ne faut pas perdre de vue les fonctions principales que devaient remplir les villes musulmanes. Avant toute chose

en attendant d'être qu'elle n'aurait eu seulement de la rue grande des résidents de son contact avec l'extérieur... L'empasse dérive très largement du type d'habitat des villes dans lesquelles on la rencontre, c'est-à-dire pratiquement toutes les "médianes" anciennes... L'empasse est l'élément de base de l'urbanisme méditerranéen traditionnel. Son apparition est liée à un type d'habitat dans lequel la rue s'organise exclusivement autour d'une cour intérieure et qui ignore par conséquent la façade <sup>10</sup>.

L'enquête statistique de l'empasse dans les différentes villes arabes est donc un phénomène qui a une signification tout autant sur le plan social que sur le plan urbanistique, et ses variations devraient pouvoir être expliquées. Quelques chiffres peuvent être cités à propos de villes arabes pour lesquelles on dispose de plans relativement anciens : à Fes, les empasses représentaient 22,4 % de la longueur totale de la voirie ; à Alger, 46,7 % ; au Caire, 46,8 % ; à Damas, 43,1 % ; à Alep, 41,3 %. Par contre, il semble que les quartiers des villes impériales n'aient généralement pas fermé : d'après une étude faite sur le plan de Jussé, qui est assez bien représentative, Bagdad n'aurait compté que 24,6 % d'empasse. En rapprochement de ces chiffres, on pourrait se dire qu'il s'agit d'un phénomène plus méditerranéen que proche-oriental, plus méditerranéen qu'arabe. Si, d'autre part, on compare les chiffres occupés au paravent dans divers secteurs d'une même ville, on constate qu'ils concernent l'appareil que nous avons décrit entre les régions centrales et les zones de résidence. A Alger, le contraste est frappant entre la ville haute (ville du commerce, des services officiels, de la classe dominante) où on trouve 24,5 % seulement d'empasse, et la ville basse (uniquement résidentielle et surtout médiane) où le pourcentage des empasses était de 59,9 %.

On ne trouve, dans cette zone de résidence, que peu de marchés spécialisés : ils étaient fortement concentrés dans un secteur très réduit au cœur de la ville. Mais les besoins des habitants provoqueraient le développement de groupes de boutiques où ils pourraient trouver, près de chez eux, les divers



10. Schéma de l'empasse à Damas (d'après J. Sourdel). Empasse à 400 m. N.

rien et les objets les plus courants et vaquer à leurs besoms quotidiens sans être obligés d'aller dans un centre parfois assez éloigné. Ce sont les « petits souqs » (*sawayya*), dont J. Savarys a fait une description toute classique : « Chaque quartier a donc son souk, sans rien de si remarquable : les occupations n'y sont plus représentées chacune par une ou deux boutiques, et les marchands qu'on y trouve se hâtant la plupart du temps aux diverses occupations et sans produire aucun intérêt de leur propre nature. C'est donc... un souk ou soukatura' (*sawayya*) ». Les *hawali* ('boutiques'), dans toute une série sont mentionnées et localisées dans la ville haute d'Alger, sans référence de la population indigène, correspondant évidemment, par leur structure et leurs fonctions, aux *sawayya* décrits par Savarys pour les grandes villes de Syrie : *hawali* Ben Bichan (B 5), *Gharbi* (C 3), *Sidi 'Abdellah* (D 3-4), *Zayyin* (E 3); boutiques de Châdli (F 3-4), auxquelles s'ajoutaient d'autres des *sawayya* : 'Amir (C-D 7), *Mahamoud al-Charrif* (ou C 47), *Bab al-Nar* (vers E 37).

Des centres économiques s'étaient cependant développés dans ces régions, en particulier le long des grands axes de circulation qui les traversaient et qui mettaient la zone centrale en communication avec l'extérieur de la ville. Au Corin, ces appendices avaient fini par être absorbés par l'expansion du centre urbain : tel le quartier de *Camiliyya* (C 5), qui traversait le rue conduisant à *Bab al-Nar* (E 5), et menant au-delà, vers la Palestine et la Syrie, où l'un se comptait pas moins de 36 caravansérails à l'époque ottomane, ou encore la série de marchés et de souks qui se regroupaient dans la rue de *Maqbal* menant vers *Bab al-Sharqiyya* et, au-delà, vers *Bâliq* : 15 souks entre le *Qasaba* et le pont sur le *Khalidj*. A Alger, la zone centrale se prolongeait par une longue rue commerçante qui allait aboutir à *Bab 'Amir*, le long de laquelle se trouvaient, sur une échelle beaucoup plus étroite, des activités de même ou moins importantes au fur et à mesure que l'on s'éloignait du centre, depuis les négociants (*aggâ*) du grand souq (*Sâq al-kalâ*) (E 7) jusqu'aux

longs et chandeliers (*aggâ*) et *marbâha*-*farâsi* (*marbâha*), un village de la porte (C 3 et E 8). Neuf des dix-huit *fundaq* qui nous avons localisés à Alger étaient construits le long de cette rue. On constate un développement semblable à Alger dans la région du *Sawayya* 'Ali (N 14-15), le long des itinéraires menant de la *Madina* vers *Bâli al-Nar* (I 16-17), principale porte vers la région nord. C'est là que fut créé, au XVI<sup>e</sup> siècle, un des bidls les plus importants de la ville (*bidl* *Qurt Bay*, ou L 15), en que se développèrent, après 1750, les entreprises économiques d'un arid négociant d'Alger, *Mid al-'Amir*, dans le cadre d'un des plus grands souq qu'Alger ait connus : 22 boutiques, 3 bidls, deux caravansérails (*marbâha*), deux *paymayya*.<sup>20</sup>

#### Les quartiers périphériques

Le principe du classement hiérarchique des activités estant — le référentiel — vers la périphérie de la ville de manière qui jouaient un rôle économique secondaire, qui présentaient des caractéristiques rendant leur présence gênante dans le centre, ou qui étaient si directement liées à la campagne que leur localisation près de portes de la ville répondait à une évidence naturelle. L'attraction exercée par les quartiers politiques et militaires *farâsi* hors du centre devait constituer une activité supplémentaire au développement de zones aux centres d'activités économiques<sup>21</sup>.

Le catalogue des activités périphériques est facile à établir et la liste qu'on en a dressé à dresser se renouvelle, sans grands changements, d'une ville à l'autre. Les marchés de produits agricoles, en général très volumineux pour une valeur relativement élevée, et parfois polluants, s'installaient normalement à proximité des portes au bout de la ville où l'on pouvait disposer des espaces nécessaires pour leur manutention et leur stockage. C'était le cas des marchés aux grains qui se développaient habituellement sur des places très vastes appelées *suqa*, *ratba*, 'arsa, et 'alwa (ou Iraq). Un des principaux

marchés aux grains du Caire étant situé, hors de Bâb al-Sha'biyya (E 8), dans un endroit appelé *raḡra al-qanāḥ* (marché du bâb) ou *al-bâḥ al-ghallā* (place aux grains) (F 5), une corporation des « transporteurs de blé de la place de Bab-Chetab à deux autres lieux au Caire » (hors de 1801, numéros 71) y avait son siège. À Damas, les entrepôts à grains (*ḥaṣṣ'ah*) étaient construits au bord de la route du Hâdim (D 4), par où arrivèrent les céréales du Hauran, et le long de laquelle circulaient les pèlerins qui étaient de grande importance au moment du départ du *hajj*. Le « bailli aux grains » (*raḡḡa*) d'Alger était installé immédiatement à l'extérieur de Bâb 'Asma, mais de nos jours relativement peu de temps, car il y avait, dans le centre de la ville haute, un lieu dit « commerce bailli » (*raḡḡa ḡallāma*) (H 7). Les marchés de fruits et de légumes avaient la même position périphérique : dès l'époque de Maḡrib, on trouvait à l'extérieur de Bâb al-Faḡh, au Caire, des marchands de légumes sur un emplacement à peu près identique à ce lieu et on rencontre souvent, de nos jours, les charrettes des marchands d'ail. Le commerce du bétail qui était à la fois important, bruyant et polluant était lui aussi concentré près des portes des villes : Tunis « gardé, jusqu'à nos jours, ses places aux moutons (*Rabba al-ghannam*) et aux chevaux (*Machāl*) aux deux emplacements qui étaient déjà mentionnés sous les Hâshimis. Au Caire, le *Ḥiq al-ghannam*, d'abord situé immédiatement hors de Bâb Sawwāḡ (N 6), fut transporté plus tard dans l'extrême sud de la ville (V 7), vraisemblablement lorsque, au raison du peuplement du faubourg sud, l'emplacement primitif devant servir pour les habitants, et surtout pour les musulmans eux-mêmes.

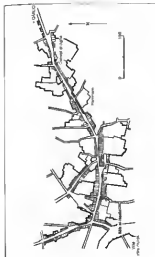
Les activités ghanama, polluantes, ou nécessitant des espaces libres qui n'étaient pas disponibles dans le centre, étaient également installées près des portes. C'était naturellement le cas des abattoirs dont le voisinage était particulièrement désagréable (passage des animaux, bœufs, odeurs, frottement du sang). Les « boucheries » du Caire étaient situées à la limite de la ville : à *Ḥaṣṣ'ah* (où la corporation

des bouchers jouait un rôle très actif), à Bâb al-Lâḡ (l'étranger venait avant par le nom significatif de *Barka al-Dam*, « étang du sang »), à Bâb al-Saḡḡ'īn (Q 13), au Pont aux Lions (U 12), au sud d'Ibn Tūḡla. La seule exception à cette localisation était l'abattoir du quartier sud (I 7), situé au plus centre, là où habitait la communauté arabe, pour des raisons sociales évidentes.

Les quartiers « industriels » avaient la même localisation, en particulier les tanneries (*ḍabbāḡa*, *ḥaḍḍāḡa*), au reason des odeurs fortes qu'elles répandaient, et aussi de leurs besoins en eau pour le traitement des peaux et en espace pour leur séchage. Le déplacement des tanneries est, pour cette raison, un indice urbain intéressant : nous en avons trois exemples à Alep (vers 1570), au Caire (vers 1600) et à Tunis (vers 1770), dans chaque cas, le transfert des tanneries vers de nouveaux sites, plus extérieurs, est le signe d'un accroissement évident de la population de la ville. La seule exception à une règle aussi stricte concerne l'Ira, où les tanneries utilisant l'eau de la rivière qui traverse la ville. Toutes les activités nécessitant l'usage de feux étaient de même repoussées hors de la ville, les industries de l'appareillagement en bois de charbonnage, ou en charbon de bois, produits encombrants et polluants, imposant également une telle localisation : ateliers des potiers, qui nécessitent une matière première, l'argile, dont le stockage était difficile (à Tunis, le quartier des *Qallāḡa* était situé à l'extérieur de Bâb Sawwāḡ et de Bâb Qarṭāḡana); fours à charbon de bois, fours à chaux et à plâtre (toutes activités qui étaient situées hors de Bâb 'Asma, à Alger). Les presses à huile étaient également proches des portes de la ville, pour faciliter l'arrivée de la matière première nécessaire au passage, et pour éviter les transports en ville, et les indésirables odeurs d'huile : toutes les presses mentionnées par le *Descriptum* de l'Égypte étaient situées sur la rive occidentale du Caire, près de Bâb al-Bahr et Bâb al-Ḥaḍḡā (E 11, D 24), de l'*Aḥḥāḡiyya* (H 12), de Bâb al-Lâḡ (H 13), de *Barka al-Saḡḡ'īn* (Q 13) et de *Qanāḡ al-Sabr* (U 12).

Enfin, certains ateliers nécessitant de vastes aires pour le stockage ou la fabrication étaient installés à la limite de la ville. C'était le cas des scieries, pour éviter le transport du bois, que l'irrégularité des cours et leur irrégularité rendaient encore difficile : au Caire, elles étaient surtout localisées hors Bah Zawayla, dans le quartier de Taher al-Rak<sup>1</sup> (M 8), dans une zone qui avait été étendue à l'extérieur de la ville, mais que la croissance du Caire avait englobée dans le tissu urbain. Il en était de même pour les ateliers de fabrication des autres nécessitant une matière première encombrante, ou les ateliers des cordons qui avaient besoin de vastes espaces. Au Caire, les hammams (bathes) et les hammams (bathes) étaient localisés au sud de Hameyla (T 6) où la zone d'un quartier populaire, ou des plus pauvres du Caire, celui de Bahalla, perpétuant le souvenir de ces activités (U 6).

Le développement d'activités de caractère très variées aux portes des villes, ont pour résultat fréquent la formation de centres économiques secondaires qui constituaient des répertoires, ou réductions, des centres principaux. Dans certains cas, c'est l'expansion topographique des villes qui rendait inévitable ces messages dont la conséquence fut, au Caire, la création de corporations nouvelles. Tout à fait typique de cette division est la région située entre Bah al-Shariyya (E 8) et Bah al-Bah<sup>2</sup> (E 11) où se concentraient les marchés aux peaux, au bétail et au poisson, les presses à huile (activités périphériques traditionnelles), et des activités artisanales liées à la fabrication des tissus (coton de Matara, de tissage, de teinture) : au total des marchés (dont un marché au bétail, un marché au coton), et quatre manufactures (dont deux installées au bétail, une installée au bétail, une installée au coton). Deux corporations étaient localisées à Bah al-Shariyya : celle des ouvriers en cuir et celle des transporteurs de bétail. Cette région jouait donc un rôle de premier plan dans l'activité artisanale et commerciale du Caire, tout comme la région située immédiatement à l'extérieur de Bah Zawayla (M 8), où la concentration d'activités diverses était aussi impressionnante.



nante. À Alep, le souq de Bilsatîl (J II), situé à la porte nord-est de la ville, sur la route des caravanes de Fars, jouait un rôle semblable. Le mouvement des caravanes était à l'origine de la spécialisation première de ce marché : équipement et ravitaillement des caravanes (bœufs, fougères, fabriques de tentes), vente des produits alimentaires indispensables pour les voyageurs, les caravaniers et les pèlerins (fil, safran). Ces lieux sont maintenant le long du souq, la plus forte concentration commerciale à Alep en dehors de la Médina. Autour de ce centre commercial s'agglomèrent progressivement les trafiquants en chameaux, les bédouins employés dans l'activité de caravanes, et des éléments d'une grande variété (y compris de turbulents Juifs), qui constituaient un *hankouq* dont l'allure presque rurale se maintint jusqu'en XIX<sup>e</sup> siècle<sup>28</sup>.

C'est par une évolution assez comparable que se constituèrent, à proximité des Citadelles, souvent isolées, nous l'avons vu, dans des sites extérieurs à la ville, des marchés qui, à l'origine, avaient pour raison d'être de satisfaire aux besoins des membres de la caste dominante. À Samarra c'est devant le péristyle de développement de ses quartiers à ouest-la-Citadelle à (*al-Qa'a*), à Damas, à l'époque mamoulouke, et la formation progressive d'une seconde concentration de tentes, par migration des activités depuis le centre de la ville. Les tentes que J. Sauvaget mentionne sous ce nom même qu'on trouve au Caire à l'époque ottomane, en pied de la Citadelle, dans la région de Rumayla : marché des chevaux, et, d'une manière générale, de tous les animaux destinés au transport des hommes et des marchandises (avec les multiples corporations de maquignons) ; métiers concernant les articles de voyage (selles, articles de caravanes), linaires, tentes, épices), naturellement, les marchés aux armes ; mais aussi les marchés où on trouvait les denrées alimentaires nécessaires pour les expéditions. Un ensemble très complexe qui comprenait les cabarets et les lieux de détente fréquentés par la soldatesque souvent débauchée qui résidait dans

les tentes : Sauvaget mentionne l'expression populaire de *maïd Sâq al-Khî* (« enfant du marché aux chevaux ») qui s'applique, à Damas, de jeune levrier<sup>29</sup>. On peut imaginer que c'est un processus de ce genre qui amena, à Mamlouk, un déplacement des activités économiques d'une riposte proche de la Grande Mosquée vers la zone située près de la Citadelle, installée par les Ottomans le long d'un Tîgrî : la zone « centrale » de Mamlouk avait donc été un quartier à ouest-la-Citadelle et qui avait entretenu l'essence des activités économiques, et non pas seulement une partie des marchés (comme au Caire et à Damas).

La présence de toutes ces activités à industrielles et, avec toutes les maisons qu'elles entraînèrent, l'agitant au fait que tentes ou tentes en dehors de la ville étaient souvent celles où les débauchés de la ville étaient émus et d'habitude en même temps tentes, explique que le pourcentage de la ville ait été une zone d'habitat populaire, les habitants qui avaient les moyens de choisir leur lieu de résidence préféraient certainement un environnement plus agréable. Ce phénomène était renforcé par la tendance des riches, qui venaient s'installer en ville et qui n'avaient pas les moyens d'aller vivre dans le centre, à s'installer à proximité des portes, dans des logements somptueux, isolés littéralement, avec des murs très épais, par les habitants eux-mêmes, et qui ressemblaient plus à des habitations rurales qu'à des maisons citadines.

Mais ces régions périphériques étaient aussi des zones où de vastes espaces libres existaient encore. Les éléments qui s'étendaient autour des villes, et qui pouvaient être absorbés par l'expansion urbaine (comme ce fut le cas au Caire, sur la rive ouest de Khayl) constituaient quelque-uns de ces espaces. C'est là aussi que se trouvaient les *maïdâ*, grands terrains vides où les croyants se réunissaient pour certains prières communales (regrettons pour la pluie, par exemple). Il y avait des terrains vagues, des jardins, des zones marécageuses qui pouvaient être utilisés par les riches et les puissants pour construire les vastes demeures dont ils avaient besoin. Ces-



terres d'activistes « industriels » et de quartiers pauvres, les villes comportaient donc aussi à leur périphérie des zones d'habitants riches.

Ces espaces non bâtis devaient parfois des lieux où la population de la ville venait à prendre l'air et se distraire. C'est à la périphérie des villes que se trouvaient les grandes places où se produisaient les amuseurs. A Tunis, à l'époque hafside, l'implantation qui s'étendait entre les murs de la ville et le lagon était fréquentée par toutes sortes de bacheliers qui amusaient les badauds. Adrien Decret, en 1470, note « grande place, les 21 et 22, en chaque jour, durant deux heures avant le coucher de la nuit », on voyait « un spectacle incessant. Les Muezzins... n'ayant pas de peur de fâche et de repas fiers dans la semaine », s'assemblaient « chaque soir à l'approche de la nuit » sur cette place où ils amusaient « à différents jeux et spectacles, pour obtenir leurs impôts » : contes publics, chœurs, musiciens, bacheliers, équilibristes. « A ce genre de spectacle, le peuple muere souvent chaque soir, à cheval ou à pied, selon la condition de chacun »<sup>10</sup>.

On trouvait les mêmes spectacles aux voyageurs des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles au Caire, lorsqu'ils débordaient les darwaznas qui avaient pour théâtre la région de l'Anbakiyya [H 15], sur laquelle, écrit Léon l'Africain, se réunissent « de nombreux bacheliers, surtout ceux qui font danser les chameaux, les dromes, les chiens », et où on voit aussi « des exercices au mâle et au bâton, des lancers et d'autres jeux qui charment les regards entre Arabes et Egyptiens lors de la conquête de l'Egypte ». On trouve, le quartier de Rumayla (T 6), les « vastes édifices pour les bacheliers, où, en 1666, » on vit plusieurs combats d'acrobates, des courses de chevaux et d'autres sports (de) dansants de corde », dont un monté de la place au sommet du minaret d'une mosquée de la Citadelte, sur une corde principale qui « avait près de 400 toises de longueur »<sup>11</sup>.

C'est au Caire aussi que (vers 1780) un riche philanthrope (ou homme d'affaires arabe), Qasim Bey Abû Sayf, aménagea un jardin d'agrément, le tawna, qu'il avait acheté près de la

Barka al-Makriyya [Q 13], avec des plantations, des bosquets, des allées pour la promenade. Il permit au public de pénétrer dans ce parc, de s'y promener, d'y prendre l'air et de s'y asseoir à l'ombre, et les donna à son service : « Jardins des ombres et des fleurs, destinés à celui qui veut le plaisir et la bonne compagnie ». Cette initiative eut un très succès : « Le public se dirigea vers ce jardin pour la promenade... On y installa des coffres, des bancs pour se reposer... Tous les classes de la population s'y réunirent. Des chanteurs, des musiciens, des danseurs s'y installèrent aussi ». Ce « Robinson » fut bientôt le théâtre de tels excès que « les gens honnêtes ou qui se respectaient faisaient pas référence d'y aller », conclut, en un ton chagrin, Ghalati; mais cela ne dut pas durer beaucoup la fréquentation de ce lieu, car Qasim Bey aménagea un autre jardin, en face, sur un modèle différent. Dans un autre passage de ce chronique, Ghalati mentionne le lieu de plaisir qui avait été organisé (vers 1760) pour la distraction des Calraïns, sur les bords de la Barka al-Anbakiyya, à l'emplacement où devait s'élever, plus tard, le palais de Alî Bey [H 18] : le parc avait, fait construire « des pavils et des arceaux, où la public pouvait venir se promener. On s'y rendait en file : toutes les classes de la population s'y donnaient rendez-vous. Il y avait des coffres, des marchands, des chanteurs. Des bancs portant de nombreux promeneurs s'y assemblaient. On trouvait... dans cet endroit... toute sorte de plaisir et de divertissements qu'on ne peut décrire, et cela depuis l'aube jusqu'à la fin de la nuit ». Sous la rigueur stricte de 'Alî Bey, on ferma ce lieu « parce que souvent des gens de mauvaises mœurs et des femmes de basche s'y rassemblaient »<sup>12</sup>.

Ces quelques périphéries avaient donc comme caractéristique principale leur extrême variété, et, d'une certaine manière, leur hétérogénéité, les zones industrielles, les quartiers populaires y côtoyaient avec des zones riches, et avec des quartiers riches.

### Les faubourgs

Le développement de faubourgs au-delà des limites de la ville (ses murs pouvant être ici à l'expansion démographique — la progression de la population dépassant les capacités d'absorption de la ville à l'intérieur de ses murailles —, ou à l'arrivée d'éléments ethniques ou religieux nouveaux, qui s'établissaient près de la ville, mais hors de ses murs. Il nécessitait des conditions satisfaisantes de sécurité, l'installation d'une population importante, dans des régions péri-urbaines peu ou mal protégées étant incontestable dans des périodes de trouble, ou dans des régions où existait un réel péril extérieur. De ce double point de vue, la période ottomane, mais l'avant, ne présentait d'une manière particulièrement favorable : un empire très vaste qui, mal exception, garantissait la sécurité des villes contre les dangers d'agression extérieure ; un état urbain à peu près général. Il était donc normal qu'on vit se développer, en peu partant, les vastes faubourgs non protégés qui faisaient aux villes la cadre de leur expansion démographique, ou dehors de centres surpoplés.

Dans les faubourgs existaient déjà dans beaucoup de capitales arabes avant la conquête ottomane. « Tana, dit-on al-Abdali, en 1269, se fait un doublement dans chaque fleur et ses faubourgs... On entre dans la ville par plusieurs portes et chacune de ces portes s'ouvre sur un faubourg presque aussi spacieux que la cité elle-même ». De ces faubourgs, nous ne connaissons ni l'étendue précise, ni la population, même pas d'une manière relative. L'incertitude est la même en ce qui concerne Le Caire mamelouk : nous supposons que si l'urbanisation de la zone est (au sud de Bâb Zuwayya) [M 4] était déjà assez étendue (en particulier le long des grandes rues reliant Bâb Zuwayya à la Grande et au Fort Carré), par contre, le phénomène de la zone nord était limité à des franges, le long du Khallij et de quelques axes de circulation vers Bâb al-Bahr [E 11] et Bâb al-Lâq [M 15]. Le faubourg nord de Hamayyân avait une extension qu'il est difficile de préciser,

mais que les recherches de David Salama-Ahmed ont montré à mesurer assez importante<sup>27</sup>. Les travaux de J. Sauvaget permettant d'être plus précis pour Damas et Alep sous les Mamelouks. A Damas, les faubourgs, du al-Suwayya (au sud-ouest) [D 7] et de Sâdîq (au nord) [C 1] s'étendent développés, dès l'époque mamlouke, sur les routes menant respectivement vers la Palestine et l'Égypte et vers la Syrie du Nord. A Alep, la ville pousse vers le nord et le nord-est de véritables faubourgs, spécialisés dans les « à côté » du trafic international, avec des populations très variées : Juifs, gens de Marash et de Hama, devant la porte septentrionale ; gens liés aux caravanes vers le nord-est, sur la route du Djezîr Rak et de la Foss. « Les faubourgs d'Alep », note encore Sauvaget, étaient « trop étendus, trop peuplés, trop actifs pour s'être consolidés que comme de simples annexes de la 'Cité'. Non seulement ils ont des usages indépendantes de la vie économique de la ville, mais ils acquièrent une sorte de personnalité, d'existence morale »<sup>28</sup>.

Dans ces quatre cas, les extensions qui existaient déjà au dehors des murailles des villes s'étendaient considérablement sous les Ottomans. Il est difficile de chiffrer l'extension des deux faubourgs de Bâb Zuwayya et Bâb Jinnâ à Tana, faute de connaître avec quelque précision le point de départ. Ici, nous ne pouvons cependant supposer qu'il était assez modeste : Lors l'Afrânîs citant à 308 fracs le faubourg nord et à 1 000 le faubourg sud (soit 13 % de la population totale : 10 000 fracs). Au 18<sup>e</sup> siècle, la surface bâtie du faubourg nord était de 91,1 hectares et celle du faubourg sud de 38,3 hectares (soit 130,9 hectares, soit 45,1 % de la superficie de Tana : 291 hectares). A cette date, un embryon de faubourg était même en voie de constitution à l'est de la ville, entre Bâb al-Bahr [M 11] et la Laguna, là où les Espagnols avaient construit, entre 1573 et 1574, une forteresse qui était une sorte de ville (Nava Ara), sur l'emplacement de ce qui devait devenir la « ville européenne » après 1831<sup>29</sup> (voir la fig. 32).

L'histoire de la ville de Caïre, entre le 13<sup>e</sup> et le 19<sup>e</sup> siècle,

fat, pour l'ensemble, celle d'un peuplement, sensible dès le XVI<sup>e</sup> siècle, du faubourg sud et d'un développement, sans doute un peu plus tardif, de la zone située à l'est du Khadif, le point d'arrivée de cette évolution nous étant parfaitement connu grâce au plan de la Description : à cette date (1746), le faubourg sud s'étendait sur 246 hectares (moins de 200 en 1547), et le faubourg ouest sur 215 hectares (moins de 100 en 1547). Soit, au total, 461 hectares contre probablement moins de 300, une progression de 40 pour 100.

À Damas, ce sont pour l'essentiel les activités liées par le pèlerinage qui provoquent l'expansion spectaculaire des quartiers sud. Au-delà de la région d'al-Sundaryya (D 4), sur la route menant vers le Hedjaz et vers les régions agricoles du Hamaou, un faubourg long de trois kilomètres se développe, qui absorbe le petit village de al-Qahaybiya (à les Petites Cigognes), où vivaient des *tasawwafa*. Ce faubourg du Midân (du nom de l'ancien Hippodrome des Califes) qui se trouvait là) fut essentiellement et surtout de paysans, de bédoïnes, de prêtres entraînés par le commerce des étolides. À l'est de la ville, les Turcs affrèrent habiter une zone proche du Saliy (palais) du gouverneur, autour ainsi le faubourg d'al-Qasawit (B 4), à les Frères d'âne, du nom de l'espèce d'origine romaine. Les autres faubourgs, Sâq Sirîyî (C 1), 'Uqayba (D 1), Sawayya (D 7), connaissent eux aussi une forte expansion, dans le cadre du développement économique de la ville. La surface des faubourgs de Damas, qui peut être estimée à ce titre 64 hectares vers le fin de l'époque mamelouke, atteignait 163,5 hectares au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, soit un triplement. La croissance de Damas, à l'époque ottomane, déjà estimée plus haute, s'était principalement réalisée par un développement des faubourgs<sup>22</sup> (voir la fig. 2).

C'est à la même conclusion qu'aboutit l'étude d'Alep. Le développement des faubourgs nord et est constitue le trait le plus marquant de l'histoire de la ville sous les Ottomans. L'un des quartiers chrétiens de Jadayda (F 12) est le plus spectaculaire parce que la prospérité qu'il connaît s'y traduit

par la construction de maisons luxueuses qui témoignent, jusqu'à nos jours, de la qualité de l'architecture domestique algérienne, et, tout aussi clairement, par la grande entropie économique menée par Ipekîr Fakîh en 1653 (construction d'un *ibân*, de quatre *qaymaqçys*, de nombreux boutiques), dans le cadre d'un *naqf* sur lequel nous reviendrons. L'ensemble du faubourg nord fut la théâtre d'une forte implantation d'activités « industrielles » : ateliers de tissage et de tanneries, en particulier, autour desquels s'installèrent les habitations des artisans. Au nord-est, s'est l'axe rural caractéristique qui explique l'extension de la ville, qui prit un air fort caractéristique rural et somalo. Entre les *sayyas* et *saymariya* de Bîrâqî (J 23) et de Bîbî Naysab (U 21), la ville s'avance vers l'est, comblant les lacunes qui existaient dans l'occupation des zones situées au-delà des remparts. Les cartes de Sauvaget et les renseignements tirés des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles permettant d'évaluer cette croissance. Entre l'évaluation faite en 1537 et celle de 1683, la population des faubourgs passa de 4 601 à 16 616 d'habitants (à l'équivalent de 6 *den* à 6 763, soit un quadruplement), la croissance étant à peu près égale dans le faubourg nord (qui passa de 2 027 unités à 5 600, plus 82 %) et dans le faubourg est (de 1 883 à 3 446 : plus 83 %). Les faubourgs qui se repèrent surtout au cours de la moitié de la population totale d'Alep au début du XVI<sup>e</sup> siècle (44,8 % en 1537) en concentrant les deux-tiers vers le fin de XVII<sup>e</sup> (45,1 %, en 1683). Cette évolution de la population des faubourgs d'Alep se matérialise naturellement par une augmentation de la surface bâtie. La surface des faubourgs, qui les cartes de J. Sauvaget permettent d'évaluer à 91 hectares à la fin de l'époque mamelouke, passa à 200,5 hectares au XIX<sup>e</sup> siècle, plus qu'un doublement (plus 120 %) en trois siècles<sup>23</sup> (voir la fig. 3).

Plusieurs grandes villes arabes restèrent cependant dépourvues de faubourgs pendant la période ottomane, soit parce que l'insécurité ne permettait pas l'installation de populations dans des zones non protégées, en dehors des murs, soit parce

que la ville s'étend au large dans des secteurs très vastes (ou devenant telles à la suite d'une période de construction massive), soit enfin parce qu'aucun développement urbain ne justifiait une telle extension.

Ce fut le cas d'Alger qui resta enfermée dans des murailles constamment renforcées pendant ses trois siècles, pour la protéger contre les périls qui venaient de la mer. Sans doute y avait-il à l'intérieur des deux portes principales, Bab el-Wad [15] et surtout Bab 'Assia [N 8], de petites implantations à industrielles et à commerciales (commerces de produits de la campagne, fondus pour les marchands et les voyageurs, soûs, ateliers de chaudronniers, bijoutiers, potiers), mais rien qui constituaient de véritables faubourgs. La raison en était, d'une part, la relative stagnation de la ville depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, et dans l'absence de toute expansion à l'intérieur des murs, mais aussi dans une des contraintes de sécurité. D'après Blasco, il y avait en, avant 1575, un important faubourg comprenant 1 500 maisons (7), au-delà de Bab 'Assia, faubourg dont 'Asah Ahmad Pacha (1572-1574) avait décidé la destruction pour répondre aux besoins de la défense de la ville. Quoi qu'il en soit, Alger ne déborda guère de ses enceintes jusqu'à l'expédition de 1830<sup>8</sup>.

Monreal et Bagdad avaient hérité de l'époque médiévale des enceintes très simples qui n'étaient que partiellement complètes au moment où les Ottomans s'installèrent au large : les deux villes disparaîtront donc, jusqu'à en XIX<sup>e</sup> siècle, de vastes zones qui permettraient de loger l'expansion urbaine, et qui restaient d'ailleurs encore largement occupées au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque Jeanne donna le plan de Bagdad (en 1855) et lorsque Sarre et Harizid visitèrent et décrivaient Monreal (en 1907-1908)<sup>9</sup>. La permanence du périmètre, jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ne pouvait, de toute manière, que dissuader les habitants d'une des villes de s'installer au dehors de la protection des murs. Monreal ne connut qu'une faible extension dans la direction du sud-est, au dehors de Bab el-Tah [N 26] et de Bab el-Sa'iy [P 20], points de départ du principal mouvement

commercial. De vastes zones restèrent inoccupées à l'est et de la ville (à l'intérieur de Bab Sa'iy, en N 4) et surtout au nord, dans toute la partie présidée par une muraille puissante, et constamment renforcée, dont l'élément principal était le fort de Bab Tikhya, où se concentraient les habitants à Bab el-Sikh, en 1743. A Bagdad, de vastes régions restèrent de même inoccupées à l'intérieur de l'enceinte de la ville, au-delà des limites orientale et occidentale de la zone bâtie. Mais, dans une certaine mesure, le quartier de Karik qui faisait face à la ville, de l'autre côté du Tigre, prit vite de l'importance d'un faubourg. Karik resta, jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une ville autonome, qui dépendait largement du centre urbain où se trouvaient les principaux marchés et les grands caravansérails : l'importance des activités commerciales liées à la campagne (marchés de grains, de légumes et de fruits), le développement de certaines activités artisanales, la nature même du peuplement (une population plutôt pauvre, composée d'étrangers, de chercheurs, d'artisans) sont, en effet, des caractères qui, d'une manière générale, sont ceux des faubourgs.

Quelles que fussent les différences locales, les faubourgs occupaient donc une place importante dans les grandes agglomérations de l'époque ottomane : 150,4 hectares à Tama (contre 80,7 pour la Medina); 507 au Caire (contre 153 pour Qahira); 182,5 à Damas (contre 124); 206,5 à Alep (contre 144,5). Ils se distinguaient du centre urbain par un certain nombre de caractéristiques. Au point de vue économique, ils étaient le siège d'activités largement liées à la campagne, ou plutôt concentrées aux alentours des principaux ports de la ville et le long des grands itinéraires commerciaux, et également d'activités à industrielles et qui se trouvaient pas plus à l'intérieur de la ville. Il s'agissait, d'une manière générale, de petites unités artisanales et autres telles que ceux qui étaient rassemblés dans le centre économique des villes. Les chiffres dont on dispose pour Le Caire sont très significatifs de ce point de vue. Entre 1776 et 1794, la succession moyenne

d'un artisan ou d'un commerçant exerçant son activité dans la région de Qihira au montant à 115 328 paras constants (264 croissants standards). À la même époque, le chiffre moyen était de 24 120 paras dans la zone sud du Caire (83 croissants), et de 29 636 paras dans la zone ouest (37 croissants) soit quatre fois et demi et trois fois moins. La quasi-totalité des artisans et commerçants riches travaillaient dans la région de Qihira : sur 114 croissants dépassant 50 000 paras, 106 concernaient des individus de cette région, deux, six et une seulement des individus travaillant dans les zones sud, ouest et dans Hamaïyya<sup>24</sup>. L'existence dans les faubourgs de quelques grandes villes de centres secondaires où étaient regroupées des activités relativement diversifiées (régions d'Ibn Tuhin [V 8] et de Hamaïyya [T 5] au Caire; de Jadayda [F 12] à Alep) n'était pas de nature à modifier profondément l'infériorité économique des faubourgs et leur profonde dépendance par rapport aux Médinas où étaient concentrées toutes les activités économiques essentielles, et en particulier toutes celles qui étaient liées au commerce international.

La composition sociale des faubourgs était à l'image de cette infériorité économique. Les faubourgs étaient surtout habités par des populations d'origine rurale ou bedouine, dont l'installation en ville était récente et qui avaient apporté avec elles des habitudes presque campagnardes dans la manière de vivre et d'habiter. Les chroniqueurs colportés dans le *peyman* n (*faḥḥa*) de Fakhriyya ou de quartiers de la zone sud, les ragaient ainsi tels courtes de populations d'origine ethnique différente. Le faubourg oriental d'Alep s'était ainsi largement mélangé avec des éléments albanais, nomades arabes, Turcomans, Kurdes, et certains des quartiers de cette région avaient grandi de ses origines des noms significatifs : *maḥalla Ṭāḥīrī*, « des Tatars » [I 29] ; *maḥalla al-Qaḥḥā*, « des Taïgans » [V 23]<sup>25</sup>. Les habitants des faubourgs étaient aussi pauvres; pour repêcher le cas du Caire, pour lequel il est possible de proposer une traduction statistique de nos *shahāda*, on constate que les individus résidant dans Qihira (1 737 perses,

de entre 1776 et 1796) laissent une impression moyenne de 125 145 paras, alors que les chiffres étaient de 82 950 paras pour le faubourg de Hamaïyya (11 individus), et seulement de 15 267 paras pour la zone sud (63 individus standards)<sup>26</sup>.

Si, avant mal intégrés encore dans la ville et socialement différenciés, les populations des faubourgs apparaissent généralement comme remuantes, bruyantes, parlant en opposition avec la population, plus homogène, de la Médina. À Hamaïyya, faubourg nord du Caire, on s'en doutait d'autant plus par les bouschans qui y avaient une composition particulière : *ḥabībī* (étrangers pauvres, mais robustes et stériles, les bouschans de Hamaïyya appartenant surtout à la confrérie populaire des *Ḥayyūmīyya*). La volonté de se double socialement professionnel et religieux expliquait la rigueur de leur respect de corps et de leurs réactions contre les agissements initiés par eux : infatigable des fêtes privées de 1786 et de 1790), occupation étrange (participation aux révoltes de 1798 et 1800 contre les Français). Plus tard, de figurement au premier rang du mouvement populaire qui porta Mahammad 'Aḥ en pouvoir, en 1805. À Alep, c'est surtout dans les faubourgs orientaux que se concentraient les *Ḥanḥānīyya*, et les confessions chrétiennes et juives prenaient souvent l'allure d'un affrontement entre la ville « dans les murs » et les faubourgs, où, selon un observateur, on trouvait « en plus y avait de plus autres à Alep »<sup>27</sup>. La situation était aussi semblable à Damas, où les points d'appel des *Yarḥīyya* (juifs) étaient souvent les faubourgs comme *Sūq Sīdīyā* [C 1] ou la Médina [D 8], alors que les *Rapīḥī* (juifs) (juifs) étaient habituellement contenus par le quartier de 'Aḥḥā [F 2], ainsi à l'intérieur des murs, se bécotaient leurs conflits apparaissent souvent comme opposant les faubourgs et la ville. À Tunis, enfin, il y avait un antagonisme traditionnel entre la Médina, en général favorable au parti « terre » (marabout par le *ḥay* et le *malḥūq*), et le faubourg de Bāb Sūwayḥ, qui soutenait le parti « arabe » (c'est-à-dire, habituellement, celui des *ḥay*), dont une des origines était peut-être l'importance

du peuplement bolévien dans le fushburg. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, jusqu'à une guerre civile sur les places (à partir de 1738) Hamza ben 'Ali, et ses descendants, avec ses neveux, 'Ali Fakih, et que le Turc ne devait entre leurs deux parts, le fushburg de Bih Sawayya perd son et cesse pour le « parti Hamayya », alors que la Médina contenait les « Bichayya » (le même que le fushburg méridional, dont l'individualité était moins marquée que celle du fushburg nord). Cet antagonisme l'entraîne au des querelles de partis (*jaff*), dont les effets apparaissent encore au début du XIX<sup>e</sup> siècle, sous la forme de bagarres entre quartiers. Le « légitimisme » des habitants de Bih Sawayya devait le pousser à soutenir 'Ali Fakih contre son fils Yhanna, abéchi en 1752, et à traiter « comme des Juifs », en ses circonstances, les habitants de la Médina<sup>24</sup>. Nous constatons malheureusement assez mal les mutations économiques, sociales et éventuellement ethniques de comportements aussi extrêmes.

#### Les irrégularités de la structure spatiale

On ne peut attribuer qu'une valeur théorique à ce schéma d'une organisation poly-concentrique faisant se succéder régulièrement, à partir d'un centre économique dans lequel les activités étaient ordonnées suivant les mêmes règles (les plus importantes situées le plus près du centre), d'abord des zones de résidences bourgeoises, puis des zones périphériques et des fushburgs, où se développaient quartiers pauvres et zones « industrielles », organisations qui évoque le dessin en spirales successives proposé par Baroque pour les villes andalouses<sup>25</sup>. Dans la réalité, les villes se développaient suivant des formes plus complexes, dont les différences par rapport à cette disposition « idéale » avaient des origines diverses. La configuration même du site où s'était établie la ville était susceptible d'influer fortement sur son développe-

ment, par la présence de zones accidentées qui pouvaient gêner ou même interdire l'expansion de la ville dans certaines directions, par le voisinage d'un fleuve qui constituait, dans certains cas, un facteur d'attraction, dans d'autres cas un obstacle. La nature de l'activité autour laquelle elle avait un rôle important : les fonctions commerciales le long desquels se déplaçaient les caravanes constituaient des facteurs d'expansion de la ville, une influence particulièrement forte étant exercée par les routes des pèlerins. Enfin, l'histoire même de la ville montrait un facteur décisif de son évolution spatiale, l'intervention humaine étant susceptible de jouer un rôle positif par la création de pôles de développement nouveaux (marchés et centres politiques, par exemple), ou négatif (installations de cimetières ou de décharges qui gênaient la progression de la ville). Aucune des villes que nous étudions ne se conformait donc véritablement à un schéma simple; mais les irrégularités constatées parvenant, en général, faire l'objet d'une analyse faisant entrer en ligne de compte les facteurs que nous venons de mentionner.

#### Alger et Tunis

La structure spatiale de ces deux villes avait été principalement affectée par les contraintes du site, mais était restée relativement régulière. Celle-ci entre une montagne (Bouzarra) qui culminait à 467 mètres et la mer, Alger s'était développée sur un terrain très irrégulier, une zone qui déboulait vers la mer (appelée *al-Jabal*, le « montagne ») et un replat (*al-Faïd*), le « plaine » à l'ouest de la mer). C'est vraisemblablement sur la ville haute que s'était développée l'agglomération berbère, et c'est essentiellement là que résidaient, sous les Turcs, la population indigène, les « *hadd* » (*hadd* : « gens du pays »). Par contre, le développement de la ville basse datait vraisemblablement de l'époque turque. Ils s'étaient ajoutés la jonction avec les *faïds* (*al-Jadid*), lorsque Khayr al-Din ont construit le digue qui reliait à la terre ferme; c'est en que, du XVI<sup>e</sup> au

défilé du XIX<sup>e</sup> siècle, se trouvaient les principaux centres administratifs, politiques et religieux, et qu'habitaient les membres de la caste dominante (surtout qu'en la ville plus large). Au lieu du ponton de ces deux axes se trouvant la ayya centrale de la ville, prolongé par trois axes d'importance secondaire (la grande rue commerciale vers Bab al-Aziz [B 4] et vers l'Algérie intérieure), la rue menant vers le port (par Bab al-Jadid) [J 9], et, plus secondairement, la rue menant à Bab al-Wad [W 5], qui donnait sur un arrière-pays réduit. Contrainte par une nouvelle péninsule du fort (*burg*), Alger se présentait, vue de la mer, comme un triangle dont la base, tournée vers l'est, suivait le rivage, tandis que la Qasba en occupait le sommet, au point le plus élevé. La croissance de la ville à l'époque ottomane n'ayant donné lieu au développement d'aucun faubourg, Alger resta fortement centrée autour de la ayya et étaient installés les principaux marchés, le palais du Dey et les mosquées al-Sayyida et al-Jadid, et constituait la moitié presque parfaite d'une ville double où les différences d'activité et de développement correspondaient à la disparité du relief et s'exprimaient dans un double réseau de rues.

Le développement de Tunis fut très fortement affecté, lui aussi, par les contraintes du site : la ou ayya centrale de la ville occupait une pente qui se terminait, à l'ouest, par une falaise dominant le lac salé (*salhah*) de Sousse et qui descendait, vers l'est, jusqu'à une zone basse et marécageuse, le long du Lac de Tunis (*shayra*). Le relief interdisait donc toute extension vers l'ouest. Vers l'est, un terrain mal desservi, et les sécheresses dévastatrices, de la lagune, rendaient également difficile une installation ou peu dense, d'autant plus que les épicéas à miel (*shamsaq*) de la ville venaient se déverser de ce côté, et qu'un pont très tôt l'habituait d'y accumuler les ordures de la ville : celles-ci constituaient des collines qui étaient tout à la fois dangereuses pour la sécurité de la ville, qu'elles dominaient, et désagréables, en raison de la pollution qui s'en dégageait. La ville se

développe donc naturellement vers le nord et vers le sud, directions qui étaient libres de tout obstacle : par le nord, Tunis communiquait avec le régime septentrional de la Tunisie (Toll et Cap Bon), avec l'ouest du pays (par le Bardo), et avec le littoral (vers le port de La Goulette). Par le sud, on pouvait accéder aux régions appelées du Sahel et aux régions méridionales de la Régence. Le croissement des deux faubourgs de Bab Sousse et Bab Jendouba dans ces deux directions, commencé à l'époque hafside et poursuivi pendant la période ottomane, conserva à la ville cette nature de position centrale à l'intérieur de l'agglomération, la contrainte fonctionnelle de la ville (autour de la mosquée de la Qaythiyya et du quartier des souqs) correspondant à une réalité topographique. Le centre économique était relié à l'intérieur par un réseau parfaitement symétrique d'axes de circulation : deux rues conduisaient vers le faubourg nord, par la rue de Fakhra [F 3] vers Bab al-Banât [C 2] et, par la Sâq al-Ghala [G 7] vers Bab Sousse [A 4] ; deux rues vers le faubourg sud, par la rue des Andalous [M 7] vers Bab Jadid [J 9], et par la rue des Tounsiens (*shahidîn*) [M 16] vers Bab al-Jendouba [D 11]. Les axes transversaux (rue de la Qasba, rue de la Grande Mosquée) s'ajoutaient, dans ce système, qu'une importance secondaire, puisqu'ils s'ouvraient pas d'arcade vers l'intérieur du pays : la situation changea à ce XIX<sup>e</sup> siècle, lorsqu'un quartier « européen » commença à se développer au-delà de Bab al-Bahr.

### Le Caire

Le Caire offrit en somme le cas d'une totale diversité urbaine dans un petit espace : l'application dans les caractéristiques du site, et dans des interventions humaines qui influèrent profondément sur l'évolution de la ville.

Lors de sa fondation par les Fatimides, en 969, Le Caire fut installé à proximité du Nil sur une terrain bordé, à l'est, par le ravin du mont Mokattam, mais largement ouvert vers le sud, dans la direction de Fustat (qui devint plus

tard le Vieux-Caire) et de la Haute-Egypte et vers le sud, au direction de la Palestine, de la Syrie et du pèlerinage. Le rural progressif du Nil vers l'est fut compensé par l'existence de deux canaux (Ikhaliq), dont le plus oriental traversait la ville sitôt que du sud au nord. En se déplaçant, le Nil abandonna des étangs (biha) qui s'étendaient au-delà qu'un moment de la rue du Bahr. La ville s'étendait (qui garda jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle le nom de Qihira) avait une forme à peu près régulière, un rectangle d'environ 1 000 mètres sur 1 500 mètres, parcouru en son milieu par une grande rue, la Qasaba, à 200 mètres à l'est de laquelle fut construite la mosquée d'al-Azhar [K 4-5]. L'installation par les Ayyoubides, sur une limite avancée du Muqattara, de la Casafra, qui allait verser la centre politique du Caire, orienta le développement du Caire vers le sud, s'installa vers le Vieux-Caire. À l'époque mamelouke, le Caire restait un grande partie continue à l'extérieur de Qihira, avec des prolongements importants vers le sud, un début d'installation à l'est, au-delà du Ikhaliq, et une forte extension vers le nord.

La période ottomane fut occupée par une forte croissance de la ville, mais une croissance très régulière suivant les principales directions, d'où la dissymétrie qui caractérise la ville moderne et le total développement du centre économique qui s'était installé, depuis l'époque mamelouke, dans une région stricte de part et d'autre de la Qasaba. Un certain nombre de raisons interdirent toute expansion de la ville vers l'est : la proximité de la montagne, dont la relief s'était pas seulement franchissable; l'existence des grands cimetières, installés là à l'époque mamelouke; la prison, le long du sud-est de la ville, des lieux où les Califes avaient, durant plusieurs siècles, déposé les cadavres de la ville, ce qui constituait un obstacle sérieux, de ce côté. La ville se développe d'abord vers le sud, en remplissant progressivement les vides laissés par le début d'urbanisation de l'époque mamelouke : un des effets de ce peuplement fut, vers 1800, le déplacement des banlieues, qui occupaient environ 4 hectares au sud-ouest de Bâh

Zawayla [B-O 4-6], vers un emplacement plus favorable, à l'extérieur de Bâh al-Lâq [N 15]; au sud fut l'implantation des quartiers « blancs » qui, d'abord établis au sud-est de la Beka al-Fil [Q 9], allèrent s'installer, au XVIII<sup>e</sup> siècle, sur les rives de la Beka al-Ashabiyya [H 12]. À partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'extension de la ville dépassa la limite du Ikhaliq, dans la région entre du Caire - Giza, dans la direction du nord, le faubourg de Hamsiyatyya ne constituant qu'un développement accidenté, la région de Qihira occupant, au XVIII<sup>e</sup> siècle, le quart nord-est de l'agglomération et le développement de la ville à partir de son centre ne peut donc être observé, avec quelque régularité, que dans la direction du sud et de l'est.

#### Damas et Alep

Les deux grandes villes syriennes présentent certaines analogies en ce qui concerne leur site et leur histoire. Villes de plaine situées à proximité d'une rivière d'importance moyenne (Barada et Qhawqha), elles ont été, l'une et l'autre, profondément marquées dans leur structure par l'influence antique : avaient à coloniser évoluant en alignement de streets; Grande Mosquée construite sur l'emplacement même, ou à proximité immédiate, du temple romain; quadrillage des rues en grande partie conservé dans la région centrale de la ville. La dissymétrie de leur croissance à l'époque ottomane n'est cependant en sur leur structure générale des effets quelque peu différents.

En ce qui concerne Damas, on constate un développement spectaculaire des faubourgs nord-ouest (Sâq Sârih) [C 1], ouest (Qasrawia) [B 4] et surtout sud-ouest (Zawayya [D 7] et les deux Midha), une évolution qui était liée, avec l'avance vers l'importance des grandes routes commerciales conduisant vers la Syrie du nord, le Hauran, la Palestine et le Hedjaz. Au contraire, aucune expansion ne se produisit vers l'est, sans doute en raison de la présence des quartiers juif et chrétien



dans la partie orientale de la ville, qui bloque une extension dans cette direction. De ce fait, la cellule centrale, le quartier des souqs, situé entre la Grande Mosquée et la Rue Droite, se trouve replacée dans une position centrale, au point à l'est de la grande rue qui relie Sîq Sîrîyâ aux Mîlîn, ou longueur la plus courte. L'installation de bâtiments administratifs (tribunal) et culturels (grandes mosquées impériales) à l'ouest de la Citadelle contribue également à ce « recouvrement » relatif de Damas (voir fig. 2).

Ce sont les mêmes facteurs économiques qui auront pour résultat, à Alep, le développement des faubourgs nord et est, le long des principales routes commerciales conduisant vers le nord (Anatolie) et l'est (Iraq et Perse), développement qui s'annonçait dès l'époque mamlouke, mais qui prit un caractère spectaculaire à l'époque ottomane. Fut contre l'expansion de la ville cette très faible vers le sud, peut-être au moins de la présence du cours de commande dans cette direction. Vers l'ouest, au dépit de quelques progrès, ne particulier au moment de l'achat des tanneries de leur localisation ancienne, à l'extérieur de la ville, vers la zone aride immédiatement à l'extérieur de Bâb Anâtîkiyya [O 1] (vers 1579), les faubourgs restèrent assez modestes, limités sans doute par l'absence le que constituant le Qasrîyyî qui couvrait à proximité du mur ouest et dont les crues pouvaient présenter quelques dangers. Cette expansion très limitée de la ville est peut-être due à découvrir très fortement la Mîlîn ad, entre la Citadelle et Bâb Anâtîkiyya, se concentraient l'essentiel des activités économiques. L'organisation de la ville en quartiers successifs ne s'observe donc ici que vers le nord et l'est, une situation comparable à celle que l'on a notée au Caïro, mais exactement inversée.

#### Les villes occupées

Les sites de Bagdad et de Mossoul présentent un caractère très particulier. Ces deux villes ont été construites sur les bords d'un fleuve puissant, ce qui les différencie totalement de Damas

et d'Alep, qui se sont développées à proximité de réseaux fluviaux, ou plutôt médianes, que du Caïro, qui était éloigné de plus d'un kilomètre du Nil. Il était inévitable que le fleuve constituât un pôle d'attraction pour les centres commerciaux au deux côtés. Le franchissement du Tigre constituait un problème qui fut résolu, dans les deux cas, par la construction d'un pont de bois. Par ailleurs, Bagdad et Mossoul avaient été, au Moyen Âge, des villes puissantes, dotées d'enceintes très vastes, qui n'étaient que partiellement occupées à l'époque ottomane. Les ruines de ces deux villes se dressent donc à l'intérieur de murs que la persistance des maisons extérieures (persanes) obligent à compléter.

Si, à Bagdad, la citadelle [N 11], placée à proximité du rempart (destruire Bâb al-Mu'annan) [P 10], attire quelques marchés et quelques khân au alentours du Maylîn [N 12], l'essentiel des activités économiques restent groupées dans une zone aride au centre de la ville, au point de jonction des axes conduisant vers les principales portes, le long du Tigre, à proximité immédiate du pont qui traverse le fleuve et montant Rasûlî (sur la rive orientale) ou le monumental avec le faubourg de Karbî (à l'ouest du Tigre). La disposition de la ville en grandes zones à partir de ce centre paraît avoir un caractère classique, la ville s'ordonnant au fleuve de l'autre côté duquel se trouvent Karbî.

Mossoul avait été le théâtre d'un événement arabe qui s'a d'équivalait dans aucune autre grande ville. À l'époque mamlouke, la ville officielle occupait un emplacement très proche de la mosquée al-Nûrîyya (1170-1172), bâtie dans une position exactement centrale [N-O 12] : le Harî (la Soterose) était situé au O 14, et il est vraisemblable que beaucoup de souqs se trouvaient tout près de là. Après la conquête ottomane, le centre économique de la ville s'installa dans un secteur triangulaire situé à l'est, à proximité immédiate du Tigre. On peut supposer que la ruine presque totale de la ville, au XVI<sup>e</sup> et au début du XVII<sup>e</sup> siècle, permit un transfert qui fut lié à la construction de la Citadelle (le Qasr), au K-L 20, et à

la proximité du passage sur le Tigre (sur lequel un pont fut édifié au XVIII<sup>e</sup> siècle). Ce transfert fut sans doute réalisé dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle : passant par la ville, en 1844, Taverneux a écrit qu'elle était « presque toute runde » et ne contenait que « de petits boues bourgeois » et « deux richesses concurrens », et il démontre en outre sur le Marjda, « grande place du marché », dans ses riges qui, au siècle suivant, était débordante d'activité, et où se concentraient la plupart des 15 khé de la ville<sup>60</sup>. Ce déplacement du quartier « central », et son transfert démontrent, en outre, des phénomènes exceptionnels qui s'expliquent par la multiplication de facteurs naturels (polluants du Tigre), politiques (construction de la Casafella) et économiques (attraction de la route commerciale qui franchissait la Brève).

### Ordre et désordre urbains

#### L'anarchie urbaine

Extrême en ce qui concerne l'ensemble urbain, la structure des villes apparaît dans comme ordonnée et redéfinie, quand leur même évolution de chacune d'elles présente des caractères particuliers dont l'origine peut être trouvée dans la nature de celle, dans l'action des hommes, dans des facteurs économiques.

Dans le détail, ce sont cependant les traits d'anarchie urbaine qui frappent : ils ont été abondamment commentés par les contemporains et par les auteurs modernes<sup>61</sup>. Non seulement pour la circulation de véhicules (dans des villes où les charrettes s'entrechoquaient), mais pour le passage d'innombrables de bétail, les rues sont glorieusement étroites : le *sheikh Mahamoud* « All au voyageur de l'axe parven la rue à Newa » (*sheikh Gafila*) vers le Mésak, il demandera leur avis sur « ainsi sur la largeur à lui donna, et la dépendance qu'elle devra être avec large pour permettre à deux chameaux de se croiser<sup>62</sup>. Lors la largeur

est encore réduite par les empilements des revendeurs, boutiques construites devant les boutiques, halles formées en suite à l'usage. Elles ont un tracé tortueux : Torres Balbás note qu'une rue de Malaga s'appellait « rue des deux démons », et une autre des « sept démons » ; à Fes, au nord de la mosquée Qarawiyin, et à Alger, dans la ville haute, on trouve de telles des rues « sous Louren » (« des sept démons »). Beaucoup se terminant en cul-de-sac, les fermiers de rue dans souvent le résultat de la négligence, en lieu d'empilement volontaire des revendeurs. L'autorité même de ces rues laisse fort souvent à désirer, ce qui est une cause de difficultés supplémentaires lorsque les accidents s'accroissent en l'absence des maîtres, trop longtemps absents, souvent par effondrement<sup>63</sup>.

Ce n'est pas que ces problèmes ne préoccupaient pas les habitants (qui supportaient les conséquences de cet état), ou les autorités (qui devaient faire face aux plaintes qu'ils provoquaient). À divers niveaux, des mesures furent prises lorsque la situation devenait trop intolérable. Naitoyage des rues et des immeubles : en 1758, à l'occasion d'une fête organisée par la Porte, les autorités de Damas ordonnèrent la décoration de la ville, « Les gens blanchirent les murs des maisons ; les portes des églises, les boutiques et les canaliers furent repeints, si bien que Damas devint semblable à une ville nouvelle<sup>64</sup>. Contrôle de la sécurité dans les rues : en 1822, en leur d'arrivée à Tunis sur deux firmans qui passaient, le bey charge les amir de la construction de faire ses tours et de marquer les murs qui menaient ruine, pour établir éventuellement la responsabilité des propriétaires<sup>65</sup>. En 1823, le représentant du pacha de Damas ordonne de renforcer les murailles vieilles de plus de 20 ou 30 ans<sup>66</sup>. A Damas encore, plus un pacha fait passer les rues (en 1838, 1839)<sup>67</sup>. Mahamoud, Pacha de Caïre, ordonne de faire élargir certaines rues et supprimer les toits et les boutiques qui gênent la circulation<sup>68</sup>. Les gouvernements se préoccupent souvent de faire disparaître les boutiques des boutiques qui entravent les

semp) : tels l'AR Agba en Calcutta, en 1744; ou Hamudula Pachà à Tanna, en 1800<sup>18</sup>. À Alep, sous les Ottomans, note J. Sauvaget, « on assiste à une réorientation de l'autorité municipale... Elle est pour effet de transformer l'aspect de la rue par l'introduction de règlements de voirie : chaque orifice fut obligatoirement percé, nettoyé et éclairé aux frais des quartiers riverains. D'autre entretiens étaient dans les faubourgs, le revêtement de la chaussée près, dans la vieille ville... et dans le quartier ébénier, l'aspect d'un dallage de grande blocs jaunâtre, taillés, polis et assemblés sous une voûte, avec un drainage central pour assurer l'évacuation des eaux de pluie ».

Les villes furent peut-être moins dépourvues de prépondérance spécialisée dans ce domaine qu'on ne l'a cru généralement, éventuellement par ignorance du fonctionnement exact de l'administration. Outre les autorités publiques (pachas, aghas), administratives (caïd, mukawwil, mawwal), judiciaires (caïd), dont l'intervention a déjà été signalée, nous constatons l'existence de prépondérance dont l'activité est mal connue. L'administration ottomane comportait un *mi'mâr khâss* qui devait donner son accord pour les constructions privées, superviser l'édification des bâtiments publics ou religieux, et dont les subordonnés étaient chargés de réguler les constructions qui menaçaient ruine. Celui du Caire était chargé de surveiller les constructions publiques ou privées, et les corporations de constructeurs, de maçons et d'architectes dépendaient de lui. À Damas et à Alep, les *mi'mâr khâss* paraissent s'être surtout occupés du contrôle des bâtiments officiels, seuls ils surveillaient aussi de concubins aux juges dans les affaires qui concernaient les citadins<sup>19</sup>. Le *shaykh al-balad* d'Alger avait, semble-t-il, dans ses attributions la propriété et l'entretien des édifices urbains<sup>20</sup>. Mais il est vrai également que la plupart des interventions que l'on peut relever, et en particulier celles des caïds, visaient à renforcer des idées, énonçant les principes d'un urbanisme qui était certes corréatif : voir les décisions prises concernant les problèmes posés par la hauteur des immeubles, la solidité des constructions, les empiètements sur le domaine

public. Les traditions générales des juges à valoir le fait exemplaire s'il n'y avait pas de dommage pour autrui, à reconnaître la force du précédent, à être plus soucieux par la défense de l'intérêt individuel que par la protection de l'intérêt public (ce qui les amenait à fermer les yeux sur les empiètements qui ne créaient pas de gêne pour d'autres individus), était évidemment de nature à favoriser une certaine anarchie urbaine. Tout à fait caractéristique de ce point de vue est la notion de *ghab*, espace centagé à un immeuble, une lequel les juristes reconnus avaient certains droits (mais définis) aux propriétaires, ce qui servait la porte à toutes les usurpations aux dépens de la voirie publique au niveau du sol ou en hauteur, et pouvait avoir pour conséquence la fermeture de la voie<sup>21</sup>. Ali Al-Hakhlaci cite le cas d'un groupe d'habitants de Médioun qui atteignirent leurs voisins devant le caïd, en 1652, pour avoir fermé leur route par une extension de sa maison, et qui furent apparemment déboutés, le juge (*handîfâ*) estimant qu'il y avait prescription puisque le différend avait eu lieu plus de quinze ans auparavant<sup>22</sup> !

### Exemples de micro-urbanisme

Les plans des grandes villes arabes nous fournissent des exemples de micro-urbanisme dans lesquelles la régulation du tracé de la voie et de la forme et de la dimension des parcelles paraît résulter d'opérations de lotissement relativement organisées qu'il est parfois possible de dater de la période ottomane, grâce aux monuments qui sont insérés dans ses fragments de tissu urbain.

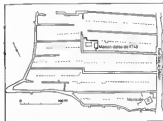
Le Caire en offre plusieurs exemples, cités dans la partie occidentale de la ville (à l'ouest de Khafgi), dans une région dont nous supposons qu'elle fut achevée à l'époque ottomane (rassemblement aux XVIII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles). Mentionnons comme particulièrement caractéristique la zone des deux quartiers de Darb Mostafâ Bey (vers 54 G 5) et de Darb Mostafâ Farajîl (à l'extérieur et) dont l'ensemble couvre environ quatre hectares. Nous supposons que cette région fit

l'ajout d'une opération de lotissement dont le plan de la Description nous permet de reconstituer les données pour le site d'impasses parallèles, de direction nord-est (tracé en dents de scie), qui vont rejoindre le rue principale du quartier (d'après Montali) [G 9]; les impasses, larges d'environ cinq mètres, séparent des lots de 25 mètres de large, dans lesquelles étaient sans doute construits des maisons alignées dont la surface, sur des parcelles carrées, aurait été d'environ 100 mètres carrés<sup>12</sup>. Dans plusieurs quartiers choisis de la partie ouest de la ville (en Q 12 et en X 9 notamment) des structures régulières semblables apparaissent sur le plan de la Description.

Nous trouvons en tracé tout à fait comparable à Damas, dans la région du Mîdin où, sur une surface d'environ trois hectares, une série de rues parallèles, larges de 4 à 5 mètres, dessinant sur les deux rues latérales, délimitant des lots de 40 mètres (partie est) et de 30 mètres (partie ouest) de large, dans lesquels ont été construites des maisons dont la superficie était sans doute voisine de 400 et 300 mètres carrés. Dans ce cas, la présence d'une maison datée de 1146/1748 dans une des parcelles permet de dater le lotissement d'avant le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>13</sup>.

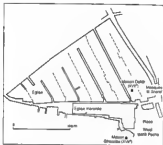
Mais ces tracés réguliers sont particulièrement fréquents à Alep, dans la périphérie nord dont le développement, fait rapide à l'époque ottomane, et où l'analyse faite par Jean-Claude David permet d'identifier des zones à tracés réguliers non géométriques et des zones de lotissement à représentation géométrique<sup>14</sup>. On peut supposer qu'à l'époque mamelouke l'urbanisation avait commencé le long des grandes rues qui partent en frontal de Bab al-Nar. À l'époque ottomane (du XVI<sup>e</sup>-début XVI<sup>e</sup>), les espaces intermédiaires furent occupés par des lotissements à voire relativement régulière, mais où le tracé des parcelles n'est pas géométrique. Sur la périphérie du faubourg, par contre, on repère des zones où le lotissement est strictement géométrique. Le plan caractéristique est celui de Jaldiyah [F 82] : dans ce secteur de forme triangulaire,

d'une superficie d'environ deux hectares, le terrain fut divisé en quatre bandes régulières par des rues parallèles, de direction sud-est nord-ouest, distantes d'environ 40 mètres. On peut supposer qu'une opération de lotissement a démarré ici dès les d'environ 400 mètres carrés dont la régularité a été maintenue



12. Lotissement dans le quartier du Mîdin à Damas (l'après la carte au 1:50 000 DDMV 13).

alignée par des regroupements, des divisions de parcelles. Une même grille, fondée sur un écartement des rues de quarante mètres, apparaît dans les quartiers de Qasbiq [G 19] et de Qasbiq Harani [G 17]. Nous devons par l'historien alépin Ghani que le quartier de Zayiq al-Akharî [D 14] fut créé par le sultan Selim I<sup>er</sup> pour permettre l'installation de quarante



12. L'extension dans le quartier de Judayda à Alep (l'axe se situe au 35°05' Nord 5).

familles chrétiennes. Un bel échafaudage de maisons du *xviii*<sup>e</sup> et *xix*<sup>e</sup> siècles subsiste dans le quartier de Judayda, le plus ancien (maison Wakk) remontant à 1601. On trouve bien ici les traces d'opérations immobilières concertées, lancées dans les deux premiers siècles de la domination ottomane. Dans le cas de Judayda, l'effort de développement se poursuivait au milieu du *xviii*<sup>e</sup> siècle avec le *wagf* d'Ispah Pascha, sur lequel je reviendrai plus loin.

Sur les modalités techniques de telles opérations, nous n'en savons en général guère plus que ce que peut nous apprendre une étude des tracés de la voirie et du parcellaire anciens tels qu'ils apparaissent sur les plans cadastreux. L'exemple d'Alep montre cependant qu'une telle étude, conduite avec une

recherche archéologique, est susceptible de faire avancer considérablement notre connaissance de l'urbanisme arabe dans les villes arabes. En ce qui concerne les responsables de tels lotissements, notre information est le plus souvent incertaine. L'intervention d'autorités politiques, ou même le plus direct, a été mise en évidence à Alep : dans ce cas, le gouvernement impérial avait évidemment pour but de favoriser le développement des activités commerciales, les tracés généraux planifiés pouvant correspondre à une politique d'implantation plus ou moins antérieure de populations nomades pour renforcer la poids économique de la ville<sup>12</sup>. Ce cas est sans doute assez exceptionnel, et on peut supposer que, le plus souvent, le développement de tels lotissements était le résultat d'initiatives individuelles ayant le caractère soit d'une opération (construction de maisons à vendre ou à louer), soit d'une entreprise menée dans le cadre d'une fondation religieuse, et destinée à des œuvres purement ou charitable. Un dépouillement systématique des documents de *wagf* habous, combiné avec une recherche archéologique sur le terrain, permettrait certainement de préciser les conditions exactes de certaines de ces opérations. On se bornera, pour l'instant, à constater que les traces d'une urbanisation organisée sont suffisamment nombreuses dans plusieurs des villes arabes à l'époque ottomane pour qu'une remise en question du schéma traditionnel sur le l'urbanisme arabe n'est pas justifiée. Dans une phase d'expansion urbaine qui paraît avoir affecté la plupart des grandes villes, le développement s'est souvent opéré dans le cadre d'opérations relativement limitées en surface (2 à 4 hectares dans les cas étudiés précédemment), mais indubitablement organisées.

#### Grand urbanisme : le rôle des *wagf*

Dans cette organisation de l'expansion urbaine, un rôle important paraît avoir été joué par une institution spécialement musulmane : le *wagf*. Les principes généraux du *wagf*



subsistent, un grand souq, en partie couvert (Qasaba Radwila) [N 6], un haremable à usage local, un caravansérail, deux *dayras*, un *salil* (fig. 14). La réalisation de cet ensemble architectural, au des plus importants du Caire ancien, est pour illustrer le développement du quartier et de sa vaine au cours laupure de près de 150 mètres. Dans ce cas encore, l'opération de souq de Radwila Bey s'inscrit dans le développement de l'ensemble de cette région, commencé vers 1550 et dont un des épisodes marquants fut la translation des anciens *tanneries*. Les activités d'Ibrahim Agha, officier des Janissaires (mort 1632 et 1657), poursuivies dans le quartier de Tabkhina [OF 3], également dans le cadre d'une série de souqs, donnaient vraisemblablement lieu à un réaménagement de la zone étendue de part et d'autre de la mosquée Aqmarqas, que l'émir *reçevait*<sup>11</sup>.

La série d'opérations réalisées à Alop, dans la région étendue au sud de la ligne des grands souqs, est un exemple plus démonstratif encore, puisqu'il y est ici quatre opérations successives qui se juxtaposèrent les unes aux autres, sur une surface totale d'une douzaine d'hectares et qui eurent pour effet de doubler l'étendue de la Madina en moins d'un demi-siècle (voir la fig. 9). Sur la première opération, réalisée par Khawir Pachà autour de la mosquée qu'il fit construire en 1544 [Q 14], nous ne savons guère que ce qu'en dit le document de souq, la structure du quartier ayant été profondément modifiée au XVII<sup>e</sup> siècle : elle s'étendait apparemment sur une très vaste région (quatre ou cinq hectares) et comprenait des édifices économiques (*payasariyya*, *khda*) et de nombreuses boutiques. Les trois opérations suivantes nous sont, par contre, bien connues, car les monuments qu'elles concernèrent sont toujours visibles : souq de Muhammad Pachà Diqakia Zida, constitutif centre de la mosquée al-'Adiliyya (construite en 1585) [Q 14], et comprenant quatre souqs (de 157 boutiques), trois grands *khda*, deux le *khda* al-'Udayrya (qui, avec ses 5 500 mètres carrés, est au des plus vastes d'Alop), un ensemble de trois hectares, souq de Muhammad Pachà, qui ne compren-

pas moins de 907 locaux à usage commercial et industriel à Alop, dont, dans la zone qui nous intéresse, le *khda* al-Gamrah (de la Douane) [F 12], un haremable occupé par ses *janissaires* (8,6 hectares, 129 locaux) et par la quantité de sa construction et de sa décoration, et deux bresas souqs, soit un total 244 boutiques et une surface d'un hectare, mille, en 1583, tout à fait à l'ouest, le souq de Bahadur Pachà, comprenant une mosquée [F 11], deux souqs et une *payasariyya*. Ces quatre opérations successives, menées à bien entre 1544 et 1583, sont remarquables par l'unité de leur conception (dans presque tous les cas un monument religieux qui sert de noyau aux constructions du souq), par l'ampleur et l'harmonie de leur réalisation architecturale, par la rigueur de leur organisation topographique, à l'intérieur de modules de 120 mètres sur 45, qui passent évidemment leur origine dans la grille urbaine antique, celle par la régularité de leur implantation, chaque souq se développant à l'ouest du précédent, comme si une conception d'ensemble avait présidé à leur développement<sup>12</sup>.

Inclé dans sa conception, mais non moins intimement, est le grand souq qu'Iskandar Pachà réalisa à l'intérieur du *Sanhary* nord, au marge du quartier choisi de Jadayda dont nous savons en dépit l'écoulement de noter la spontanéité développement aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Sur un espace délimité de 8,6 hectares, précédemment occupé par une *zawia* (marquée au grout), Iskandar Pachà construisit, vers 1653-1654, une petite mosquée, un *khda*, trois *payasariyya*, une *tannariyya* (*mashaf-gha*), un café (aux aménagements très luxueux), un *salil* et des boutiques<sup>13</sup>. D'un point de vue urbain, la réalisation de cet ensemble ordonné est pour effet de régulariser le développement de cette partie du *Sanhary* nord, en dotant les axes étendus-elles qui s'étaient matérialisés sur les bords extérieurs du *Sanhary* du rôle d'activité économique que leur manquait.

Tout n'est pas clair dans la manière dont ces grandes opérations furent conçues et réalisées. On comprend bien que les souqs fonctionnaient en cadre juridique commandé par la

réalisation d'opérations immobilières de grande envergure, la structure éparpillée du *wagf* plaçant les locataires du droit musulman dans le domaine de l'urbanisme et permettant la réalisation d'opérations intégrées. Mais avec quelques réserves ces opérations qui affectaient des quartiers entiers parvenaient à insérer dans le développement général des villes. Bien que le cas de la Médina d'Alep puisse suggérer le contraire, nous sommes portés à penser que ces grandes opérations se déroulaient sans qu'il y ait eu une décision globale au niveau de la ville. Mais il n'en est pas moins évident que les grands *wagf* contribuèrent puissamment à modeler l'espace urbain et à donner quelque cohésion aux flux urbains dans lesquels s'exprimait l'expansion des villes.

### Conclusions

Au total, nous imprimons que l'ordre urbain « à grande échelle » que nous constatons se manifeste en quelque sorte spontanément, grâce au jeu de facteurs « naturels » d'équilibre qui assurent la cohésion d'un développement fondé sur des initiatives individuelles prises à des niveaux tels divers (du lotissement, affectant un quartier, à l'opération de *wagf* à caractère urbanistique) n'est peut-être que la résultante de notre ignorance des conditions préexistantes dans lesquelles étaient gérées les villes.

En fait, de grandes décisions d'urbanisme furent prises : l'une des plus significatives fut celle de déplacer les tanneries dans les villes où le développement urbain interdisait de conserver la localisation ancienne et imposait un transfert dans une position plus concentrée. Si les sources dont nous disposons sont muettes sur l'organe de cette décision pour ce qui concerne Alep (vers 1870) et le Caire (vers 1860), nous savons qu'à Tunis (vers 1770) c'est du bey lui-même que vint l'initiative. Il est d'autant moins étonnant de suggérer qu'un pacha, ou même le gouvernement ottoman, furent prisés cette responsabilité à Alep ou au Caire, que nous

avons des indications sur le rôle que ces autorités jouèrent, dans d'autres circonstances, dans le domaine urbanistique<sup>41</sup>.

C'est sans doute le cumul des effets de ce contrôle exercé d'en haut sur les villes, avec l'activité au jour le jour d'initiatives locales (en particulier des cadis) et de groupes populaires, et avec les initiatives prises par les individus qui permit aux villes de conserver leur cohésion interne et de maîtriser les effets d'un développement qui, s'il avait été le résultat d'une décision totalement spontanée, aurait dû conduire, en effet, à une véritable anarchie urbaine, c'est-à-dire à une paralysie progressive des villes.



## Chapitre 5 Les activités économiques

Les activités économiques ont joué un rôle crucial dans l'organisation des grandes villes arabes. Cette prépondérance, qui a eu des effets déterminants sur la structure urbaine, apparaît particulièrement avec une acuité particulière dans le cas des métropoles que leur situation géographique place sur les principales axes commerciaux du temps, le Caire et Alep par exemple.

Dans l'ensemble, c'est une relative stagnation qui caractérise le monde arabe dans ce domaine à l'époque que nous étudions. Les activités industrielles innervent peu, et, dans un certain nombre de secteurs, la qualité de la production recule : la comparaison des objets de luxe de l'époque mamlouke et de l'époque ottomane indique indubitablement un déclin dans l'organisation de l'approvisionnement des artistes et dans la façon de travailler, dans des centres jadis réputés comme le Caire. D'autre ou Mésopotamie, la production devient plus basale. Il est cependant exempt de parler d'une décadence totale : l'agriculture fut sans doute progressive et certaines productions de l'époque ottomane ne manquent pas d'intérêt, non seulement dans le domaine de la céramique (soit des céramistes ottomans

ayant déjà reconnu), mais aussi dans celui du métal, et une réévaluation est en cours<sup>1</sup>.

En dépit de progrès réalisés sur le plan quantitatif, l'activité commerciale paraît assez restreinte et les grands négociants arabes, pourtant maîtres d'un domaine commercial très vaste et de quelques produits monnaies, paraissent incapables de tirer de ce contrôle les avantages commerciaux qui résulteraient normalement en découlant : les paiements négociants en caiff (saggar) circulent très peu et à déplorer la hauteur du Jeddah dans la Mer Rouge, pourtant à peu près fermée à la navigation des Européens; en Méditerranée, les marines occidentales restent capot leur quasi-monopole et, par exemple, les marchands indigènes d'Alexandrie recourent largement à l'affrètement des caravanes marseillaises pour les besoins de leur commerce avec les zones provençales de l'Empire<sup>2</sup>.

Bien des raisons expliquent cette stagnation. Une disposition globale à se contenter d'un profit raisonnable et à refuser la compétition la plus acharnée, probablement renforcée par l'habitude de vivre dans des communautés fermées (corporations de métiers), à l'intérieur d'un cadre géographique restreint (le souq). Un manque d'ouverture aux innovations techniques et une tendance au repliement sur un univers jugé, par habitude, supérieur à un monde extérieur qui était volontiers méprisé : « à l'époque par la puissance militaire de l'Empire ottoman, les villes impériales redoutables, même à son déclin, les peuples de l'Islam continuèrent jusqu'à l'aube des Temps modernes à se complaire... dans la conviction que leur civilisation était de loin, et à jamais, supérieure à toutes les autres »<sup>3</sup>. On s'explique ainsi que les Arabes aient négligé des innovations techniques qui se trouvaient, pour ainsi dire, à portée de leur main : telle l'imprimerie qui fut introduite dans certaines régions par les Chrétiens, à Alep, par exemple, dès 1702, sans que cependant on y prête la moindre attention avant le début du XIX<sup>e</sup> siècle.

Toutes les innovations n'étaient pourtant pas rejetées. Les rapides défilées de produits nouveaux, qui avaient été

véritable révolution dans les mœurs de vivre, le monde arabe. Le café, introduit en Égypte dans les dix premières années du XVII<sup>e</sup> siècle, d'importa, malgré les réticences des autorités religieuses les plus rigoureuses qui ne désarmèrent que très tard : vers 1630, Eslaya Charife comptait 643 cafés au Caire, et à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la Description de l'Égypte évalue leur nombre à 1 200. Avec ce lien nouveau de convivialité, s'était faite une nouvelle conception des rapports sociaux qui apparaissent et, probablement, à long terme, une nouvelle organisation de la vie collective, jusqu'alors fondée sur les relations qui permettaient le mouage ou le baïn public. Tout aussi remarquable fut le succès du tabac qui n'apparut que tardivement mais qui se répanda avec une telle rapidité qu'il devint très vite une activité importante : en 1690, il occupait sept corporations de marchands de tabac à prime, marchands de tabac à prime en feuille, vendeurs de tabac à fumer en détail, vendeurs de tabac à fumer et à priser, au Caire, à Héliopolis, à Giza et au Fayoum, plus cinq corporations pour la fabrication et la vente des pipes (parcours du bois des pipes, marchands de têtes de pipes, vendeurs de fil pour nettoyer les pipes, nettoyeurs de pipes). Ce foisonnement de métiers témoigne d'un développement d'une certaine plénitude dans les goûts et des possibilités d'adaptation d'une organisation professionnelle que l'on a coutume de décrire comme plutôt sclérotisée. Mais il est vrai que, en total, le monde arabe vivait « en ralenti », comme le Négribi que décrit L. Vabres<sup>1</sup>.

Le second caractère marquant de cette organisation économique est la faiblesse des activités artisanales par rapport aux activités commerciales. Le racisme principal en était sans doute la faible aptitude technique, la faible productivité, et la faible rentabilité de la production. Au contraire, les pays arabes bénéficiaient d'une sorte de rente de position, du fait de leur situation sur les routes les plus fréquentées et les plus directes vers l'Afrique et vers l'Asie. Malgré le détachement de certains commerçants qui traversaient fréquemment les grandes

distances, les nombreux commerçants gardèrent leur importance, d'autant plus que, aux produits traditionnels (épices et tissus orientaux), dont le contrôle avait été pris, en partie par les Européens, s'ajouta un produit nouveau, le café, qui constituait une des bases de la prospérité commerciale de l'Égypte. Cette supériorité des activités commerciales dans un phénomène traditionnel qui se renforce plutôt pendant la période ottomane, en raison de la stagnation de l'artisanat et de l'essor que la pénétration commerciale européenne donna au commerce local qui l'approvisionnait. Elle creusa une divergence géographique dans la centralité du grand commerce dans les villes arabes.

Dans le phénomène de rupture apparente dès le début du XVII<sup>e</sup> siècle, dans cette élanque, sous l'effet de la pénétration commerciale européenne qui détournait les circuits traditionnels, on apparta des produits qui virent concurrence avec que l'on produisait localement. Tout à fait caractéristique, de ce point de vue, fut l'affaiblissement marqué du grand commerce égyptien du café, qui avait servi de « moteur » à l'économie égyptienne durant à peu près un siècle, en raison de la concurrence que lui faisait, sur les marchés européens, puis sur les marchés orientaux, et même sur le marché égyptien, le café qui était désormais produit dans les îles, sous contrôle européen. À partir de 1740, le café des Antilles, de qualité inférieure, mais nettement moins cher, était largement consommé dans les classes pauvres. Vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le groupe des grands négociants du Caire avait perdu une partie de sa puissance matérielle<sup>2</sup>. À l'Asie, le progrès de l'Europe, face à un monde musulman frappé de sclérose, eut pour conséquence un changement dans le rapport des forces : « Dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, sous J. Savary, le Levant n'est plus guère pour l'Europe qu'une sorte d'annexe d'exploitation : une source de matières premières et un débouché pour les produits de ses industries... Devant l'afflux des "manufactures" occidentales, les artisans orientaux sont condamnés à abandonner leurs produits traditionnels, maintenant largement surclassés... »

Elle ne veut plus que de simples vendeurs de marchandises d'importation ». Ce changement s'accompagne d'un développement du rôle des communautés sémitiques (Juifs, Chrétiens, Musulmans) qui possèdent le rôle de courtiers du commerce européen et les facilitent l'accès sur le marché local, où elles étaient auparavant de plus en plus actives<sup>1</sup>. En Afrique du Nord, le grand négociant était le « cheval de Troie » d'une Europe plus étroite économiquement : « La modification des circuits commerciaux locaux et la concurrence des industries européennes s'efforçant mettre en difficulté les activités urbaines au Maghreb et préparer la chemin à la subordination politique du Maghreb<sup>2</sup>. Mais au xviii<sup>e</sup> siècle, ces changements ne faisaient que s'annoncer. La véritable crise ne devait commencer, partout, qu'au siècle suivant.

#### Les axes économiques centraux

##### Points centraux

Les axes économiques centraux s'organisent, on l'a vu, conformément à une infrastructure spatiale dans laquelle les unités économiques jouaient un rôle prédominant : les activités étaient localisées à partir de centres servant un cadre relatif apparemment leur importance relative, les unités les plus considérables étant situées le plus près du centre (avec une régression éventuelle de profondeurs relatives).

La Grande Mosquée jouait le rôle de centre visible, ainsi qu'on l'a souvent remarqué, et c'est un général près d'elle que s'installaient les activités fondamentales comme le marché des esclaves (sûr al-Sûq) — qui était aussi le lieu du change des monnaies, et avait donc une importance décisive dans le grand commerce — et comme le commerce des tissus importés (d'Orient ou d'Europe). C'est bien la situation que l'on trouvait à Alep, à Damas et à Alger, où le Sûq était accolé

à la Mosquée principale. Mais ailleurs, le Sûq, point central des achats, était moins directement lié à la Mosquée : c'était le cas à Bagdad, à Tounis, et surtout au Caire, où le Sûq faisait face au Khân al-Khalîl. A Mersa, le déplacement du quartier des achats avait découlé de la Grande Mosquée le sûq, qui occupait le moment du triangle dans lequel se répartissaient les marchés.

Le deuxième point central était traditionnellement constitué par le *qaysariyya*, construction formée par des portes où étaient vendues les marchandises les plus précieuses (en particulier les étoffes). Le « Kaysariya » de Fès en est l'exemple le plus caractéristique : deux cet ensemble de rues parallèles se coupant à angle droit, dont toutes les issues étaient marquées de portes fermées la nuit, étaient rassemblés, à l'abri du sanctuaire du Moulay Idria, les négoces les plus importants (négociants, parlementaires, marchands de chevaux, commerçants d'étoffes imprimées). Ce marché, devant Léon l'Africain, se débât du xv<sup>e</sup> siècle, est une copie de petite taille extrême de murs qui possèdent deux portes sur le pourtour... Le marché est dit en quatre parties<sup>3</sup>. Plusieurs de ses caractéristiques nous font supposer que l'ensemble du *qaysariyya* et de sa porte appelé au Caire Khân al-Khalîl, dont une partie fut construite dans les dernières années de la période mamelouke, sous le sultan al-Chérif (plus des portes du Khân sont datées de 1511), conservait également une *qaysariyya* : par exemple le rôle qu'il jouait dans le grand commerce, et en particulier dans celui des tissus et des épices, mais aussi un caractère, et en particulier un relatif isolement (le plan de la Description n'indique que deux voies d'accès). On trouvait également dans le centre du quartier des achats de Bagdad une *qaysariyya* dont le nom s'est conservé jusqu'à nos jours avec le Khân al-Qaysariyya, ou, sous lequel on trouvait le Sûq al-Qaysariyya (aujourd'hui sûq al-Hayyat)<sup>4</sup>.

Les activités industrielles manifestaient un grand intérêt pour la relation de telles structures, où se concentraient la

commerce international) : ce sont les *bedouins* (corruption de *banistan*, abrégé de l'en venant des drâles, dans). *Ismaïli* en comptant deux, le premier datant du milieu du XV<sup>e</sup> siècle et couvert de quinze étages, le second construit au XVI<sup>e</sup> siècle (avec vingt étages), pour accueillir le premier, devenu inutile d'un coup vana, et aplombé dans le vana de la rue. La plupart des centres de l'Empire en avaient un<sup>24</sup>. L'existence de *bedouins* est attestée dans beaucoup de capitales arabes. Dans certains cas, il ne s'agit peut-être que de *qaysariyya*, comme appeller *bedouins* pour appeler les édifices que l'on construisait dans les grandes villes turques. Au Caire, le *Khan al-Khalil* fut souvent qualifié de ce nom (dans sa version arabe : *Ismaïli*), non d'ailleurs sans raison, puisqu'il avait été construit pour les commerçants turcs (dont il fut le centre principal d'activité jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle) et que ses créateurs purent donc s'inspirer des *bedouins* qui existaient alors en Anatolie et à Ismaïli. Le « *bedouin* » d'Alep, tout à peu près identique de la Grande Mosquée, n'était peut-être, sous un autre nom, que l'antenne *qaysariyya*<sup>25</sup>. Mais nous savons que plusieurs *bedouins* furent effectivement construits sous les Ottomans. Il semble bien que le « *bedouin* » d'Alger fut édifié, au cours de la régence des temps, un peu avant 1582 : c'est là que l'on vendait les esclaves et les primes, d'entre-dans les produits de la guerre de course. Il y avait, par ailleurs, à Alger une « *qaysariyya* »<sup>26</sup>. A Damas, un *bedouin*, *bedouin* tout près de la Grande Mosquée et du marché des Oufères, devant être le centre du quartier des temps. Un premier commerce, le *bedouin* ancien (*bedouin* *al-qadim*), construit par Murad Fâch, vers 1596, devant servir un usage. Quelques années plus tard, avant 1608, Murad Fâch construisait un « *bedouin* » (ou *bedouin*) dans la description *époque* évidemment les *bedouins* ottomans : un bâtiment couvert par seul couloir supportées par de puissants piliers, comportant une salle avec un bassin et accessible par quatre portes, dont les 61 boutiques étaient destinées aux marchands d'étoffes, une boutique étant réservée au chef de leur corporation (*shaykh al-bedouin*)<sup>27</sup>.

### L'existence des activités

Les marchands d'épices (*antika*), les marchands de sucre, auxquels s'ajoutaient les marchands de café à l'époque ottomane, étaient alors le plus près du centre, avant d'être les temps pour des activités portant sur des produits particulièrement coûteux et faisant l'objet d'un commerce international. On peut supposer que c'est son importance pour le conditionnement des produits échangés dans les temps qui expliquent qu'à Alep le marché des cordons (*Sûq al-Hikâli*) ait été situé dans le centre même des marchés, à proximité immédiate de la Grande Mosquée.

Dans ses études sur l'organisation des marchés et des métiers, L. Mauguen a mis l'accent sur le rôle de la répartition des corps de métiers, en donnant comme raison principale la stagnation des techniques<sup>28</sup>. Il est vrai par exemple que la localisation des marchés du Caire, dont on peut suivre l'évolution dans le détail pendant sept siècles, donne une impression de permanence tout à fait remarquable le long de la grande avenue de la Qasaba : du *Maqâdî* (début du XV<sup>e</sup> siècle) à la Description de l'Égypte (vers 1800), le marché des Orfèvres (*Sûq al-Hakim*) [I 6], un celui des tourtereaux sur bois (*Sharâfiya*) [K 6], restent absolument fixes ; les marchands de soie se déplacent de temps de cent mètres, du *Sûq al-Hakim* (XV<sup>e</sup> siècle) à la Tourne al-Hakim (XVIII<sup>e</sup>) [K 6]. Mais beaucoup de remaniements de détail témoignent du déclin de certains métiers et du progrès d'autres, cependant que des activités nouvelles font leur apparition. Le déplacement des fourreurs d'une position tout à fait centrale (*Sûq al-Farâh*, en K 6, d'après Maqâdî), vers une implantation dans la rue sud (deux *sharâfiya* al-Farâh, en 34 P 5 et 154 P 7) traduit sans doute la diminution de l'importance de ce commerce, de l'époque mamelouke, pendant laquelle la fourrure était largement utilisée pour symboliser l'accession aux charges politiques et militaires, à l'époque ottomane. Par contre, le commerce d'un produit tout récemment introduit dans le trafic international,

main essentiel, et même le café, s'installa bientôt dans la centre de la ville : les 62 khâns et soukils où il s'échangeait étaient tous situés au cœur même du quartier central (14 dans le Khân al-Khalîf [I 3], 31 entre le Hammâm [K 4] et le souk al-Akhîr).

Les limites des zones centrales sont faciles à tracer : ce sont celles de la région de densité maximale des souqs spécialisés et surtout des caravansérails où se déroulent le grand commerce. Au Caire, métropole dont la puissance économique était alors comparable même avec celle des autres grandes villes arabes, la zone centrale contenait, sur une surface totale de 50 hectares, 50 souqs (sur un total de 144 soukils) et 129 khâns et soukils (sur un total de 348 localités). Trois grandes échelles de marchés (Chitrîyya et Hammâm [K 6], Gamîlîyya [G 4], Khân al-Khalîf [I 3]) occupaient l'essentiel de l'activité économique de la ville, et en particulier le commerce des épices, du café et des tissus. Entre 1376 et 1390, 28,5 % des commerçants et artisans que j'ai identifiés y avaient leur boutique, et leurs successions représentaient 48,4 % du montant total des successions étudiées. L'immense qui régnait dans cette région était décoré avec la même destination par un voyageur arabe du XIV<sup>e</sup> siècle et par un visiteur européen du XIX<sup>e</sup>. Maslât rapporte l'impressionnisme de Mubarriz al-karîm, en 1390 : « La grande foule que je pleins sur la place Entre-les-deux-Palais [partie centrale de la Qasba, H 6], je crois que j'aimais un passage d'un noir en d'un grand entrecroisement à cause du défilé incessant des passants... J'ai entendu dire qu'il y avait des gens qui même les jours gras portaient des robes, en chemisant le noir Entre-les-deux-Palais. Ils se lavaient à leurs chais tout en marchant, sans que nul d'eux crût compte, par suite de la presse et du fait que chaque individu ne s'occupait qu'à son propre plaisir ». Et Asqaré décrivant sous les recommandations du Caire en 1844 : « Rien n'est plus étroit que l'aspect des rues du Caire, imaginant trois mille personnes traitant ou gaisant sur elles... On est bientôt enroulé dans ce tourbillon. Arrivé par les yeux des

lèvres et des passants, attentif à ne pas blesser les femmes et les enfants... à ne pas blesser ses parties de ses vêtements ou de son personnel ou même de la robe qui le fronce ou le heurte à tout moment, l'étranger... est en proie à une impatience insupportable »<sup>17</sup>.

Avec une intensité et une ampleur nouvelles, les centres des autres grandes villes arabes étaient tout aussi impressionnants. Le régime de la Médina (ou al-Madîna) d'Alep (106 hectares) comptait 31 soukils (sur les 56 de la ville) et 19 caravansérails (sur 33 localités), où se concentraient le grand commerce international des épices et des épices (voir le fig. 71). C'est là aussi que résidaient les négociants européens, dans des khâns dont ils firent leurs consulats. Des grands travaux de transformation dérivèrent au plus de trois siècles suivants à la Cité l'apparence d'un ensemble monumental homogène, auquel contribuaient à la magnificence architecturale des nouveaux souks et des grands khâns, l'étendue de la surface consacrée au commerce, l'impression d'un seul que dégageait, tout elle restait essentiellement adaptée à leurs fins, les différentes constructions de l'ensemble »<sup>18</sup>.

Avec une unité architecturale même visible, les centres commerciaux de Damas (17 souqs sur un total de 64, 27 khâns ou 57, dans une zone de 8,7 hectares), de Bagdad (11,5 hectares : 31 soukils sur un total de 51, 35 khâns sur un total de 44), de Mossoul (10,3 hectares) reproduisaient des concentrations économiques comparables à celle d'Alep. A Tunis, le tissu central rassemblait, sur 6 hectares, à une distance de moins de 100 mètres de la Grande Mosquée, 22 souqs, où se déroulaient toutes les activités essentielles : souqs des marchands d'épices [J 6], des Textes [J 6], des vêtements [K 6], des marchands de chéchias [I 6], Sitq al-Birka [J 3], où étaient vendus les esclaves, etc. Seule Alger, avec un centre réduit à 1,3 hectares, et une quinzaine de marchés (sur 46), donnait l'impression d'une ville d'importance secondaire, de ce point de vue.

La configuration des centres dépendait des circonstances

historiques qui avaient précédé à leur naissance, mais sous des conditions dans lesquelles ils s'étaient développés. La disposition historique ou quasi frappante dans le cas d'Alep, fondation antique, que dans le cas du Caire, création arabe. A Alep, la ligne des ruelles occupait évidemment l'emplacement de la rue à colonnades antiques, suivant le processus décrit par J. Souvaget : elle se développait au prix de 800 mètres, de Bab Antikya (G 3) au vantage de la Casbah, elle était doublée ou triplée par ailleurs, et les artères se perpendiculaient à la direction principale (nord-sud) ou coulaient dans le quadrillage que la ville devait à sa fondation hellénistique. La structure du centre économique du Caire avait été fixée, une fois pour toutes, lors de la fondation fatimide : la rue centrale (Qasaba), qui s'allongeait en une vaste place étale à entre les deux palais à fatimides (Bayn al-Qasrayn), était devenue, après l'abandon des palais par les Ayyoubides, un très long couc, développé sur environ 1 600 mètres entre Bab al-Futûh (E 4) et Bab Zawayta (M 4). Les artères économiques avaient comme débouché le long des rues marchées à cet axe principal, et s'étaient fixées sur des rues perpendiculaires ou parallèles à la Qasaba : Gamaliyya (G 4) à l'Est, Marghâh (suivant la procession populaire de *a Amr al-Gaylâh* et) (F 4) au nord-ouest, Bâdâshîyya (I 7) à l'ouest, sans que les débris fallacieux de la zone centrale.

Dans les autres villes, le quartier central se présentait souvent comme un réseau de rues en forme de grille qui trahissait parfois une influence antique. C'est sans doute le cas de Tadmor où la rigidité, presque orthogonale, de la disposition des coucs qui entourent la Grande Mosquée est frappante. C'est évidemment celui de Damas dont le quartier des grands marchés se développe le long des réseaux de rues perpendiculaires aux deux grande axes nord-sud de Bab al-Barî (F 3) (qui s'élève à la porte de la Grande Mosquée, potentiellement temple romain) et de la rue Dimsa (G 3) (ancien decumanus romain). Mais une création arabe comme Bagdad présentait une disposition tout à fait analogue, dans

la zone située entre la mosquée al-Wafr (K 18) (à l'ouest de la rue coulant au pied de la Tigre) et la mosquée Mirshayn (M 22). Dans le centre d'Alger, entre les mosquées al-Jadîd (F 4) et al-Sayyida (F 7), les coucs se disposaient selon un plan à peu près orthogonal sur un espace tellement réduit que des extensions s'étaient développées le long des rues coulaient aux portes, et surtout vers Bab 'Azîza (E 3), principale sortie de la ville.

La structure topographique aussi exceptionnelle du centre économique de Mossoul, un triangle qui avait son sommet au Sagî et se base le long du Tigre, explique les caractères de son organisation des marchés et des *qaymârya* appuyés à partir du couc principal, le Saq Bâb al-Sagî, lorsqu'on avance vers le nord-est, c'est-à-dire vers la source. Il faudrait une connaissance approfondie de l'histoire du développement de cette zone (et en particulier de la date de construction des coucs et des *qaymârya*) pour rendre compte d'une disposition aussi peu courante.

#### Les lieux de l'activité économique : boutiques, marchés et caravansérails

##### Les boutiques

Les boutiques (*dûkkân*, *âlânâ*) appartenaient à un type qui avait peu varié du Moyen Âge à l'époque moderne, et que l'on retrouvait, à peu près identiques, de Fès à Bagdad. Les descriptions faites par Souvaget, pour l'Alep occupée, par Lant pour le Caire ottoman, ou par Le Tourneau pour Fès ou début de ce siècle, concordent avec ce que l'on peut croire voir dans la plupart des quartiers traditionnels des grandes villes arabes. Un petit local carré, de six ou sept pieds de haut, et de trois à quatre pieds de large, deux Lant, parfois doublé par une autre pièce qui était utilisée comme réserve (servant

à l'étranger, comme les « alban » d'Alger. } Le plancher de la boutique était généralement recouvert de deux ou trois pouds, au-dessus du niveau de la rue et souvent prolongé par une banquette de pierre et de briques construite devant la façade (mansaba). La boutique était close, la nuit, par des volets de bois ; la partie supérieure se relevait en formant éventail, mais souvent ; le ou les volets inférieurs se relevaient pour former un comptoir. Il n'y avait, en général, pas de communication entre la boutique et la rue de l'immeuble auquel elle était souvent adossée. Normalement, le commerçant n'habitait pas dans le souq : un journa de travail achevé, il retournait chez lui après avoir fermé sa boutique avec un système de barres ou des serrures plus pittoresques que véritablement sûres ; mais tous les marchands étaient-ils gardés la nuit. Les marchands ne mettaient dans leur boutique que les marchandises dont ils avaient besoin pour la vente immédiate ; tout le reste, ils le déposaient d'un magasin (ou *caïer* : *khay*) dans un environnement voisin, où ils entreposaient le reste de leur stock. L'entassement de la boutique était sommaire : une natte, un tapis, quelques matras. Le commerçant se tenait sur la banquette, et c'est là aussi que pouvaient s'installer ses clients demandant la transaction et devant éventuellement microscopiques par la dégradation du sol. Ces banquettes, qui débordaient dans la rue, constituaient une entrave sérieuse à la circulation. D'autre part, en période de trouble, les émeutes pouvaient être tentées de les utiliser pour construire des barricades<sup>22</sup>. Aussi les autorités envisageaient-elles souvent de leur disparaître ces encombrantes et dangereuses banquettes. C'est ce que fit, en mars 1890, à Tunis, Hamoud Bey dans le but avant de faciliter le passage dans les rues commerçantes, une mise en état des boutiques, mais les résultats, constatés par certains d'entre eux, se penchaient en faveur de l'interdit général. Les objectifs des occupants émiraux au Caire en 1890 également, étaient évidemment stratégiques : ils n'auraient pas le temps de terminer cette opération (qui

Muhammad 'Alī devait mener à son terme un peu plus tard), mais ce fut aussi pour cacher une plus sincère aux boutiquiers affectés qui, devant l'expression pittoresque de Gabarti, devaient rester au fond de leurs échoppes à attendre des clients dans leurs zones<sup>23</sup>.

Une telle simplification explique que la construction des boutiques ait été généralement nulle. Les documents de souq dont parlent sont de certains de boutiques isolées apparemment en série : le souq de Muhammad Faris, en 1574 à Alep, comportait deux corps de 144 boutiques. Cette plantation même facilitait le développement des centres commerciaux par simple juxtaposition de groupes de boutiques construits des corps nouveaux. Leur prix était peu élevé : l'imar Likhān khalīf en construisit 20, en 1730, près de la maison de Sultan Hama, au Caire, pour une somme globale de 33 500 paras, soit 1 675 par boutique (l'équivalent du tiers du salaire annuel d'un secrétaire à cette époque). Les loyers (sujra), qui étaient habituellement payés mensuellement, paraissent avoir été également assez bas.

Le nombre des boutiques qui comptaient les grandes villes était remarquablement fonction de leur activité économique. Si on en croit le conseil Truffaut qui mentionnait, en 1829, le brevis d'une liste d'un souq auquel par boutique, et observant qu'en en recensant près de 20 000 souqs, le nombre de boutiques du Caire atteignait ce total ; ce chiffre ne paraît pas exagéré si nous le rapprochons d'autres évaluations récentes (Damas (4 606 boutiques en 1971), Tunis (5 054 en 1960) et, en bas de l'échelle, Alger, 2 000 boutiques vers 1970 et 2000<sup>24</sup>).

#### Les souqs

Les souqs étaient des structures économiques en général ouvertes qui avaient pour caractéristiques habituelles une forte spécialisation professionnelle et une concentration géographique marquée. La tendance au regroupement dans

ou lieu unique d'artisans ou de commerçants exerçant la même activité est un trait si traditionnel de l'organisation du travail dans les villes musulmanes qu'elle fut par elle considérée comme une obligation légale : un *âdret* du 4 novembre 1864 rappelait aux autorités du Kairen que seuls pouvaient habiter le souq des parfumeurs (*Souq al-Attila*) ceux qui exerçaient ce métier et que, inversement, l'exercice de cette profession devait être interdit au dehors du souq<sup>1</sup>. Chaque métier occupant une rue particulière, la zone d'un métier désignant trois états de « lieux complémentaires » : le marché où étaient situés les artisans et les commerçants exerçant cette activité, la corporation professionnelle qui les regroupait, et qui avait pour centre ce point géographique; enfin, le lieu lui-même auquel le nom faisait par s'attacher, la toponymie consistant d'avoir une quelconque signification technique (au Caire, sous les Ottomans, le *Fikhhanda* [L. 4] était occupé par des marchands de tissus maghrébins très précieux, et non plus par des « charbonniers »). Cette organisation pouvait devenir échaquée lorsque les membres d'une communauté religieuse ou ethnique étaient spécialisés dans une activité déterminée. Les souqs d'Antioche étaient organisés suivant le principe d'un triple échaquement technique (chaque artisan spécialisé appartenant à un ensemble corporatif), toponymique (sous les artisans d'une même corporation étant réunis dans un souq particulier) et communautaire (tous les artisans d'une même corporation, et donc d'un même souq, appartenant à un même groupe national ou religieux, turc, albanais ou chrétien) : le souq des *Sapagena* (*Sabidilâ*) y était alcazar, celui des marchands-écrivains (*baydara*) turc, celui des orfèvres (*bayramî*) chrétiens<sup>2</sup>.

La structure des souqs était très variable. Dans un grand nombre de cas, le marché s'étendait sur la simple juxtaposition de boutiques constituant le long d'une rue ou à un carrefour. Dans des marchés purent aussi naître spontanément, par transformation progressive de rues résidentielles en rues à dominante commerciale. C'est de cette manière en particulier

que des centres secondaires apparurent, à proximité des portes, dans les faubourgs nouveaux : le souq de Bab-elâ (*J. 23*) à Alep, décrit par Sauvaget, près, le long de l'artère axiale du faubourg nord-est, l'aspect d'un souq spécialisé dans l'équipement et le ravitaillement des caravanes<sup>3</sup> (voir la fig. 18). L'équipement de tels souqs était évidemment commun à des boutiques assez hétéroclites, pas de couverture ou une couverture rustique de paille, de branches, parfois de autres en de toiles reposant sur des bûches de bois. Cependant, de tels marchés spontanés, au plus vifs, étaient susceptibles de s'organiser : en 1781, Muḥammad Paşa al-Ara construisit, à Basvalât Souq al-Ara des boutiques construites d'un seul côté de la rue, sans couverture, par un véritable souq (qualifié de « neuf », *Jadid*) avec des boutiques sur les deux côtés de la rue, et un toit<sup>4</sup>.

Mais notre époque est riche aussi en opérations concertées, prévues : un véritable caractère architectural se développant autour une structure rigoureuse, en particulier dans les centres urbains, à proximité des Grandes Mosquées, là où les dynasties mamloukes avaient construit des marchés couverts qui furent agrandis et améliorés sous les Ottomans. Ces opérations avaient naturellement un but économique et tendaient à favoriser l'expansion du commerce qui enrichissait le pays et ses gouvernants. Vers 1640-1647, les droits de marchés à Tane étaient offerts à un soldat qui versait le montant de la ferme (*kumâ*) directement à la caisse chargée du paiement de la solde des Janissaires; d'ah l'intérêt des autorités pour la construction de souqs. Le dey Ahmed Khân (1640-1647) permit un soldat turc qui avait épousé un marchand de Tane : « Ne sais-tu pas que ces marchands ont des obligations envers un seul homme (fermier)? Si la pratique des spéculateurs et des voleurs se généralisait, les transactions s'effondreraient, les sources de revenu du soldat disparaîtraient et le paiement des soldes des 'mihar (Janissaires) s'interromprait »<sup>5</sup>. Beaucoup de ces opérations se développaient aussi dans le cadre des souqs, dans le but d'entretenir des monuments ou des fondations reli-



glieuses (et, dans l'ensemble, d'assurer des services substantiels ou constituant et à ses descendants). Dans tous les cas, ces entreprises visaient à renforcer le prestige des fondateurs qui manifestaient ainsi leur puissance dans les secteurs les plus fréquents de la ville, d'où le lien avec lequel ces constructions ultérieures étaient réalisées, parfois en liaison avec les constructions religieuses dont elles étaient le complément.

Parmi les réalisations dont il est encore possible d'apprécier l'importance, et souvent de reconnaître la série de marchés qui furent construits à l'époque mamlouke à Tounis, sur une surface de près de deux hectares, dans la région située à l'est de la Grande Mosquée, il y a Yûsuf Bey (1610-1637), pour Hammûdî Pachâ (1632-1658), bâtisseurs également leurs successeurs (en 1611 et 1655). Ces constructions devaient favoriser le redressement économique de la ville, celle entre des déviances du siècle précédent, mais elles manifestaient certainement aussi le souci des gouverneurs de Tounis d'affirmer la stabilité de leur pouvoir. Le souq al-Tounî (J 6), le souq al-Bayha (J 5) qui étaient l'un et l'autre de Yûsuf Bey, sont parmi les plus importants. Le marché des Tounî, à l'un des plus beaux de Tounis et, d'après le contemporain Ibn Abî Dînâr, était auparavant pavé et était protégé par des voûtes en briques; les boutiques s'élevaient sur la rue par des arcades portées par des colonnes; au milieu du souq était construit un café qui a subsisté et qui est un des plus anciens du monde arabe. Le souq al-Bayha, où étaient vendus les esclaves, s'élevait, au carrefour de trois rues, en une petite place devant un train aligné par deux rangs de trois colonnes; l'allée centrale, plus large, portait une coupole<sup>24</sup>.

Le Souq al-Rabwa du Cairr est le grand souq monumental qui constitue la partie centrale de l'ensemble de constructions édifiées par l'émir Rabwa Bey, vers 1428 et 1447, dans le cadre du grand souq qui avait alors été précédemment, parti au sud de Bâb Zawâyil (M 6) (voir la fig. 14). Il s'agit, à nouveau dans ce cas, d'une entreprise à caractère, à la fin desonnesque (dans une région qui était en plein développement

au début du XVI<sup>e</sup> siècle), religieux (les souqs de Rabwa devaient permettre l'entretien d'univers et de fondations diverses), politique enfin : des constructions aussi monumentales dans un secteur aussi central ne pouvaient que servir le prestige d'un personnage qui était l'émir dirigeant de l'Égypte, et dont la puissance était telle qu'une photothèque, évidemment impérieuse, s'élevait pas à ériger des temples relevant de monuments religieux aux mêmes circonstances et même à la tribu de Quraysh (à laquelle appartenait le Prophète)<sup>25</sup>. Le Souq al-Rabwa, vaste marché destiné à des commerçants (parfois) et à des artisans du cuir, s'étend sur une longueur totale de 125 mètres. Elle est couverte, sur une longueur de 50 mètres, par un plafond de bois percé de louverures. De part et d'autre de la rue, large de six mètres, sont disposées les boutiques. Des passerelles couvrent les portes descriptives l'étage au sabbir - il est traité de bois rectangulaires (souvent en doubles alternées), qu'occupent un rail et une volée. Seul grand marché couvert qui subsiste au Cairr, le Souq al-Rabwa constitue un témoignage impressionnant de la splendeur d'une architecture au principe utilitaires<sup>26</sup>.

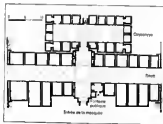
À Alep, la série des grandes opérations de souq poursuivies au XVI<sup>e</sup> siècle a été la partie sud de la Médina d'un ensemble de souqs édifiés dans la tradition des grands marchés couverts médiévaux. Certains ont un très remarquable caractère monumental et sont d'ailleurs rattachés par des systèmes de voûtes et de coupoles aux principales constructions du souq. Le Souq khân al-Gamrûk (P 13) et le Souq al-Saqûbiyya (construite en 1574) sont ainsi liés au portail monumental du khân al-Gamrûk. Dans le cas du souq de Babwa Pachâ (P 11), l'insulation est plus étendue encore : un système de coupoles, dont l'une surmonte l'entrée monumentale de la mosquée (construite en 1583), la seconde le souq, et la troisième l'entrée d'une *aparture* (qui appartient également au souq) assurent la liaison entre les trois monuments<sup>27</sup>.

Quelles que fussent leur origine et leur structure, souqs spontané et souqs architecturaux formaient l'objet d'une



15. Souq el Wefik de la Douara Khela at-Sousse à Alger : coupe longitudinale (D'après J. Sauvageot - Alger n° 174 fig. 54).

organisation qui était très voisine de l'organisation corporative, et qui d'ailleurs, dans la plupart des cas, se confondait avec elle puisque le souq n'était que l'aspect topographique d'une réalité dont la corporation était l'aspect professionnel. Le souq (ou la corporation) était donc placé sous le contrôle d'un cheikh (ou *amir*) qui valait à l'ordre public et à la régula-



16. Souq el Bakhel-Pacha à Alger (d'après J. Sauvageot - Alger n° 174 fig. 55).

tion des transactions, et servait d'intermédiaire entre les autorisés et les gens du marché. Il était souvent assisté d'un *naqib* et d'un *hâkîm* (fortraïn).

Les souqs (ou même les plus riches, dans la région centrale de la ville) étaient fermés la nuit par des portes de bois et placés sous la surveillance de gardiens (*naqeds* à Tunis, *hâkîs* à Alep) et de portiers (*houarâs*), qui étaient habituellement placés par les patrons des ateliers et des boutiques. En cas de vol, le gardien était tenu pour responsable. À Alger, le gardiennage était confié aux *Bekeks* qui, au nombre d'environ 150, se postaient devant les boutiques et les magasins. Un système dérivé existait à Tunis où s'élevaient des *Wargils* qui assuraient ces fonctions : en 1899, on en compta cinquante surveillant entre des gardiens mauresques et *wargils* pour la garde de plusieurs souqs, le cheikh de ces derniers avait appelé que, depuis cinq cents ans, le garde du Souq el-'Attârâs leur était confié. Cette surveillance, la quasi interdiction de toute circulation dans les quartiers des souqs, après la tombée de la nuit, des mesures complémentaires tendant à assurer un minimum d'éclairage nocturne, assuraient généralement la sécurité des marchés. Elles ont les incidents comparables à ceux qui eurent le Caire en 1642, lorsque la ville fut en proie à des bandes de voleurs (*maudirs*) opérant dans différents quartiers, et en particulier à Tullâs, où 40 boutiques furent saquées et en une seule nuit ainsi que nous l'avons mentionné plus haut<sup>16</sup>.

Néanmoins, les souqs étaient réputés comme des « lieux de perdreau », des endroits à tout le moins suspects, spécialement pour les femmes, en raison des nombreuses rumeurs qu'elles étaient susceptibles d'y faire, en particulier pendant les périodes de crise; elles leur en interdisant en partie la fréquentation. En 1739, un edict turcinois interdit en effet d'Alep de faire faire les travaux nécessaires pour remettre à la pierre qui couvrait le souq Khinqîlî, la « promiscuité des hommes et des femmes qui en est la conséquence risquant d'avoir des effets fâcheux pour la moralité publique. En 1743,

Ar'ad Pacha décide de partir en campagne contre les hidjalas : il réunit un grand nombre de *faïssis* et de *solétaires*; les marchés de Damas ferment et on interdit aux femmes de sortir. En août 1786, des désordres se produisent au Caire; le El, défendant, est fait aux femmes de s'asseoir dans les boutiques des bijoutiers et de stationner dans les marchés, seul le temps strictement nécessaire pour leurs achats; le El, au fait, erre dans les rues que les femmes ne doivent pas aller dans les marchés et que les contrevenantes seront punies. Apparemment c'est un grand succès, malgré les rumeurs déjà courues dans une période aussi trouble<sup>24</sup>.

Le nombre des souqs dans les différentes grandes villes varie proportionnellement à leur importance économique. Le Caire en comptait 145 et Alep seulement 77, une différence qui est à l'image de l'évidente prééminence du Caire. Bagdad (52 souqs), Damas (45), Alger (40) venaient ensuite. Mais les besoins de la vie courante justifiaient, dans toutes les villes, quelle que fût leur importance, la présence d'un nombre minimal de marchés : les souqs sont donc au moins moins abs de l'activité commerciale des villes que les caravansérails.

#### Les caravansérails

Les fonctions et la structure architecturale des caravansérails sont d'une remarquable permanence, bien que la terminologie ait beaucoup varié suivant les époques et suivant les régions. Au Caire, on employa successivement les mots *funduq*, *peygarriyya*, *ikhân* et finalement *maktila* (qui était perçue avec utilité à l'époque ottomane). Les dénominations habituelles étaient, en Afrique du Nord, *funduq* (et *maktila* en Tunisie, avec la forme de *maktila* n), et au Syne et au Iraq, *ikhân* (le *peygarriyya* d'Alep était, comme nous le verrons, un établissement plutôt industriel). Au Yémen, on disait « *amman* » (on y avait même employé le mot *ikhân*<sup>25</sup>). Mais la définition que donne G. West du caravansérail vaut dans presque tous les cas et pour toutes les périodes : un « bâtiment servit

مركز للتجارة  
والسكنى و الترفيه  
C D E 249  
في شارع قاتري سوق احمد  
3 Rue Kadiri Sol Ahmed  
GRAN 120 20 21 22

en forme de shelter réunissant des chambres, des magasins et des boutiques pour les marchands »<sup>26</sup>.

Ces établissements servaient essentiellement en grand commerce et au commerce de gros. Très fréquemment, les caravansérails étaient spécialisés dans le commerce d'un produit déterminé, d'où l'établissement étant essentiellement un *hân* : le *Funduq al-Zayt* de Tims servait le commerce de l'huile, le *Wakala al-Sihân* du Caire était le centre principal du commerce du sucre. Ce monopole sur le commerce d'un produit était parfois réglementé par les autorités elles-mêmes : un document de 1754 indique que le commerce du sucre à Alep devait être fait exclusivement dans le *Khân al-Sihân*. Au Caire, les taxes hebdomadaires ou *Mualliyas* devaient être apportés à l'« *agalla* » dix des *Hanufs* a puis y être entreposés, à l'exclusion de toute autre<sup>27</sup>. Une telle spécialisation était naturellement commode pour les marchands eux-mêmes, et elle correspondait exactement à celle que l'on trouvait dans l'organisation des souqs. Mais elle était aussi fort « *concentrée* » pour les autorités qui pouvaient plus facilement contrôler les activités commerciales et lever les droits qui pendaient sur les produits dont le commerce était ainsi strictement organisé. De ce fait, les caravansérails étaient souvent fréquentés par des marchands de même origine nationale, un caractère qui rappelle, à nouveau, l'organisation des souqs : il y avait, à Alep, un *Funduq al-Jarikh* (des gens de Djirha); au Caire, le *Wakala al-Sihân*, mentionné plus haut, était un caravansérail où se rassemblaient les Palestiniens qui avaient, dans cette ville, un quasi-monopole du commerce du sucre.

Les caravansérails étaient souvent comme de véritables corporations et parfois ils se constituaient effectivement une, placés sous le contrôle d'un *cheikh*, tel, au Caire, telle des « *marchands de sucre* qui vivaient dans l'Opéra du al-Sihân »<sup>28</sup>. Ils étaient administrés, comme les *cas*, par le propriétaire ou par son représentant, par le fermier qui avait pris à ferme les taxes qui pendaient sur eux, par le *shah* (administrateur) du souq auquel ils appartenaient, ou par leur *cheikh*. Des

portiers qui y logeant veillaient à la sécurité des lieux, percevaient les loyers des magasins et des appartements et exerçaient un certain contrôle sur les gens qui y résidaient, éventuellement pour le compte des notables.

La structure des caravansérails, parfaitement adaptée à leurs fonctions, atteignait son équilibre dès le Moyen Âge et ne changea plus guère ensuite. Par une entrée couverte qui pouvait avoir un aspect monumental, et sur laquelle donnaient les locaux occupés par le portier ou l'administrateur, on accédait à l'intérieur du bâtiment, de forme globalement carrée ou rectangulaire. Le caravansérail s'organisait autour d'une vaste cour qui était le plus souvent à ciel ouvert, mais qui, dans certains cas, était couverte et dont le centre était parfois occupé par une fontaine, ou un petit oratoire. Au pourtour, on trouvait des magasins (en Égypte, *khân*), où les négociants pouvaient déposer leurs marchandises, et parfois une douane. L'étage comportait des logements, petites cellules rectangulaires qui donnaient généralement sur une galerie. Les dimensions des caravansérails étaient naturellement très variables. A Tunis, le Fardouy des Français, un des plus grands qui nous aient été conservés dans cette ville, ne couvre pas plus de 1 000 mètres carrés. À Caïre, le *Wahid al-Dhahiq* Karakhanî a une superficie de 2 625 mètres carrés; mais les *madâin* de Bâgh, où l'empereur était sans doute mieux servi que dans le centre de Caïre, étaient souvent plus vastes : le *Wahid al-Nharî* mesure 78 mètres sur 46 et couvre une surface totale de 3 540 mètres carrés<sup>24</sup>. C'est sans doute à Alep que se trouvaient les caravansérails les plus vastes : le *madîna* total du *khân al-Gasrak* est de 4 047 mètres carrés et la surface moyenne des 17 *khân* de la *Madîna* dont nous connaissons la structure actuelle est de 2 282 mètres carrés. Il s'agissait d'ensembles souvent imposants, les *khân* non religieux les plus considérables qui aient été construits à l'époque ottomane, dont la porte pouvait dans être très élevée. La valeur de certaines *madâin* de Caïre atteignant ou dépassant le million de piastres (par exemple à *Shay al-Sûlî* [N 6], 1 714 272

piastres en 1738, le *Wahid al-Tufîh* [N 7], près de Bâgh Zawayt, 625 000 piastres, en 1744), plus que n'importe quelle autre construction à usage économique<sup>25</sup>. Ces investissements importants s'expliquent justifiés par le profit que l'on en attendait : le caravansérail constituait la construction-typique pour un placement à caractère spéculatif; c'était aussi un élément que l'on retrouvait très fréquemment dans les *waqf* pour la même raison.

Le nombre des caravansérails existants au début de l'ère de l'islam économique d'une ville. Leur localisation est également très significative, la zone du centre maximale des caravansérails délimitant habituellement la zone centrale de la ville. Il n'est donc pas surprenant qu'il existe la Caïre soit largement en tête de toutes les villes arabes, avec un total impressionnant de 360 *khân* et *madâin* éparpillés pendant la période ottomane, dont 348 ont pu être localisés avec une précision moyenne (229 dans la région centrale de la ville). Alep devait compter une centaine de *khân*, dont nous n'avons pu identifier que 56 et localiser 53. Damas (57 *khân* identifiés), Bagdad (64) et Mossoul (35) étaient des villes d'importance comparable sur ce point. Les 18 caravansérails d'Alger sont à l'image du site secondaire de cette ville dans le grand commerce méditerranéen.

Les villes arabes nous offrent un vaste répertoire de monuments qui n'ont pas fait encore l'objet de recherches systématiques, mais dont la richesse et la variété sont évidentes pour qui parcourt les vieux quartiers des grandes villes historiques : les caravansérails sont sans doute les témoins architecturaux les plus remarquables de la période ottomane et les plus caractéristiques d'une époque où des mouvements utilitaires pouvaient s'être pas totalement débarrassés de valeurs artistiques<sup>26</sup>.

Dans l'Afrique du Nord ottomane, les *funduq* ou les *madâin* sont des monuments d'importance plutôt modeste, surtout si on les compare aux constructions semblables du Proche-Orient. Nous avons malheureusement peu de choses des *funduq* d'Alger qui ont disparu avec l'ensemble du centre

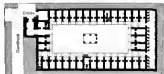
ville, détruit peu de temps après la conquête. Mais par leur structure architecturale, leur utilisation (marchés et logements), leur nombre même (un voyageur), ils sont comparables à ceux de Tana, dont un bon nombre ont été conservés. Un des plus typiques est le *Funduk* des Français [G 10] qui fut construit en 1660 pour la roy de Tana pour le logement de la « Nation » (communauté) française, suivant un modèle venant à Tana avec les Mawradites et les Husaynites. Il s'agit, en réalité, du premier des deux bâtiments, à peu près semblables, où logèrent les musulmans et les commerçants. Un beau portail de pierre, encadré de deux colonnes engagées, avec une partie de bois sculpté, donne accès à un vaste vestibule qui servait une cour carrée, entourée d'une galerie dans les arcs sont portés par 16 colonnes (sans se porter), on trouve les portes du palan couvertes en velours, occupées par des magasins. À l'étage, des logements s'ouvrent sur une seconde galerie. Le bâtiment occupe une surface d'environ 1 000 mètres carrés et comporte une cinquantaine de locaux. Le second bâtiment est à peu près semblable<sup>66</sup>. Ces deux constructions sont purement fonctionnelles, tout comme le *Funduk* al-'Antaria [I 7], situé au centre même du quartier des souqs, et dont la structure est strictement identique (avec des dimensions plus modestes encore, environ 625 mètres carrés), mais qu'il est difficile de dater avec certitude de l'époque ottomane ou de l'époque ottomane, tant les formes de ce type de bâtiment ont peu évolué pendant des siècles.

Les Khân de Mossoul paraissent avoir apportés à ce type de monuments, de dimensions modestes et étendus de toute prestation architecturale - c'est bien l'impression que donnent ceux qui subsistent des trente-cinq qu'eussent possédés la ville à l'époque ottomane, avec leur entrée vestibule, leur cour (*sahel*) sans couverture, les magasins et les décors au rez-de-chaussée et les logements (*shabq*) à l'étage (ou aux deux étages) - le Khân al-Ma'di [O 13], qu'il est possible de dater avec une certaine précision (un peu avant 1722), est un bâtiment d'une surface d'environ 1 300 mètres carrés, qu'un voyageur du

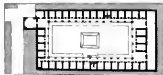
XVIII<sup>e</sup> siècle décrit comme comprenant 26 chambres, et que son aspect modeste<sup>67</sup>. Mossoul comptait aussi des *gynécées*, locaux couverts et fermés la nuit, réservés et des boutiques spécialisées dans le commerce de gros d'un produit ou d'un petit nombre de produits, qui devaient être rapprochés des souqs plus que des caravansérails.

Tout le fait différents en complexité architecturale et en noblesse artistique appartenant les caravansérails des principales capitales commerciales, le Caïre, Alep et Damas. Ils étaient à l'échelle de l'activité commerciale dont ces villes étaient le théâtre, dans la qualité de leur construction et projetaient des traditions anciennes qui s'étaient exprimées dans d'admirables constructions mamloukes, dont quelques-unes ont survécu jusqu'à nous.

À Caïre, la structure des *ashab* et des khân était, pour l'essentiel, faite bien avant 1517, mais que le nombre des édifices comme le *Wahid* du Qayt bîy [E 5], près du Khân al-Nasr (construit en 1480-1481), ou celui de Ghûl [K 5], près d'al-Azhar (1504-1505)<sup>68</sup>. Elle ne devait guère changer, pendant la période ottomane, sauf ce qui concerne des points de détail (conception des portails, décoration) et les dimensions des édifices. Deux exemples concernent des monuments à peu près contemporains nous permettant de nous faire une idée précise de ce type de monuments au Caïre. Le *Wahid* El-Hâfîz Kethkudâ [G 5], situé dans la quartier de Gamâliyya, et construit en 1623, est aujourd'hui très dégradé, mais Faouzi Costa en a fait, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, de magnifiques relevés qui nous le font connaître dans le détail. Elle est située au croisement de la rue de Gamâliyya et de la rue Tawhîd-shayya. L'entrée impressionnante par son aspect monumental : monument d'un étage en saillie, elle pouvait être le porche d'un palais ou vestibule coulé, couvert de voûtes pinnacles, donne accès à une cour ou un jardin de laquelle s'élevait un oratoire et une fontaine. Au rez-de-chaussée de la *ashab* se trouvaient 32 magasins (*shabq*) où les négociants pouvaient entreposer leurs marchandises. Le premier étage comportait



Plan d'al-Ghali



Plan

17 Wabla al-Ghali (al-Rikaz) au Caire (d'après Pascal Coste - Architecture arabe, planche 24, 25)

une galerie sur laquelle donnaient 35 appartements (talaga). Un *raï*<sup>10</sup> (immeuble à destination locative) occupait le second étage<sup>11</sup>. Dans cet édifice, certains traits, comme l'organisation axée horizontale de l'espace (longue de 75 mètres, large de 25, la *wabla* a une surface de 1 875 m<sup>2</sup>), la vaste cour, avec la construction centrale, font penser à la Syrie, ce qui servait à rappeler que le quartier de Goullikya était fréquenté par beaucoup de négociants syriens. Par contre, le Wabla al-Rikaz



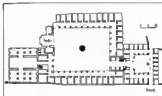
18 Wabla al-Rikaz au Caire (d'après Pascal Coste - Architecture arabe, planche 24, 25)

[C 3], situé à moins d'une centaine de mètres de là, dans la rue Tumbakchaya, est caractérisé par une verticalité qui paraît typiquement égyptienne et dont le Wabla al-Ghali donne l'exemple le plus achevé dès avant 1517. Ce monument axial, qui date probablement de la fin du xv<sup>e</sup> siècle, a la forme d'un quadrilatère de 25 mètres sur 45, sa superficie totale étant voisine de 1 000 mètres carrés. Sa surface, développée sur quatre niveaux, est animée par des décors à motifs hiéroglyphes (grilles de bois), encore un trait égyptien. Un portail architectural majestueux, puis un passage à voûtes d'arcades, mènent à une grande cour (dimensions 27 mètres sur 13), autour de laquelle s'élèvent des bâtiments de pierre au rez-de-chaussée et de quelques aux étages. Sur quatre niveaux se succèdent, au rez-de-chaussée des magasins, au premier étage des logements donnant sur une galerie, et aux étages

représenté en six compartiments 20 appartements, avec chacun une terrasse : les *mandrakh* qui se développent en suite sur la cour, aux deux étages supérieurs, sont une des caractéristiques de cette *maïla*<sup>18</sup>.

Les khân monastères d'Alep montraient, avec la même évidence, la persistance des influences byzantines. Antérieurs à la conquête ottomane, le Khân al-Sâibân [N 14], et le Khân al-Abrak [O 11], qui ont subsisté jusqu'à nos jours, sont de beaux exemples d'une architecture qui a inspiré la disposition et le décor des monuments construits après 1534. Le Khân Qurt Bey [L 15], un des monuments ottomans les plus anciens d'Alep (il a été construit vers 1540), est remarquable par ses vastes proportions et par l'originalité de sa disposition. Avant d'y pénétrer, on traverse un petit couq de forme carrée qui était fréquent par les locataires des chambres du khân. Une très belle entrée monumentale, précédée d'un porche à colonnes, donne accès à la vaste cour du khân, au milieu de laquelle est disposé un grand bassin : on trouvait, au res-de-chaussée, sur ses côtés ouest, nord et est, des magasins sous les arcades — auxquelles correspondaient les arcs de la galerie de l'étage (appartenance des marchands) — et, sur le côté sud, un grand *hâim* (place servant sur la cour par son haute arcade). Les dimensions de la cour, la présence, sur le côté sud, d'un *hâim*, et sa décoration, l'allure très horizontale de l'architecture sont des traits qui permettent typiquement syriens<sup>19</sup>. Le Khân al-Gamrah [P 12], construit vers 1574, a des dimensions exceptionnelles : le caravansérail lui-même a une longueur de 79 mètres et une largeur de 85 mètres ; on en tient compte de la *qaymaqçiy* qui le prolonge au sud, la surface totale est de 6 167 mètres carrés. Il ne comporte pas moins de 52 magasins au res-de-chaussée et de 77 pièces à l'étage. On y trouve également une petite *maïla* et un *hâim* dans la cour. Mais sa décoration, qui évoque ouvertement l'art *mandrah*, n'est pas moins remarquable. La très belle entrée est précédée d'une coupole (aujourd'hui disparue), qui lie l'édifice au couq qui la jointe du côté nord, les façades sur la rue et sur la cour

ont fait l'objet d'un traitement décoratif tout à fait exceptionnel pour un monument de ce type, et elles constituent une des grandes richesses de l'art alépin sous les Ottomans<sup>20</sup>. Construit beaucoup plus tardivement, le Khân al-Waqf (1682) [N 15] a malheureusement beaucoup souffert des travaux d'entretien de l'époque contemporaine qui ont considérablement réduit ses dimensions primitives (survies 4 500 m<sup>2</sup>) et considérablement compromis son équilibre architectural. Sa

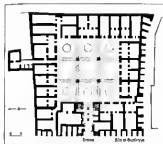


18 Khân al-Qurt Bey à Alep, le couq et le *hâim* (planche L 150)

décoration est presque aussi remarquable que celle du Khân al-Gamrah dont elle est d'ailleurs véritablement inspirée (on particulier dans le traitement des façades extérieures et intérieures du portail monumental). Dans ce cas encore, on peut apprécier la profondeur de l'inspiration *mandrah*, mais aussi, d'une manière générale, la vigueur des traditions syriennes qui l'inspirent en les influençant venant d'Istanbul<sup>21</sup>.

Cette vitalité si remarquable des types architecturaux dans les caravansérails de Tadmor, du Caire ou d'Alep rend plus

intéressante encore la diffusion à Damas, au XVIII<sup>e</sup> siècle, d'un modèle nouveau, caractérisé par la couverture de l'espace central en moyen de coupoles. Damas comptait un grand nombre de khân de structure traditionnelle avec espace central à ciel ouvert, mais les constructions couvertes en coupoles n'y étaient pas rares : nous en avons vu plus haut que le *bedestan* construit, avant 1600, par Murâd Pacha comportant neuf coupoles, disposition qui était sans doute le résultat d'une influence ottomane directe. Ce type de construction est apparemment un grand succès au XVIII<sup>e</sup> siècle puisque toute une série de khân furent bâties avec des cours placées sous des coupoles : Khân Salaymân Pacha [F 5], édifié en 1732, par un *waïf* appartenant à la famille des 'Azm et dont le cour rectangulaire (11,30 sur 22,50 mètres) était couverte de deux grandes coupoles aux pendentifs, aujourd'hui effondrées, et était entouré de 17 magasins en *rendekhanâs* et de 19 chambres donnant sur une galerie, à l'étage<sup>20</sup>; Khân al-Salaymânîyya (reconstruit avant 1787) [F 6], avec trois coupoles<sup>21</sup>; Khân al-Hidâiyya (reconstruit avant 1787) [F 6], avec deux coupoles<sup>22</sup>. Mais aucun de ces monuments n'avait l'ampleur du grand khân (appelé *qaymâriyya* par les contemporains) que Aḥmad Pacha al-'Azm (gouverneur de Damas de 1743 à 1747) bâtit, entre février-mars et octobre-novembre 1753, dans le Souq al-Baḥrîyya, à une distance de moins de cent mètres des trois khânas précédents [F 5]<sup>23</sup>. Long de 52 mètres et large de 46 mètres, cet édifice était le plus vaste caravansérail de Damas (surface totale : 2 500 mètres carrés). Sa salle carrée (37 mètres de côté) était couverte par neuf coupoles disposées par quatre piliers : elle permettait d'accéder à de vastes locaux commerciaux, deux escaliers menant à la galerie de l'étage, sur laquelle se trouvaient une trentaine de pièces. Si le bon goût monumental évoque l'architecture mamelotte, l'organisation intérieure est sans précédent à Damas et n'a encore équivalent à Alep. Dans ce cas, une influence ottomane paraît tout à fait probable, et peut-être faut-il considérer que ce khân est l'équivalent, au plus XVIII<sup>e</sup> siècle, des *bedestans*



20 Khân al-Baḥrîyya à Damas. Sur-ou-d'ensemble (d'après A. Rifā' al-Khānā Maḥmūd (Cairo), carte n° 7).

construits, cent cinquante ans avant, à Damas. Une construction aussi imposante était sans doute justifiée par l'activité commerciale de Damas, et par le volonté du pacha, alors au faite de son autorité, d'assurer des revenus importants au grand *waḡf* qu'il constituait. Mais c'était aussi une entreprise de prestige destinée à manifester la puissance de son promoteur, le référence à un style « impérial » n'étant pas, elle non plus, dépourvue de signification politique.



## Les activités artisanales.

Les activités artisanales dans les grandes villes arabes ont fait généralement l'objet de remarques péjoratives de la part des voyageurs occidentaux, surtout à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsque la médiocrité des arts dans les pays orientaux contrasta, d'une manière flagrante, avec les progrès enregistrés en Europe. Tout à fait caractéristique, de ce point de vue, sont les remarques d'un observateur, il est vrai particulièrement sévère : les arts indiens n'ont les plus simples, écrit Volney, à propos de l'Égypte, qu'il visita en 1783, n'y sont encore dans une sorte d'enfance. Les ouvrages de menuiserie, de serrurerie, d'architecture, y sont grossiers. Les marbres, les quincailleries, les canons de fusil et de pistoles viennent tous de l'étranger. À peine trouve-t-on au Kaire un barbier qui sache recommander une mesure, et il est Karaplan... On y fait de la poudre à canon, mais elle est brute. Il y a des raffineries, mais le sucre est plus de raffinage, et celui qui est blanc devient trop coloré... Dans cette barbarie générale, touchait-il, on s'étonne que le commerce n'ait conservé l'activité qu'il déploie encore au Kaire. Le tableau n'est pas moins sombre en Palestine et en Syrie. Le maître d'y exercer les arts, remarque encore le voyageur, n'entraîne presque en tout les procédés des siècles anciens : par exemple, les Bédouins qui font le fromage à Alep ne sont pas de l'école des Arabes ; si les tentures des Grecs... Les tentures dont ils sont doués restent jusqu'au Kaire... Le travail doit être celui des Grecs et des Romains, etc.<sup>10</sup>. Rien d'étonnant donc à ce que les auteurs modernes se montrent aussi sceptiques : « Si on les compare à leurs antécédents méditerranéens, soient Gênes et Bayona, les produits industriels de l'Égypte et de l'Asie se réduisent à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à peu, dans l'ensemble, primitifs et grossiers. Il y avait peu de demande pour du mobilier baroque ou rococo et ces industries étaient parties en déclin »<sup>11</sup>.

## Les caractères de l'artisanat.

Une des principales caractéristiques de l'artisanat était l'extrême division du travail. Ce morcellement des activités productives se traduisait par une dislocation radicale de l'atelier et de corporations professionnelles. À Tunis, au XIX<sup>e</sup> siècle, note F. France, la fabrication des fusils est fragmentée entre trois corporations, la première faisant les canons, la seconde les baïonnettes et la troisième fabriquant les verrous et procédant au montage des différents pièces, les *hachapys* (fabricants de charnières) avaient certaines tâches à des artisans spécialisés. Le *balamer*, qui rend une arme de bois à la longueur extérieure des baïonnettes de type baler, le *balanji* qui pose des talons, etc.<sup>12</sup>.

C'est naturellement en Caire, ville où les activités artisanales étaient les plus développées, et les plus variées, que cette division était la plus marquée. La liste dressée par les Français en 1801, bien qu'incomplète, ne mentionne pas moins de 104 corporations à caractère artisanal. Dans certaines branches d'activité, l'indivision était extrême. Il y avait au moins six corporations de tailleurs : *tailleurs* (*shabghin*), *tailleurs* en toutes couleurs sauf le bleu, *tailleurs* en bleu, *tailleurs* de taille à *hassidîn*, *tailleurs* des draps de bain, *tailleurs* de robes à *hadi*. Les *tailleurs* de bois (*sharabi*) étaient répartis en quatre corporations : *tailleurs* en bois, *menuisiers* de bois pour faire des tables, *fabricants* de tables, *fabricants* de grilles. Il y avait six corporations d'*ouvriers* en fer (*shadidin*) : *ouvriers* en fer, *ouvriers* en acier, *ouvriers* d'*agallin*, *ouvriers* de cuivre, *menuisiers*, *coiffeurs*, etc.<sup>13</sup>.

Ce morcellement ne correspondait pas à une division technique du travail (qui aurait pu avoir des effets positifs), mais à un émiettement du processus de production (dont il résultait la médiocrité). Les ateliers artisanaux étaient en général de petites dimensions, n'employant, le plus communément, qu'un maître et quelques ouvriers. Pour Tunis, au XIX<sup>e</sup> siècle,

P. Ponsard trouve le nombre des maîtres de corporations artisanales à trois mille environ, celui des compagnons à neuf mille et celui des apprentis à six mille, soit trois compagnons et deux apprentis par atelier en moyenne. Une partie importante de la production provient d'ateliers familiaux. A Alep, note Barwell, « une multitude de petits artisans ont un ou deux métiers dans leur propre maison. Une grande partie de la soie, avant que du coton, est filée et préparée pour le métier par les femmes qui emploient le temps que leur laissent leurs occupations domestiques, à cette sorte de travail »<sup>17</sup>. Pour le Caire, le voyageur turc du XVII<sup>e</sup> siècle, Evliya Çelebi, donne des chiffres également significatifs : pour 117 métiers de caractères artisanaux, son auteur mentionne 13 149 boutiques et ateliers, et 45 791 travailleurs, soit 15 individus par atelier ou boutique, en moyenne un patron et deux ou trois ouvriers, chiffre tout à fait vraisemblable qui change sans doute avec peu jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>18</sup>.

Ce double morcellement aggravait les effets de la stagnation de techniques qui n'avaient gué aucun progrès notable depuis le début de l'époque moderne. Les voyageurs européens étaient sensibles à une situation qui contrastait avec celle d'un Occident en plein essor, et de s'accrochaient pour constater la médiocrité de l'outillage utilisé par les artisans et le caractère restreint de leurs méthodes, même si leur ingéniosité et leur débilité leur permettaient parfois de produire des objets parfaitement réussis, comme le remarque Barwell à Alep<sup>19</sup>. Sur ce point, aucune ville ou zone est mieux connue que le Caire pour lequel les planches de la *Description de l'Égypte* (qui sont comme un décalogue de celles de l'*Encyclopédie*) illustrent avec la plus extrême précision les commentaires des auteurs français. Les chaudronniers (dont l'art est jugé proche de la perfection) emploient les mêmes outils que leurs homologues français, « quelque plus grossièrement finis ». Les forgers au Caire peuvent plutôt se comparer à nos forgers de campagne, et se livrent des modèles simples d'un modèle qui était courant en Europe au XVI<sup>e</sup> siècle. Les tourneurs sur bois utilisent un

« tour » très imparfait, mais suppléent par leur adresse à cette imperfection. Le métier des tisserands en lin ressemble à celui des tisserands des compagnons; il est assez grossièrement établi et peu solide. Le métier du fabricant d'étoffes de laine, « grossièrement fait, est consistant en deux bras, attachés avec des clous et des ficelles ». Le moulin à sucre, bien qu'anglais, est décrit comme un instrument assez « imparfait », d'une construction grossière. Le moulin à plâtre est une machine bien conçue, mais rudimentaire : « toutes les pièces de bois, d'acier, de fer et les deux axes, sont des branches grossièrement taillées, en même temps avec leur forme »<sup>20</sup>.

Un outillage aussi rustique était peu encombrant et très mobile. Un des auteurs de la *Description*, Canclère, remarquait que « le chaudronnier, le forgeron, l'orfèvre, le menuisier et presque tous les artisans en Égypte, transportent leur atelier et le transportent dans la cour de celui qui veut les employer... Le chariot d'un charpentier ou d'un des raffis ou transport des métaux et de tout ce qui est nécessaire à leur établissement et à leur travail »<sup>21</sup>. Cet outillage était aussi peu coûteux, et, compte tenu de la faible dimension des ateliers, il ne représentait qu'un investissement réduit. Dans les conversations d'artisans que j'ai pu étudier, à partir des registres des Trébuchaux du Caire, le matériel ne figure que pour une faible part de la production. Pour quatre artisans en cuivre et en fer, la valeur des outils de travail est évaluée à un moyenne de 1 703 paras, sur une moyenne moyenne de 12 446 paras (soit environ 13 pour cent). Dans l'artisanat textile, une des activités principales de l'Égypte, l'outillage était tout aussi modeste. Un métier à tisser de bois (naaf), il est vrai fort rustique, ne valait pas plus d'une centaine de paras. Avec le matériel utilisé dans les ateliers des fabricants de tissus de soie (*hariri*), s'exigeant-il qu'un investissement réduit : pour seul de ces artisans, la valeur moyenne du matériel étant de 774 paras, soit 1,4 %, seulement du montant moyen de la production (69 772 paras). Rarement étaient les artisans qui admettaient un outillage un peu complexe et coûteux : les presses à huile

(qui, d'après la Description, pouvaient valoir jusqu'à 30 000 paras), le matériel de raffinage des filousiens de sucre (quelques milliers de paras) constituaient les exceptions les plus notables<sup>2</sup>.

#### Place du Partisanat dans l'activité artisanale

Les faiblesses de l'artisanat que révèle l'étude des techniques utilisées et de son organisation sociale justifient largement les contacts sélectifs que j'ai mentionnés plus haut. La médiocrité de certaines productions locales avait parfois les responsables politiques à faire appel à des étrangers, dès le *xviii*<sup>e</sup> siècle. En 1772, l'Alî Bey décide de faire venir en Égypte quatre ou cinq artisans en feu, recrutés au Palatin, pour fabriquer des canons. En 1789, Ismaïl Bey prend contact avec le consul de France au Caire et demande que la France lui envoie un ingénieur-en-chef, un chef fondeur, et avec un nombre d'ouvriers en fait de lui faire du canon, des mortiers et, et des constructions pour faire des bâtiments sur le Nil. Un peu plus tard, à Alger, le Bey utilise de même des Européens pour fonder les canons<sup>3</sup>.

Cette dépendance à l'égard de l'étranger se manifeste en particulier dans le domaine des productions de luxe dans lesquelles les artisans locaux avaient jadis brillé. Ce changement témoignait de l'insécurité des artisans locaux à produire les objets dont s'entouraient les membres de la caste dominante et de la bourgeoisie indigène, mais il attestait également des changements profonds dans le goût, dans la manière où, aux objets traditionnellement fabriqués localement, les gens de l'élite préféraient désormais des objets apportés à grande frais de l'Europe. On doit insister sur cette double manière le succès de plus en plus grand importé par les tissus d'origine européenne. « Le mode de s'habiller de drap [importé] qui était il y a vingt ans, prévalait dans les seuls Grands du Pays, s'est étendu depuis peu à toutes les personnes aisées », écrit le consul de France au Caire en 1740. « A Tunis, le mode des

seins de leur importés (souvent d'Occident) était si solidement ancré dans les usages que le bey Memouda Pacha ne jugeait pas besoin de prohiber d'exemple en portant un habit en soie (sérénade) tant à Dyche, pour faire la leçon à ses courtisans et les encourager à faire usage de tissus du pays<sup>4</sup>. Tout aussi significatif l'usage de plus en plus large fait, par exemple, de courroies de cuir importées de l'Occident (en particulier de Delft) dans les belles chaussures d'Alger et de Tunis, en dépit de la qualité de la production locale. En Égypte, les importations de verre, en provenance à peu près exclusive de Venise, avaient fait des progrès rapides dans les dernières années du *xviii*<sup>e</sup> siècle au point de représenter, avant les estimations de Girard, dans la Description de l'Égypte, 14,10 % des importations de l'Égypte en provenance de l'Europe<sup>5</sup>.

Le bilan de l'artisanat n'était cependant pas totalement négatif : quelques villes arabe nous donnent des exemples de productions qui, par leur volume et par leur rôle dans l'activité économique globale, échappent au verdict général de déclin prononcé par les voyageurs. L'industrie des chécheks de Tunis est une de ces exceptions. Répandue par les Andalous venus s'installer en Tunisie au début du *xviii*<sup>e</sup> siècle, la fabrication des bonnets resta liée à cette communauté qui en tira prospérité matérielle et prestige. Le processus de fabrication comprenait un grand nombre d'opérations dont une partie seulement se déroulait à Tunis : montage de la laine à l'Ariana, village proche de Tunis, couture dans les ateliers de Soubourg de Halles-sur-lavage et foulage au Hattat de Trébouche, ou la Wolgerie, cardage et tonte à Tunis, remonte à Zaghouan, mise en forme, feutrage et finition dans le souk. La qualité des maîtres premiers employés (Jules espagnols, vénitiens), le soin apporté à la fabrication employant la supériorité de la chéchek tunisienne sur les produits européens concurrents (marcellais, en particulier). Au total, environ 15 000 artisans, travaillant pour quelques 500 maîtres chéchek, fabriquant, vers la fin du *xviii*<sup>e</sup> siècle, un peu moins

de 100 000 douaniers de boutons (deux fois plus que la France). La production, qui paraît avoir triplé entre 1750 et 1770, donnait lieu à un vigoureux courant d'exportation vers les autres pays de l'Empire : l'Égypte recevait pour 35,4 millions de paons de boutons (plus de 20 000 douaniers) du Maghreb, surtout de Tunis, soit plus du tiers de ses importations de cette provenance; les Turcs leur constituaient une compagnie à Istanbul où ils contrôlaient ce commerce. Par ses organisations, le nombre des individus concernés, le volume de la production et de l'exportation, la fabrication des boutons constituait une véritable industrie dont l'activité ne cessa jamais à décliner qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, sous l'effet de la concurrence européenne<sup>68</sup>.

L'industrie du sucre était une activité très ancienne qui avait tenu une grande place dans l'économie de l'Égypte médiévale et qui y avait gardé une importance assez remarquable, d'où, sans doute, la localisation très centrale des ateliers des *sakkarîyya* (mouliniers de sucre) au Caire, à proximité de la Qasaba où se trouvaient les poids de vente (*Shay al-Sakkarîyya*, en 257 M 4). D'après E. Lipp Schöhl, il y avait au Caire quarante usines (moulin à sucre) où travaillaient trois cents personnes. À cette époque (fin du XVIII<sup>e</sup> siècle), les fabricants de sucre étaient exceptionnellement riches pour des artisans : entre 1679 et 1796, j'ai relevé, dans les archives des Tribunaux, 14 successions de *sakkarî* dont le montant moyen (147 649 paras) était supérieur à la moyenne des successions d'artisans (48 845 paras). Cette prospérité témoigne de l'activité d'une production qui resta exportatrice jusqu'à ce que, au XVIII<sup>e</sup> siècle, les produits de Marseille, de Trieste et de Gênes viennent concurrencer la production égyptienne sur ses marchés traditionnels du Levant et surtout progressivement la pousse des *sakkarî* égyptiens<sup>69</sup>.

Plus durable fut la prospérité de l'artisanat textile dont Le Caire était un centre très actif (usage des laines de lin et de coton, et surtout filature et tissage de la soie). Un tiers des artisans sucreries dont j'ai étudié les successions étaient des

artisans du textile, principalement des fabricants d'étoffes de soie (vingt-cinq successions sur 159 successions d'artisans sucreries entre 1679 et 1796; 31 sur 194 entre 1776 et 1796). Bien que la technique de fabrication et que la qualité des produits fussent assez médiocres, la production textile égyptienne faisait l'objet d'une exportation active vers les pays de l'Empire et même vers l'Europe. À la fin du siècle, l'Égypte exportait pour 124,9 millions de paons de tissus vers l'Afrique du Nord, 56,3 millions vers la Syrie, et le montant total de ses exportations était comparable à celui des réexportations de café, principal produit commercial de l'Égypte à cette époque. L'envahissement progressif du marché égyptien et levantin par les textiles européens ne pouvait que provoquer à terme une crise profonde dans l'artisanat égyptien, d'où les premières signes d'appauvrissement, en effet, vers la fin du siècle, avec, par exemple, une baisse sensible des fortunes des tisserands au sein (*harîf*) caennais : successions moyennes de 87 415 paras pour 17 de ces artisans entre 1679 et 1796; successions moyennes de 33 353 pour 12 *harîf* entre 1776 et 1796. Mais la vitalité de l'artisanat textile était encore assez forte pour que l'on constate une augmentation régulière des achats de textiles égyptiens par les commerçants marocains installés au Caire, du début à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : 148 000 livres en 1700-1702 (6,8 % du total des achats marocains); 242 000 en 1750-1754 (9,5 % du total des achats); 480 000 en 1782-1789 (17 %)<sup>70</sup>.

C'est sans doute à sa position sur les grandes routes du commerce, et en rôle qu'elle jouait comme centre de redistribution qu'Alep doit l'importance de son secteur manufacturier, en particulier dans le domaine de la fabrication des textiles dont l'apogée se situe au XVIII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Ce tissu était naturellement lié à la constitution de l'Empire et à l'ouverture d'un énorme marché intérieur qui stimula les activités « industrielles ». Il n'est pas impossible que les parcs à moutons y aient directement contribué au développement l'installation d'ateliers textiles : une des plus impor-

toutes productions d'Alep, non seulement à exporter, mais la zone d'Alep, une véritable zone (aléna : à rayé 4), ce qui a fait supposer à Gêbe et Boreau que la fabrication de ces tissus fut peut-être introduite par les Ottomans<sup>66</sup>. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, Rachid du Boscage estimait qu'il y avait à Alep 12 000 métiers à tisser et 100 tanneries, et il donnait une longue liste des productions, très variées, de l'industrie textile alepaine : étoffes de soie, de coton, étoffes brodées en soie et en argent, toiles blanches ou noires, cotons, châles de laine, cadifrons, etc. Une documentation qu'il n'est certainement pas parvenu à voir un document de 1762 concernant les conditions de fabrication des tissus à Alep se trouvait par suite de 45 copies différentes d'étoffes tissées dans cette ville<sup>67</sup>. Les statistiques commerciales qu'on trouve dans un bon index de la prospérité de cette production au XVIII<sup>e</sup> siècle : les achats de toilerie originaux d'Alep passent de 85 000 livres, en 1700-1702, à 1 324 000 livres, en 1750-54, et finalement à 1 496 000 livres, en 1782-1789, soit respectivement 16,4 %, 43,8 % et 48,2 % du total des achats marocains dans cette échelle. Durant cette dernière période, Alep fournissait 67 % du total des textiles que le commerce marocain importait en provenance de l'ensemble du Levant (3 529 782 livres au total<sup>68</sup>).

L'industrie à textile d'Alep se développe surtout dans le faubourg nord de la ville, et elle fut sans doute un des éléments moteurs d'une croissance dont nous avons vu la rapidité : toute la région arabe au nord du Bâb al-Nasr (I 14) va s'étaler les étiers de tissage ou de tannage dont beaucoup ont subsisté jusqu'à nos jours. Cette expansion se fit principalement à l'intérieur d'une structure très caractéristique de la ville d'Alep, la *qaysariyya* de tissage, qu'il faut distinguer de la *qaysariyya* — telle fronde où l'on vendait des objets de valeur — et de la *qaysariyya* — boutique et entrepôt de marchandises. Les *qaysariyya* de tissage s'ordonnaient autour d'un espace central et comportaient généralement un étage. Les métiers étaient installés dans les chambres, ou niches

voûtées, qui s'ouvraient sur la cour et sur la galerie. Les trois *qaysariyya* construites dans le quartier de Jadayda (F 12), dans le cadre du *waqf* Iqbalî Pachâ, avaient des surfaces de 1 145,800 et 807 mètres carrés, et elles comportaient respectivement 27, 14 et 28 pélois, de dimensions trois fois moindres (sur des plus vastes avait pour dimensions 7,80 sur 4,30, soit 49 m<sup>2</sup>, une des plus petites 2,60 sur 3,40, soit 19 m<sup>2</sup>), séparées en deux niveaux; des escaliers à col ouvert donnaient accès aux étages qui comportaient de vastes latrines où les tisserands pouvaient effectuer les opérations exigeant le déplacement des fils. Beaucoup de ces *qaysariyya* furent construites sous les Ottomans : ces bâtiments constituaient un des placements les plus rémunérateurs pour les capitans, c'est pourquoi on les trouve habituellement en grand nombre dans les *waqf*, leurs revenus permettant l'entretien des monuments religieux ou des œuvres en faveur desquels la fondation était construite<sup>69</sup>.

Les industries du soie ou de la tannerie méritaient d'être aussi étudiées, non seulement en raison de l'importance de leur rôle économique, et du nombre des artisans qu'elles employaient, mais aussi parce qu'elles ont amené la construction de bâtiments qui, malgré leur destination utilitaire, présentent un bel intérêt architectural. Darîd du Boscage recensait sept *semmariyya* (tanneries) à Alep, celle qui s'étendait le plus à l'est de la médina 'Ukshîrîyya (I 17) est un vaste édifice du XVI<sup>e</sup> ou du XVIII<sup>e</sup> siècle, dont l'équipement (comportant des creux pour la fabrication du soie dans des salles vastes et des échères à l'étage, protégés par des *siennîyya*) est à peu près intact. La grande tannerie construite au XVI<sup>e</sup> siècle (en partant de 1534), à l'extérieur de Bâb Antîkîya, au bord du Qaysariyya (H 8), a disparu, mais nous récemment, puisque J. Sauvaget en donna une photographie. Nous en connaissons les dimensions : 170 mètres de long sur 40 de large, soit une surface d'environ 6 800 mètres carrés, avec 54 pélois au rez-de-chaussée et 18 à l'étage. Un bain public, réservé aux tanneurs, et une *semmariyya*, seule à proximité,

complémentait cet ensemble commercial, qui faisait partie du *sauf conduit* en 1874 par Mahomet Pachà<sup>10</sup>.

D'une manière générale, la production « industrielle » des villes arabes ne doit donc pas être négligée. Les grandes villes possèdent un rôle essentiel dans l'économie globale des pays dont elles étaient le centre, en fournissant à la population rurale les produits dont elle avait besoin et que ni les ateliers familiaux, ni l'artisanat rural ne pourraient fabriquer en quantité suffisante : outillage, vêtements, objets de luxe. D'autre part, les villes fabriquant des objets qui étaient exportés vers les autres provinces de l'Empire, dont les productions étaient complémentaires : si les contacts d'échange internes nous étaient mieux connus, cette complémentarité apparaîtrait plus clairement. Si nous prenons le cas de l'Égypte, pour laquelle les éléments statistiques sont un peu moins déficients que pour les autres provinces arabes, la part de commerce locale aux productions artisanales, concentrée pour l'essentiel dans les grandes villes, semble importante. D'après Girard (dans la *Description de l'Égypte*), l'Égypte vendait pour 131 348 000 paras à la Syrie, dont presque la moitié (58 250 000 paras) représentait la valeur de 2 à 3 000 balles de soie de la fabrication au Caire; elle lui achetait pour 210 542 000 paras, dont 43 000 000 de tissus divers (tissés de coton de Palestine, tissés de soie et de coton de Damas et Alep), et 18 200 000 paras de savons de Syrie et de Palestine. Toujours d'après Girard, l'Égypte exportait vers le Maghreb une grande quantité de tissus produits par l'artisanat local : tissus de lin et de coton (3 000 balles vers Tunis, 350 vers Alger); tissus de soie « poney » (4 à 500 pièces vers Alger); tissus de coton tissés en rouge (5 à 600 pièces vers le Maroc). Au total, environ 124,9 millions de paras, ou un mille maritime et caravanes de 158 771 150 paras. Les pays du Maghreb vendaient à l'Égypte des tachebouch, fabriqués pour l'essentiel à Tunis (25 400 000 paras), des burnous (10 millions), des chemises de lin (7,2 millions), des châles de laine (1,8 million), des chemises de soie (1,5 million), produits traditionnels

de l'artisanat maghrébin, dont le total représentait près des deux tiers des importations égyptiennes par le vers maritime (91 963 875 paras)<sup>11</sup>. Cette production artisanale jouait un rôle non négligeable dans les relations commerciales avec les pays européens voisins. D'après les statistiques de la Chambre de Commerce de Marseille, les Echelles d'Égypte achetaient, entre 1785 et 1789, une moyenne annuelle de 473 000 livres de draps et en vendaient pour 400 000 livres. Le hâs d'Alep était encore plus satisfaisant : pendant les mêmes années, l'Échelle vendit aux commerçants marseillais pour une moyenne de 1 694 000 livres de toiles et leur acheta pour 600 000 livres de draps<sup>12</sup>.

En dépit de la pléthore de plus en plus massive de la production européenne, et de la crise qui s'amorçait dans les artisans locaux, les grandes villes du Levant continuèrent à être les centres d'une fabrication dont les produits correspondaient aux goûts des consommateurs locaux, et dont une partie pouvait encore trouver des débouchés dans les pays européens. Ce n'est que vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle que les industries textiles locales s'effondrèrent au face de la concurrence européenne, entraînant avec elles les économies urbaines traditionnelles dont elles avaient largement contribué à assurer l'équilibre.

Chapitre 6  
Les formes de résidences et  
les types d'habitat

Introduction

Pas de domaines paraissant aussi familiers que celui de l'habitat dans les villes arabes. La notion traditionnelle a été le sujet de beaucoup de réflexions de caractère théorique (en particulier en ce qui concerne les rapports entre la structure et l'organisation religieuse et sociale de l'islam), elle a donné lieu à des monographies nombreuses et de grande qualité<sup>1</sup>. Il est cependant peu de problèmes qui restent aussi obscurs, en raison, d'une part, des lacunes qui subsistent dans notre documentation, et d'autre part, des stéréotypes qui continuent à avoir largement cours.

Nous ne sommes véritablement arrivés au point de précision que l'habitat offre au moyen des villes arabes avant le début de la période contemporaine. C'est le seul point lequel l'archéologie urbaine nous fournisse un débroussaillage satisfaisant. Les valeurs de cette situation sont si évidentes qu'il est à peine besoin de les rappeler. Les maisons anciennes (et détaillées avec quelque précision) qui sont parvenues jusqu'à nous sont

naturellement les maisons qui, bien construites et bien adaptées, ont fait l'objet d'une utilisation continue par des occupants qui avaient les moyens de les entretenir et de les réparer. À ces conditions, certaines ont pu durer pendant des siècles : l'on compte sans doute quelques palais qui remontent aux Mamelouks; Tane et le Caire conservent des vestes d'architecture hafside ou mamlouke. Mais ces cas sont exceptionnels; l'œuvre du temps a vu tomber de la plupart des monuments de la maison, moins régulièrement entretenus que les édifices religieux. Plus récemment, la modernisation des villes a entraîné des ravages dans les zones anciennes : au Caire, toute la moitié ouest de la ville « historique » a disparu dans des opérations d'urbanisme qui remontent au XIX<sup>e</sup> siècle. Dans ce qui subsistait des centres anciens, les changements socio-économiques qui ont fait accéder à des occupants riches ou aux occupants moins fortunés ou même pauvres ont eu des conséquences désastreuses : la dégradation accélérée de ce qui restait des grands palais mamlouks ou ottomans que l'on connaît depuis quelques décennies au Caire est due à une telle transformation dans le niveau social des occupants, lors plus qu'à un vieillissement naturel des monuments. De l'habitat moyen et pauvre, peu de choses subsistent : délaissés avec moins de soin, avec des matériaux de moins bonne qualité, les habitations de cette catégorie ne survivent que l'espace d'une ou deux générations et sont donc perpétuellement renouvelées. Dans la plupart des cas, le parcellaire est le seul vestige qui demeure de l'habitat de la partie la plus pauvre de la population. Les formes architecturales que nous offrait les zones historiques des villes ne sont donc que partiellement représentatives de l'habitat ancien, dont seule la trame [le plan, les voies, zones noyau]. Il s'agit là d'une évidence qui ne doit être rappelée que parce que les historiens des villes ont parfois négligé de la prendre en compte.

Les sources historiques dont nous disposons ne nous permettent pas de corriger véritablement cette distorsion. Les documents d'archives dont nous possédons un grand nombre

et une grande variété, transparents immaculés empilés dans les cages des cours des rades, construction d'immeubles *maïf*, un mouvement habilement que les résidents appartenant à la plus belle partie du parc immobilier urbain, celles dont la vente justifiait un surcroisement, celles qui figuraient dans les successions les plus importantes (les salles conservées en grand nombre), celles enfin qu'il était notable de faire entrer dans la liste des constructions destinées à servir une fondation. Les habitations de la partie la plus pauvre de la population sont, naturellement, peu représentées dans ces documents, et ce n'est guère qu'en déduisant de relations de voyages (d'un haut niveau scientifique lorsqu'il s'agit, par exemple, de la *Description de l'Égypte*) que quelques indications nous sont parvenues sur la manière d'habiter de la plus grande partie de la population urbaine, aucune littérature romanesque ne venant malheureusement combler cette lacune.

Tout naturellement, l'attention des chercheurs a été surtout attirée par les vestiges les plus remarquables de l'architecture civile, les plus séduisants pour les historiens de l'art. Ce qui subsistait d'un habitat simplement « moyen » n'a fait que très récemment l'objet de recherches systématiques<sup>1</sup>. On doit donc se résigner à un pouvoir reconstituer que partiellement un aspect aussi fondamental de l'habitat du plus grand nombre des habitants des grands centres urbains, leur manière d'habiter.

Autrui comme je viens de signaler, et qui sont dues aux limites de l'information que sont concevables de nous fournir l'archéologie urbaine et les archives, s'ajoutent les effets d'un grand nombre d'autres sources qui ont contribué également à alimenter la recherche sur l'habitat privé dans les grandes villes arabes. La première concerne l'époque républicaine, dans ces villes, d'une répartition spatiale fondée sur des critères socio-économiques. L'expression la plus récente d'une telle conception se trouve dans l'ouvrage de A. Abdel Nasse sur les villes syriennes : « Caractérisée par une certaine homogénéité

atmosphère, rigoureuse et souvent confessionnelle, les quartiers riches sont socialement compacts. Traditionnellement, le mariage des familles riches et pauvres est de rigueur dans les villes arabes ». Une telle conception repose, plus ou moins, sur l'idée que la société islamique traditionnelle était assez égalitaire. J'ai cependant plus haut que les recherches réalisées dans les archives des Tribunaux égyptiens prouvent qu'il n'en était rien, et que, en tout cas au Caire, à l'époque ottomane, les inégalités socio-économiques étaient très fortes, un phénomène qui apparaîtrait avec plus d'évidence encore si les documents du Tribunal ne sous-représentaient pas les très petites successions, et si les successions englobaient les biens immobiliers, surtout détenu par les plus riches, et qui ont rarement la cote. On a peine à penser qu'une hiérarchisation aussi marquée ne trouvait pas son expression géographique dans une différenciation des résidences suivant la niveau socio-économique des habitants. Sur ce point, s'est, une fois de plus, l'absence de toute connaissance statistique de la structure sociale de la population urbaine et de toute information chiffrée sur les conditions de l'habitation (permettant d'établir une relation entre le caractère de la résidence et le niveau socio-économique) qui entravent les données que nous avons mentionnées plus haut. Le Caire est la seule ville pour laquelle, dans l'état actuel de nos connaissances, de telles caractéristiques peuvent être établies. Sur un plan plus limité, telles sont les villes où des études globales ont été menées sur la nature de l'habitation traditionnelle et sur sa répartition géographique, en prenant en considération les documents et la qualité de l'habitat et la niveau socio-économique des résidents.

Tout aussi remarquables sont les études qui concernent les caractères de l'habitation traditionnelle qui ont été décrites comme appartenant à un modèle unique, universel dans le monde arabe dans l'ouvrage de W. H. R. Meyer, à l'habitat de la ville, par un schéma complexe de rues qui se terminent en impasses, totalement interverties, avec une structure rigoureuse et



l'extérieur et une ouverture exclusive sur l'intérieur au moyen du patio, cette maison s'élève dans d'une manière si parfaite les aspirations sociales et même religieuses de l'Islam qu'on pourrait la qualifier de « musulmane ». Georges Marçais donne, dans son article « Dâr » de l'Encyclopédie de l'Islam, une définition, qui insiste d'être longuement citée, de cette conception : « L'aménagement d'un espace vide central, qui entourant des pièces habitables, s'appartient certes par un propre au monde arabe. Le même dispositif caractérise la maison romaine primitive... et la maison hellénistique. Mais un type d'architecture domestique amène à affecter à la vie musulmane son cadre idéal. Si s'adapte naturellement à la conception patriarcale de la famille pour laquelle il constitue un milieu fermé, il favorise le secret dont le Musulman aime se voir privé... La demeure musulmane même n'est présente l'aspect extérieur le plus sobre, du monde arabe... Tout l'intérêt de cette architecture domestique se reporte sur l'espace vide intérieur. Le cœur apparaît presque comme la pièce principale de l'habitation ». De considérations socio-culturelles, on passe aisément à une conception quasiment anthropologique de cette maison, dont à Abdel Nasse a donné récemment la formulation la plus extrême : « La maison s'est créée comme un renfermement, un cloisonnement... La maison, fermée sur l'extérieur, est, au contraire, totalement ouverte sur le vent, et par elle sur le ciel, la cour s'élève, comme le dôme et bien nos minarets s'élèvent aussi par là la communication, non avec d'autres hommes, mais avec l'univers ».

Ce n'est que très récemment que des doutes sérieux ont été élevés sur la validité de telles généralisations, soit sous l'angle de l'histoire, soit sous celui de l'espace islamique. Étudiant les maisons musulmanes du Caire, J.-C. Gauthier remarque qu'elles n'ont eu le jour à des époques où la société musulmane était très différente de ce qu'elle est devenue par le suite. C'est pourquoi on ne peut appliquer à ces édifices une interprétation ou variation de 'la maison musulmane'. En parlant d'un point de vue différent, Oleg Grabar exprime le même scepti-

gisme à propos de la maison à cour centrale « fréquemment considérée comme la maison islamique typique parce qu'elle permet la création d'un espace privé, semi-privé et public ». En réalité, remarque O. Grabar, « ce plan particulier s'est même peu rencontré dans la plus grande partie du monde musulman tropical ou dans les climats septentrionaux froids où l'Islam a aussi pénétré. En d'autres mots, la signification climatique, et donc régionale, de la maison à cour a beaucoup plus de poids que son adaptabilité ponctuelle aux prescriptions sociales de la loi »'. C'est donc à une étude plus attentive aux habitables érudits des types de résidences au cours des siècles, aux évolutions régionales locales et à des cadres « à typiques de résidences (habitat collectif en particulier) que devront s'attacher les chercheurs.

Il ne reste aujourd'hui que peu de choses de l'habitat civil le plus complexe, et, pour cette raison, le mieux connu. J. Bervault a pu habiter à Tunis une centaine de maisons d'époque ottomane, mais le groupe qui a étudié les palais de Carre n'a disposé que d'un échantillonnage d'un vingtaine de résidences. L'habitat moyen, pour lequel l'étude s'est dressée trop tard, est en voie de disparition totale. Quelques rares exemplaires subsistent des habitations à usage laïc (ma'âd). L'habitat populaire n'existe plus qu'à l'état de traces. C'est donc vers les archives qu'il faut désormais se tourner souvent, archiver à la fois documents concernant les transactions immobilières et les constataments de soupçons devant la possibilité d'habiter une relation entre la nature de l'habitation et le statut socio-économique de son occupant. Cette recherche ne fait que commencer, et il est donc difficile d'avancer aujourd'hui plus que des hypothèses concernant des phénomènes sur lesquels les lacunes mêmes des documents que nous avons à notre disposition nous empêchent, de toute manière, d'explorer parvenu à une connaissance tant je fais prison. Si détaillée que soient les descriptions, l'absence totale de plans, et le manque d'indications sur les dimensions, qui caractérisent ces documents, laissent place à beaucoup d'absentéisme

que ne permet pas toujours de dépasser l'archéologie urbaine. Tous nos fichiers ont le manque à peu près total d'indices autres que la valeur védale des terrains, les documents ne mentionnant en général que des prix globaux concernant les constructions, et la terrain s'interrompant, dans les documents de coup en particuliers, que sous la forme de lancers, qu'il est difficile d'interpréter (on se rend-<sup>ait</sup> que pour que les indications de surface manquent totalement). Nous sommes ainsi privés de la connaissance d'une variable matérielle, ce qui rend difficile toute analyse chiffrée (et cartographique) de la correspondance entre la situation socio-économique de la population et la logement, et dans toute description précise de la géographie des espaces résidentiels.

### La géographie des zones de résidence

#### Principes de la localisation

Dans une large mesure, la localisation des zones de résidence était commandée par la structure économique de la ville. La différenciation des activités économiques dans le centre de la cité était un facteur d'expulsion pour les fractions résidentielles. Ainsi que nous l'avons vu, les boutiques et les ateliers ne prenaient pas habituellement d'espace pour le logement des commerçants et des artisans. Les zones de coup qui occupent la partie centrale de la ville étaient dévolues par la population qui y avait ses activités soit la formation des marchés, à la tombée de la nuit, et jusqu'au lever du jour. Le centre de la ville était donc alternativement un pôle d'attraction et de répulsion pour la population économiquement active.

À partir du centre urbain, les zones résidentielles tendaient à se disposer en cercles concentriques, suivant le principe de

répartition radiale-concentrique qui prévalait dans la localisation des activités économiques. Les artisans et les commerçants s'éloignaient d'habiter aussi près que possible du lieu de leur travail : au Carré, au XVIII<sup>e</sup> siècle, la distance moyenne entre l'atelier ou la boutique et la résidence ne dépassait guère 400 mètres. Les zones les plus proches de la rigon centrale étaient en général occupées par la partie la plus aisée de la population locale, la cavité de l'empereur, et sans doute son pôle direct, tendant à imposer une architecture, palatino-impériale, plus ostentatoire. C'étaient dans les représentations de la bourgeoisie indigène, surtout des commerçants, qui s'installaient dans cette région, à peu près à peine immédiate des grands marchés du centre, vendeurs en commerce international. Ils s'y mêlaient aux membres des familles de l'aristocratie de résider près de la Grande Mosquée où ils exerçaient des activités d'enseignement, de culte ou de justice<sup>1</sup>.

Lorsqu'on s'éloignait du centre de la ville, l'habitat devenait en hauteur et en densité. Mais recherche et motif rare, le terrain était plus accessible à la partie moyenne de la population. Seule une étude détaillée du terrain de fortune des résidents et du prix des maisons, par secteur, permettrait de confirmer, et de chiffrer, ces indications très générales, en fournissant, pour des périodes anciennes, l'équivalent des indications que donne al-Ghazali pour le Hamaïl historique à notre époque, avec des valeurs dégressives du prix du terrain, de la zone des marchés (250 dinars par mètre carré dans le Souq Bâh al-Sarhî [N 19] et le Souq al-'Azîdîn [M 20], à la zone proche du centre (quartier de Sarîkhîdîn [Q 18] : 200 dinars; Bâh al-Tîh [N 21] : 150 dinars), et aux régions de résidence plus éloignées (20 à 50 dinars le mètre carré). Dans la région périphérique celle habitant la partie la plus pauvre de la population à laquelle la tradition de ces moyens matériels interdisait en général de résider près du centre et qui devait s'accommoder des inconvénients multiples qui résultaient des activités artisanales polluantes et désagréables qu'y développaient habituellement. C'était tout naturel.

ment la rigueur et s'établissent des différences énormément substantielles, si fortement accrues de la campagne, qui apparaissent avec tout des modes d'habiter presque ruraux<sup>14</sup>.

Une disposition régulière des quartiers de résidence n'étant cependant réalisée dans aucune ville avec cette rigueur. Ainsi que nous aurons l'occasion de le voir plus loin, le recours à un habitat collectif permettait à des strates plus modestes de la population de résider dans les zones les plus proches du centre où l'habitat individuel était normalement sans ce moyen : les constructions jouant ce rôle dans toutes les grandes villes, il s'y ajoutent, au Caire, les impasses à destination locative (*trab*). Un second typisme d'implantation était caractérisé par la tendance des individus à se plus rassembler à la périphérie de la ville, dans les espaces laissés libres par le développement des activités artisanales ou commerciales. Cette préférence s'expliquait d'abord par le désir d'échapper à l'insalubrité et au bruit de la zone centrale de la ville. D'autre part, les zones périphériques présentaient habituellement des zones semi-bâties où il était possible de construire des résidences plus vastes que dans le centre, où la place était très limitée : on pouvait donc édifier des palais assez largement conçus pour abriter des familles nombreuses, et pour permettre l'installation de véritables jardins, sans être pour autant inaccessible dans le centre. Dans des pays où le centre central était particulièrement apprécié, ces maisons offraient les agréments de véritables maisons de campagne. Les riches négociants du Caire allaient donc très tôt installer, le long du canal du Caire ou des franges de la partie ouest de la ville, des maisons qui ne faisaient d'abord que des résidences secondaires où ils passaient la saison d'hiver (qui était aussi celle de la crue du Nil), mais qui finirent par devenir la maison principale où ils habitaient toute l'année.

Un troisième facteur d'irrégularité résidait de la tendance de la zone démographique à s'écarter du centre de la population pour des raisons qui s'ajoutaient à celles qui dictaient à la bourgeoisie les importations que je viens d'évoquer. L'éloignement

des membres de la caste dirigeante, et le désir de rendre apparente, dans leur monde même de résider, leur supériorité sociale et politique ont les sujets à l'écarter naturellement de la base de cette agglomération : on des émir les plus fastueux du Caire à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Mahamoud Bey al-Ali, qui avait construit, sur le site même de l'Al-Azhar, un palais impavide, avait exprimé avec vigueur cette volonté de s'éloigner des cités : « Il habite le plus souvent dans les palais qu'il avait fait construire au dehors du Caire, entre Gharib. Lorsqu'il voulait se rendre de l'un à l'autre... il ne pouvait jamais dans l'enceinte de la ville, devant à voir qui l'accompagnaient sur une habitude qu'il répugnait à se faire voir dans les rues par les domestiques et les parents ». En dehors de ce s'expliquait et du désir social naturel de la part des grands de ne pas donner trop de visibilité à un mode de vie dans le lieu et certains aspects avaient pu les exposer à la critique, les émir étaient conduits à fuir, pour des raisons d'évaluation évidente, les centres des villes où habitaient une population nombreuse et parfois agitée, avec laquelle il aurait pu être dangereux d'être en contact direct. Il leur était utile aussi de pouvoir disposer de facilités de circulation et de communication que les rues étroites et encombrées des centres ne leur offraient pas. Enfin, les palais des émir étaient aussi les bases de leur puissance : ils devaient pouvoir y placer des unités nombreuses, et parfois des troupes privées, à leur faillite et disparition d'événement, de vastes cours, de locaux pour le stockage des approvisionnements. De tels arrangements ne pouvaient être réalisés que dans les régions où l'espace n'était pas trop cherché, c'est-à-dire dans les zones non-centrales, et même périphériques de la ville.

Dans un certain nombre de grandes villes, les membres de la caste dirigeante et de la bourgeoisie locale se concentraient à la campagne, de belles maisons qui étaient parfois comme résidences d'été. Les émir d'Alger, comme G. Marqou, n'allaient avec sa suite très vite pour la campagne. Ils s'y trouvaient avec leur famille dès le retour de la belle saison... »



bourg nord de la ville, dans une zone qui se caractérisait essentiellement par un habitat de qualité moins élevée<sup>10</sup>. C'était aussi le cas, au Centre, des quartiers de Sâdân [H 9] et de Gouayna [H 9] où s'élevaient, rassemblés, en deux<sup>11</sup> adobe, les Chénouas cyrena, numériquement occupant beaucoup de commerçants prospères, dont les homologues musulmans habitaient dans Qlikra, la proximité immédiate de la zone des marchés : dans ce cas encore, la particularisme religieux différenciait une ségrégation géographique qui était en contradiction avec les principes habituels de la localisation des résidences.

#### *Géographie des zones de résidence à Alger*

La connaissance que nous avons de la géographie des zones de résidence varie suivant les villes. Elle est en général médiocre parce qu'il y a peu de villes où des études véritablement précises aient été menées sur ce point, et qu'en deux lieux principalement on a tenté d'une approche archéologique dont nous avons montré les insuffisances.

À Alger, la répartition géographique de l'habitat reproduit-elle sous près la division de la société en caste dominante (habitués de la milice des Janissaires et *raïa*) et en population indigène ou mass ( *faraj* ). Cette division d'habitat elle-même dans les continents phéniciens du site agnatis plus haut<sup>12</sup>.

La ville basse d'Alger se développait autour de la zone où étaient regroupés les activités économiques (habitat et marchés), les grands centres du pouvoir politique et militaire ( *Janiss* ), les principaux sanctuaires religieux de la ville. Dans cette région, parcourue par les trois principales rues de la ville, qui reliaient le centre aux trois portes de Bâb 'Anâch [B 4], Bâb al-Wâd [B 5] et Bâb Jénân [B 9], la ville avait un caractère très régulier, avec des rues relativement rectilignes, couvertes, se croisant souvent à angle droit. C'est dans cette région que l'on trouvait le « quartier des *raïa* », dont les belles résidences avaient été fort naturellement construites à

proximité du port : palais de Yahya Ra'ïs, palais de Châhâh Ra'ïs, près du Souq al-Kabîr [E 7], palais de Mami Arsanov, ancien patron de Corvencia (qui avait été prisonnier à Alger de 1575 à 1580), palais, plus tardif, de Hamdouh, un des grands capitaines de la dernière période d'Alger, près de la rue du Bâb Jénân. C'est également dans cette région que s'élevaient les palais des grands dignitaires : Dâr Ahmad [G 6], Dâr Mustâfâ Pachâ [F 6], Dâr Hassan Pachâ [F 6]. Les quelques exemplaires qui sont parvenus jusqu'à nous, grâce aux collections que ne ont été faites après la conquête (Musée, Hôtel du Gouvernement, Bibliothèque Nationale), permettent de se faire une idée du lieu dans lequel vivait la caste dirigeante. C'est aussi dans cette zone de la ville que se trouvaient les lieux où résidaient les dignitaires de la milice de Janissaires, dans des conditions apparemment assez confortables : les deux casernes de la rue Mâdî ( *le Ancienne* ) et « Supérieure » et « Nouvelle » et « Inférieure » [B 7]) occupent des masures grâce à leur transformation en Caser. Mâdîah. Elles portaient de loges 1 950 hommes dans 55 chambres. Leur structure architecturale, telle qu'elle apparaît sur le relevé de la caserne « Supérieure » effectué en 1840 (une vaste mur d'environ 20 m sur 20 m, entourée de portes d'entrée sous des arcades, disposées en répétition à l'étage, qui donnaient sur une galerie), était tout à fait comparable à celle des caravansérails, avec en plus deux couloirs, qui devaient disposer au rez-de-chaussée et au premier étage<sup>13</sup>.

La ville haute qui se déployait, à l'est et du grand axe longitudinal menant de Bâb 'Anâch à Bâb al-Wâd, sur les pentes de la « Montagne », était la zone résidentielle de la population indigène appartenant à la « classe moyenne ». Ce « *baïd* » regroupait les activités artisanales et commerciales dans les régions de marchés du centre de la ville. C'est dans cette région très accidentée que se trouvaient les quartiers ( *harâra* ), circonstance qui explique, autant que le relief accidenté, les caractères de la ville, particulièrement irrégulière, avec un fort pourcentage d'impasses. Cette région était presque exclu-

vement résidentielle : on n'y trouvait aucune activité économique différenciée, mais seulement des groupes de boutiques (*harat*) qui sont évidemment l'équivalent des marchés ou spécialités (*manasq*) des villes du Proche-Orient. Nous ignorons comment la population se répartissait à l'intérieur de cette région, mais il apparaît clairement que les éléments les plus pauvres ou les moins intégrés étaient rejoints à la périphérie de la ville. Habits pechs des Arabes venus des montagnes qui logaient dans des « grottes » près de Bâh 'Ausha, et sans doute aussi que les éléments de Bâh al-Bâh résidaient des éléments pauvres, et peu stables, de la population<sup>2</sup>.

#### ... à Tunis

Les travaux de J. Revault sur les palais et maisons de Tunis permettent de définir les caractéristiques d'un habitat riche et d'en délimiter l'extension géographique, ce qui permet, à contrario, quelques hypothèses sur la géographie des zones résidentielles. Ici, comme à Alger, cette géographie était déterminée par un ensemble de facteurs dont certains étaient liés à la structure primale de la ville et d'autres à sa topographie. Le phénomène principal était, indiscutablement, l'attraction exercée par la zone économique centrale, qui s'étendait régulièrement autour de la Grande Mosquée de la Zaytûna (J 6-7). Le cercle de densité maximale de grandes maisons (celles qui sont étudiées par J. Revault) se développait surtout au sud et au nord de la région de la mosquée et des marchés : vers l'ouest, la présence de la Qasba (K 4) avait bloqué le développement d'un habitat privé riche; la dévotion du terrain sur lequel s'était développé la Medina de Tunis, du Fouss vers l'est, avait, d'autre part, déterminé un contraste entre des régions relativement dévies, et donc plus agréables à habiter, et des zones plus basses, proches de la lagune et moins attrayantes. C'est donc naturellement dans la moitié ouest (Ras) de la ville que s'élevaient d'habitude les belles résidences, tandis que la moitié est (Jesse) était occupée par une popu-

lation plus pauvre : il est significatif que le quartier jâif (D-E 3-4) et le quartier frans (près du pôle de Bâh al-Bâh) (H 11) aient été localisés dans cette partie basse de la ville.

Les zones d'extension de l'habitat riche sont délimitées ensemble, dans la partie nord de la Medina (au-delà d'une ligne joignant la Qasba, la Zaytûna et Bâh al-Bâh), 31 des 38 palais et maisons étudiés d'après J. Revault, et, dans la partie sud, 64 sur 68. Il s'agit bien, pour l'essentiel, des « beaux quartiers » de la ville. On y trouve les résidences des gouvernants (qui constituaient le Makhama), des membres de la bourgeoisie indigène et des *ulama*. De ce point de vue, la cleavage se faisait les entre une bourgeoisie et une aristocratie, et se reflétait dans les gouvernants et, après, à niveau social égal — et la reste de la population, alors qu'à Alger la démarcation paraît avoir été nettement tracée entre la caste dominante et les indigènes : c'est évidemment dans l'histoire des deux Régences qu'il faudrait trouver l'origine de cette différence fondamentale. Dans ces beaux quartiers se déployait un habitat de grande qualité dont J. Revault a publié les spécimens les plus remarquables : les plans cadastraux permettent de mesurer l'importance des maisons de cette zone et leur large relief. Dans un bel état entre la rue Dar Jeld et la rue Sâh Ben Arrou (où J. Revault a étudié six palais du XVIII<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles) (G-H 4-5), la surface moyenne de 21 maisons est de 440 mètres carrés. Dans l'îlot limité par la rue de la Qasba et la rue Sâh al-Qassar (12 maisons étudiées par J. Revault (H-I 7-8), la surface moyenne de 30 maisons est de 270 mètres carrés. Enfin, dans l'îlot limité par la rue el-Ahî, la rue Tachbet el-Bey, la rue du Râch et la rue Abba (8 maisons étudiées par J. Revault) (L-M 7), la surface moyenne de 34 maisons est de 220 mètres carrés<sup>3</sup> (voir la fig. 38).

Dans la zone périphérique de la Medina, au nord et au sud, mais surtout à l'est de ces quartiers riches, on trouve un habitat plus modeste, avec des maisons plus basses, souvent dépendances d'étages, qui correspondent à une population

vieillessement plus pauvres. Dans un fait ainsi en sens, pois de Bâh Bâhî [C 2], la surface moyenne de 56 maisons est de 169 mètres carrés seulement; au sud, non loin de Bâh Jâdî [C 3], elle est de 147 mètres carrés (pour 47 maisons). Le chiffre le plus bas est atteint au nord-est, pois de Bâh Qasrî [D-E 3-4] : une moyenne de 123 mètres carrés pour 65 maisons. Dans ce dernier cas, il s'agit d'un coin situé dans la partie la plus basse de la ville et isolée à l'est par le quartier jûf.

Les deux faubourgs nord (Bâh Sawayq) et sud (Bâh Jâdî) étaient habités par des gens de condition plus modeste, des habitants nouvellement arrivés de la campagne et même des étrangers. Ces zones présentement occupent l'aspect de villages, surtout le faubourg sud dont l'aspect presque rural reste très frappant aujourd'hui encore. Bien que l'espace fut malin avec dans ces régions que dans le centre de la ville où se concentraient les activités commerciales, les surfaces des maisons sont relativement modestes : dans deux secteurs du faubourg nord, à l'estimeur de Bâh al-Bâhî [C 2] et de Bâh Sawayq [A 4], la surface moyenne est de 148 mètres carrés (pour 47 maisons) et de 115 (pour 49 maisons). Dans deux lots du faubourg sud, à l'estimeur de Bâh al-Madî [L 4] et de Bâh Jâdî [F 3], elle est de 167 (57 maisons) et de 136 mètres carrés (74 maisons). Les secteurs les plus pauvres se situent non la périphérie, au bord ou dehors même des faubourgs, près des portes de la ville : la région située hors de Bâh al-Bâhî, à proximité des tanneries, des têtes d'ordures et des égouts à ciel ouvert qui appartenaient à la façon les zones sales de la ville, était sans doute la plus malsaine de toute. Mais des zones d'habitat bourgeois se développaient aussi, dès la fin du XVIII<sup>e</sup> et la début du XIX<sup>e</sup> siècle, dans la partie du faubourg nord située non loin de la haute de la Madîna, mais dans une zone l'effet du surpeuplement initial de la région centre-ouest. Dans cette zone dont l'urbanisation fut couronnée, en 1814, par la construction de la mosquée de Sîkî al-Tîh. J. Revault mentionne plusieurs grandes maisons qui datent

à peu près de cette époque, et qui témoignent elles aussi de la promotion progressive de ce quartier.

Bien que la géographie de l'habitat à Tadmîr au XIX<sup>e</sup> soit sensée que d'une manière assez superficielle, elle nous paraît tout à fait conforme aux principes généraux que nous avons définis plus haut. L'impact de « triage » de la population qui s'opère en attirant des résidents socio-économiques apparaît très clairement dans la cas des Andalous, notamment tard arrivés au Tadmîr : les plus riches allaient habiter les quartiers bourgeois du centre de la Madîna (au sud-est des Andalous [M 7] témoignent aujourd'hui encore de leur prospérité et de leur puissance), tandis que les plus pauvres constituaient, au bord du quartier de Bâh Sawayq, un quartier fort modeste. Dans leur cas, les considérations socio-économiques se rejoignent de peu de près avec les critères socio-économiques.

### ... Au Caire

Les zones de résidence au Caire étaient dans l'ensemble disposées en cercles concentriques à partir du centre avec les bourgeois qui occupent, dans cette répartition théorique, la périphérie dans le développement du Caire, car laquelle [a] attiré l'attention prioritairement.

La région qui s'étendait autour de la zone d'arrivée économique principale (dont l'axe était la Qasaba) était la zone de résidence habituelle de la bourgeoisie des négociants et de la classe moyenne des marchands et artisans qui travaillaient dans les zones du centre. C'est le phénomène fondamental que révèle l'analyse des successions d'artisans et de commerçants pour la période 1774-1790 (dont 124 mentionnent la lieu de résidence). Dans la région de Qâhîr, et principalement dans les secteurs centraux, résidaient 35,5 % des artisans et commerçants dont les successions étaient postérieures à 5 000 paras, 46,3 % de ceux dont les successions se situaient entre 5 001 et 50 000 paras, 71 % de ceux dont les successions dépassaient 50 000 paras, c'est-à-dire essentiellement les

grande négociants en café, en épices et en tissus. Une étude portant sur les seuls négociants en café et en épices (*taggaj*) montre que le pourcentage de ceux qui habitaient à l'intérieur de Qâhira est resté constant durant deux siècles : 71 % entre 1627 et 1700 (22 sur 31); 72,5 % entre 1701 et 1750 (29 sur 40); 71,9 % entre 1751 et 1790 (23 sur 32). On connaît la large diasse de ces négociants (parfois de véritables palais), souvent construits dans les rues adjacentes aux grands marchés extérieurs du Caire : la maison de Canal al-Bâ al-Bâshahî, où l'on vendait des taggaj (préfit des négociants) (1634), située à quelques dizaines de mètres du Sâq al-Qâhîr (I, 6), ou celle de Murâfî Gâfîr, marchand en café du district du XVIII<sup>e</sup> siècle, entre Qanâh et Gamâlîyya (S, 6) en sont de parfaits exemples<sup>24</sup>. C'est dans cette même région que s'élevaient beaucoup de belles résidences de shâhîhs naturellement sensibles d'habiter à proximité immédiate d'al-Ahmar : 35 des 67 résidences de l'ahmî localisées pour la période 1774-1790 (soit 50,2 %) étaient situées dans Qâhira, dont 10 (soit 29,8 %) dans un rayon de deux cents mètres autour de la mosquée. Les maisons al-Mâhî (1634) (I, 7) et Shâhshahî (XVIII<sup>e</sup> siècle) (M, 6) sont tout à fait représentatives de ce type de résidence<sup>25</sup>. Qâhira (jeu), donc la topographie de l'habitat des indigènes au Caire, en elle équivalait à celle de la Médina de Tunis. La comparaison des chiffres de successeurs des artisans et commerçants qui habitaient la région de Qâhira et de ceux qui habitaient la zone sud prouve tout à fait significativement : les 166 individus étudiés entre 1776 et 1790 et résidant dans Qâhira avaient une fortune moyenne de 128 944 paras, les 52 individus habitant la zone sud avaient une fortune moyenne de 15 004 paras<sup>26</sup>.

La partie la plus pauvre de la population indigène habitait la périphérie de la ville, dans le sens où s'entendaient les quartiers populaires qui formaient une ceinture à peu près continue au nord, à l'est et au sud de la ville. Cette zone périphérique était celle où se développaient les quartiers de résidences (âhmî) dont Nîshahî dérivait qu'ils n'étaient

généralement de demeures à des artisans et autres habitants pauvres qui travaillaient — dans de petites boutiques de rue, au le long des rues aux étalages<sup>27</sup>. Cette description est confirmée par ce que nous savons du niveau de fortune des résidents dans les régions de âhmî : pour 57 cas relevés entre 1776 et 1790, la fortune moyenne est de 40 943 paras (sur un total de 334 cas étudiés pour l'ensemble du Caire, avec une moyenne de 109 031 paras).

La rigueur de ce schéma était perturbée par un certain nombre d'irrégularités. Des Casernes fortifiées étaient installées dans des zones plus riches situées le long du canal de Qâhira (où se habitaient des sortes de maisons d'été appelées *maison* ou par Fâsâl Côté, qui en a fait des résidences et des demeures privées vers 1820-1830)<sup>28</sup>, et, plus loin encore, autour des étangs de la rive ouest, en particulier de la Bâha al-Ahshahîyya (II, 12), où de nombreux négociants résidaient dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, par exemple la famille des Shârlîhî. La structure des quartiers pauvres était donc interrompue, à l'ouest de Qâhira, par des quartiers homogènes qui prolongeaient vers la Bâha al-Ahshahîyya la zone d'âhmî mais et au nord de centre. D'autre part, des quartiers de monuments étaient entourés à l'intérieur des zones habitées par la population musulmane : le quartier jafî (II, 7-8) était tout près de la zone économique auquel il était probablement lié par la présence du marché des armoires (Sâq al-Sâgha) (II, 6). Les sept quartiers chérifiens étaient une localité hors de Qâhira, cinq dans la région ouest (G, 9, F, 12, h, 12, F-Q, 12, Q, 10) et deux au sud de la ville (Q, 6, X, 9), le principal (F, 12) occupant cinquante hectares environ sur la rive nord de l'Ashshahîyya, qui était aussi un lieu de résidence des riches négociants musulmans, et des émir, Râhî, les membres de la caste dirigeante faisaient preuve, en ce qui concerne leur résidence, d'une attitude très tendue à une auto-ségregation assez stricte. Au XVIII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle, ils s'élevaient regroupés autour de la Bâha al-Fî (Q, 9), dans la zone sud du Caire, où habitaient une population plutôt modeste; à partir de 1750, ils allaient habiter, de plus





un peu précises sur ce problème. Il paraît, en effet, impossible d'insister sur l'analyse d'A. Abdel Nour lorsqu'il écrit : « Certains secteurs des agglomérations étaient globalement plus riches, comme le centre de la médina... tandis que les faubourgs prenaient un aspect plus moderne, mais sans jamais aboutir à un écart entre quartiers aristocratiques et populaires... ». Il s'agit en fait (à Alep) de réelle distinction dans la ville entre secteurs riches et secteurs pauvres<sup>24</sup>. Les recherches poursuivies par J.-C. David sur les différents types d'habitat traditionnel à Alep ont permis en revanche de constater combien était forte la tendance à une répartition en secteurs à partir de la Médina et de la Citadelle.

Dans la zone située au bordure du centre économique s'étendent les zones caractérisées par un habitat à bourgeois à des types III et IV dans la classification que propose J.-C. David, c'est-à-dire des maisons dans la superficie moyenne va de 400 à 900 mètres carrés et qui comportent au moins (avec leurs et étages), un toit (peut-être d'été ouvert sur le patio), une q'a (pièce de réception richement décorée) et un étage. Les quartiers riches de Sayyqa 'Alī (H 14), de Farāhīn (K 17) et de Saifīyīya (H 14), habités traditionnellement par des riches marchands, contiennent un grand nombre de maisons de ce type. Les maisons de types II et III, caractérisées par une superficie plus réduite et des aménagements moins luxueux, remplissent la zone centrale d'habitat bourgeois, par exemple dans le Jaīlīm (K 10) et dans la zone située au sud-est de la Citadelle. Les maisons les plus simples (des types I et II), dont les dimensions vont de 80 à 200 mètres carrés, et dont les aménagements sont peu différenciés, correspondant à une population de petits commerçants et petits artisans : on les trouve largement répandues sur le pourtour de la ville (voir aussi, dans le faubourg nord et dans la partie du faubourg est qui jouxte les murs). Enfin, sur la bordure du faubourg sud de la ville et dans les faubourgs sud, des populations récemment immigrées et pauvres transposent en ville un mode de vie villageois à semi-rural et qui se concentrent par

exemple les quartiers de Qāshq (G 29) ou de Tāshīr (J 29)<sup>25</sup>.

La seule exception notable à cette répartition de l'habitat traditionnel concernant le faubourg nord où l'extension de zones caractérisées par un habitat des types les plus élevés est évidemment en rapport avec la présence d'une forte et ancienne communauté chrétienne : l'hammāyīn et la haute qualité moyenne des maisons borsoyennes des quartiers de Saīkha (F 11) et Jalāyīn (F 12) sont supérieures aux autres très faubourgs. Ici, comme en Caïre, les quartiers de minorité se développent suivant des logiques et des structures qui ont peu de rapport avec la détermination socio-économique qui commande, pour l'ensemble, l'organisation des zones de résidence de la population musulmane.

#### Les quartiers de résidents

L'existence de quartiers de résidents constituant, on l'a remarqué, une des caractéristiques essentielles de la ville arabe, se concentrent fortement à son organisation sur le plan topographique, ils forment une structure qui pallie, dans son principe même, le manque d'administration ou d'agencement de type municipal, ils constituent la cellule sociale de base qui assure l'encadrement de la population sur le plan géographique, comme les corporations de métiers le faisaient sur le plan professionnel, car c'est avant tout dans le cadre du quartier que se déroulent tous les aspects de la vie des habitants des villes<sup>26</sup>.

#### Quartiers musulmans, juifs et chrétiens

La localisation des Juifs, et en particulier des Juifs, dans des secteurs distincts des villes, est un phénomène traditionnel, mais il n'est pas certain que de véritables ghettos, où la résidence aurait été obligatoire, aient existé dès les époques les



dehors de l'artisans (partout tentés) et du commerce, il les organise en un lotissement. La population chétienne du quartier était pluriconfessionnelle : le voyageur Pietro della Valle y notait la présence de cinq églises, deux arméniennes, une grecque, une maronite, une syrienne jacobite<sup>24</sup>. Ce quartier, d'abord exclusivement résidentiel, fut doté progressivement d'équipements et d'activités économiques, dans le cadre des souqs de Bab el Facha, en 1543 (un hammam, un souq et une *qaymariyya*) et d'Épiklé Facha, en 1663 (un souq, trois *qaymariyya*, une *tamartana*, un *café*, une fontaine). Ces deux réalisations firent à la carte du quartier de Jeddah l'ensemble de la ville et l'espace public le consacra aux religions le plus digne de la ville a, situées devant de l'enrichissement des communautés chrétiennes<sup>25</sup>.

#### La population des quartiers

Les quartiers parli et chétienne constituaient les un les plus caractéristiques d'une ségrégation des communautés nationales et religieuses dans des quartiers distincts dont il existe d'autres exemples : quartiers arabes (dans les villes du Maghreb), berber (à Damas, notamment), albanais (à Astrakhan), chiites (à Bagdad). Dans ces cas, l'hétérogénéité d'origine des habitants est naturellement de règle. Mais elle ne paraît pas constituer un phénomène universel, valable pour les quartiers non musulmans et non ethniques. Le Tourneur note qu'à Fès la population des quartiers était en général assez mêlée. En Caire et Levee font la même remarque pour les villes de Paléstan : « Il y a des indications que les principaux quartiers des villes de Paléstan... ont été un premier d'origine ethnographique ». Quelle que soit l'hétérogénéité qui ait existé à l'époque musulmane, il y a peu de doute que ceux les Ottomans ont plus grande hétérogénéité a été consacré à l'extension des différents quartiers<sup>26</sup>. Il n'est pas davantage prouvé que les quartiers de résidence aient en sa caractéristique professionnelle marqué et qu'il y ait en un lieu entre un métier et un lieu

où et des exemples existent d'une telle situation, elle semble être assez exceptionnelle, et elle peut être due à la proximité géographique d'un centre d'activité et d'un quartier.

Il est pas entre vraisemblable que les quartiers musulmans globalement une population relativement homogène. Bien que, comme on l'a vu, dans Bab el Facha ait tendance à marquer le poids de tels diverges, il admet une différenciation entre les quartiers d'Alep : « Certains quartiers sont en général plus aisés que d'autres, comme le quartier de Fakhra [K 17], où on observe des habitations particulièrement riches. D'autres, à l'exemple des quartiers de Zaitella (Ebnouss) [K 20], de Dailila [G-H 27] ou de Moudia [h-L 11-12], regroupent surtout des demeures modestes »<sup>27</sup>.

C'est une réalité qui paraît générale et qui est la situation normal de la division des villes en secteurs à l'instar desquels on trouve indubitablement des quartiers ayant des caractéristiques socio-économiques analogues. Cette opposition entre les quartiers riches et pauvres est d'ailleurs observable aujourd'hui encore, en cours de visite dans les parties anciennes des villes, et nombreuses qui peuvent être les irrégularités qui l'on constate dans le détail, les quartiers riches comportant fréquemment des maisons modestes, et les faubourgs populaires des demeures aisées.

On ne pourrait apporter de preuves de cette relative homogénéité que si on possédait sur la population des villes arabes une information statistique permettant d'établir une relation entre le niveau socio-économique (mobilier et fortune) et le lieu de résidence. Une telle information n'existe pas, mal, d'une manière assez superficielle, pour le Caire. Dans cette ville, la structure en âtre paraît surtout séparer les zones périphériques qui sont assez les plus pauvres de la ville. Mais des différences sensibles existent, dans Qibria, entre les trois âtres a riches a de Dava-yıldırı [L 4], Mideyada [G-3] et Girdiyya [H 4] (12 résidents recensés, notamment moyenne : 108 695 piens) et le reste des quartiers mentionnés (12 rési-

dents, notamment moyennes : 29 054). Notons que cette moyenne des femmes dans des quartiers à pauvres n'a de Qibran correspond à celle que l'on relève dans les quartiers, également pauvres, de la zone sud (7 cas : moyenne moyenne, 11 566 parus) et de la zone nord (23 cas : moyenne moyenne, 23 755 parus).

### L'équipement des quartiers

Destinés à la résidence, les quartiers ne comportent normalement que peu d'activités économiques : c'est dans le centre de la ville que les habitants des quartiers allaient travailler; c'est là également qu'ils pouvaient trouver les produits spécialisés dont ils avaient besoin. Mais l'isolement relatif des quartiers et leur éloignement du centre signifiaient que les habitants y disposaient des boutiques où ils pouvaient trouver les denrées courantes et les objets de première nécessité. D'où l'existence des marchés non spécialisés généralement appelés *souk*, *foirade* précédemment<sup>10</sup>, où l'on trouvait habituellement des boutiques où l'on vendait l'huile, le beurre, les légumes, les fruits et aussi des fers où les habitants pouvaient faire aiguiser leur pain. Plusieurs quartiers d'Alger sont identifiés par le nom du fer à pain (*khalla*) ou du petit marché (*haridat* : « boutiques ») qu'ils y avaient : quartiers (*chouma*) Kharba 'Al, Khalla Bâ Larba, Haridat les Rihala, Haridat al-Sâh 'Abdrachman.

L'équipement des quartiers comprenait souvent une mosquée ou au moins un petit oratoire pour les prières quotidiennes, la prière du vendredi (transporté au pédon, *khallâ*) ayant lieu dans les grandes mosquées (*jama'*), souvent reconstruites dans les régions centrales de la ville. Cependant, Moussat comptait 22 *jama'* réparties dans 20 des 25 quartiers de la ville. Dans plusieurs villes, il y avait des écoles dans les quartiers, à Djenne et à Aïch, notamment, au les documents de Trikanal les mentionnent fréquemment<sup>11</sup>. L'existence d'un bain à l'extérieur d'un quartier était sans doute exceptionnelle.

celle : les *haridat* paraissent avoir été plutôt localisés dans les régions publiques de la ville. Dans nombre de villes, les quartiers comportaient des places qui permettaient aux habitants de se réunir, et où les enfants pouvaient jouer. C'était apparemment le cas de Sanaa, où l'on trouve effectivement à l'ouest de la ville une place pour chaque quartier (n° 1), et à l'est dans le quartier de Sâha (n° 15), situé dans la partie sud de la ville entre mer, rempart et une place centrale entourée par des arbres où l'on trouve bain public, fontaine, mosquée et café. Dans le quartier de Qastal al-Muski (C 17-18) dans le faubourg nord d'Alep, on trouve aujourd'hui un équipement scolaire complet : une salle d'enseignement, une mosquée (reconstruite en 1632), une fontaine (*qasr*) qui donne son nom au *khalla* (comme c'est souvent le cas à Alep), et une petite place rectangulaire d'où sortent le cas à Alep, et une petite place rectangulaire avec un hammam et un petit oratoire (*maqrâ*). Le quartier de Qasla (U 19) est un quartier double, avec deux places (grande supérieure, Pa-*qasla*, et inférieure, Tahâla), chacune dotée d'une mosquée et d'un *qasr*. C'est dans les villes que se déroulaient souvent, à l'époque ottomane, la vie collective des quartiers devant la *qasr*, ou qui constituaient dans les cercles sociaux (*qasr*) jusqu'à nos jours dans les mosquées) une structure dont on n'a sans doute pas assez souligné l'importance ni étudié les développements. D'après la carte, à propos de *Yahyâ al-Kharîza*, un dans le *khalla* de *Khâ al-Hir* (U 12), à Moussat, qu'il était le centre de réunion des grands quartiers ; mais la composition de quelques « *jama'* » (*khallâ*) des quartiers adjacents les gens *khâ* (*khayâla*) ; ceux-ci désignaient alors de construction un second *khâ* où se transportaient les habitants d'Alep *khâ*.

### La vie des quartiers

Les quartiers constituaient le *cellule sociale* fondamentale de la ville et les renseignements fournis par les résidents de *Rîza al-Sakhrîyya* au Caire (M 4), lors d'un enquête systématique,

paraître, ont évidemment une valeur permanente : « *Vivre dans le hâle, particulièrement dans un hâle fermé est comme vivre dans une prison royale. L'endroit est étouffé, aucune possibilité de l'extérieur ne peut s'y introduire. Au moment même où une telle prisonner passe la porte du quartier, elle est récompensée.* » Tous les enfants se connaissent et les parents aussi. C'est comme un village <sup>20</sup>. Comme agents de communication-éducatrice, les quartiers dialogent au lieu de solidarité et de défense mutuelle, en particulier contre les étonnantes agressions venues de l'extérieur. Les gens du quartier étaient, dans ce domaine, respectueux et d'accord par leurs chefs (sheikhs) ; tous aussi importants dans, sans doute, le rôle joué par les notables qui s'étaient installés, ou déguisés, et dont l'autorité résultait d'un consensus mal défini mais effectif. Cabaletti raconte comment, après le Sayyid 'Adl, son frère, le Sayyid Bado al-din, avait aussi assuré le patronage du quartier de-Husayniyya au Caire : « *Il se faisait passer comme un agent de défense les habitants de son quartier contre leurs agresseurs et de prendre leur parti, même contre les riches. Il ne fit aucun leur arbitre et en s'adressant à lui dans toutes les occasions* »<sup>21</sup>.

Cette solidarité agissait aussi contre les abus et même surveillance. Collectivement responsable des troubles qui pouvaient se produire dans le quartier, les habitants du hâle devaient veiller à contrôler les troubles éventuels, à réprimer les délits, ce qui, dans beaucoup de cas, devait conduire à une certaine collectivité des mesures. La chronique d'Amr al-Hayyali note, parmi les événements de 1743, qu'un sheikh chez qui son beau-frère est arrivé « *en compagnie d'une femme de mauvaise vie* » a vu sa glorieuse aux notables (shahib) du quartier, mais n'en a pas écouté, a été se faire punir <sup>22</sup>. Au Caire, les habitants d'un hâle vont rapporter au sheikh qu'un voisin a frisé chez lui un individu d'allure suspecte et demandent que des mesures soient prises pour l'empêcher de revenir. Dans un autre cas, les gens d'un hâle se plaignent de trois femmes qui ont l'habitude de partir, de manière et de faire leurs visites, et de demander qu'elles soient hautes

de quartier. Les gens qui sont accablés de biens de l'extérieur ou de dépenses des capotes sur les habitants du hâle peuvent aussi être expulsés<sup>23</sup>. Il pouvait arriver par : en 1804, un pendu à la fontaine de Bab al-Shayriyya un individu que les gens de son quartier accusaient d'être un entremetteur. C'est sans doute la crainte de difficultés de ce genre qui faisait que les obligations étaient souvent accomplies avec quelque réserve dans les quartiers, mais que Lane en fit lui-même l'expérience au Caire vers 1820, lorsque les habitants du quartier où il avait loué une maison lui suggèrent d'acheter une esclave, à ce qui l'empêcherait de l'apprêter que les vains le plus de ne pas avoir de femme. L'entremetteur britannique fut bon, mais le poète français Gérard de Nerval a raconté comment le sheikh de son quartier vint le mettre en demeure de quitter sa maison si de se choisir une femme, et comment il réussit finalement à acheter, pour 425 francs, une esclave provenant, Beyrouth, et à l'épouser jeune <sup>24</sup>. On peut supposer que ce contrôle mutuel provoquait aussi souvent des conflits à l'intérieur des quartiers : les ordres militaires concernant Alep mentionnent fréquemment le cas d'habitants de quartiers qui portaient une demande de transfert de résidence par une mécontentement avec leur voisin (ou même par des mauvais traitements)<sup>25</sup>.

La solidarité interne du quartier s'exprimait dans une intense vie collective. En de nombreuses occasions, réjouissances prévues (comme un mariage, une circumcison), ou événements imprévus (à l'occasion de grandes fêtes, du retour des pèlerins, ou d'une cérémonie en l'honneur d'un saint local), des cortèges étaient organisés dans le quartier avec instruments de musique, bannières, torches et fanions, la jeunesse du quartier (shahib) devant de la voir sous la direction d'un chef du choras le sheikh al-shahib (le maître de la jeunesse), qui, juché à califourchon sur les épaules d'un porteur, lançait les cris que l'on entendait au choras. Ces cortèges étaient appelés 'awlad à Damas, où leur usage était particulièrement répandu<sup>26</sup>. Mais Lane décrit pour le Caire des cérémonies tout à fait analogues à l'occasion des mêmes fêtes

publiques et privées, avec des cortèges de porteurs de torches (*mach'al*), de musiciens (*hambours* et « *hambours* ») et de chanteurs<sup>17</sup>.

Ces usages pouvaient prendre une tonalité moins pacifique lorsque les groupes de jeunes s'organisaient en milices d'auto-défense qui prenaient en main, quand les circonstances l'imposaient, la protection des quartiers contre des menaces venues de l'extérieur. Ces « bandes » para-militaires qui se formaient dans les quartiers populaires de la ville et des faubourgs étaient dirigées par des aînés qui ont invariablement pris des acceptations préventives, ce qui en dit long sur la crainte mêlée de répugnance qu'elles inspiraient à la bourgeoisie urbaine, à laquelle appartenant en général les charbonniers. On trouve, dans Gabarî, toute une terminologie significative, *al-nasî* (les « bandes »), *al-chahîr* (les « rayons »), *al-as'ar* (les « variations »)<sup>18</sup>. L'agressivité de ces bandes fut parfois réprimée par les autorités qui les considéraient comme une menace sup-  
plémentaire : en 1813, le pachà du Caire envoya contre les milices révéler la « *al-ifa* » du quartier *al-Fawarî* (I, 13); l'achéïl Bey Ibrâ, en 1773, « les gens des quartiers et les bandes ».

Mais cette vagueur nomenclastique s'exprimait, plus quotidiennement, dans les relations entre les quartiers. Elles étaient régies par un code complexe qui organisait, par exemple, le passage d'un cortège à travers un quartier voisin, avec un échange de répliques qui nous a été conservé pour les quartiers de Damm : « *Nous venons à vous. D'abord, le salut sur vous. — Les harîks sont venants à vous. — Les honneurs pour les arrivants. — Qu'Allah vous garde en soit et garde votre quartier. — Au revoir, nous allons partir. — Allah en pace, le chemin est à tout le monde* ». Ces relations donnaient lieu aussi à des révérités traditionnelles, chaque quartier se targuant de ses excellences. Ainsi à Damm : « *Nous sommes les gens du Quarcî* » (II 4). *Nous sommes plus au sud et aux murs. Celui qui ne nous croit pas, qu'il aille dans la compagnie* » ; ou « *le Sang Sîrîyî* » (C II) « *un grand rien... Un de nous en tue cent de ses hommes* ». Turqaï<sup>19</sup>. Cette agressivité latente pouvait déborder en

conflict entre quartiers, l'antagonisme se manifestait fréquemment par des batailles rangées qui, elles aussi, avaient un caractère traditionnel. 'Alî Fakîh Muhiirîk rapporte que des bagarres passées inoffensives approuvées, dans le sous-sol habité qui s'étendait à l'est du Canal, les gens des quartiers de *Hamayyî* (C 5), de 'Uddî (F 4) et de Hattîbî (B 3) jusqu'en plein 22<sup>e</sup> siècle<sup>20</sup>. A Hîghîdîl, ses luttes entre quartiers s'appelaient *hîndî* : les jeunes des quartiers venant pour aller voler leurs querelles avec ceux des quartiers voisins, armés de bâtons ou même de couteaux ; le dernier de ces hîndî eut lieu en 1923, entre le quartier de Bâd Sîrîl et le quartier des Kachîl à Bîh al-Shaykh et eut nécessairement l'intervention de la police<sup>21</sup>. Au début du 22<sup>e</sup> siècle au moins, les batailles de quartiers à Mansûf pouvaient appeler 50 ou 60 personnes ; des harîndîs étaient dénomés et les antagonismes entraînaient des hîndî, des *manîrî*, des *qatîr* et même des *revîrîrî*<sup>22</sup>.

### Les types de résidences

La maison « traditionnelle » arabe à *deux portes* (*deh*) n'est que le type d'habitat le plus fréquent et le moins étendu ; elle n'est pas le modèle unique, même à l'intérieur du monde méditerranéen, et à plus forte raison dans le monde arabe et le monde islamique. Mais une les autres formes (*habîrî* sans *port*, *qatîr*, *habîrî* collectif), même double typiquement n'a été interprétée, et on doit donc se borner à présenter un schématisation qui ne rend compte ni de l'extension géographique telle ni de l'importance statistique telles des différents modèles d'habitat. 7

#### La maison traditionnelle à deux portes

La maison traditionnelle a deux portes, en Afrique du Nord, en Égypte et en Syrie, d'études détaillées qui se trouvent

cependant à des débâtes de type « palais » ou, à tout le moins, à des habitations homogènes. La structure générale de cette maison, avec ses agencements les plus évidents, le *patio central*, répond à des conditions climatiques tout à fait déterminées, qui caractérisent la zone méditerranéenne (températures relativement élevées, assez fortement imprégnées, plus inégalement réparties et souvent rudes). Elle correspond ainsi à une organisation sociale impliquant une relative ségrégation de la vie familiale (et une certaine séclusion de la femme) qui, ailleurs, en caractère méditerranéen, et qui se retrouve, fortement accentuée, dans la société musulmane. Il s'agit donc d'un type qui est d'une part très ancien (on connaît sa large diffusion dans les villes de l'Orient antique et dans les cités grecques et romaines), mais qui est d'autre part remarquablement adapté à la société musulmane qu'il a connue une extension remarquable dans les régions arabisées du monde méditerranéen.

À l'intérieur de cette zone arabo-musulmane, le phénomène le plus frappant est la variété des formes régionales qui correspondent évidemment à des traditions locales sous l'influence ou au contre très forte : un décal des lieux qui existaient entre les diverses provinces et le centre de l'Empire, et entre les provinces elles-mêmes, il ne s'est pas développé un style arabo-musulman, dans lequel se seraient exprimées les habitudes communes de vie qui véhiculaient avec eux les éléments de stabilité et d'administrations qui allaient d'instable, pour une durée plus ou moins longue, dans les capitales provinciales, habitades qui auraient dû réduire la vigueur des particularismes culturels locaux. Il n'en fut cependant rien, et l'influence « ottomane » culminée à des ramengements sans précédent, et à des détails décoratifs aux débâtes d'importance, mais qui ne touchèrent en rien à l'organisation fondamentale de ces maisons.

Le Maghreb paraît avoir constitué un domaine assez homogène : malgré les différences qui existent entre les palais et maisons d'Alger et de Tunis, la parenté est évidente. Elle est particulièrement marquée dans l'importance des vestibules

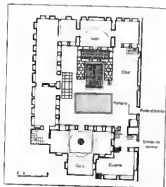
(*apfia*), salles d'attente qui permettaient au maître de maison de recevoir ses visiteurs sans les faire passer très obliquement à l'intérieur : d'où la dimension du *patio*, la présence de la *hasounia* de portes, de marches ou de maçonnerie, et une décoration particulièrement soignée. Cette parenté apparaît aussi dans le tout intérieur qui comportait des arcades et des galeries à l'étage, et qui jouait dans la vie quotidienne plus qu'un rôle de salle d'attente de réception, mais qui le montre le développement des palais de réceptions de *caïds* ou *chérifs*. Enfin, la décoration intérieure elle-même, avec le rôle important dévolu à la céramique locale ou importée, révèle une tendance communément d'inspiration.

Les maisons et palais d'Alger se distinguent par une certaine *arabité*, dont les dimensions varient suivant l'importance de la demeure ; elles ont, très nettement, subi l'influence d'un type sur lequel domine les éléments, dont la profondeur est limitée par la portée des portées de plafond : la principale, qui est utilisée pour la réception, peut être prolongée par une aile. La maison compte fréquemment deux étages séparés par le toit par des galeries : un développement en hauteur avant tout destiné pour assurer la sécurité de l'espace disponible, et aussi le caractère accidenté du site qui incitait à une architecture verticale plutôt qu'à un développement horizontal. On dispose pour Tunis d'un exemple d'édifice très riche et relativement varié, avec des éléments homogènes et des palais. Dans les plus grandes demeures, un passage paré, la *driss*, précède souvent le *apfia*, qui est subdivisé en plusieurs parties, et qui protège l'intérieur de la maison. La cour comporte deux ou trois portiques ou *caïds* ou *chérifs*. Sur l'un d'eux s'ouvre une salle d'apparat à plan en T, dans lequel un profond débâtement, le *ghib*, joue le rôle du salon. Quand la maison comporte un étage, et qui s'est par conséquent le cas, des galeries y correspondent aux portiques du *caïd* ou *chérif*. Les plus riches demeures comportent, à l'étage, une chambre (*hishik*) réservée au maître. Le palais au débâte de la grande demeure algérienne que par des dimensions supérieures





22. Musée d'Art et d'Histoire de la Ville de Québec (d'après Bernard Mouy et al., Plan du Musée de la Ville de Québec, 1970 et 1971, planches 1000 et 1001)



23. Madinet al-Bayt al-Haram d'Alep (DM) plan de l'Institut K. H. H. et J. D. H. (Aleppo, Syrie, 1910).

et des aménagements supplémentaires (petites salles et appartements réservés aux hôtes — *dâr al-ḥayf* — qui prendraient des dimensions plus grandes au xviii<sup>e</sup> siècle)<sup>23</sup>.

Les palais et les maisons du Caire ont fait l'objet d'études précieuses pour ce qui concerne l'habitat de qualité. Ce qui caractérise son architecture domestique, c'est la permanence des principes d'organisation et du style architectural hérités de l'époque mamlouke jusqu'au xviii<sup>e</sup> siècle. L'influence ottomane se limitant à des aspects décoratifs. Cette architecture, résolument verticale (les maisons particulières ont habituellement deux à trois étages), se compose des pièces de réception d'une grande diversité de formes et de fonctions. Un couloir ou plusieurs couloirs mènent à la zone intérieure qui n'est qu'un espace de circulation sur lequel s'ouvrent les communs (sénats) et une pièce de réception ouverte au forme d'*alab* (tablaouk) pour les visiteurs les plus modestes; une salle grande (mansab) est utilisée pour les personnes d'une classe plus élevée. Un escalier permet de monter dans les loges qui donnent sur la cour pas dans un trois arades; c'est le magad, pièce de réception d'été, ouverte vers le nord. Une grande salle intérieure, souvent luxueusement aménagée et de proportions imposantes, la *qibla*, située en premier ou en second étage, sert de cadre à la vie familiale et aux fêtes<sup>24</sup>. Les maisons mamloukes ont une belle variété de fenêtres à balcons peintes de *maḥrab* (maḥrab) disposés aussi bien vers la cour, pour décaler les appartements, que vers la rue afin de permettre aux occupants de la maison de voir sans être vus : ce développement prouve témoignage d'une ouverture plus grande de la maison vers l'extérieur. Par ce trait, la maison mamlouke se distingue très nettement de la maison maghrébine. Au total, cette architecture est très homogène; elle paraît évoluer avec peu et rester remarquablement fidèle aux traditions locales. Mais il est vrai que l'échelle d'habitat, assez large, de maisons qui ont été conservées jusqu'à notre époque (J. H. H. et J. D. H. ont étudié 16 palais et maisons d'époque mamlouke et 14 d'époque ottomane) n'est que partiellement

représentatif : il s'agit, dans presque tous les cas, de circonscriptions de grande importance et de chéchia, mais non des palais des principaux dignitaires situés autour de Birka al-Fil [Q 9] et de Birka al-Ashkalayya [H 12], de sur presque tous les édifices, et nous en les connaissons que par les relevés et gravures du temps (Description de l'Égypte et ouvrage de Pascal Coste, par exemple).

Si l'habitat privé n'est pas riche par sa caractéristique par sa verticalité et sa densité, ce qui s'explique sans doute par une telle forte occupation de l'espace urbain, la Syrie offre des exemples d'un type tout à fait différent. À Damas, à Hama et à Alep, les maisons se développent horizontalement autour d'un patio dans la superbia répétitive entre le toit et les deux cloisons de l'espace bleu. Dans les maisons les plus vastes, le toit comprend un grand bassin rectangulaire, une estrade en pierre — sur laquelle pouvaient prendre place des musiciens — et des plantations (arbustes ou massifs de fleurs). L'entrée, pièce rectangulaire ouverte sur le patio par un grand air brisé, généralement tournée vers le nord, est de salon d'hôte, et joue le rôle du nœud dans les maisons de Calixte, mais au niveau du rez-de-chaussée. Les grandes maisons comportent une pièce à plan en T ou, richement décorée, avec dallage de marbre, lambris et plafond de bois, qui est utilisée comme salon. Dans presque toutes les maisons, on trouve à l'étage une pièce destinée à la réception ou au logement des hôtes, le *marabba*. On trouve aussi, dans les maisons d'Alep, des caves très vastes, avec un étage en deux sous-sol, et un étage inférieur creusé dans le roc (magasins) qui servent d'entrepôts pour les provisions et d'abri contre les chaleurs de l'été. Le luxe et la variété des aménagements diffèrent naturellement suivant les dimensions des maisons, c'est-à-dire suivant la catégorie sociale à laquelle appartenait leur propriétaire : les maisons les plus modestes (moins de 100 mètres carrés) étaient habitées par des petits commerçants et des petits artisans, les plus vastes (de 400 à 900 mètres carrés) par de riches marchands. Ce sont évidemment des données

qui ne sont le mieux conservées; on voit également celles qui sont le plus profondément détruites; et par conséquent, en ce qui concerne les autres villes, c'est cet habitat surtout insaisissable que nous devons nous en tenir.

#### Maisons sans toit

Il est que la maison à toit ouvert est le modèle le plus largement répandu d'habitation privée dans le monde arabe, mais que le modèle des plans des villes ou les photos aériennes, les exemples ne manquent pas de maisons conçues sur un modèle différent, mais tout aussi « traditionnelles » que les maisons bourgeoises qui venaient d'être mentionnées. L'exemple en les maisons de Raqqa, de Jeddah et de Hama.

Les très belles maisons de Raqqa (Raqqa), dans le delta égyptien, constituent un exemple très homogène qui remonte à la période ottomane, période qui a marqué l'apogée du développement de ce port. Dans l'étude que A. Leveau et A. Abdel Tawab ont consacré, il est en en 1928 (sur les 20 qui avaient été classés à l'époque). Elles sont caractérisées par leur grand développement en hauteur : la maison Moudil s'élève à plus de 17 mètres. Elles comptent habituellement trois ou quatre niveaux. Les façades comportent en général des arcades, en particulier au niveau du premier étage. Leur décoration repose sur l'utilisation de matériaux très divers (chaux ou bois, pierre de couleur et de divers types par l'usage de la brique) et sur la présence de nombreuses fenêtres à *sharabiyya*. Ces maisons se caractérisent par la cour, lorsqu'elles existent, elles se situent à des points de hauteur plus bas, jamais au centre. Les plans, répartis entre des étages auxquels donnent accès des escaliers extérieurs avec rampes, prennent le jour et l'air sur les rues, sur lesquelles les maisons ont souvent deux et même trois façades. Tout d'une cette description est en totale contradiction avec la disposition de la maison à toit. Il est évident que nous sommes de résoudre le problème peut en imaginant une

influence turque, mais si l'on se souvient dans un certain nombre de détails de la construction et du décor, il conviendrait plutôt à une architecture locale qui devrait être replacée dans une tradition du delta ou même d'une zone plus vaste englobant le *Mes Rouge*<sup>22</sup>.

C'est à un domaine qu'appartiennent les maisons maures de Jeddah, dont les façades sont occupées par le développement de fenêtres à *maishalyya* (ici appelé *maishan*) en forme ovale sur la rue. Leur structure est caractérisée par une forte verticalité (la maison se dresse sur quatre niveaux) et par l'absence de toute zone intérieure. Le niveau inférieur est utilisé pour la réception des invités masculins, (il s'agit la présence de grandes salles, oujlas, et de locaux pour la préparation du café), la vie familiale se déploie dans les étages : l'existence fréquente d'une double entrée contribuant également à faciliter la séparation des sexes<sup>23</sup>.

On ne saurait cependant considérer cette architecture comme seulement à moitié arabe, comme tendant à le suggérer le rapprochement, souvent fait, avec l'architecture domestique du port océanique de Souakin sur la Mer Rouge. Les maisons pérsiques, et en particulier celles de Suva, ont les mêmes caractères généraux que les demeures de Basmeh ou de Jeddah. Le caractère très extraverti de l'architecture se manifeste par une grande abondance et une grande variété de fenêtres : ouvertures étroites des palmes intérieures, structures oculaires éventuellement garnies de plaques d'albâtre ou de vitraux (*ajl*), placards saillants sur la rue, masques de briques, souvent peints sur et lustrés et permettant de voir sans être vu (*shabih*), *maishalyya* (*maish*) du haut. Une décoration abondante orne les façades, avec des éléments de briques singuliers de la région du pèlerin, des cloîtres. A Héraclée, les palmes se développent verticalement une cinq ou six niveaux, le plus élevé étant occupé par des salles de réception (*majlis*) largement éclairées par de vastes fenêtres. Naturellement, ces maisons ont totalement disparues de leurs intérieurs. Tous ces traits sont si complètement

contrastés à ce que l'on considère habituellement comme les caractéristiques de la maison arabe que l'on peut à tort proposer d'invoquer à ce propos la diffusion classique du *hâ* par G. Marçais : « Au Yémen, les demeures s'éloignent largement sur la rue. L'ingrénant et la base des façades sur l'ajet des niches de l'architrave et, pour le maître de la rue, un signe d'appartenance »<sup>24</sup>. Les maisons du Yémen appartiennent à une tradition très ancienne du monde-arabe, déjà attestée en Arabie à l'époque pré-islamique, mais aussi largement représentée autour de la Méditerranée, depuis l'Antiquité (voir les *maisons romaines*) et sans aucun rapport avec la maison à cour que, au début de son fort développement dans le monde arabe, ne représente qu'un aspect d'une typologie en réalité très variée.

#### L'habitat des classes moyennes

Dans les villes où la maison à cour centrale était le modèle presque unique d'habitat domestique, l'adaptation de ce type de construction à une population moins riche que celle qui occupait les palais et résidences qui vivaient d'une manière aisée, se faisait évidemment par une réduction des dimensions, par une diminution du nombre des étages et par une simplification des fonctions remplies par les diverses parties de la maison. C'est ce que montrent bien des études faites sur la typologie de Fakhraj dans les quartiers anciens de villes comme Tadmor et Alep<sup>25</sup>. A Tadmor, alors que les maisons bourgeoises de la Médina occupent des surfaces de 200 à 400 mètres carrés, on trouve des maisons à patio de 100 à 150 mètres carrés habitées par des individus appartenant aux classes moyennes. A Alep, les maisons de type I ou II décrites par J.-C. David et habitées par des petits commerçants et petits artisans gardent le schéma de la maison à patio central, mais avec des dimensions réduites (80 à 150 mètres carrés, au lieu de 400 à 600 mètres carrés pour les maisons bourgeoises du type III et IV), et une moindre différenciation des fonctions remplies par les palmes.

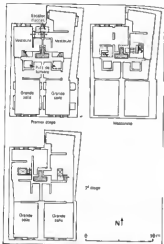
À ce niveau socio-économique, une étude attentive des modes d'habiter permettrait sans doute de déceler des déviations par rapport au modèle « tendanciel » ou, des recherches poursuivies au Caire sur l'habitat de la classe moyenne à l'époque ottomane ont attiré l'attention sur un type de maison très original et sans doute très répandu, mais dont les derniers éléments disparaissent rapidement, parce qu'on a manqué peu d'intérêt pour des constructions presque dénuées de valeur artistique que leurs occupants occupants actuels n'ont pas les moyens d'entretenir. Dans ces maisons habitaient les membres de ce qu'on peut définir comme la classe moyenne des artisans et commerçants et des cheikhs, c'est-à-dire, statistiquement, une partie très importante de la population. L'exemple publié par Nelly Hanna, le *bayt al-Iskandariyya*, à Bâhiq, donne une idée assez précise de ces maisons « moyennes » : il est dépourvu de cour intérieure pour une raison essentiellement économique, le désir de faire le meilleur usage possible du terrain disponible. Lorsque, dans des maisons similaires, une cour existe, elle est placée sur la cité et est mélangée avec la maison voisine (comme c'est le cas, au Fa'ou, à Rosetta). La maison *Iskandariyya* ne comporte pas de hall privé, ce qui impose à ses occupants d'utiliser le *harem* public. Elle est divisée en cinq unités d'habitation dont les entrées sont groupées sur deux escaliers d'accès et qui se distribuent sur plusieurs étages<sup>29</sup>.

Un tel type de maison, qui répondait aux besoins d'une classe déclinante de la population, n'était sans doute pas particulière au Caire. À Médiat, où le maison à cour semble avoir disparu, comme dans les autres villes arabes-islamiques, Saïda Al-Hachidj décrit des maisons assez semblables, à la maison à *q'ra* : deux loges ou une loge de réception occupent le centre de la maison (qui comporte deux ou trois étages) et « la maison à *makharidjyya* » qui donne sur la rue par des escaliers ou un illo (quatre ou cinq étages)<sup>30</sup>.

À Caire, la difficulté de réaliser un compromis entre le désir de rester aussi proche que possible du centre des affaires

et le manque de disponir de moyens financiers importants pour y faire, qui réservaient en fait la région centrale à l'habitat bourgeois, fut en partie vaincue par le recours à un type d'habitat collectif très original, le *rahi*, qui permettait aux membres des classes moyennes de louer, près des marchés urbains, un logement à un prix abordable. Le *rahi*, qui se rencontre, apparemment, qu'en Égypte, y est une institution qui survient mais il y est attesté très tôt, et en particulier à l'époque mamelouke<sup>31</sup>. Il s'agit d'un immeuble collectif à destination locative, qui se rencontre sous deux formes. Soit, il se développe sur deux ou trois étages, au-dessus d'un *ou-dj* (chaussée occupée par des boutiques ou des magasins : le *rahi* de Tabkhina [JGP 3], long de 64 mètres et large de 13, contient 16 unités d'habitation. Construit au-dessus d'une *ou-dj*, il comporte deux ou trois étages; il est totalement indépendant du *caravansérail* dont il occupe les étages supérieurs. Dans les deux cas, les principes de la construction des appartements sont constants : il s'agit de duplex ou de triplex desservis par des escaliers intérieurs, occupant une partie de réception qui se développe sur deux niveaux (*riadq*) et une terrasse privée. On accède aux appartements par des escaliers ou des couloirs communs. Le surface peut même atteindre 20 mètres carrés, soit un total de 60 à 70 mètres carrés par appartement. Le nombre de résidents d'un *rahi* pouvait atteindre une centaine de personnes.

En ce sens, et localement, le *rahi* est un type de Caire pour l'époque ottomane, mais, compte-tenu du fait que beaucoup des 300 unités du Caire en comportaient un, leur nombre réel était beaucoup plus élevé, et pouvait atteindre la centaine. La plupart des *rahi* les plus récents étaient dans Qib'ou (l'est-ouest), le long de la Quaba [H 6] et dans les rues qui descendent dans cette grande artère, d'est-à-ouest dans le centre même des *ou-dj* économiques. L'étude des nécessités des individus résidents dans les *rahi* montre qu'il s'agissait principalement d'artisans et de commerçants moyens tenant boutique, et qui cherchaient sans doute par ce type de logement, ou de



20. Le «*rai*» de Tahtouk (à gauche) et l'appartement collectif de Tahtouk (à droite). D'après les plans de Tahtouk, 1978, pp. 262-264, fig. 3.

leur, une maison individuelle dans le centre de la ville : la moyenne moyenne des 29 résidents identifiés entre 1776 et 1798 s'élève à 22-646 personnes, ce qui est bien en dessous, à égale distance du propriétaire et de la bourgeoisie du Caire. La valeur moyenne des appartements était voisine de 4 000 piastres, somme relativement importante : aucun locataire d'habitants de rue n'était-il qui locataire de leur appartement. La construction de rue constituait un investissement collectif soit dans le cadre d'une spéculation individuelle, soit comme placement au bénéfice d'une œuvre religieuse (dans le cadre d'un *waqf*). Il n'est actuellement pas facile d'estimer le nombre des habitants qui résidaient dans les rues du Caire. Il était certainement très élevé : sur 324 individus dont j'ai étudié les successions pour la période 1776-1798, 29, soit près de 10 %, habitaient des rues. Compte tenu du nombre probable des rues, on peut estimer qu'ils pouvaient abriter entre 10 et 20 000 personnes. Il s'agissait dans d'un mode très répandu de logement qui permettait à la classe moyenne de résoudre le problème de la résidence à proximité du centre religieux, la structure verticale des appartements contribuait par ailleurs, très légèrement, les résidents de la rue en entrant, dans un espace collectif, avec les appartements traditionnels à l'intérieur de la rue privée, exception le système de circulation intérieure et la présence de terrasses individuelles apportant une réponse parfaitement satisfaisante.

### L'habitat collectif

Si le rue constitue une solution qui rendait extrêmement viable pour le logement des membres de la classe moyenne, l'habitat collectif a été de tous temps largement répandu dans tout le monde arabe sous des formes très variées.

Les constructions de type «*masrifa*» ou «*funduq*», «*madrasa*», «*halla*» «*harem*», dans toutes les grandes villes

arabes, une population à flotante a, naturellement, devenu et doit continuer. C'étaient, naturellement, les étrangers à la ville, en particulier les commerçants de passage, qui venaient s'installer dans les caravansérails comme dans des hôtels, et qui y disposaient à la fois d'ourses pour leurs animaux de transport, de magasins pour leurs marchandises (habituellement installés au rez-de-chaussée) et de logements pour eux-mêmes (généralement à l'étage). D'une manière assez naturelle, ces étrangers tendaient souvent à se regrouper dans des caravansérails particuliers. Le *fouadq* du Darb al-Lamli, à Fés, dans lequel passaient les gens du Tafilalet. Au Caire, les Syriens des environs dans le khân al-Hamâwîl [3, 4-7] et les Wahâla al-Toufâh [C 5], les Palestiniens dans la Wahâla al-Sakâla [F 5], les Turcs dans le khân al-Kharîbî [J 5]. Le khân Salayimî Pachâ, à Damas [F 5], était appelé khân al-Hamâwîl parce que les tapis de Hamâ y étaient, etc.<sup>20</sup> C'est à la suite d'un tel regroupement que, dans la plupart des villes du Maghreb et du Levant, s'étaient progressivement constitués les *casbahs* où logeaient les gens de la Nation ou capotins (Fouadq des Français à Tunis, khân des Vénitiens à Alger). Autour des commerçants dans les *casbahs* pouvaient être plus ou moins larges (dans certains cas, il pouvait devenir définitif), se rassemblaient les membres de la même « colonie » étrangères, qui comprenaient souvent de nombreux esclaves et des étudiants, eux aussi étudiants plus ou moins temporaires.

C'est également dans les caravansérails qu'allaient habiter beaucoup de militaires non casernés. A Tunis, les soldats turcs logeaient dans les *fouadq*, situés près de la Grande Mosquée et de la mosquée al-Qasr : un autre siècle, une partie du *qasr* turc rattachée dans un *fouadq* situé dans le Souq al-Qannâbî (des *indes*) se rattacha contre Mahâd Bey (1659-1675) ; après les avoir connus, le souverain détruisit le *fouadq* et construisit à sa place la madrasa al-Mahâdîyya. Au Caire aussi, les membres des *adqas* résidents avaient dans les *casbahs* et y introduisaient des habitacles de vie bâties dans le point de vue

religieux (monastères du sud) et des personnes peu recommandables (prostitutes), ce qui amenait des réactions, apparemment peu efficaces, de la part des autorités : n'est-il pas, vers 1720, un décret du sultan, dans le quartier de Gâziyya [L 7], trois *casbahs* où les agissements des militaires avaient été particulièrement scandaleux<sup>21</sup>.

On trouve encore dans les constructions de type caravansérail toute une population qui venait de l'extérieur du pays pour travailler dans la capitale, et dont l'installation pouvait être durable. Les exemples sont innombrables. Dans les *fouadq* — caravansérails de Fés, habituellement groupés autour des portes de la ville, habitaient des compagnons des tribus voisines de Fés, des *maraboutes* du nord (Jbala), des gens des régions périphériques, dont certains groupes conservaient une organisation assez forte pour retarder leur assimilation : gens du Soum (Soudan) qui étaient groupés, marchands d'esclaves, gens du Dira (Diréou) qui étaient maçons et porteurs d'eau. A Alger, les gens de Laghouat logeaient à proximité de la grande rue des *maraboutes*, en particulier dans le Fouadq al-Bayt (de Flandre) [E 4], où ils dispensaient l'huile apportée par les Kabyles ; une partie des Kabyles qui venaient à Alger allaient résider dans les *fouadq* situés près de Bab 'Amîn [B 1]<sup>22</sup>. A Tunis, c'était dans les *fouadq* et surtout les *casbahs* à qui se regroupaient les gens de l'intérieur du pays, généralement rassemblés par origine, marquant une tradition qui s'est renouvelée à une époque récente, mais qui paraît fort ancienne : les Djérbiens, qui exerçaient le commerce de la laine, et qui ont plus récemment monopolisé l'épicerie, logeaient dans les *casbahs* de la Souq al-Laila (aussi appelé Souq des Djérbiens) [B 4] et de la Souq al-Qannâbî [J 4] ; les gens du Tânat (Tânat) qui étaient jardiniers, vignerons, domestiques, habitaient quatre *casbahs* dans le *fouadq* sud, ceux de Ouagla (Warghyla), gens de mouton, employés dans les basses, les cafés, vivaient dans des sortes d'*casbahs* dans le sud de la Médina<sup>23</sup>. A Alger, un dehors des khân où les marchands venus de l'extérieur louaient des magasins et des chambres

pour la durée de leur séjour, on trouvait des « glorieux » et également les étrangers pauvres, les étudiants et les *hidjras*<sup>10</sup>.

Il est difficile d'évaluer l'importance de la population qui habitait dans des résidences collectives dont la variété était aussi grande que celle de leurs occupants : marchands fortunés qui résidaient dans les importants caravansérails des centres, pauvres gens qui s'entassaient dans les « *ouddis* » ou *subdistans*. Elle était, de toute évidence, considérable. D'après le voyageur d'Arviense, qui était à Alep vers 1683, il y avait dans cette ville 187 « *maisons* » (pour glorieux) et 44 *ouddis*. En il y avait au Caire près de 360 caravansérails dont certains pouvaient héberger des centaines de résidents. De fait, bien que, en raison de la nature occasionnelle transitoire de leur établissement au Caire, les habitants des caravansérails fussent moins susceptibles d'y naître et donc de figurer dans les recensements enregistrés au Tribunal (*Mahtama*). J'ai compté 17 résidents dans les *ouddis* et *ouddis* du Caire, parmi les 334 entrées et sorties enregistrées entre 1776 et 1798, dont la répartition est connue : la proportion (vingt pour cent) n'est pas négligeable ; elle est probablement très inférieure à la réalité, car beaucoup de résidents dans les *ouddis* ne sont sans doute pas mentionnés comme tels dans les documents. Sur ce nombre, moins de la moitié (8 sur 17) sont étrangers, ce qui confirme que les *ouddis* étaient également habités par les Egyptiens, et non pas seulement par des commerçants venus de l'étranger. La fortune moyenne des résidents dans les *ouddis* s'élevait (58 000 paras, quelle que soit leur origine) paraît caractéristique de la classe moyenne des cosmopolites, mais on trouve parmi eux des individus de fortunes très variées, d'un colporteur (*shahragi*), qui laisse un modeste avoir de 2 260 paras, à un marchand de tissus (*qasimagi*), dont le patrimoine atteint 141 961 paras. Mais il est probable que les résidents permanents des caravansérails périphériques étaient habituellement d'origine modeste, et qu'une population peu reconnaissable d'origine pauvre ou qu'on ne trouve qu'à Tanis fau-

voir de dévotion sociale (le plus souvent liée avec la prostitution) était connue dans des foyers qui étaient généralement à la tête de résidents des délinquants<sup>11</sup>.

### L'habitat populaire

Avant que nous arrivions en l'occasion de la noter, nous sommes (et me) informés sur l'habitat de la partie la plus pauvre de la population, qui était aussi la plus nombreuse. Il n'est guère mentionné dans les chroniques historiques et dans les documents d'archives, et il n'est souvent habilement pas de traces archéologiques identifiables et durables. Il est cependant facile d'imaginer les logis sommaires qui étaient situés avec des tentes ou de fortune sur les franges de la ville : un quartier de Fik, (près de Bâb al-Kharshak), une zone de Tanis (située entre Bâb al-Bahr [II 1]) et la lagune, à proximité des collines d'archères, portaient le nom significatif d'*al-Masayil*, qui désigne « des hautes en arches recouvertes d'un toit de chaume »<sup>12</sup>. Un autre vestige de ce type d'habitat se trouve à l'ouest de la ville, dans un quartier désigné de la ville, près du rempart. Et la carte du Caire de la Description de l'Égypte locale sur la périphérie de la ville, dans les années les plus pauvres, des « *maisons* » ou des « *cabanes* » souvent liées à des zones de « *débarcadere* » qui fréquemment un habitat particulièrement misérable. À Alep enfin, à propos de régions situées dans les faubourgs extérieurs de la ville, on mentionne « les hautes des Arabes » ou « les tentes et cabanes » des Qashsh, « *campes de Babiliens* que l'on rencontre souvent autour des villes turques » [V 23]<sup>13</sup>.

Plus précis est ce que nous savons d'un habitat groupé, appelé *harah*, dont l'existence est attestée en Égypte, en Syrie et en Mésopotamie, et qui paraît caractéristique de certaines très pauvres des villes. Au Caire, les *harah* sont décrits par Jomard comme « de grandes cours ou enclosiers pleines de cabanes de quatre pieds de haut, où logent une foule de pauvres gens, entassés pile-contre avec leurs bestiaux... de toutes cours

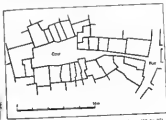


fermé... des emplacements vagues... Les universités y sont dispersées... et les plus pauvres des habitants y demeurent dans des casernes ». On y trouvait aussi dans les loggements où habitaient les ouvriers les plus modestes qu'évoque Chaboud : « Une rangée de taudis, qui leur milite par sous des parcs de loup... Tout leur ensemblement se compose d'un fragment de arse, où ils cohabitent avec leurs femmes et leurs enfants. Ils ont vides, comme leurs femmes, d'une simple chemise bleue... et les enfants sont nus ou couverts de lambeaux ». D'après Clerget, chacun de ces hawsh pouvait « contenir jusqu'à trois ou quatre familles. C'était comme un hameau à part ». La localisation des 33 hawsh que mentionne la Description correspond naturellement aux noms d'habitat pauvres du Caire.

Le hawsh est également mentionné en Palestine et en Syrie, avec des caractéristiques à peu près semblables : « une cour entourée de logements très modestes et habités par des familles différentes », note à Abdel Nasir, un type de construction qui était aussi bien arabe que chrétien<sup>24</sup>. A Damas, au XVIII<sup>e</sup> siècle, un hawsh était dans le quartier juif au dévôt de la maison turque : l'endroit comprenait « une grande cour entourée de logements des quatre côtés et y a des logements (huyat) ; chacun de ces logements a... un arce propre. Dans la cour on trouvait deux puits d'eau potable et huit puits d'égout... chaque logement a une porte donnant sur la cour ». Et ce que le voyageur A. Russell décrit à Alep, au XVIII<sup>e</sup> siècle, sous le nom de « hawara », est évidemment un hawsh : « Il y a une sorte de constructions généralement destinée à la plus basse classe d'étrangers, Arabes, Kurdes, autres Turcs d'origine étrangère et Chrétiens arméniens. C'est, un large espace entouré par un certain nombre de modestes habitations basses, chacune composée de deux ou trois pièces. L'espace est rempli de tous les habitants et irrégulièrement paré, sauf devant chaque porte de maison, où quelques boucans sont plantés. Il n'y a pas de fontaine, mais plusieurs puits... Un grand nombre sont dispersés dans la ville et les faubourgs ». Des structures tout à fait semblables existaient également à Médine, où les quartiers étaient divisés

en hawsh décrets comme des acres à presque circulaires entourées de maisons, avec une porte qui était fermée au coucher du soleil<sup>25</sup>.

Il ne subsiste naturellement rien de ces hawsh, mais le tracé de certains rues du quartier de Qierba, dans le nord-est d'Alep, s'explique sur les plans cadastreux anciens de la ville, et nous donne un vestige de ce type d'habitat : il est exactement



25. Fragment d'un plan, à échelle 1/5000, d'Alep, N. 1810, Archives de l'Institut, p. 102, fig. 24.

conforme au plan que donne Chaboud de deux hawsh à Médine, l'un avec 34 loggements, l'autre avec 13, entourant une cour qu'une impasse relie à la rue principale<sup>26</sup>. Je pense que à Abdel Nasir a voulu suggérer que cet habitat groupé, loin d'être le résultat de la dégradation de fermes plus nobles, était sans doute l'adaptation à la ville d'un habitat de type rural, ce qui explique en partie sa localisation périphérique : « Les hommes les plus pauvres ne pouvaient posséder une cour

*grands, organisèrent l'espace construit de façon à créer une zone commune, dans des bâtiments urbains, probablement d'une manière très agencée n°2.*

La remarquable extension d'une forme d'habitat sans différence de l'image qu'on donne traditionnellement de la maison arabe a peut-être attiré une attention plus marquée à l'habitat pauvre et une remise en cause, au moins partielle, d'une typologie à laquelle échappaient également, on l'a vu, des modèles largement répandus d'habitat bourgeois, et des formes palatiales et collectives d'habitat moyen. L'idée qu'il existait, dans le monde arabe, une conception unique de l'habitat n°3 ne tient compte ni des transformations qu'a inévitablement induites une évolution historique très longue, ni des diversités répandues que les réalités géographiques et climatiques ont imposées, ni des différences que justifiaient des conditions socio-économiques et culturelles également variées.

## Conclusion

La période ottomane n'a été qu'un épisode de l'histoire des villes arabes, mais un épisode qui a duré, surant les autres, en quatre siècles, plus longtemps que la période hafside en Tunisie, que la période fatimide en Égypte, ou que la période mamelouke en Syrie, un épisode qui, d'autre part, a été l'unique phase de l'histoire de ces villes avant que la pression de l'impérialisme occidental, et la présence de colonialisme européen n'imposent une modernisation qui devait avoir, sur la structure, et sur l'organisation urbaines, une influence décisive.

Dans une certaine mesure, les villes arabes soumises à la domination ottomane ont continué à se conformer, dans leur disposition spatiale, et leur organisation, aux principes qui avaient régi le développement urbain dans le monde arabe pendant les siècles qui avaient précédé. Mais sur un certain nombre de points la période ottomane a mis en œuvre des principes. L'importance des facteurs démographiques dans la structure de la ville paraît s'être renforcée à une époque où le commerce continuait son développement sans précédent sous le double effet de la constitution d'un Empire méditerranéen, et de la

pénétration des mercantiles européennes. Les centres urbains des grandes villes commerciales atteignaient alors des dimensions qu'ils semblent n'avoir jamais connues auparavant.

C'est aussi tout d'abord à l'influence des conceptions ottomanes en ce qui concerne l'autonomie des communautés qui paraît dû le développement de l'organisation des villes en groupes professionnels, ethniques et religieux, et géographique qui constituèrent les cadres de leur gestion. Les corporations de métiers connurent un développement sans précédent, même si elles ne prirent pas réellement naissance à cette époque ainsi qu'on l'a suggéré récemment. Les motifs religieux et nationaux, et en particulier les communautés de « prestige » juifs et chrétiens se renforçaient avec le double effet du développement des échanges, et des mouvements de populations auxquelles ils donnaient lieu, et du relatif hiérarchisme des autorités ottomanes envers ces communautés minoritaires. En ce développement continu, malgré voire la persécution des groupes minoritaires et même sans doute à l'insu des dirigeants (et démographes) des villes, il contribua aussi à accentuer leur fractionnement.

Les conditions nouvelles de la vie sociale furent bouleversées par les effets qu'entraînèrent des modes entièrement nouveaux de consommation : l'introduction du café et du tabac, l'apparition des cafés au tant que lieux nouveaux de convivialité eurent certainement sur les mœurs, et sur la vie collective des effets profonds qui ont été manifestement étudiés jusqu'ici. Bien que la vie culturelle et intellectuelle ait été marquée par une certaine stase, les villes connurent, sous les Ottomans une ultime phase de développement autonome au cours de laquelle fut en général maintenue, et souvent enrichi, le capital architectural hérité des époques antérieures.

Il reste donc injuste de ne pas reconnaître à cette période l'importance qu'elle a eue dans la longue histoire des villes. C'est après les Ottomans, non avant, que se place la compagne décisive dans l'histoire des villes arabes, et que commencent les grandes mutations qui n'ont pas fini de se poursuivre sous

nos yeux. Les villes arabes que nous connaissons, ou plutôt et qui habitent des quartiers anciens de ces villes, sont celles que nous a léguées l'époque ottomane, et c'est à travers elle que nous pouvons essayer aujourd'hui de déchiffrer leur passé plus lointain.

10/10/2020

10/10/2020

10/10/2020

10/10/2020

- 1. Vertriebsunternehmen
- 2. Einzelhandel
- 3. Waren (Lebensmittel)
- 4. Waren (Sonstige)
- 5. Waren (Lebensmittel)
- 6. Waren (Sonstige)
- 7. Waren (Lebensmittel)
- 8. Waren (Sonstige)
- 9. Waren (Lebensmittel)
- 10. Waren (Sonstige)
- 11. Waren (Lebensmittel)
- 12. Waren (Sonstige)
- 13. Waren (Lebensmittel)
- 14. Waren (Sonstige)
- 15. Waren (Lebensmittel)
- 16. Waren (Sonstige)
- 17. Waren (Lebensmittel)
- 18. Waren (Sonstige)
- 19. Waren (Lebensmittel)
- 20. Waren (Sonstige)
- 21. Waren (Lebensmittel)
- 22. Waren (Sonstige)
- 23. Waren (Lebensmittel)
- 24. Waren (Sonstige)
- 25. Waren (Lebensmittel)
- 26. Waren (Sonstige)
- 27. Waren (Lebensmittel)
- 28. Waren (Sonstige)
- 29. Waren (Lebensmittel)
- 30. Waren (Sonstige)
- 31. Waren (Lebensmittel)
- 32. Waren (Sonstige)
- 33. Waren (Lebensmittel)
- 34. Waren (Sonstige)
- 35. Waren (Lebensmittel)
- 36. Waren (Sonstige)
- 37. Waren (Lebensmittel)
- 38. Waren (Sonstige)
- 39. Waren (Lebensmittel)
- 40. Waren (Sonstige)
- 41. Waren (Lebensmittel)
- 42. Waren (Sonstige)
- 43. Waren (Lebensmittel)
- 44. Waren (Sonstige)
- 45. Waren (Lebensmittel)
- 46. Waren (Sonstige)
- 47. Waren (Lebensmittel)
- 48. Waren (Sonstige)
- 49. Waren (Lebensmittel)
- 50. Waren (Sonstige)
- 51. Waren (Lebensmittel)
- 52. Waren (Sonstige)
- 53. Waren (Lebensmittel)
- 54. Waren (Sonstige)
- 55. Waren (Lebensmittel)
- 56. Waren (Sonstige)
- 57. Waren (Lebensmittel)
- 58. Waren (Sonstige)
- 59. Waren (Lebensmittel)
- 60. Waren (Sonstige)
- 61. Waren (Lebensmittel)
- 62. Waren (Sonstige)
- 63. Waren (Lebensmittel)
- 64. Waren (Sonstige)
- 65. Waren (Lebensmittel)
- 66. Waren (Sonstige)
- 67. Waren (Lebensmittel)
- 68. Waren (Sonstige)
- 69. Waren (Lebensmittel)
- 70. Waren (Sonstige)
- 71. Waren (Lebensmittel)
- 72. Waren (Sonstige)
- 73. Waren (Lebensmittel)
- 74. Waren (Sonstige)
- 75. Waren (Lebensmittel)
- 76. Waren (Sonstige)
- 77. Waren (Lebensmittel)
- 78. Waren (Sonstige)
- 79. Waren (Lebensmittel)
- 80. Waren (Sonstige)
- 81. Waren (Lebensmittel)
- 82. Waren (Sonstige)
- 83. Waren (Lebensmittel)
- 84. Waren (Sonstige)
- 85. Waren (Lebensmittel)
- 86. Waren (Sonstige)
- 87. Waren (Lebensmittel)
- 88. Waren (Sonstige)
- 89. Waren (Lebensmittel)
- 90. Waren (Sonstige)
- 91. Waren (Lebensmittel)
- 92. Waren (Sonstige)
- 93. Waren (Lebensmittel)
- 94. Waren (Sonstige)
- 95. Waren (Lebensmittel)
- 96. Waren (Sonstige)
- 97. Waren (Lebensmittel)
- 98. Waren (Sonstige)
- 99. Waren (Lebensmittel)
- 100. Waren (Sonstige)

Plan des ersten



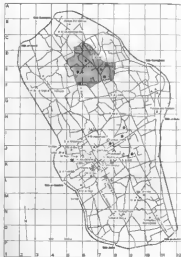
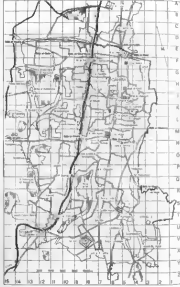


Fig. 1. Plan of the city of Turin.



Fig. 2. Plan of the city of Turin and its surrounding area. The shaded area indicates the region of interest. The map is labeled with 'B' in the top left corner.



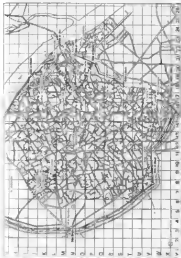
29 Plan de Cova



30 Plan de Cova



1. *Journal of the American Medical Association*, 277, 1996, 1033-1037.



100





























*Index des noms de personnes  
et de groupes humains*

Les indices = les noms principaux sont = ont été établis par Jacqueline Quilès.

*Abreviations utilisées :*

A. : autor. / L. : auteur / G. : géographie / P. : politique / M. : militaire / F. : famille /  
M. : matériel / P. : peuple / G. : genre / G. : géographie / L. : langue / M. : matériel.

Abd al-Bachane Kachibani (A. Appert) : 144, 145.

Abd al-Bachane, Ahmad Ben (romancier) : 145.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.

Abd al-Bachane (de Boumerdes) : 14.





















*Table des figures et plans*

- 23 *Fig. 1* Les provinces arabes de l'Empire ottoman au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, d'après D.-E. Fieken.
- 49 *Fig. 2* Croissances de Damas du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, d'après J. Sauvaget.
- 54 *Fig. 3* Croissances d'Alep du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, d'après J. Sauvaget.
- 54 *Fig. 4* Densités comparées des grandes villes arabes vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.
- 133 *Fig. 5* Un quartier de Damas, d'après J. Sauvaget.
- 145 *Fig. 6* Les aqueducs d'Alger, d'après M. Dulieu.
- 175 *Fig. 7* Les quatre mosquées de Jérusalem, d'après A. Cohen et B. Laron.
- 177 *Fig. 8* Les communautés à Antioche, d'après J. Wernicke.
- 182 *Fig. 9* Le Madinet d'Alep.
- 187 *Fig. 10* Sarcophage de Jazayr à Damas, d'après J. Sauvaget.
- 193 *Fig. 11* Sarcophage de Bâsqhal à Alep, d'après J. Sauvaget.
- 209 *Fig. 12* Entassement dans le quartier du Mâtîn à Damas.

- 320 Fig. 13 Lottissement dans le quartier de Jaldaya à Alep.
- 323 Fig. 14 *Wagf* du Redwan Bey au Caire.
- 340 Fig. 15 Soudj du Khân de la Douane (Khân al-Gumruk) à Alep.
- 346 Fig. 16 Soudj de Bakirhan Pacha à Alep, d'après J. Sauvaget.
- 354 Fig. 17 Wakûlî Dîlîşîkîr Kuthkocî au Caire, d'après P. Coste.
- 355 Fig. 18 Wakûlî Bîna's au Caire, d'après Firmenag Andand.
- 357 Fig. 19 Khân de Qant Bey à Alep, d'après J. Sauvaget.
- 359 Fig. 20 Khân As'ad Pacha à Damas, d'après A. Hilkauf.
- 370 Fig. 21 Géographie des zones de résidence à Alep, d'après J.-C. Bérard.
- 368 Fig. 22 Maisons Shakhîrî au Caire, d'après B. Mouy.
- 340 Fig. 23 Maisons du quartier chrétien d'Alep, d'après K. Mouy et J. Sauvaget.
- 348 Fig. 24 Le Raî' de Tahkîm au Caire, d'après M. Zakariya.
- 335 Fig. 25 Elwesh al-Jamal à Médena, d'après S. A. al-Harthoul.
- 333 Fig. 26 Plans d'Alep.
- 334 Fig. 27 Plans de Tadmor.
- 335 Fig. 28 Plans du Taurus et de ses forksourgs.
- 336 Fig. 29 Plans du Caire.
- 337 Fig. 30 Plans de Damas.
- 338 Fig. 31 Plans d'Alep.
- 339 Fig. 32 Plans du Mésopot.
- 340 Fig. 33 Plans de Bagdad.

## Table des matières

- 13 Avant-propos
- 23 Chapitre I - Les villes arabes dans l'Empire ottoman.  
La conquête ottomane et l'organisation de l'Empire :  
La conquête ottomane, L'organisation des provinces arabes, L'évolution des provinces arabes, Les situations locales
- 39 Les principales données de l'évolution des grandes villes - Éléments des grandes villes arabes avant les Ottomans, Le rétablissement de la sécurité, Le développement économique, Le rôle du pèlerinage, La survie des populations
- 54 Les villes arabes : Les modalités de la croissance, Les villes arabes vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle
- 67 Chapitre II : La population des villes
- 68 La carte dominante - Les milieux, Les musulmans et les « *resgans* », Conclusion
- 78 Les « *alams* » et les Chrétiens : Caractéristiques des « *alams* », Rôle des « *alams* », Les Chrétiens
- 88 Les « *re'ays* » - Les commerçants et les artisans : La grande bourgeoisie des « *re'ays* », Les artisans et les



	commerçants des corporations de métiers, Le petit peuple citadin
96	Liens entre la caste dominante et la population sujette
101	Les minorités : Les musulmans musulmans musulmans, Les Chrétiens, Les Juifs, Les Européens, Circassiens
118	Chapitre 3 : Les fonctions urbaines
121	L'administration des villes : Préfets urbains, Autorités politiques, Le rôle des cadis, Le gouvernement central
129	Les institutions populaires : Les corporations de métiers, Communautés ethniques et religieuses, Les quartiers
140	L'ordre urbain : Institutions de police, Violences, Sécurité « ordinaire »
148	Les « services publics » : Le nettoyage de la ville, L'éclairage des rues, Les bacs contre les incendies, Les transports en ville, L'adduction d'eau
168	Chapitre 4 : L'organisation spatiale
168	Les principes de l'organisation spatiale : Prédominance des fonctions économiques, Division de la ville en deux secteurs fortement différenciés, Ségrégation des communautés
179	La structure urbaine : Centralité urbaine, Les quartiers périphériques, Les faubourgs
206	Les irrégularités de la structure spatiale : Alger et Tunis, Le Casr, Damas et Alep, Les villes irakiennes
214	Ordre et désordre urbains : L'anarchie urbaine, Exemples de micro-urbanisme, Grand urbanisme, Le rôle des walis, Circassiens
228	Chapitre 5 : Les activités économiques
232	Les zones économiques centrales : Puits centraux, Localisation des activités

239	Les lieux de l'activité économique : Boutiques, marchés et caravansérails : Les boutiques, Les souks, Les caravansérails
240	Les activités artisanales : Les caractères de l'artisanat, Place de l'artisanat dans l'activité urbaine
272	Chapitre 6 : Les zones de résidence et les types d'habitat
272	Introduction
278	La géographie des zones de résidence : Principes de la localisation, Géographie des zones de résidence à Alger, ... à Tunis, ... au Casr, ... à Alep
290	Les quartiers de résidence : Quartiers musulmans juifs et chrétiens, La population des quartiers, L'équipement des quartiers, La vie des quartiers
305	Les types de résidence : La maison traditionnelle à rue centrale, Maisons sans cour, L'habitat des classes moyennes, L'habitat collectif, L'habitat populaire
327	Conclusions
333	Plans des villes
341	Notes
341	Glossaire toponymique
344	Index des noms de personnes et de groupes humains
349	Index des noms de lieux et de constructions
378	Index des noms de métiers et de fonctions, et des mots techniques
385	Table des figures et plans
387	Table des matières

مكتبة  
الكتاب  
C O E S  
في دار الكتب  
2 rue Kuter, 34 Ahmed  
ORAN 24 40 23

Collection Les Classiques

*L'Atout des Merveilles*

Abel-Nour

*Le vin, le vent, la vie*

*Les Cent et Une Nuits*

*Les dix grandes villes arabes de  
l'Afrique-Réunion/Madagascar*

Ben Khaldoun

*Le Voyage d'Occident et d'Orient  
autobiographique*

Ben Moughi

*De la chaire*

Majnun

*L'Amour poème*

Sultana Ibn Jandak

*Darwin*

Cartes

Cartes de circulation en argent,  
Targues argentées métal au 1000 rubles,  
Monnaie de Tadjikistan, Kirghizistan.

La période ottomane des grandes villes arabes — de l'Algérie à l'Irak arabe — offre une abondance d'informations indépendantes. Aux sources traditionnelles, aux sources coloniales, il faut ajouter celles, inépuisables, des fabuleuses archives de la Sublime Porte, à peine mises à contribution. Longue de trois, voire de quatre siècles, l'époque ottomane verra la modification du développement urbain, renforcée l'autonomie des communautés par l'organisation des villes en groupes professionnels, ethniques, et religieux. Les conditions internes de la vie sociale seront bouleversées par un commerce florissant et l'empire des corporations de métiers.

Ces villes ont donc connu une ultime phase de développement autonome au cours de laquelle le patrimoine architectural arabe fut maintenu et souvent enrichi. Et c'est après les Ottomans, non avant, que s'opère la coupure décisive et que commencent les grandes mutations. C'est à travers cette époque qu'il faut déchiffrer le passé, entreprendre la réévaluation des centres anciens et comprendre les structures et fonctions urbaines.

Augmentée de près de 500 notes, de 33 plans de villes et figures et de 2 cartes, la vaste et savante synthèse que vous rassemblez pour la première fois, les données actuellement disponibles et trace les perspectives d'un abondant travail à venir.

Né en 1925, Institut de formation, André Raymond est un érudite du monde arabe, du Golfe à l'Atlantique. Il y a fait des recherches, s'y est engagé et y a dirigé, de 1966 à 1975, l'Institut Français d'Etudes Arabes de Damas. Professeur à l'Université de Provence, il est l'auteur de nombreuses publications, en particulier : *La Tunisie, artisans et commerçants du Levant au XIX<sup>e</sup> siècle* et *The Great Arab Cities in the Middle East Centuries*.

*avec An Introduction.*

